

PAUL GENÈVE

Un Français ==  
== à Constantinople

*(Juillet 1912 - Juillet 1913)*

PARIS

ANDRÉ LESOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, RUE DE L'ÉPERON, 10





**Un Français** **=====**  
**=====** **à Constantinople**



PAUL GENÈVE

Un Français ==  
= à Constantinople

*(Juillet 1912 - Juillet 1913)*

~~~~~  
AVEC PRÉFACE

DE

FERNAND DIVOIRE



PARIS

ANDRÉ LESOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, RUE DE L'ÉPERON, 10



---

*Tous droits de reproduction et de traduction,  
réservés pour tous pays.*

---



035A 7115

## PRÉFACE

Paul Genève, je te revois. Il n'y a pas eu la guerre. Nous sommes à *l'Intransigeant*. Tu y es chef des échos. Ton visage rasé, avec la courte moustache coupée, les yeux bruns, inquiets un peu, le front dénudé déjà... Il y a en toi une grande tendresse. Ta vie toujours a tendu à la stabilité. Une fiancée, un foyer, voilà toujours les choses dont tu me parles quand tu me confies tes rêveries.

Et la vie ne t'aura donné nulle paix, nulle fiancée.

Tu étais né dans les Deux-Sèvres. A l'âge de deux ans tu avais déjà voyagé puisque tu étais à Paris avec les parents. A Condorcet, tu faisais trop de vers — comme ce petit poème sur *Le livre et l'épée* dont j'ai devant moi le manuscrit avec les annotations à l'encre rouge du professeur. Trop de vers, c'est l'avis de ton père. Il t'envoie à Londres où tu apprends l'anglais, en Espagne où tu entres dans une banque. Mais guérit-on jeune du mal d'écrire? D'Espagne, tu envoies des vers et de la prose à des journaux qui les insèrent: *Les Lectures pour tous*, *le Rire*. Tu célèbres les chants andalous.

*Cris féroces, mots ingénus.*

Te voici soldat. A ton retour, tu entres à *l'Opinion*

où tu es secrétaire de la rédaction. On joue *la Retrempe*, une pièce que tu as signée avec F. de Maigret et à laquelle tu disais que tu avais peu collaboré.

A l'*Opinion*, tu trouves Georges Gaulis. Il l'emmène avec lui à Constantinople (une fiancée, un foyer...) comme rédacteur en chef du *Stamboul*. Mais au bout de quelques mois, Georges Gaulis meurt et te laisse seul à la tâche. C'est un instant de troubles. La guerre des Balkans va éclater. Le journaliste français qui est à la tête du *Stamboul* a un rôle délicat. Tu le remplis d'une façon courtoise et ferme. Tu te surmènes; tu écris ces articles prophétiques et d'une belle clarté de jugement que voici réunis par les soins de ton admirable mère. La guerre des Balkans éclate; tu la suis avec Paul Erio, du *Journal*, Raymond, de *l'Illustration*, Max Aghion et quelques autres. La campagne est dure même pour ceux qui y sont spectateurs. Mais elle t'emplit de souvenirs que tu sais si bien faire partager. Témoin ce bel article qui a paru en tête de *l'Intransigeant* et que je veux citer ici tout entier :

« 27 juillet 1913 »... C'est bien cela... « Andrinople. Service d'action de grâces à Sultan-Sélim. » Sur un vieux carnet, je retrouve ces notes. Voici un an tout juste, un an déjà qu'en la plus belle mosquée du monde le Dieu et son Prophète furent remerciés par cinq mille fidèles, cinq mille soldats boueux, sanglants, noirs de leur barbe repoussée. Et leur adoration unissait aux deux noms sacrés celui d'Enver, du simple lieutenant-colonel Enver qui venait de reprendre Andrinople.

« Sur les tapis épais réservés au Commandeur des

Croyants, l'amitié d'un chef m'avait permis de me dissimuler, pieds nus, derrière une grille de bois, ténue et serrée comme un tulle. De cette place on dominait l'ensemble, et je le reconnaissais, le jeune Enver triomphateur, tout droit, le front clair, ou plié, les paumes à plat sur la dalle, qui accomplissait en même temps que ses troupes la rituelle gymnastique. Jamais chrétien vivant n'avait sans doute encore contemplé un tel spectacle :

« Du haut de la mosquée, on voyait ces milliers d'hommes alignés dans l'immense édifice, s'abattre et se redresser, alternativement, tantôt le front sur le sol même, tantôt debout, les mains ouvertes, répondant ensemble d'une même intonation rauque : « Aryn, aryn », aux paroles indistinctes que chevrotait un vieil iman au visage craquelé. Une terrible senteur émanait de ces guerriers déchaussés, une odeur si puissante qu'elle finissait par anéantir l'odorat, laissant toute jouissance aux yeux et aux oreilles. La cérémonie atteignit au sublime quand un prêtre monta lentement vers la voûte blanche pour y chanter l'action de grâces. A chaque marche, il s'arrêtait un long moment, et c'était crispant que cet homme fût si peu pressé d'arriver, si sûr d'avoir le temps, si maître des cinq mille dos arqués, au-dessous de lui, en dévotion... Enfin, il parvenait tout au haut du frêle escalier de faïence. De la coupole que son front touchait presque, un rayon de soleil entrait en oblique, d'un jet nourri comme celui d'un projecteur de guerre, et coupait l'escalier en deux, noyant les plus hautes marches, de sorte que le prêtre, à peine visible, semblait en suspension dans l'aveuglante lumière.

« Là, il chanta. Sur un timbre étourdissant, suraigu, évadé de toute gamme humaine, il remercia le Créateur. Sa voix se tenait sans repos à l'extrême limite d'audition, à ce point que les ondes en semblaient affecter d'autres sens que l'ouïe... Je ne sais si ce

fut long ou bref... Sur une note insoupçonnée, le chant cessa net, comme un cristal se brise, et les cinq mille soldats se relevèrent. Enver bey était transfiguré, les yeux fixes, raidi. Quelle minute pour cet homme !

« Trois jours avant, il était arrivé devant Andrinople avec deux escadrons, précédant de vingt-quatre heures le gros de son armée. Et, tout de suite, avec une confiance d'inspiré, de Jeanne d'Arc, il avait envoyé un parlementaire demander la reddition de la ville.

« Il se trouva, pour que tout fût beau, que ce parlementaire était un enfant, — Tu ne te fâcheras pas, Mertchen, si je donne ce nom à tes vingt ans ? — un enfant solide et bien campé dans son uniforme neuf de maréchal des logis. Tout en joie de l'honneur, le parlementaire avança seul. Six heures durant, il attendit que le général-gouverneur se décidât à lui remettre un bout de papier : l'acte de reddition. Puis un officier et quatre hommes le reconduisirent au pont :

« — A bientôt, bey, à Constantinople, lança l'officier, par bravade irritée.

« — Pourquoi pas à Sofia, mon capitaine, ripostait le maréchal des logis turc en arrachant son bandeau. Le lendemain, nous entrions.

« Quelle nuit exaltée ! Et quelle interminable causerie dans cette grande salle où je campais avec mes deux amis : Mertchen, qui est maintenant élève officier à Saint-Cyr, et Osman bey, sorti de Fontainebleau, Osman qui venait de remonter toute la Thrace en poussant, à marches forcées, devant ses trente-six canons français, les restes de l'armée ennemie... Comme elle effaçait les humiliations et les fatigues, cette reprise d'Andrinople !

« Les jours qui suivirent, la joie tomba. Trop de ruines dans la ville. Trop d'horreurs dans la province.

Trop de tas de cendres là où la carte indiquait des villages. Surtout, trop de filles comme celle qui chantonnait à la fenêtre, folle et nue: « Mon père est mort, mon père est mort, ils l'ont tué; ma mère est morte, ma mère est morte, ils l'ont tuée... » Chukri bey, le juge de district, pleura brusquement et le capitaine d'escorte s'échappa... Pourtant, la vue des morts et des blessés n'émouvait plus, d'ordinaire... Mais cette enfant...

« Ce n'était pas cette sorte de souvenirs que je voulais invoquer; cela revient malgré soi. Aujourd'hui, anniversaire, seule importe la reprise de la ville.

« De cette ultime revanche, Djemal pacha, notre hôte en ce moment, fut, avec Talaat et Enver, l'organisateur tenace et jamais abattu, l'homme qui ne désespéra pas de son pays, bien que le scepticisme des chancelleries...

« Mais ceci est une autre histoire, moins belle à conter, assurément, que la prière des cinq mille en Sultan-Sélim d'Andrinople, la mosquée où dorment les sultans morts. »

Mais la vie n'avait pas terminé pour toi, le doux et le tendre, qui rêves toujours d'un foyer, les vicissitudes. Tu reviens à Paris en septembre 1913. 1914 n'est pas loin. Tu pars, tu quittes ta rubrique d'échos de l'*Intransigeant*. Nous te disons: « cela va durer 15 jours. » Tu réponds: « Non, il y en a pour jusqu'à la Noël. » La Noël passe. Les fatigues continuent. Tu es observateur en ballon. Dur métier où l'on est une cible vivante, sans la joie de pouvoir se défendre et où tout l'esprit est tendu pour la découverte de quelque chose au loin. Tu te bats ainsi avec le mystère de certain crassier, du côté d'Arras. Tu m'as parlé de ce crassier et de ce qu'il cachait.

Tu méritais la croix de guerre; on oublie de te la donner; tu n'as pas pu rester observateur jusqu'au dernier jour. La tension a été trop forte.

Tu reviens, ayant laissé dans le nord « plus que ton corps » comme le dit une belle phrase de ta mère. La paix est là; les survivants se sont remis au travail. Tu as toujours dans notre vieille rue du Croissant ton bureau, ton pot de colle, tes ciseaux, ton porte-plume; mais tes yeux n'ont plus la même clarté. Tu es tendre toujours, mais irritable. Tu sais à quoi tu es condamné. Il s'agit pour toi simplement de le cacher à ta mère. Le reste, peu importe...

Tu ne penses pas cependant que la mort soit si proche et tu me confies encore des projets d'avenir. Oh ! d'avenir modeste... Toi qui as été un écrivain excellent, toi qui as été enthousiaste et spirituel, tu veux apprendre le métier de correcteur parce que tu dois douter de toi. Cette courageuse humilité, ce n'est pas ce qui m'émeut le moins quand je pense à toi. Et puis la lumière s'est tout à fait éteinte et il n'y a plus eu qu'une mère en deuil.

Mon cher Genève, je sens encore dans ma main le ferme abandon de ta main amicale et je me rappelle tes yeux clairs qui avaient vu galoper les cavaliers sur le pont de Péra, comme dans les romans de Farrère, qui avaient vu avancer les fantassins et pleuré fraternellement sur eux — du côté d'Aix Nouvelle. — Mais qui jamais n'ont vu le foyer et le bonheur qui étaient ton rêve.

Fernand DIVOIRE

## Le Collège oriental de l'Université de Lyon

Le gouvernement turc et l'élite de ce pays, sachant à quel point l'avenir d'une nation est étroitement lié aux questions d'enseignement, travaillent avec ardeur à l'organisation de l'instruction publique. Hier encore, nous annoncions les grandes lignes d'un nouveau projet de loi élaboré par M. le ministre de l'Instruction publique, et dont les dispositions essentielles sont très heureuses. L'un des articles de ce projet mérite particulièrement d'être retenu et commenté :

« Le corps enseignant, sans exception, est-il dit dans cet article, ne comprendra que des sujets ottomans. »

Ainsi, les professeurs des universités et des hautes écoles, ceux de l'enseignement secondaire et leurs maîtres-répétiteurs, les professeurs spéciaux et les instituteurs, toute cette armée d'instructeurs et de pédagogues, sera donc exclusivement nationale. C'est très bien. Mais la Turquie possède-t-elle, en nombre suffisant, des hommes véritablement capables de remplir dès aujourd'hui ces diverses fonctions ? Malgré les progrès considérables qui ont été accomplis dans cette direction depuis quatre ans, il semble bien que l'enseignement comprenne encore plus de postes que de titulaires.

Il est donc indispensable de commencer ici la réforme de l'instruction publique « par le haut », c'est-à-dire qu'il faut, avant tout, former des maîtres.

\* \* \*

Cette formation, les sujets ottomans vont l'acquérir à l'étranger, dans les Universités séculaires de l'Europe occidentale, et c'est à Paris que beaucoup de ces futurs éducateurs viennent chercher le complément de culture et les méthodes qui leur permettront plus tard d'enseigner la jeunesse.

L'Université de Paris est fière des centaines d'étudiants étrangers qu'elle accueille tous les ans, et, parmi ces hôtes venus de tous les points du monde elle est heureuse de constater que chaque rentrée voit augmenter le nombre des Orientaux qui se confient à elle. Dans la magnifique Maison des Etudiants, qui s'élève au quartier latin sur l'emplacement de notre ancienne Faculté de médecine, les étudiants ottomans forment aujourd'hui une véritable colonie dont l'assiduité aux cours et la réussite sont, d'ailleurs, remarquables.

Toutefois, il convient de signaler qu'en raison même de l'excellence de ses leçons, l'Université de Paris attire tant d'étrangers, que certaines Facultés, — celles, notamment, où le travail de laboratoire est nécessaire, — en sont arrivées à dépasser un peu la quantité d'étudiants qu'elles peuvent utilement recevoir. Toute une catégorie d'études est ainsi rendue plus difficile aux jeunes gens. Le professeur est éminent, la méthode est excellente, mais il y a trop d'élèves. Le cours se transforme en conférence. L'enseignement est moins direct. Et cette affluence n'était pas sans présenter, surtout pour les étrangers, quelques inconvénients.



Mais la France considère justement que son rayonnement intellectuel fait partie intégrante du rôle qu'elle joue dans le monde, et elle s'est préoccupée de conserver aux étrangers toutes les facilités possibles de mener à bien leurs études. C'est chose faite. A l'Université de Lyon, notre seconde capitale, les étrangers trouveront à présent, avec un enseignement égal à celui de Paris, l'avantage d'un contact plus direct avec leurs professeurs.

Et même, en ce qui nous intéresse ici plus précisément, c'est-à-dire la formation des professeurs, il est certain que l'Université de Lyon est préférable à toute autre.

Elle est, en effet, la seule en France qui possède un « Collège oriental ».

On se souviendra sans doute qu'au cours de l'été 1911, une mission française, composée du Recteur de l'Université de Lyon, M. P. Joubin, et de plusieurs professeurs, séjourna quelque temps à Constantinople. Cette mission est revenue en France avec l'opinion très nette que, si l'Université voulait se rendre vraiment utile en Orient, l'un de ses principaux objectifs devait être de former des professeurs. C'est en vue de l'accomplissement de cette tâche qu'elle a créé son « Collège Oriental ».

Cette institution comporte un cours préparatoire destiné aux Orientaux qui n'auraient pas, à leur arrivée, une connaissance suffisante de la langue et des études françaises. Ce cours est sanctionné par un « diplôme de maturité ». Bien entendu, ceux des étudiants qui témoignent de connaissances suffisantes, obtiennent le diplôme dès leur arrivée.

Tenant compte des desiderata qui lui furent exprimés ici l'année dernière, M. Joubin a réservé dans les programmes du collège oriental une large

place à l'hygiène et à l'économie politique. Mais son innovation la plus importante a été d'autoriser les étudiants ottomans à choisir comme langue et littérature étrangères la langue et la littérature de leur pays.

Une maîtrise de conférence de turc et d'arabe a été spécialement créée pour eux à la Faculté des Lettres.

Autre chose encore : pour que les étudiants ottomans puissent acquérir plus vite la pratique du français et pour les éloigner le plus possible des tentations, l'Université a voulu assurer leur placement dans des familles. Elle a constitué à cet effet un comité de tutelle, chargé de prendre le jeune homme lors de son arrivée à Lyon, de l'installer, de le surveiller, de tenir sa famille au courant de l'état de sa santé, de sa conduite et de ses progrès universitaires.

On voit combien d'avantages pratiques la mission d'études a su mettre à la disposition des jeunes ottomans désireux de terminer leurs études en France. Lyon leur offre, de plus, l'agrément de vivre parmi une population éprise de progrès, laborieuse, experte en toute sorte de commerce et d'industrie, et particulièrement unie à l'Orient. Au point de vue des richesses intellectuelles, toutes les grandes écoles supérieures, chimie, beaux-arts, mines, météorologie, etc., existent aussi bien à Lyon que dans la capitale.

Maintenant, nous voudrions attirer l'attention sur un arrêté pris récemment par le ministre de l'instruction publique en France. Jusqu'au début de 1912, un étranger ne pouvait suivre les cours d'une fa-

culté française qu'après avoir obtenu son baccalauréat ou quelque diplôme assimilé. Bien qu'instruit et très préparé, l'étudiant étranger perdait souvent ainsi un an ou deux.

Depuis le 5 janvier 1912, les jeunes étrangers n'ont plus à subir qu'un examen d'entrée, après lequel ils peuvent immédiatement s'inscrire à la Faculté dont ils veulent suivre les cours. Parmi les épreuves de cet examen préliminaire figurent des questions sur la littérature et l'histoire du pays d'origine du candidat. L'Université de Lyon étant la seule à posséder un professeur capable d'examiner en turc, arabe et persan, voici encore une raison de plus pour la désigner au choix des étudiants ottomans.

Tant d'efforts intelligents, tant d'avantages réunis dans une même ville, sous une même direction, ne resteront pas sans effets.

L'Université de Lyon vient d'accomplir une œuvre utile. Entre nos deux pays elle a créé de nouveaux liens d'estime et de sympathie, en aidant à une plus intime connaissance réciproque. Le prestige de la France en Orient lui doit désormais quelque chose.

*6 juillet 1912.*



## La Prusse des Balkans

La Prusse des Balkans... c'est-à-dire la Bulgarie... Ce mot était employé volontiers dans les chancelleries, où la prudence du langage diplomatique et l'étude de l'histoire contemporaine disposent à raisonner le plus souvent par comparaison. Le terme



ne manquait pas d'allure, et, depuis quelques mois, on s'en servait beaucoup... Mais l'histoire a des revirements inattendus et tout semble aujourd'hui prouver que la comparaison était forcée. La Bulgarie est en ce moment bien éloignée d'accomplir, dans la Péninsule, ce que la Prusse est parvenue à réaliser en Europe après la guerre de 70.

Sera-ce la Roumanie qui héritera d'une comparaison trop lourde pour sa voisine du sud ? Non pas immédiatement, sans doute, mais la chose reste très possible dans le futur. Il se peut que le Hohenzollern de Bucarest songe à faire, au détriment de la Bulgarie, et toutes proportions gardées, ce que fit, il y a près d'un demi-siècle, au dépens de l'Autriche et de la France, un Hohenzollern de Berlin.

Car voici longtemps, très longtemps, que la Roumanie surveille avec inquiétude les accroissements territoriaux du royaume récemment fondé sur la rive droite du Danube.

Des préoccupations d'ordre économique et social ont quelquefois paru détourner les pensées du peuple roumain et celles de son roi de cette menace éventuelle... en réalité, la Roumanie n'a jamais oublié que « tout accroissement d'un Etat voisin constitue *ipso facto* une diminution pour ses voisins ».

A plusieurs reprises, nous avons eu ici l'occasion de parler de la « plus-grande-Roumanie », telle, d'ailleurs, que les écoles roumaines en enseignent les limites désirées. Pour rappeler d'un mot ces velléités d'expansion, disons seulement que la Roumanie actuelle compte sept millions d'habitants tandis qu'en y joignant la « Roumanie asservie », — c'est l'expression même des professeurs roumains — le chiffre total des habitants irait à quinze millions.

Mais, pour réaliser ce rêve, il faudrait que la Rou-

manie put enlever une vingtaine de comitats à l'Autriche-Hongrie et la Bessarabie au grand empire slave du Nord. Ces réalisations sont impossibles, et tout en maintenant dans le peuple l'idée d'une Dacoroumanie, le gouvernement de Bucarest s'est tourné vers des buts plus accessibles : la Roumanie est devenue un Etat prospère, où le blé et le pétrole sont d'inépuisables sources de richesse.

Pour cette transformation économique, il a fallu que l'esprit des gouvernants et l'énergie du peuple fussent appliqués tout entiers à l'œuvre intérieure; c'est ainsi que, pendant des années, la Roumanie fut, pour les autres Etats balkaniques, une voisine comode et paisible. Et l'on perdit un peu trop de vue les progrès militaires que cette richesse du pays lui permettait d'accomplir. Les Bulgares, ces « loups maigres », comme les appelait de Pennenrun, ne firent pas suffisamment attention, peut-être, aux solides chiens de garde qui les regardaient par-dessus le Danube.

Aujourd'hui, mais trop tard, la Bulgarie voit le danger, le grand, l'imminent danger qui la menace!

Demain, 500.000 soldats roumains seront massés contre la frontière bulgare... dans huit jours tous seront peut-être passés de l'autre côté du fleuve...

Que peut faire la Bulgarie ?

Tous ses rêves d'expansion s'évanouissent, tout son impérialisme se lézarde et craque comme un édifice sans fondations qu'assaille la tempête... et l'orgueilleux Bulgare voit à présent qu'il lui faudra souscrire aux conditions que va lui dicter le roi Carol, maître de l'heure.

*9 juillet 1912.*

## La vie chère

La vie chère est à l'ordre du jour dans le monde entier. Cette semaine, spécialement, plusieurs remèdes de nature bien différente ont été proposés simultanément en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Après les avoir signalés, nous en viendrons à la Turquie.

Il faut dire tout de suite que deux de ces remèdes, l'allemand et l'américain, relèvent plus directement de l'humour que de l'économie politique. Nous les signalerons quand même; en d'aussi graves débats, il n'est pas désagréable de rencontrer de temps en temps une note discrètement joyeuse.

Le remède qui vient d'Allemagne nous est proposé par deux professeurs notoires. Ces messieurs ont découvert que la chaux est la panacée moderne : elle accroît la vitalité de l'organisme et le poids du corps, elle écarte les mauvais microbes, elle fortifie le cœur, nourrit le cerveau... J'en passe. Or, la chaux est pour rien... De plus, « celui qui déjeune d'œufs à la coque et laisse les coquilles est dans l'erreur, disent les professeurs allemands. Il devrait, au contraire, laisser le jaune et le blanc, et manger la coquille! » Les gens qui continueront à « manger des briques » sont désormais sans excuse.

Le second remède humoristique, l'américain, est plus curieux encore. D'ailleurs, il n'existe pour le moment que sous la forme d'une prime de vingt-cinq mille francs, offerte, dit-on, par un original, M. le colonel Jim Cope, qui a sans doute trop lu *Place aux Géants* de Wells. On gagnera la prime en développant un animal dix fois à sa grosseur normale! Pas deux

fois, dix fois! La chose n'est pas impossible. ajoute le donateur... « Le Dr Oppel a bien réussi à obtenir des grenouilles hautes de 60 centimètres; pourquoi n'obtiendrait-on pas des moutons gros comme des éléphants? » C'est cela qui augmenterait le stock de viande! D'autant plus que le colonel assure qu'on peut employer à la nourriture des animaux-phénomènes des aliments sans valeur tels que racines, chardons, écorces tendres, cactus, etc. Vingt-cinq mille francs pour une telle découverte! C'est bien peu de chose...

\* \* \*

En attendant que les restaurants servent une aile de moineau pour deux personnes, il serait bon de chercher à la crise de la vie chère une solution moins divertissante, peut-être, mais plus pratique.

En Turquie, la question ne se présente pas sous un aspect très simple. Cela tient, disons-le dès maintenant, à l'état précaire dans lequel se trouve l'agriculture turque. Nous ne saurions traiter ici, même succinctement, un problème aussi complexe. Mais en restreignant nos remarques à la ville de Constantinople, nous arriverons, par l'examen de plusieurs faits différents, à montrer comment le problème de la vie chère pourrait être résolu en ce qui concerne la capitale.

Les terres du vilayet sont au moins aussi bonnes que celles de la grande banlieue de Paris, où pas un hectare n'est perdu. Or, les terres du vilayet sont, en beaucoup d'endroits, incultes. Les trop rares agriculteurs qui les travaillent fournissent d'abord l'exportation, et l'on sait qu'un tel système augmente infailliblement le prix de la consommation sur place. Le *Stamboul* signalait, il y a peu de jours, la con-

séquence forcée de cette mauvaise exploitation : le coût des fruits, des légumes et de la viande a doublé en très peu de temps.

Il serait aussi injuste d'en faire reproché aux cultivateurs du vilayet que d'accuser les agriculteurs français de la hausse du blé. Qu'on leur facilite la besogne, qu'on leur donne les moyens de travailler leurs terres, qu'on les sorte, enfin, de l'insécurité qui les paralyse, et, en très peu de temps, les fruits, les légumes et la viande auront retrouvé des cours normaux.

• \* •

Le comité *Union et Progrès* du vilayet, lors de sa réunion annuelle, s'est préoccupé de cet état de choses. Deux points essentiels ont été discutés. Pour chacun de ces deux problèmes, le comité a indiqué des remèdes dont l'application est urgente. Il conviendrait d'abord, de régler précisément les rapports entre les propriétaires et leurs fermiers ou métayers. Ceci fait, il serait nécessaire d'organiser le crédit de façon à consentir aux paysans les prêts hypothécaires dont ils ont le plus grand besoin.

Lorsque ces deux réformes seront accomplies, le vilayet entrera dans une ère de rapide prospérité, et Constantinople ne souffrira plus de la cherté des vivres.

Depuis longtemps déjà un projet de loi traitant à fond la question a été remis au conseil d'Etat par le ministère du commerce et de l'agriculture. Je sais bien que la section législative du conseil d'Etat est particulièrement chargée, que ses soucis sont nombreux et qu'elle apporte à l'accomplissement de sa haute mission, beaucoup de travail et de conscience.

Bien d'autres projets de loi sont là, qui attendent leur tour...

Mais la cherté de la vie est devenue ici une question si importante que la capitale toute entière serait reconnaissante aux conseillers d'Etat de donner un tour de faveur à l'examen des textes qui leur furent soumis, il y a six ou sept mois, par Aristidi pacha.

*12 juillet 1912.*



## Une proclamation impériale

Le général Khourchid pacha, ministre de la guerre intérimaire, a lu hier, en personne, aux troupes de Constantinople une Proclamation Impériale.

Comme on le verra, le ton et l'allure de cette proclamation, sa netteté, sa vigueur et le pur patriotisme dont elle est empreinte, en font un document d'une importance capitale. Le 6/19 juillet 1912 restera une des dates mémorables de l'Histoire ottomane.

Le Sultan, dans sa proclamation, s'est appuyé sur ses prérogatives constitutionnelles. Il a parlé au nom de la Charte. Toutefois, il n'a pas négligé d'indiquer aux soldats mécontents qu'il est leur chef suprême. Il leur a également rappelé d'un mot leur attachement au Khalifat.

Sa Majesté a d'abord indiqué dans quel sens Elle désirait, Elle « jugeait nécessaire », pour reprendre ses mots exacts. que le cabinet à venir, le cabinet Tevfik, fût exclusivement composé de hautes personnalités du monde politique, capables de s'affranchir

de la lutte des partis pour former un ministère d'affaires, un « ministère national ».

Certes, rien ne pourrait mieux servir actuellement la Turquie que le rétablissement du calme intérieur, après cette trop longue période d'agitation et de trouble. Tout le monde a l'impression que le pays ne peut pas rester indéfiniment dans cet état fiévreux, dont chacun ici souhaite ardemment la fin.

Le cabinet Tevfik pacha n'en sera pas moins difficile à constituer. S. M. I. le Sultan a dit expressément qu'Elle jugeait nécessaire la présence au pouvoir d'hommes ayant à la fois « une large expérience des affaires de l'Etat », mais qui soient cependant « affranchis de toutes influences. »

Des hommes ayant l'expérience des affaires, la Turquie en possède maintenant assez pour que l'embaras de Tevfik pacha vienne de leur nombre même; mais des hommes politiques indépendants, complètement indépendants... on en trouvera beaucoup moins. Et cela est facile à concevoir; les luttes ont été trop vives, elles ont duré trop longtemps, elles sont trop récentes, pour que ceux qui y participèrent puissent les oublier tout à fait. Aussi, l'équilibre du nouveau cabinet sera-t-il délicat à établir.

Et il se peut qu'il soit assez malaisé en ce moment, — pour des raisons sur lesquelles il est inutile de revenir, — de trouver un ministre de la guerre.

Nous avons tenu à formuler ces quelques remarques, non point pour montrer la tâche de Tevfik pacha comme étant impossible, mais simplement pour indiquer que le ministère sera assez difficile à former.

Cette difficulté même honore Tevfik pacha, dont les qualités exceptionnelles d'intelligence et de di-

plomatie font, en les circonstances actuelles, l'homme le plus qualifié pour réussir dans une tentative de cet ordre.

Après avoir indiqué qu'Elle tenait particulièrement à l'indépendance du futur Cabinet, S. M. I. s'adresse directement aux militaires, et ce passage de l'impériale proclamation est spécialement précis.

Lorsque devant les troupes alignées hier, le ministre de la guerre par intérim lut à voix haute ces paternelles exhortations, le spectacle dut être saisissant de ces hommes immobilisés dans la discipline militaire, tandis qu'en leurs cerveaux se heurtaient peut-être les sentiments les plus divers, bientôt dominés, nous en sommes sûr, par l'amour de la Patrie et l'obéissance due au Chef suprême.

Il est à remarquer que le Sultan n'a pas parlé des affaires d'Albanie.

Enfin, Sa Majesté a fait une noble allusion à ces torpilleurs ennemis « qui ont osé venir jusqu'aux portes de la capitale... » J'imagine qu'en écoutant hier Khourchid pacha leur donner lecture de l'iradé, tous les soldats, officiers, généraux ont dû, à ce passage, être secoués d'un long frémissement patriotique.

Et nul ne peut songer à ce spectacle sans en éprouver quelque émotion. La présence des Italiens à l'entrée des Dardanelles a galvanisé la Turquie.

Devant l'ennemi, l'Empire ottoman ne fait qu'un bloc. Puisse cette heureuse cohésion exister également dans les affaires intérieures!

15 juillet 1912.

## Après le vote de confiance

Depuis avant-hier, la situation politique est dominée par un fait : le cabinet Saïd pacha, bien que deux de ses portefeuilles fussent sans titulaire, a obtenu de la Chambre un vote de confiance quasi-unanime.

Ce fait est d'autant plus significatif que la question d'Albanie, — la préoccupation principale du moment, — a été traitée par Saïd pacha avec une grande netteté. Ce n'est pas un vague certificat que le Parlement a délivré avant-hier aux ministres ottomans, mais bien une approbation réfléchie et précise.

Fort de cette approbation, le ministère semble donc en posture de pouvoir appliquer, librement, la formule qui lui paraît le plus conforme aux intérêts supérieurs du pays.

Cette formule, nous la connaissons, spécialement en ce qui concerne les événements d'Albanie : elle consiste à rechercher l'apaisement par tous les moyens possibles, à condition cependant qu'ils n'atteignent pas l'intégrité de l'Empire.

Les revendications albanaises, que Saïd pacha a commentées lundi dernier à la tribune, ne sont pas toutes inconciliables avec cette doctrine. Mais il suffit que certaines d'entre elles paraissent inopportunes pour que l'apaisement tant souhaité reste du domaine de l'avenir.

\* \* \*

On connaît les quatre principales demandes des albanais révoltés : Démission du cabinet; dissolution

de la Chambre; service militaire régional; nomination de fonctionnaires indigènes.

Le régime constitutionnel ne permet pas que le gouvernement puisse recevoir sa démission d'une autre autorité que de la Chambre. C'est uniquement aux députés qu'il appartient de se prononcer en pareil cas, et le gouvernement qui s'en irait après avoir obtenu une majorité comme celle de lundi ferait non pas un acte d'abnégation, mais un aveu d'impuissance.

Le pouvoir législatif n'a pas non plus à céder devant une province mécontente ou même révoltée et moins encore dans le cas actuel, où le mécontentement semble provoqué par des ambitions personnelles.

Sur ces deux premières revendications nous ne croyons pas que le moindre doute puisse subsister : du seul point de vue de la légalité, le cabinet Saïd pacha a le devoir de refuser.

Restent les deux dernières demandes c'est-à-dire la faculté pour les Albanais d'accomplir leur service militaire dans leur province et le recrutement sur place des fonctionnaires albanais.

Ici, il est possible de discuter. Pourtant, il apparaît bien vite que l'on rendrait un mauvais service à l'Albanie en lui accordant, aujourd'hui, ces satisfactions régionalistes.

La plus grande partie de la population albanaise reste fidèlement attachée à l'Empire et le sort de cette calme majorité est au moins aussi intéressant que celui de la minorité bouillonnante dont l'agitation a provoqué tout le mal. Or, c'est justement à cette minorité que reviendraient vraisemblablement les charges et les emplois officiels en Albanie. Et

peut-on croire que ses vellités de décentralisation ne se développeraient pas devant ce premier succès ?

L'Histoire fournit la réponse : de telles concessions n'aboutiraient qu'à fortifier l'assurance des régionalistes, qui seraient alors tentés d'imposer leurs idées à l'ensemble de la province.

Le Cabinet avait le devoir de repousser également ces deux derniers desiderata ; la Chambre ne pouvait qu'approuver le gouvernement.

\* \* \*

Mais il est d'autres demandes moins intransigeantes, moins « politiques ». Celle, par exemple, qui a trait à l'emploi des caractères latins pour l'écriture et les publications. Peut-être arriverait-on à s'entendre à ce sujet. En second lieu, il est possible que des fonctionnaires étrangers à l'Albanie, et connaissant mal ses usages et ses mœurs, aient outrepassé leurs droits. Dans ce cas, d'énergiques sanctions s'imposeraient. Il y a ainsi plusieurs réformes sur lesquelles un accord peut être établi.

Mais avant de décider quoi que ce soit, il est essentiel, pour faire œuvre durable, de savoir exactement quels sont les mécontents et d'examiner impartialement leurs demandes.

Cette mise au point ne peut être faite que sur place. C'est pourquoi la solution adoptée par Saïd pacha, bien qu'elle ait l'inconvénient de prolonger l'attente, n'en demeure pas moins la seule équitable : en conformité de vues avec le ministre de l'intérieur, le grand-vezir a décidé l'envoi en Albanie d'une « commission de réformes ».

Aucun député ne fera partie de la Commission ; cette mesure est sage. Il faut toujours, en pareil cas, écarter la politique. Tout au plus, le gouverne-

ment pourrait-il faire appel à un sénateur pour présider ces études. Mais tous les autres délégués devront être des fonctionnaires, des spécialistes n'ayant en vue que l'aspect économique et social de la question.

On dit que le grand-vezir donnera à ces envoyés des pouvoirs étendus, afin qu'ils puissent examiner chaque demande avec l'assurance d'être écoutés lorsqu'ils décideront. Il n'est pas probable cependant que cette commission puisse prendre d'elle-même les mesures, répressives ou bienveillantes, dont elle aura reconnu l'utilité. Sur ses rapports, le Cabinet décidera.

\* \* \*

Tout ceci est sagement pensé, et réglé avec intelligence... Cependant, il est impossible de ne pas se souvenir qu'au printemps dernier, une Commission, également dite des réformes, fut organisée par Hadji Adil bey, ministre de l'intérieur, qui en prit personnellement la présidence.

Exclusivement composée de spécialistes, cette mission parcourut la province en tous sens, étudiant chaque plainte, chaque proposition de réforme, avec une scrupuleuse attention. Tout ce qui pouvait contribuer à l'amélioration matérielle et morale de l'Albanie fut envisagé par elle de façon conciliante. Sous les yeux du ministre, on commença même l'application pratique d'un certain nombre de réformes.

A ces loyaux essais, l'Albanie répond aujourd'hui par une effervescence renouvelée. De graves difficultés ont surgi. Et la durée même du mouvement en fait une affaire sérieuse.

Devant un tel état de choses, la nouvelle commission nommée par Saïd pacha devrait, croyons-nous,

s'efforcer tout d'abord de calmer les esprits. Voilà son devoir le plus immédiat. Pour le remplir, il faudra sans doute qu'elle en arrive à transiger sur quelques points secondaires...

Ce qui importe le plus en ce moment, c'est le prompt rétablissement de l'ordre. Il est avant tout nécessaire de couper la fièvre qui surexcite l'Albanie.

Si, de part et d'autre, on veut bien comprendre cela, nous sommes persuadés que la raison et le vrai patriotisme finiront par justifier entièrement les déclarations rassurantes du grand-vezir, dont le discours d'avant-hier alliait, dans une exacte mesure, toutes les possibilités de bienveillance à l'intangible dignité du Gouvernement central.

*17 juillet 1912.*



## La situation

Cette démission, depuis quelques jours on l'attendait; on en parlait beaucoup, malgré ou plutôt à cause des démentis quotidiens. On savait que les opinions des membres du gouvernement accusaient entre elles de sensibles divergences. Certains des ministres eussent volontiers cédé au mouvement qui venait de provoquer le départ de Mahmoud Chevet pacha. Mais d'autres, et parmi eux le grand-vezir lui-même, préféraient demeurer sur un terrain purement constitutionnel et ne démissionner que sur la volonté d'une majorité parlementaire.

Devant la Chambre, cette tactique avait triomphé; elle a succombé devant les événements. La situation

était vraiment trop tendue ; le mécontentement était trop manifeste. L'affaire, les affaires de l'Albanie s'aggravaient chaque jour. Et chaque jour s'étendait dans le pays l'opinion que le gouvernement se trouvait engagé malencontreusement dans une lutte intérieure et stérile.

Dans ces conditions, le ministère était condamné. Rien ne pouvait le sauver que le rétablissement de l'ordre en Albanie... Au lieu de cela, on sait où en est cette province! L'inextricable situation demandait des hommes nouveaux. Saïd pacha l'a compris; ce vieillard patriote ne veut pas que les inquiétudes qui firent pression sur lui depuis quelques jours deviennent un danger pour le pays. Et il part.

Il part laissant derrière lui un grave problème encore sans solution : la guerre turco-italienne. Le prochain ministère, — qu'il ait à sa tête Hilmi pacha ou Tefvik pacha, ou un autre, — n'aura pas plus que le cabinet Saïd pacha le pouvoir de mettre maintenant fin à ce conflit.

La Turquie n'est pas vaincue. Toutes les nouvelles que nous recevons de Tripolitaine prouvent que l'offensive italienne ne s'est pas développée; d'autre part, les troupes turco-arabes restent pourvues de tout ce qui est nécessaire pour continuer la lutte; elles ont des armes et des vivres. L'occupation de quelques îles dans l'Archipel n'atteint pas la Turquie dans ses œuvres vives. L'Italie sait qu'elle trouverait en face d'elle des forces de résistance incalculables si jamais elle portait les opérations sur le continent.

Dans ces conditions, aucun ministère ne saurait imposer à une nation invaincue une paix qui serait une sorte d'immolation. La paix doit venir tôt ou tard des bons offices de quelque puissance amie.

Elle ne sera acceptable que si elle offre à l'Empire ottoman des conditions qui sauvegarderont son honneur, et ses droits. Et les Ottomans, alors, l'accueilleront avec joie.

Pour le moment, le nouveau cabinet n'aura qu'une ligne de conduite possible : maintenir la résistance heureuse opposée jusqu'à présent aux Italiens.

Et nous en arrivons aux affaires d'Albanie. La tâche est ici plus active. A ses débuts, le nouveau cabinet bénéficiera, vis-à-vis de la province mécontente, d'une absence complète de rancunes. Que le nouveau ministère ne tergiverse pas ! Qu'il ne laisse pas se former autour de lui cette irritation dont est mort le cabinet Saïd. Il sera patriotique, il sera humain de chercher un terrain d'entente, tout en n'acceptant, bien entendu, aucune transaction qui puisse atteindre, si légèrement que ce soit, l'intégrité de l'Empire.

Parmi les demandes albanaises, nous répétons qu'il en est beaucoup qui ressortissent à l'état social et économique, à des prérogatives nationales, telle la question de langue.

Le nouveau cabinet aura à s'occuper de l'administration générale de l'Empire. Il serait excellent que les ministres à venir donnassent des preuves immédiates d'activité, en tout ce qui concerne l'outillage national. D'incessantes querelles politiques ont fini par entraver la marche du progrès. Le moment est venu d'avoir une vue plus haute et plus juste des intérêts de la Nation.

Enfin, c'est au nouveau ministère qu'incombe la charge de mettre en vigueur la récente loi bannissant la politique de l'armée.

Pour que cette loi puisse être appliquée avec succès, il est indispensable que le sort de l'armée soit

bien réglé. La question est complexe. Une loi réglant l'avancement est devenue indispensable. D'un autre point de vue, on n'atteindra de régularité qu'après une réorganisation méthodique des services d'inspection et d'intendance. Il y a beaucoup à faire de ce côté.

En dernier lieu, et ceci nous paraît d'une importance capitale, on devra effacer complètement tout ce qui pourrait laisser croire à la main-mise d'un seul parti sur la politique générale et sur la vie publique.

Il faut que plus rien ne donne à l'individu l'impression d'avoir perdu quelque chose des grandes conquêtes de 1908; il faut que reste complète et absolue cette liberté si chère à tout cœur ottoman.

*18 juillet 1912.*

## Vers l'apaisement

Ne vous semble-t-il pas que l'on éprouve, ce matin, une réelle impression de détente ?

Depuis le début de la crise ministérielle, chaque jour se levait sur une nouvelle surprise et sur un homme nouveau; chaque nuit transformait en erreur la certitude de la veille. Hésitations, complications et réticences s'additionnèrent pendant une semaine, donnant un assez lourd total d'inquiétude, sans qu'il fut possible d'en dégager une formule satisfaisante.

Ce matin, au contraire, — est-ce une illusion ? — la crise paraît définitivement conjurée. L'Empire

ottoman a enfin un président du conseil, Ahmed Moukhtar le victorieux, et tout porte à croire que le héros de la guerre turco-russe achèvera bientôt de former son cabinet.

Oui, décidément, l'atmosphère politique est moins pesante ce matin.

Le choix de Ghazi Ahmed Moukhtar est excellent. La gloire militaire du grand-vezir s'allie à des qualités diplomatiques exceptionnelles. Aimé de l'armée, admiré par les hommes d'Etat, le grand-vezir est en bonne posture.

Les hautes fonctions qu'il exerçait hier encore à la présidence du Sénat l'ayant tenu quelque peu à l'écart de la politique active, il lui sera possible de travailler efficacement à l'œuvre nationale d'apaisement intérieur.

Nous ne connaissons pas encore la constitution exacte du nouveau ministère, mais les noms mis en avant dénotent une volonté bien arrêtée de constituer le ministère national dont la venue au pouvoir était souhaitée par tous les amis de l'ordre.

Le cabinet Ahmed Moukhtar pacha comprendra vraisemblablement des hommes d'expérience, rompus aux affaires, qui sauront poursuivre une politique libérale, tout en restant dans une ligne de conduite pratique, et par conséquent féconde.

Il est des périodes historiques où les théoriciens quelles que soient, par ailleurs, leurs qualités, deviennent impuissants à gouverner un pays.

L'art de gouverner n'est pas une science exacte, et les plus infailibles équations mènent quelquefois dans la politique, à des erreurs manifestes.

Les hommes que l'on désigne, dès ce matin, comme devant être les ministres de demain, sauront éviter ce danger.

On est en droit d'attendre de ces hommes éminents qu'ils gouverneront, selon la Constitution, dans l'intérêt national.

La réunion tenue samedi soir par le groupe parlementaire « Union et Progrès » vient confirmer les espoirs d'apaisement. Sans doute, les questions de personnes ont peut-être pris, dans cette décisive réunion, une allure un peu brusque, un ton un peu âpre... Mais nous ne voulons en retenir que ceci : les députés unionnistes ont enfin envisagé la crise ministérielle sous son aspect véritable. Ils se sont inclinés devant le besoin d'une rapide solution conforme aux intérêts de la Patrie.

En de nombreuses occasions, et notamment samedi dernier à la Chambre, le groupe unionniste a prouvé son courage; mais, jusqu'à samedi soir, plus on constatait sa résistance, plus on éprouvait un persistant malaise... D'eux-mêmes, les députés unionnistes ont dissipé ce mauvais nuage. Il convient de les en féliciter.

Trop de bruits malveillants couraient depuis quelque temps sur leur compte; la rumeur publique si facilement impressionnable, commençait à leur prêter de noirs projets. Nous savons maintenant ce qu'il faut penser de ces bruits. Les malveillants n'ont plus de prétexte à gémir confidentiellement sur l'intransigeance du comité et de son groupe parlementaire.

Il se peut que, plus tard, la politique de partis réapparaisse. Pour le moment, elle a fait place à des soucis plus élevés.

La journée d'hier a été bonne; je veux dire qu'elle l'a été en regard de celles qui la précédèrent, car on ne peut oublier que l'agitation albanaise est loin d'être calmée. Tant qu'elle ne le sera pas, d'une

façon ou d'une autre, l'union nationale, la concorde, l'apaisement n'existeront qu'à l'état de souhaits.

Enfin, l'orage grondé moins fort... C'est déjà quelque chose.

22 juillet 1912.



## Anniversaire

Plusieurs motifs de réjouissance sont venus s'ajouter aujourd'hui, dans les cœurs ottomans, à l'allégresse que suscite le quatrième anniversaire de la Turquie constitutionnelle : le nouveau ministère est formé; la liberté de la presse est rendue aux journaux; les opérations militaires contre l'Albanie sont suspendues...

Qui donc, aujourd'hui, ne se souvient des célèbres journées des 22, 23 juillet 1908 et des fêtes enthousiastes qui suivirent. La ville entière était pavoisée. La population défilait en longs cortèges. Des groupes passaient, la tête haute, les yeux clairs, chantant des hymnes patriotiques. Une foule intense, amassée dans les rues, et parmi laquelle on remarquait de nombreuses femmes turques, ne cessait d'applaudir.

La presse, également heureuse, avait envoyé au Sultan la dépêche suivante :

« A l'occasion de l'octroi de la Constitution par Votre Majesté Impériale, Constitution qui sauvegarde les droits de tous, la presse turque, se faisant l'écho des sentiments de la nation, transmet à Votre Majesté l'expression de sa reconnaissance. Que Dieu bénisse les jours de Votre Majesté! »

Tous les journaux faisaient l'éloge du Sultan, commentaient, expliquaient la Constitution. Devant la joie populaire, la police secrète avait disparu. Tout était ici en fête.

Pour expliquer cette explosion de gaieté et de bonheur, il faut reprendre, en le modifiant un peu, le mot de Stendhal décrivant la joie des Italiens à l'arrivée dans les plaines lombardes des Français victorieux : « Ce peuple, dit Stendhal, s'ennuyait depuis cent ans. »

Ici on aurait pu dire, en constatant l'allégresse du 23 juillet 1908 et des jours qui suivirent : Ce peuple attendait depuis trente-trois ans, une liberté qu'il avait un jour entrevue.

On aurait aimé qu'une trêve fut apportée par tous, aujourd'hui, aux passions politiques. Elles sont trop vives, pour désarmer un seul jour, fut-ce celui de la Fête Nationale...

Le comité *Union et Progrès* fait annoncer ce matin qu'il saura résister aux ministres actuels s'ils tentent jamais de le gêner. Ainsi, la Fête nationale, cette année, se trouve un peu assombrie par les discussions intestines.

N'importe! Nous allons revoir aujourd'hui dans les rues et dans les jardins de Constantinople, et ce soir nous verrons sur le Bosphore, une foule heureuse, confiante en ses gouvernants, de qui elle attend la solution des difficultés actuelles.

Que tout et tous fêtent donc la Constitution et les nouvelles libertés!

Quant à nous qui avons été si touchés, le 14 juillet, de voir les gens d'ici prendre part à notre fête, nous sommes de cœur, aujourd'hui 23 juillet, avec le peuple ottoman.

23 juillet 1912.

## La trêve albanaise

En dépit de certaines insinuations malveillantes la journée d'hier n'a été marquée fort heureusement que par une bonne nouvelle : les Albanais ont promis d'attendre tranquillement l'application des réformes indiquées par le nouveau ministère.

Au nombre des revendications albanaises, il en est quelques-unes auxquelles on peut donner presque immédiatement satisfaction. Nous avons déjà indiqué ces réformes : l'autorisation d'employer l'alphabet latin et la nomination de fonctionnaires autochtones comptent parmi les principales. Une meilleure répartition des impôts sera également nécessaire. Et l'on ne peut pas dire que les Albanais aient tort quand ils formulent de telles demandes. Il est bien évident que la centralisation à outrance du pouvoir a occasionné, depuis deux ans surtout, bien des erreurs, et bien des injustices. Nous n'en notons pour preuve que la fixation de l'agham. Tandis qu'en Albanie le mouton vaut quatre ou cinq fois moins cher qu'à Constantinople, la taxe payée dans les deux régions est restée la même.

Une centralisation intransigeante amène presque toujours des déboires même dans les pays les mieux groupés; mais lorsque les conditions économiques d'une nation diffèrent d'une province à l'autre, d'une région à l'autre la centralisation est toujours une faute.

— Du point de vue administratif, peut-être, dites-vous; mais n'oublions pas que l'unité nationale doit toujours dominer toutes les considérations.

— D'accord, mais où voit-on qu'une sage décentralisation ait jamais nui à l'idéal patriotique ?

Et puis, pour parler net, ne vaut-il pas mieux accorder de bonne grâce et lorsqu'on peut encore faire figure généreuse, ce que l'on sait devoir vous être arraché dans un proche avenir ?

Qui peut prévoir jusqu'où le mécontentement aurait pu pousser les Albanais si le Sultan et le nouveau ministère ne leur avaient pas donné partiellement satisfaction ?

En réponse aux sages exhortations et aux promesses qui viennent de leur être adressées, les Albanais révoltés ont répondu par un geste de conciliation : ils ont annoncé qu'ils faisaient trêve. Et ils ont l'intention louable de rester paisiblement sur leurs positions jusqu'à la décision définitive du gouvernement central.

Ainsi les Albanais ont fait preuve de sagesse en ne proposant pas de solution immédiate. Il est évident qu'un tel ensemble de réformes ne saurait être appliqué à la légère. On ne ferait rien de bon en précipitant les choses. Le mieux, en ce moment, c'est d'attendre que la mission d'études, que préside Réchid Akif pacha, ait terminé son voyage et déposé ses propositions.

Le cahier des revendications albanaises est entre les mains des ministres. Lorsqu'ils auront reçu le rapport de Réchid Akif pacha, ils pourront décider en connaissance de cause. Jusque-là, l'attente en paix est la meilleure formule.

La trêve albanaise ne semble plus devoir être rompue, malgré les excitations locales de quelques exaltés, car l'Albanie attend avec satisfaction l'arrivée de Férid pacha au ministère de l'intérieur.

D'un autre côté, la délégation des officiers albanais a mis son espoir en Kiamil pacha, qui peut, en

effet, beaucoup pour rétablir définitivement le calme dans la province révoltée.

Enfin, nous croyons savoir que le grand-vezir a la ferme volonté d'en finir avec la question albanaise et qu'il est décidé à admettre très prochainement une partie des réformes demandées.

La trêve albanaise peut donc se transformer en paix définitive si, de chaque côté, on veut bien ne pas retomber dans la politique pure et rester sur le terrain économique.

Nous saurons, dans peu de temps, ce que sont devenues ces tendances conciliatrices.

*24 juillet 1912.*

9

## Le Général Nazim

On connaît ses traits que l'image a popularisés : ce visage un peu gras, mais régulier, cette forte moustache, ce nez volontaire, ces sourcils nets et ces yeux, surtout, ce regard attentif et réfléchi, que rien ne saurait détourner.

Tel est, aujourd'hui qu'il approche de la soixantaine, le général Nazim pacha, ancien élève de l'école de St-Cyr et ministre de la guerre de l'Empire ottoman.

D'origine tcherkesse, rude, énergique, pas courtois pour un sou, le général était tout désigné pour devenir une victime du régime hamidien. Et il eut, en effet, sa bonne part de déboires, à cette époque ! Il fut même exilé en Anatolie pendant un assez long temps.

La proclamation de la Constitution le fit revenir

et il occupa, une première fois, le ministère de la guerre, où nous le voyons aujourd'hui avec le plus grand plaisir.

Mais il quitta bientôt le pouvoir pour se trouver à la tête du 2<sup>e</sup> corps d'armée à Andrinople, aujourd'hui le 4<sup>e</sup>.

C'est là que le général Nazim put donner pleinement sa mesure... Très peu de temps après son arrivée à Andrinople le général avait amené le 2<sup>e</sup> corps d'armée à un degré de préparation militaire remarquable. C'est lui qui a fait de ce corps d'armée le véritable rempart de la Turquie. Tous ceux qui ont vu alors Nazim pacha à l'œuvre savent quelle activité, quelle belle humeur, quelle science cet homme apporte à tout ce qu'il entreprend! Cette étonnante réorganisation du deuxième corps d'armée a montré au peuple le véritable Nazim, qui est avant tout et essentiellement *un soldat*. Et pas seulement un soldat d'action violente et de belle allure, mais en même temps, un entraîneur d'hommes incomparable, un administrateur avisé. Jamais troupes ne furent mieux préparées aux grandes actions que celles dont ce fut l'honneur de servir sous les ordres de Nazim.

Le nouveau ministre de la guerre fut, ensuite, nommé vali de Bagdad. Pendant le peu de temps qu'il passa dans ce vilayet, il y commença une œuvre méthodique, trop tôt interrompue, mais qui n'en a pas moins laissé des traces durables.

Le général Nazim pacha apporte au ministère de la guerre des qualités militaires tout-à-fait exceptionnelles et un ardent amour pour l'armée, qui reconnaît en lui le premier soldat de Turquie. Sa franchise, sa netteté de caractère assurent par ailleurs que le général Nazim pacha s'inspirera, dans ses hautes fonctions, de l'esprit le plus impartial.

Sous les ordres de ce chef, l'armée ottomane accomplira joyeusement tout son devoir, certaine que le ministre, de son côté, aimera et aidera ses hommes de tout son pouvoir et de tout son cœur.

25 juillet 1912.

### Légalité

Halil bey a peut-être eu tort de lire, en séance l'ultimatum de la Ligue militaire. Le président de la Chambre eût été sans doute mieux inspiré en attendant, pour donner communication de ce document, une suspension de séance; officiellement, la Chambre devait ignorer ces menaces.

Elle a, d'ailleurs, été très bien, la Chambre... Avec bon sens, elle s'est rangée tout de suite au seul avis raisonnable : connaître le plus tôt possible les intentions du gouvernement. C'est le général Nazim pacha qui est venu parler au nom du ministre. Ses explications ont été nettes : le cabinet Moukhtar pacha n'entreprendra jamais rien qui soit contre la légalité. Il faut applaudir sans réserves les déclarations du général Nazim. C'est précisément ce qui discrédite une nation de ne pas s'en tenir scrupuleusement aux droits et aux devoirs que ses lois lui accordent. On parle beaucoup ici de la dissolution de la Chambre... On fait pression sur le ministère pour qu'il prononce le licenciement des députés. Le gouvernement refuse. Il ne veut gouverner que dans la légalité. Il a raison.

Il a d'autant plus raison que la Chambre actuelle ne lui est pas opposée.

La Chambre est unioniste, c'est entendu. Mais elle a compris qu'elle doit, pour le moment, laisser de côté la politique et travailler avec le gouvernement au salut de la Nation. Car rien ne peut être fait de durable sans la Chambre.

Le général Nazim a été hier aussi précis que possible. Il a promis de faire rechercher les auteurs de l'ultimatum adressé à la Chambre, ainsi que les officiers signataires du manifeste de la Ligue militaire.

Le gouvernement a senti la nécessité de ne rien entreprendre qui ne soit légal et ratifié par la Chambre. On dit même que les ministres, désireux de prouver leur désir de stricte légalité, ont résolu de révoquer les lois proclamées par simples décrets, sous le ministère Saïd, après la dissolution de la Chambre précédente. En agissant ainsi, les nouveaux ministres marqueront leur désir de respecter entièrement la Constitution.

Tous les efforts doivent tendre à maintenir intacte cette grande conquête, dont personne n'a le droit de modifier les dispositions.

Actuellement, et après les déclarations si claires de Nazim pacha, le gouvernement n'a qu'un devoir : faire voter régulièrement par la Chambre les lois absolument nécessaires, et attendues par le pays depuis déjà trop longtemps. Le gouvernement a compris qu'il lui serait impossible de s'engager dans l'aventure du pouvoir sans le rouage parlementaire.

Le Ramazan et les vacances parlementaires sont proches... Jusque-là le devoir du gouvernement et de la Chambre est simple : ils doivent, coûte que coûte, rester dans la légalité et s'efforcer d'y faire entrer tout le monde.

26 juillet 1912.

## La Turquie et l'opinion européenne

Depuis une semaine, les affaires ottomanes ont progressivement occupé, préoccupé même, l'opinion des Puissances. Et la rubrique « Turquie », placée d'ordinaire à la troisième page des grands journaux, se trouve en ce moment promue au redoutable honneur d'actualité politique européenne. La succession si rapide, et d'apparence quelquefois contradictoire, des derniers événements, vient d'autoriser le jeu des comparaisons rétrospectives et d'ouvrir le domaine des hypothèses à tous ceux qui suivent, de Paris ou de Londres, de Berlin ou de Vienne, l'histoire qu'écrit actuellement, au jour le jour, la Nation ottomane.

Comme il est d'usage en pareil cas, à ces opinions autorisées se sont ajoutés des couplets sans mesure, improvisés par des fantaisistes auxquels leur verve, leur rancune ou leur suffisance tiennent lieu, une fois de plus, de documentation. Ces virtuoses de l'Incompétence sont, en général, de forcenés alarmistes. Toutefois, ce n'est pas à eux que l'opinion publique va demander ses directions en matière de politique extérieure. Les populations des grands Etats européens sont aujourd'hui trop accoutumées aux exagérations d'une certaine sorte de presse pour accepter aveuglément des informations tendancieuses, dont les journaux sérieusement renseignés font aussitôt justice.

Il serait profondément injuste de ne pas ajouter que ces feuilles sans réserve ne forment qu'une minorité très restreinte. Mais leur ligne de conduite habituelle les amène, de temps à autre, à pousser

un cri aigu et discordant qui parvient à franchir les frontières plus aisément quelquefois que bien des paroles mesurées.

Ce jour-là, l'information fantaisiste a rencontré son but.

Il n'était peut-être pas inutile de faire ici cette mise au point, dans cette grande ville où l'on écoute volontiers tous les sons de cloche, alors que la confusion des bruits ne permet pas toujours de distinguer le bourdon de la crécelle ni l'airain du fer blanc.

Ceci dit, nous devons reconnaître que la grande presse européenne n'a pas dépassé les limites d'une courtoise discussion en signalant ce qu'elle a nommé « les embarras » de l'Empire ottoman. Trop de nouvelles quasi officielles furent, dans les vingt-quatre heures, démenties, trop de noms furent successivement prononcés, trop de racontars, enfin, furent mis en circulation pour que l'opinion européenne n'en conçût point quelque alarme. Fait significatif, le raid des torpilleurs italiens occupa beaucoup moins les esprits que la situation intérieure.

On sent bien que les regards européens sont fixés avant tout sur deux objectifs : les affaires d'Albanie, l'état d'esprit de l'armée.

Quotidiennement, le télégraphe nous apporte des phrases caractéristiques extraites des longs commentaires formulés en Europe sur ces deux importants sujets. Ces appréciations, on les a lues ici-même. Elles ont dénoté de la surprise, d'abord ; de l'inquiétude ensuite.

Cependant, cette inquiétude même comporte une nuance que la rapidité et la concision forcées de l'information par fil n'ont peut-être pas permis de

signaler suffisamment aux habitants de l'Empire Cette nuance mérite d'être mieux connue :

Un bon nombre de grands journaux européens n'ont pas cessé de faire ressortir leur entière confiance dans le patriotisme ottoman, qui saura bien, disent-ils, placer au-dessus des mécontentements particuliers, même légitimes, le culte supérieur du pays et l'intangible respect de la Constitution.

Ces paroles, qui sont à la fois un témoignage de confiance et un appel à l'union nécessaire, nous les avons trouvées dans plusieurs journaux anglais, allemands, autrichiens et surtout dans la plupart des grands quotidiens de Paris.

Ainsi, sans se rien dissimuler de la portée des événements actuels, l'opinion européenne continue à croire que le patriotisme sincère des Ottomans l'emportera, en fin de compte, sur le soi-disant byzantinisme qui semble aujourd'hui les séparer.

Alors que tant de rumeurs pessimistes circulent en Turquie, — sans confirmation possible, sans autorité réelle, sans que l'on sache jamais si elles ne sont pas tout simplement issues d'imaginations audacieuses ou surexcitées, — nous croyons qu'il est intéressant, et utile, de mettre en relief l'attitude, attentive sans doute, mais confiante, qu'observe actuellement l'Europe vis-à-vis des affaires ottomanes.

Tous, ici, à quelques partis qu'ils appartiennent, à quelque parti qu'ils aient appartenu, ne s'uniront-ils pas pour justifier cette confiance ?

27 juillet 1912.

## L'Empire de la Méditerranée

M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, vient de prononcer, lors de la discussion du programme naval, un discours dont le retentissement, d'ailleurs prévu, a été considérable.

La nation britannique attendait les paroles du ministre avec impatience; tout ce qui touche à la flotte est, en Angleterre, d'une importance primordiale, *for all Britons love the crew*, comme le dit, ou à peu près, un vieux refrain populaire.

Longtemps, l'unique politique navale anglaise fut basée sur le système du *two powers standard*; ce principe exigeait que la flotte britannique fut au moins égale aux deux plus fortes flottes étrangères réunies. La rapidité de l'essor maritime de l'Allemagne vint détruire ce système, et l'Angleterre perdit un peu de son avance.

Elle est aujourd'hui décidée à la reprendre, coûte que coûte. On le supposait déjà. Après le discours de M. Winston Churchill la chose est assurée.

De ce discours, nous ne retiendrons aujourd'hui que ce qui concerne directement la Méditerranée. Nulle question maritime extérieure n'intéresse plus directement la Turquie.

Après avoir tracé un exposé saisissant des progrès effectués par la flotte de guerre allemande, M. Winston Churchill déclara que l'Amirauté anglaise avait décidé d'envoyer à Naples quatre grands croiseurs du type *Invincible* et quatre croiseurs un peu moins neufs. L'escadre de Gibraltar sera portée à huit unités. Une base navale avec stations de destroyers et de sous-marins sera créée à Alexandrie. Et M. Wins-

ton Churchill, après ces très importantes déclarations, ajouta encore :

« De plus, nous avons l'intention de renforcer l'escadre de croiseurs qui aura pour base Malte, en substituant aux quatre navires qui y sont actuellement quatre autres plus modernes et plus puissamment armés. Tous ces navires auront Malte pour base. »

Comme canons, les deux escadres ont naturellement une supériorité énorme sur les navires de guerre remplacés. Ils représentent en eux-mêmes et par eux-mêmes une force navale formidable, même sans l'aide de l'escadre de Gibraltar. L'escadre des croiseurs qui à elle seule disposera d'une bordée de 32 canons de 12 pouces aura une vitesse dont n'approche aucun des bâtiments de même puissance construits ou en construction ou en projet dans la Méditerranée.

Une force de ce genre convient spécialement pour la protection du commerce.

*« Avec la flotte de la France, elle constituera une force supérieure à toutes les combinaisons possibles. »*

...Supérieure à toutes les combinaisons possibles, voilà le passage essentiel de ces déclarations. Il ne vise directement personne; il n'est dirigé contre aucune des autres puissances navales méditerranéennes, mais il apporte la constatation de ce fait : la France et l'Angleterre, ensemble et à elles seules, sont maîtresses de la Méditerranée.

Assurément, ceci n'empêchera, dans l'avenir, ni les ententes amicales, ni les alliances économiques que la France ou l'Angleterre pourraient avoir à conclure avec l'Italie. Ce n'est point non plus, une

indication politique. C'est la constatation d'un fait très important, et rien de plus.

Et maintenant, si l'on veut savoir l'une des raisons qui décida le premier lord de l'amirauté anglaise à parler ainsi, il suffira de lire ces quelques lignes qui font également partie de son discours :

« Le moment n'est pas encore venu, a dit M. Churchill, de faire des prévisions pour les derniers crédits de l'année financière 1915-1916. Il est assez vraisemblable qu'il faudra renforcer l'escadre de la Méditerranée vers la fin de cette année et dans ce cas des mesures nécessaires seront à prendre, mais il serait prématuré de les établir actuellement.

« J'ajoute qu'il ressort des avis reçus par l'amirauté que l'une des puissances méditerranéennes se propose d'augmenter considérablement son programme naval. Il est inutile de dire que si ces informations sont exactes, elles recevront de notre part une prompte attention et seront l'objet de mesures sortant du cadre de toutes les prévisions que j'ai données sur les futures constructions navales. »

Il n'y a donc absolument rien, dans le renforcement des forces anglaises sur la Méditerranée, qui puisse éveiller les plus délicates susceptibilités.

Toutes les nations intéressées devraient même se réjouir de voir l'Angleterre reprendre l'avance maritime qu'elle avait quelque peu perdue au cours de ces dernières années : la supériorité navale de la Grande-Bretagne est une des meilleures garanties de la paix européenne.

29 juillet 1912.

## Attente...

Avant-hier, 113 députés sur 167 accordaient leur confiance au nouveau ministère, malgré qu'il eût prononcé contre leur doctrine politique un âpre réquisitoire.

Par quelles raisons étaient mus ces 113, lorsqu'ils approuvèrent le programme du nouveau Cabinet ? Par le désir louable de ne pas compliquer davantage encore une situation déjà délicate ; pour éviter le « gâchis » ; pour que la Nation ne vive pas sous le régime permanent de la crise ministérielle. Quelques-uns des 113 furent, sans doute, poussés par un souci plus grand de conciliation, et peut-être espéraient-ils, en consolidant le ministère, ajourner ou écarter l'imminente dissolution.

Pour ces raisons ou pour d'autres, la Chambre avait fait confiance au Cabinet. Vingt-quatre heures plus tard, c'est-à-dire hier après-midi, cette même Chambre hachait d'applaudissements le discours de Babanzadé Hakki bey qui chargeait à fond le ministère !

Et pendant la dernière suspension de séance on allait jusqu'à parler, dans les couloirs, de la démission du cabinet !

Qu'était-il donc arrivé ? Simplement ceci : même les plus confiants, les plus optimistes parmi les députés ne pouvaient plus douter de la dissolution prochaine. Comme on les priaît de vouloir bien préparer eux-mêmes l'instrument de leur fin, ils eurent un mouvement assez compréhensible de résistance.

Il est bien certain que si l'on avait eu à voter

immédiatement après que Babanzadé Hakki bey descendit de la tribune. le gouvernement n'eût pas recueilli plus de cinquante à soixante voix, malgré la très vigoureuse et très belle réplique de Mahmoud Moukhtar pacha. Le ministre de la marine repoussa avec la dernière énergie le violent reproche fait par Babanzadé Hakki bey au nouveau ministre : « Vous gouvernez sous la menace des baïonnettes! », avait dit le fougueux député.

D'un bond Mahmoud Moukhtar pacha fut sur pied. En l'absence de son collègue de la guerre, il écarta cet outrage avec une fermeté et une assurance très remarquées. Mais, hier, le siège de la Chambre était fait et elle n'applaudit que faiblement ces paroles patriotiques. Le spectre de la dissolution lui apparaissait chaque fois que se levait un membre du gouvernement.

A cette vision se joignait encore un sentiment dont on peut comprendre la nature lorsque l'on connaît l'incident survenu, en fin de séance, entre le même ministre de la marine et le président de la Chambre. Il était question de modifier et de diminuer le service d'ordre chargé de la protection du Parlement.

— Je suis responsable de l'ordre ici, s'écria Halil bey! Si vous voulez nous éloigner par la force des baïonnettes, dites-le franchement!

Un certain nombre de paroles inutiles et regrettables ont ainsi été prononcées au cours de la séance d'hier. Que sera celle d'aujourd'hui? Que seront celles qui suivront? Il est à craindre qu'elles ne ressemblent beaucoup à celle d'hier...

Et tandis que l'on discute, tandis que l'on fait de la politique de parti, la Nation continue d'attendre les réformes qui lui furent promises. L'Al-

\* banie supporte mal la trêve qu'elle-même s'est imposée et l'Armée attend, l'arme au pied, qu'on lui ait donné satisfaction.

*1<sup>er</sup> août 1912.*

### La tactique de la majorité

L'attente continue... Les réformes annoncées comme nécessaires sont-elles donc brusquement devenues négligeables ? L'Armée est-elle donc satisfaite ? Les Albanais ne sont-ils donc plus révoltés ?

On serait vraiment tenté de croire à un soudain et providentiel apaisement lorsqu'on s'arrête à considérer le spectacle que donnent, depuis trois jours, le gouvernement et la Chambre.

Déjà, au cours des séances précédentes, nous avons eu l'occasion de remarquer la curieuse façon dont la majorité avait manœuvré pour retarder la dissolution. Après la séance d'hier, il semble bien que le doute ne soit plus permis ; la Chambre a révélé ses véritables intentions : elle veut durer et elle semble prête à se contredire, s'il le faut, au moins une fois par jour, pour ne pas en être réduite à sanctionner la dissolution. Ceci est évident et a frappé tout le monde.

Mais les députés unionistes ont peut-être une autre raison moins apparente de tergiverser comme ils le font, tout en évitant de provoquer une crise ministérielle ; on prête à certains d'entre eux la secrète volonté de chercher à sauvegarder la Constitution telle qu'elle fut rétablie. De son côté, le gouverne-

ment, soucieux avant tout de légalité mais très désireux d'en finir, négocie avec le parti parlementaire de l'*Union et Progrès* pour lui faire accepter sans restriction la modification de l'article 7.

Et le parti, une fois sorti de la Chambre, résiste au gouvernement; il ne lui paraît pas nécessaire de dissoudre le Parlement pour ramener le calme. C'est en vain que les ministres sont allés jusqu'à proposer au parti d'ouvrir devant lui le formidable dossier du mécontentement général. Le parti ne veut même pas voir les télégrammes impatients, les réclames comminatoires qui arrivent chaque jour plus nombreux à la présidence du conseil. Ainsi, la Chambre cède en tant qu'assemblée législative, mais elle résiste en tant que parti unioniste. Et le gouvernement, armé cependant par les votes en sa faveur, ne se sent peut-être pas assez appuyé pour négliger complètement les objections présentées par le parti.

Que sortira-t-il de cette situation ambiguë ?

En attendant une réponse à cette question que chacun se pose vainement depuis trois jours, les difficultés intérieures s'accroissent et la situation extérieure ne se modifie pas. Sans parler des troubles albanais, il reste bien des sujets d'étude au gouvernement ottoman.

Les finances et l'agriculture, notamment, doivent figurer au premier rang des préoccupations patriotiques.

En désaccord sur bien des points, les ministres et la Chambre ne vont-ils pas se rencontrer pour donner au gouvernement la force nécessaire à la solution de ces problèmes ? Il ne s'agit plus de faire disparaître en quelques jours les raisons du mécontentement. Le retour à une tranquillité générale ne saurait plus être, maintenant, qu'une œuvre de longue

haleine. Mais pour l'entreprendre avec des chances de succès, il paraît tout d'abord indispensable d'apaiser provisoirement les conflits les plus aigus.

On sent parfaitement que le gouvernement se rend compte de la nécessité de cet apaisement provisoire. Puisse-t-il réaliser très prochainement ses louables intentions!

2 août 1912.

## En Europe

Samedi dernier, résumant à cette même place les jugements portés en Europe sur la situation actuelle de la Turquie, nous faisons ressortir que la plupart des grands journaux de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, tout en tenant la situation pour grave, accordaient cependant confiance au patriotisme ottoman. Sans se rien dissimuler de la portée des événements, disions-nous, l'opinion européenne continue à croire que le patriotisme sincère des ottomans l'emportera, en fin de compte, sur le soi-disant byzantinisme qui semble aujourd'hui les séparer.

En huit jours, cet optimisme s'est quelque peu voilé.

En dépit des obscurités et des contradictions incessantes, ceux qui suivent sur place et au jour le jour la marche des affaires de la Turquie, ceux-là conservent leur confiance. Ils n'attendent peut-être pas une confirmation très proche de leurs idées, mais ils pensent que l'avenir leur donnera malgré tout rai-

son. Ceux qui suivent les choses de plus loin ne peuvent les juger que sur les informations qu'on leur envoie. Or, voilà trois semaines que chaque matin leur apporte une surprise... Ils ont patienté, d'abord, et c'est cet état d'esprit que nous étions heureux de signaler il y a huit jours.

Puis, voyant que de nouvelles complications surgissaient sans que les affaires les plus urgentes aient reçu de solution, la presse européenne a craint de se tromper en attendant, en annonçant même, l'approche d'une ère de tranquillité relative. Et elle l'a dit. Les derniers journaux parvenus ici avant-hier et hier sont à cet égard très significatifs.

On pourrait synthétiser leur pensée de cette fin de semaine en ces quelques mots : Que se passe-t-il et pourquoi ne réalise-t-on pas les réformes sur lesquelles tout le monde est « officiellement » d'accord ?

Voilà, avec toutes les réserves que comporte évidemment un tel raccourci, le reflet de l'opinion européenne, naguère encore confiante.

Ce changement rapide, il faut bien le dire, a des causes sérieuses. L'obstruction systématique de la Chambre n'a pas produit à l'étranger une bonne impression. Non pas que l'on donne tort, sur le fond, plutôt à l'une qu'à l'autre des forces en présence; non; cela n'est pas affaire de l'étranger.

Mais on déplore les divisions stériles, les combats politiques, les luttes de partis et de personnes, car on comprend que rien d'efficace ne peut être même commencé tant que les partis en présence n'imposent pas silence à leurs idées particulières pour ne s'occuper que des intérêts du pays.

Au lendemain de la formation du cabinet Ahmed Moukhtar pacha, on pouvait croire à cette union de

tous dans l'intérêt supérieur de la nation. Il devient de plus en plus difficile de persister dans cette opinion. Et voilà pourquoi le ton de la presse européenne est plus grave aujourd'hui.

3 août 1912.



### ... Sed lex

A l'heure où paraîtront ces lignes, la dissolution de la Chambre ne sera plus qu'une question de minutes. Peut-être même sera-t-elle déjà un fait accompli. De toutes façons, elle sera prononcée aujourd'hui même.

Ainsi va prendre fin le duel engagé depuis dix jours entre le gouvernement et la majorité unioniste de la Chambre.

Parmi ceux qui ont suivi de près les diverses phases de cette lutte, il en est plusieurs qui ne sont pas ce matin sans inquiétude. Comment la majorité va-t-elle recevoir, se demandent-ils, le coup qui met fin au combat ? Quelle attitude adoptera-t-elle ? Va-t-elle se conformer à la loi ou bien au contraire, essayera-t-elle de passer outre ? Dès ce matin, le *Tanine* ne qualifie-t-il pas de « ruade » et d'« entorse », l'interprétation de l'article 43 telle que le Sénat l'a votée au cours de sa séance d'hier ?

Voilà ce que disent, ce que ne manqueront pas de dire un bon nombre de gens, qui, sans être de parti-pris, s'intéressent cependant à la politique de ce pays.

C'est à ceux là que nous désirons répondre.

Et d'abord, il importe de distinguer entre l'attitude prise par un journal de parti et celle que doit adopter la représentation nationale.

Dans l'ardeur des controverses politiques, les polémistes vont jusqu'au bout de leur pensée. Ils expriment librement leur opinion, et l'on conçoit fort bien qu'en des circonstances aussi graves, cette opinion se formule en des termes incisifs, violents même. Dans tous les pays où la presse jouit d'une certaine liberté, il en est toujours ainsi. Et c'est bien. Chacun doit avoir le droit d'écrire ce qu'il pense. Mais il ne faut pas confondre journalisme et parlementarisme. Du moment que le gouvernement et la Haute Assemblée sont qualifiés, aux termes de la Constitution, pour interpréter un article de loi, la Chambre a le devoir, même lorsque cette interprétation est dirigée contre elle, d'en accepter les effets.

La loi est dure, mais c'est la loi!

Si l'on veut s'échapper de cette formule c'est alors que vraiment une atteinte est portée à la Constitution.

D'autant plus que tout le monde sait maintenant quels impérieux motifs ont poussé le Cabinet à prendre cette mesure.

Nous ne voulons pas insister sur la situation de l'Albanie. Nous ne le voulons pas, parce que, actuellement, tout commentaire est inutile. Mais la situation est réellement périlleuse.

Toute confiance doit être donnée au gouvernement pour éviter des complications tragiques.

Le parti *Union et Progrès* serait au pouvoir que nous tiendrions exactement le même langage, car.

dans l'état actuel des choses, il n'y a plus à tenir compte de la couleur politique des ministres.

On ne diminuera le désordre, on n'évitera les catastrophes qu'en respectant les lois, qu'en laissant le gouvernement maître de leur application.

« Nous ne faisons pas de la politique de parti, mais de patrie! », me disait hier encore un unioniste de marque.

Eh bien! si dure que soit la loi, que chacun fasse aujourd'hui sur l'autel de la patrie le sacrifice de ses convictions personnelles.

Toute loi est préférable à l'anarchie.

4 août 1912.



## Mesures nécessaires

L'état de siège est à peine rétabli depuis vingt-quatre heures que déjà diverses protestations se font entendre. Certaines de ces protestations émanent de commerçants lésés dans leurs intérêts : après une saison qui fut loin d'être excellente, les nouvelles mesures d'ordre viennent à nouveau entraver leurs affaires. On comprend fort bien le souci de ces commerçants, placés presque tous hors des luttes politiques, et qui sont néanmoins les premiers à souffrir de leurs conséquences. Malheureusement, si légitimes que soient leurs protestations, de quel poids peuvent-elles peser lorsque l'on place en regard le maintien de la sécurité publique ? Avant tout et malgré tout, il faut que l'ordre règne. Et lorsque les mesures de simple police deviennent insuffisantes, le gouverne-

ment est bien obligé de recourir à des moyens d'exception, la situation étant elle-même exceptionnelle.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement en Turquie que l'on a recours, pendant les périodes de troubles, à la proclamation de l'état de siège. Je me souviens, pour mon compte, d'avoir connu en Espagne, il y a une dizaine d'années, un régime martial autrement sévère que celui sous lequel nous vivons actuellement. C'était à Valence, pendant les grèves. Chaque fois que le gouvernement de la province redoutait qu'une manifestation tournât mal, il proclamait aussitôt l'état de siège, et allait jusqu'à interdire les rassemblements de plus de cinq personnes... Nous n'en sommes pas là, et les patrouilles qui circulent dans les rues de Constantinople n'ont pas encore, que je sache, dispersé un groupe de six personnes se promenant ou conversant ensemble dans la rue.

Après les récents événements, l'état de siège était devenu nécessaire pour éviter que les passions politiques surexcitées à l'extrême, ne sortissent du domaine de l'idée pure... La liberté de parole et de réunion pouvait susciter des désordres dont les suites eussent été beaucoup plus graves que les inconvénients du régime martial. Assurément, nous sommes tous plus ou moins gênés par la stricte application de l'état de siège, mais il faut savoir de deux maux préférer le moindre.

Cependant, parmi les protestations qui viennent d'être formulées, il en est une qui mériterait d'être prise en considération. C'est celle des journaux paraissant le matin.

Il est presque impossible de terminer avant minuit un journal du matin. La proclamation de l'état de siège met donc nos confrères du matin dans l'obligation de renseigner imparfaitement leurs lecteurs,

ou les oblige à garder toute la nuit leurs équipes d'ouvriers, ainsi que deux ou trois rédacteurs, dans des locaux où rien n'est prévu pour cela. Nous souhaitons qu'une entente puisse se faire sur ce point entre le gouvernement et la presse.

Mais l'état de siège n'est pas la seule mesure dont le gouvernement ait reconnu la nécessité. Les ministres n'ont pas perdu de vue que les prochaines élections doivent être impartiales, et ils ont décidé d'envoyer, demain ou samedi, à tous les fonctionnaires de l'Empire, une circulaire les invitant à « ignorer » d'une façon absolue les associations politiques de leur région.

Et la circulaire ministérielle stipulera formellement que toute infraction sera punie avec la dernière rigueur.

Nous le disions récemment : si la Chambre nouvelle est élue sans qu'aucune pression ait agi sur les collèges électoraux, son autorité sera considérable. On voit que le gouvernement prend dès maintenant ses dispositions pour qu'il en soit ainsi.

Fermeté et impartialité, voici donc la formule adoptée aujourd'hui. Elle convient parfaitement à la situation et l'on peut espérer qu'elle ramènera le calme.

8 août 1912.



## M. Poincaré en Russie

Dans trois jours, M. Raymond Poincaré, président du Conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de France, mettra le pied sur le terri-

toire de la Russie. Dans l'histoire de l'alliance franco-russe, ce voyage comptera comme une des dates principales. Il est impossible de ne pas se souvenir qu'avait lieu à Port-Baltique, il y a juste un mois, l'entrevue du tsar Nicolas et de l'empereur Guillaume. De plus, la convention navale franco-russe qui vient d'être signée souligne encore la portée de ce voyage. D'ailleurs, ceux qui auraient été tentés d'en vouloir amoindrir tout d'abord la portée politique en auront compris la signification véritable après lecture des journaux anglais et allemands de ces derniers jours. La convention navale, précédant immédiatement le départ de M. Poincaré, a été commentée en termes significatifs. L'Angleterre, sans vouloir éveiller les susceptibilités allemandes, a fait au nouvel accord maritime un excellent accueil. Des bruits assez graves avaient couru avec persistance, au commencement de l'année, selon lesquels un relâchement se serait produit entre les deux gouvernements russe et français. Ces bruits avaient provoqué en Angleterre une impression désagréable que l'annonce de la convention navale et le voyage ministériel ont complètement dissipée.

« La convention, dit le *Daily Telegraph*, acquiert une signification toute particulière par suite du moment et des circonstances où elle a été signée. Le fait même qu'elle pourrait à première vue sembler superflue, puisque la Russie et la France étaient déjà engagées à se prêter assistance en cas de guerre, ne fait qu'accentuer son importance.

A un certain moment, des bruits ont couru sur une mésentente entre les deux pays. Il est vrai qu'un démenti catégorique a été donné tout de suite par les deux ministères des affaires étrangères et que M. Louis est rentré immédiatement à son ambassade.

Mais les rumeurs ont été considérées à Paris, comme n'étant pas dénuées de fondement. »

Sur ce dernier point, le *Telegraph* est peut-être un peu trop affirmatif. Il est probable, en effet, que l'ambassade de France à Pétersbourg aura dans trois ou quatre mois, changé de titulaire; et ce changement occupera sans doute une bonne partie des conversations que MM. Kokotzoff et Sasonoff vont avoir avec M. Poincaré; mais de là à parler de mésentente, il y a loin. A la vérité, s'il est exact qu'un relâchement ait pu, il y a un ou deux ans, être constaté dans les relations franco-russes, la cause doit en être cherchée non pas en France, mais en Russie... tout au moins, dans certains milieux russes, où l'on a peut-être prêté l'oreille trop exclusivement au ton pessimiste de notre presse d'opposition. C'était mal connaître la France.

Depuis quelque temps, nos alliés sont revenus à une appréciation plus exacte de nos forces matérielles et morales. Cet heureux revirement a coïncidé avec le rapide et durable relèvement de la Russie, qui peut aujourd'hui inscrire à ses budgets de l'agriculture, de l'instruction publique et de la marine, de forts crédits nouveaux, tout en maintenant son équilibre budgétaire.

Le voyage de M. Poincaré vient aujourd'hui confirmer ce resserrement des liens qui n'ont pas cessé d'unir la Russie et la France. 7 août 1912.



## Les prochaines élections

« Le roi est mort, vive le roi! », proclamait jadis un héraut aussitôt après le trépas d'un roi de France.

Ces paroles marquaient la continuité du pouvoir royal, placé au-dessus de ceux-là même qui l'exerçaient. Ainsi, dans une nation constitutionnelle, le principe législatif doit être toujours présent, et lorsqu'il se trouve momentanément sans emploi, le devoir le plus immédiat du gouvernement est de travailler à en rétablir le fonctionnement effectif.

Le ministère Ahmed Moukhtar n'a pas failli à ce devoir, et l'iradé impérial mettant fin aux travaux de la dernière Chambre a été suivi, à quelques heures d'intervalle, de l'iradé annonçant l'ouverture d'une campagne électorale. Le gouvernement est très désireux de voir les élections se terminer aussi rapidement que possible, et on lui prête l'intention de réunir la nouvelle Assemblée législative dès le commencement de novembre. Etant donné les distances considérables qui séparent certains collèges électoraux de la capitale, il faudra, pour que la Chambre puisse siéger le premier novembre, que les élections soient terminées dès la fin de septembre, c'est-à-dire dans sept semaines.

On doit donc s'attendre à voir les campagnes électorales menées avec une grande vivacité, avec une ardeur décuplée par leur brièveté. De plus, les candidats auront sans doute à se prononcer, devant leurs futurs électeurs, sur des questions vitales. La guerre turco-italienne complètera évidemment au nombre de ces questions.

Déjà, le gouvernement a proclamé sa volonté de faire respecter, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, la liberté du vote. Si l'on parvient réellement à obtenir cette liberté, l'opinion publique, — tant ici qu'en Europe occidentale, — en sera très favorablement impressionnée.

A tort ou à raison, on avait laissé entendre lors

des élections d'avril dernier que des pressions avaient été, de ci de là, exercées sur les collèges électoraux dans plusieurs provinces de l'Empire. Comme toujours il est probable que ce que l'on a raconté à ce sujet a été exagéré, mais enfin des faits ont été cités, et prouvés même, qui montraient bien que quelques représentants de la nation devaient en partie leur mandat à des influences plus ou moins licites.

Ce furent des cas isolés, dit-on. Cela est probable, mais de tels exemples n'en sont pas moins pernicieux et néfastes. L'opinion publique a vite fait de généraliser et de suspecter bientôt jusqu'aux plus pures intentions.

Ce devra donc être le grand souci du gouvernement, dans cette campagne électorale, de veiller étroitement à ce qu'aucun abus ne se produise.

Il est extrêmement souhaitable que la prochaine Chambre soit tenue à bon droit pour l'expression fidèle de la volonté du peuple. Si, comme chacun le désire, cette impartialité est scrupuleusement observée, l'autorité des députés qui siègeront en novembre sera considérable et il leur sera possible de travailler avec fruit au rétablissement ou au maintien de l'ordre.

6 août 1912.

## Une politique parlementaire

Il semble bien que l'atmosphère politique se soit quelque peu éclaircie. Ce n'est pas qu'il devienne dès maintenant facile de dégager l'avenir et de dire,

même approximativement, ce qu'il nous apportera. Mais lorsque l'on vient de vivre les journées de trouble dont le souvenir reste présent dans toutes les mémoires, on apprécie le calme relatif que présente depuis deux jours la situation intérieure du pays.

Parmi les raisons qui nous font penser ainsi, les deux principales sont les déclarations loyalistes des officiers et la fermeté du gouvernement à l'égard des fonctionnaires politiques. Dans aucun pays du monde, il n'est possible de gouverner que si ces deux grandes forces, l'armée et l'administration, restent scrupuleusement dans leurs attributions respectives. Dès qu'elles veulent en sortir, l'ordre général est compromis.

C'est cette immixtion de l'armée et des fonctionnaires dans la direction des affaires générales qui a donné le plus d'inquiétudes à l'étranger. « Ce qui paraît le plus redoutable dans la situation, écrivait le *Matin* au lendemain de la dissolution de la Chambre, c'est qu'une fois de plus la politique intérieure de l'Empire ottoman semble prête à faire appel à l'arbitrage de l'armée... »

Chaque jour qui s'écoule diminue les chances de réalisation de cette hypothèse pessimiste, et l'on peut espérer que, dans quelques jours, le ministère n'aura plus à délibérer que des seules affaires véritablement utiles. Nous avons indiqué déjà sur quels points urgents se portera l'attention des ministres, et nous ne reviendrons pas aujourd'hui sur ces questions qui restent d'actualité.

La tranquillité renaissante nous permet aujourd'hui d'envisager l'avenir et de chercher à supposer quelle forme revêtira la politique intérieure et quelles at-

titudes vont prendre les partis en présence, pendant la campagne électorale

On se tromperait étrangement, et l'on irait certainement contre l'intérêt du pays en donnant à cette période d'élections un caractère de violence. Il est toujours possible d'exciter les populations, mais une nation qui veut vraiment avoir une politique parlementaire doit mépriser de tels moyens. De part et d'autre, on devra se contenter d'une propagande légale, raisonnable, et ne pas chercher à obtenir le succès par des actes ou des paroles qui peuvent avoir sur le peuple une action funeste.

Le gouvernement a pris les mesures qui sont en son pouvoir pour assurer l'impartialité des élections. Ses adversaires seraient donc mal venus en utilisant contre lui des procédés contraires à la légalité.

Maintenant, peut-être pourrait-on souhaiter, — et ceci s'applique également à tous les candidats qui vont se présenter devant le suffrage populaire — que dans les programmes qui seront développés prochainement la politique pure cède quelque place à un souci plus général des affaires publiques. Chacun sait qu'il reste à améliorer bien des choses, l'agriculture et les travaux publics, entre autres.

Les candidats qui sauront réserver aux réformes économiques la place importante qu'elles méritent ne seront peut-être pas les plus mal accueillis.

10 août 1912.

## Le programme de M. Roosevelt

### *Choses d'Amérique*

Nous ne nous représentons pas sans peine, en Europe, ce que sont les luttes électorales américaines, ces pittoresques assemblées préparatoires où d'authentiques *cow-boys*, revolver à la ceinture et pipe aux dents, coudoient les glabres et corrects députés de New-York et de Chicago, où les femmes déléguées font encore plus de bruit que leurs collègues masculins, — et ce n'est pas peu dire, — où les pires insultes vociférées à pleine voix alternent sans transition avec des hymnes sacrés et de pieux cantiques.

La formation du tiers parti destiné à soutenir contre le président Taft la candidature de M. Roosevelt nous offre à nouveau ce spectacle inaccoutumé.

Si l'on veut bien faire abstraction de cette intense couleur locale, et s'en tenir à la seule observation de la campagne électorale américaine, on est frappé du revirement qui s'est dessiné aux Etats-Unis depuis quelques semaines. Ce diable d'homme qu'est l'ancien président, ce « Teddy » populaire, a réussi à retrouver un parti imposant, alors qu'on le supposait à peu près abandonné, et le programme qu'il vient de lire à la convention progressiste de Chicago est de nature à lui gagner de nouveaux partisans.

Cette « profession de foi », qui ne contient pas moins de vingt-trois mille mots, apparaît comme extrêmement habile. Ayant à faire face tout à la fois au programme républicain de M. Taft et au programme démocrate de M. Bryan, l'« élan » amé-

ricain a brutalement foncé sur les parties faibles de ces programmes.

Contre M. Taft, il a flétri les politiciens louches, les financiers tripoteurs et la presse vendue. Contre M. Bryan, il a pris parti pour le tarif protecteur auquel les Américains restent fidèlement attachés.

« Ma politique, a dit M. Roosevelt, sera un contrat avec le peuple. Les partis républicain et démocrate sont maintenant des corps sans âme. Un nouveau parti, s'appuyant sur les principes fondamentaux qui intéressent toute la nation, s'impose. Le peuple souverain doit gouverner en réalité. C'est à lui qu'il appartient, et non aux tribunaux, de régler les principes de la politique nationale. Il doit exercer son contrôle sur toutes les branches de l'administration. »

M. Roosevelt a pris ensuite le soin d'établir un juste équilibre entre les programmes de ses deux adversaires. Il veut la réduction des heures de travail, le repos hebdomadaire légal, l'assurance contre la maladie et les accidents. Il a également demandé le vote des femmes. Toujours dans cette direction socialiste il demande également des règlements relatifs à l'hygiène, des lois scolaires et post-scolaires, enfin l'interdiction d'employer aux travaux de nuit les femmes et les enfants. Ainsi espère-t-il gagner à sa cause certains délégués démocrates.

Mais, d'un autre côté, il a réclamé avec une énergie qui fut longuement acclamée, la création d'une commission industrielle nationale chargée de régler les trusts et aussi de veiller à l'application des arrêts judiciaires les concernant. Or, l'impopularité des grands magnats américains est devenue telle aujourd'hui dans une certaine classe de la société que cette partie du programme rooseveltiste

doit aussi apporter à l'ancien président un nombre appréciable de suffrages.

Enfin, au point de vue international, M. Roosevelt s'est placé sur un terrain essentiellement pratique et logique, bien fait pour séduire les *business men* que sont ses compatriotes. « Les Etats-Unis, a dit le candidat progressiste, devront se conduire vis-à-vis des autres nations avec l'honorabilité qu'observent les simples particuliers et les commerçants dans les affaires privées et les rapports sociaux ».

Ce programme panaché est, en somme, plus près qu'aucun autre des multiples désirs de l'Amérique.

M. Roosevelt a joué un gros coup en formant son tiers-parti. Il a compté sur ses appuis financiers qui sont considérables, sur son prestige personnel, sur sa profonde expérience des affaires, sur sa connaissance merveilleuse de l'âme *yankee*. A ces chances, il ajoute cette absolue confiance en son étoile, cette indestructible foi en soi-même qui font les véritables meneurs de peuples. En dépit de tous les pronostics formulés il y a six semaines, la candidature Roosevelt devient extrêmement sérieuse.

13 août 1912.



## Les Inscrits, leur grève et la C. G. T.

(France)

La grève des inscrits maritimes agonise lentement. A la vérité, ce mouvement était condamné depuis le 27 juin, depuis la publication de la lettre de M. J.-Charles Roux, par laquelle le président du comité

des armateurs délimitait très justement la marge extrême des concessions possibles. Beaucoup crurent à ce moment que la grève allait prendre fin sous peu de jours et les équipages semblaient disposés à regagner leurs bords. Il y a de cela près de deux mois, pendant lesquels chaque jour a représenté des pertes énormes pour notre commerce international.

Contre la justice, contre l'opinion publique, contre leurs intérêts les plus directs, les inscrits ont persisté dans leur erreur, et leur résistance néfaste serait incompréhensible, tant elle révolte le bon sens, si l'on ne mettait pas en évidence le rôle funeste joué dans cette affaire par les quelques hommes qui soutiennent en France le bluff de la Confédération Générale du Travail. Cette organisation, qui ne groupe, en réalité, qu'une infime minorité d'ouvriers, impose de temps en temps à toute une corporation les décisions prises par une poignée d'illuminés, de ratés et de dévoyés qui dissimulent sous des mots sonores ou violents leurs mesquines ambitions politiques. Ce sont ces gréviculteurs, ces commis-voyageurs en troubles civils qu'on a pu voir depuis deux mois à Marseille, à Dunkerque, au Havre, à Bordeaux, à Nantes... Ils savent, ces mauvais bergers, que l'ouvrier français est, plus que tout autre, avide de sa liberté et de ses droits sociaux : ils le savent et ils en jouent effrontément. Dès le premier jour, ils mêlent la politique à la question économique qui motiva la grève, et leurs auditeurs applaudissent, car les habitués des *meetings* sont presque tous des révoltés en fait ou en puissance. Là encore, c'est une minorité qui forme l'assistance. Mais cette minorité continuera le lendemain à l'usine ou sur le chantier, la propagande commencée par l'orateur-délégué. Et pour ne pas être traité de

jaune, de renégat, par crainte aussi des violences, par un vague espoir en une société meilleure, la masse des travailleurs se soumet à la mauvaise parole lancée par la C. G. T. C'est fait; la grève est déclarée. A présent, il faut qu'elle dure, et pour cela les militants vont multiplier les réunions, organiser des manifestations qui finiront peut-être par un meurtre; tous les moyens sont bons : c'est pour la grande Cause, c'est pour améliorer le sort du prolétariat! Et la grève dure; en effet, de semaine en semaine, elle se prolonge n'amenant trop souvent avec elle que les dettes et la misère. Qu'importe à l'initiateur responsable du mouvement? Il recommencera ailleurs, et toujours, jusqu'à ce qu'un siège de député vienne enfin couronner sa carrière malfaisante.

Il n'est pas d'exemple plus saisissant de cette agitation factice que la grève des inscrits maritimes; tout d'abord, les inscrits ne demandaient qu'une augmentation de salaire. Leurs prétentions semblaient, à vrai dire, mal fondées, puisque les Compagnies venaient précisément de consentir d'elles-mêmes des augmentations s'élevant à 10 et même 12 0/0 de ces salaires; mais enfin, pour mal venues qu'elles fussent, les réclamations des ouvriers pouvaient être discutées. C'est alors qu'apparut la C. G. T. et, tout de suite, des revendications incompatibles avec les lois et les règlements publics, s'ajoutèrent aux demandes d'augmentations des salaires. La discussion entre employeurs et employés devenait impossible : comment les armateurs auraient-ils pu faire modifier, en supposant même qu'ils l'eussent voulu, tout un faisceau de lois sur la marine? Allait-on, sous la menace de la grève générale, céder aux exigences illégales des meneurs? La chose

était impossible et le gouvernement refusa naturellement d'entrer en pourparlers avec les délégués des inscrits. Cela était certain d'avance. Mais les naïfs matelots n'avaient pas vu aussi loin. On leur assurait qu'ils étaient malheureux. On leur jurait que plus ils résisteraient, plus ils obtiendraient d'avantages; ils ont résisté, énergiquement, stoïquement même.

Depuis quelques jours, vaincus par la misère, troublés sans doute aussi par leur conscience de maris et de pères, ils reprennent le travail. De toute cette agitation, que leur restera-t-il? A quelques-uns, déjà gangrenés par la propagande révolutionnaire, il restera, nous le savons, une irritation de n'avoir pas obtenu gain de cause, après tant de souffrances et d'attente, mais le cœur de tous les autres, des petits gars bretons, vendéens ou marseillais, leur cœur à tous ceux-là n'aura que haine et mépris pour l'agitateur professionnel, l'« orateur » qui est venu un jour les troubler avec ses belles phrases et puis qui les a laissés là, une fois la grève finie, sans se soucier de leurs espoirs déçus et de leurs familles amaigries.

17 août 1912.



## La question albanaise

Après une période de calme relatif la question albanaise avait repris depuis deux jours une gravité et une importance que la proposition Berchtold n'était pas faite pour diminuer. Plus le gouvernement se montrait conciliant et désireux, avant tout, de réta-

blir l'ordre public, plus les Albanais devenaient in-traitables.

Quatorze demandes ou revendications avaient été adressées par eux au gouvernement et les ministres venaient de leur donner satisfaction sur tous les points sauf deux : la mise en accusation du cabinet Hakki pacha, et la restitution des armes confisquées il y a trois ans. « Tout ou rien », firent répondre les chefs du mouvement albanais. Cette intransigeance était excessive. La mise en accusation d'un gouvernement antérieur ne saurait en aucun cas être décidée par les ministres au pouvoir; de telles mesures ressortissent non pas à l'exécutif mais au législatif. Ainsi que le cabinet Moukhtar l'a fait savoir aux Albanais cette demande devait être soumise au Parlement et par conséquent écartée des négociations immédiates.

Hier soir, le cabinet confirmait cette résolution au maréchal Ibrahim pacha, en le chargeant d'annoncer aux Albanais que la question viendrait à la Chambre aussitôt après sa réunion.

Quant à la question des armes, dont la restitution à leurs propriétaires a été jusqu'à présent refusée, il est bon, croyons-nous, de distinguer; au nombre de ces fusils enlevés aux Albanais, beaucoup ne sont que des armes de luxe, de parade, et ces armes-là peut-être, en effet, pourrait-on les rendre à leurs anciens propriétaires; des autres, les modèles de guerre, la restitution semble bien difficile, car un gouvernement ne doit tolérer sur son territoire, sauf en des circonstances très graves, d'autres troupes régulièrement armées que ses soldats et ses gendarmes.

Par contre, l'amnistie générale était une excellente mesure, prise au bon moment, et l'on sait que

l'annonce de la clémence impériale eut d'immédiats et excellents effets sur une partie des albanais soulevés.

On en était là des négociations, lorsque des nouvelles alarmantes parvinrent à Constantinople dans la soirée d'hier.

Trois des principaux chefs venaient de manifester leur volonté d'aller jusqu'au bout de leurs revendications et même ils faisaient savoir qu'ils resteraient à Uskub tant qu'on ne leur aurait pas distribué trente mille armes. Quelques scènes de violence et des exactions très regrettables se produisaient en même temps à Uskub. A ces troubles, Ibrahim pacha répondait en prenant des dispositions stratégiques extrêmement rigoureuses. Un conflit paraissait imminent, inévitable... Son issue ne faisait assurément aucun doute : les 30 bataillons qui venaient d'arriver dans la région troublée, eussent eu raison des Albanais, mais cette répression, c'était la guerre civile, avec toutes ses horreurs fratricides, avec tous ses dangers extérieurs. Quel argument pour certains voisins de la Turquie! L'heure si tardive à laquelle se termina cette nuit, ou plutôt ce matin, le conseil des ministres prouve à quel point le gouvernement sentait la nécessité d'en finir d'urgence, d'en finir à tout prix, avec cette irritante question albanaise qui tient en suspens toute la politique du pays, et qui commence par attirer peut-être un peu trop l'attention de l'étranger. Quelles résolutions furent adoptées dans ce conseil de nuit? Quelles instructions de la dernière heure furent télégraphiées au maréchal Ibrahim pacha?

A l'heure où nous écrivons, nous ne les connaissons pas encore, mais nous en voyons les effets. Une dépêche de l'*Agence Ottomane* parvenue au mi-

lieu de la nuit, annonce qu'un accord est intervenu entre les chefs albanais et les délégués, ajoutant même que la question de l'Albanie du Nord est réglée.

Nous saurons bientôt sur quelles bases cet accord est édifié. Mais, en tout cas, le danger de la guerre civile a disparu.

Les nouvelles d'hier étaient si mauvaises que ce rapide et heureux résultat amènera dans tout l'Empire un profond soulagement.

20 août 1912.

## Les petites fleurs de charité

*(Constantinople et Paris)*

Que vous habitez Péra, Galata, Chichii, Stamboul, Thérapia ou Prinkipó, que vous vous trouviez à Constantinople ou dans ses environs, peu importe : vous n'aurez pas fait, demain, une centaine de pas hors de votre maison qu'une dame élégante, ou une charmante jeune fille vous barreront gentiment le chemin en vous disant :

— En vérité. Monsieur, vous ne portez pas encore la petite fleur rouge ? Vite, vite, achetez-m'en une ! C'est pour ceux qu'a ruinés le tremblement de terre.

Déjà des doigts agiles auront épinglé à votre revers de jaquette ou de veston la petite fleur de charité, tandis que, un peu confus, vous fouillerez dans votre gousset en murmurant :

— Je vous assure, Mademoiselle, je sors de chez moi à l'instant.

Dans la tirelire de métal que l'on vous tendra, vous glisserez votre obole. Ah!... peut-être n'aurez-vous point justement une pièce de dix paras sur vous; cela ne fera rien; dans ce cas là vous serez autorisé à donner une piécette d'argent. Et vous garderez à votre boutonnière l'éphémère décoration aux couleurs ottomanes; vous la garderez toute la journée parce qu'il ne sied pas de se montrer trop original dans la vie, et que demain tout le monde en portera; vous la garderez aussi, — mais oui, — parce que vous l'aurez reçue de jolies mains blanches; vous le garderez enfin pour le bon exemple, au cas très improbable où vous rencontreriez un ami dont la boutonnière serait encore dépourvue de l'insigne.

Que les dames de la *Philoptochos* eurent donc une heureuse inspiration le jour qu'elles songèrent à cette mobilisation générale de la Charité! Aussitôt leur initiative rencontra, comme il était naturel, tous les encouragements, et groupa, sans exception, l'ensemble des œuvres de bienfaisance de la ville, si bien que, demain, les gracieuses vendeuses de la petite fleur rouge ne seront pas moins de quatre cents, dit-on. Intrépides et souriantes, elles tendront leurs éventaires, qui se dégarniront rapidement à mesure que leurs tirelires se feront plus lourdes. Le quart ou la piastre du bourgeois y voisineront avec les métalliks... Mais lorsque l'on comptera la recette, si généreux qu'aient été ceux qui peuvent l'être, soyez bien sûrs d'avance que ce seront tout de même les métalliks qui feront la grosse somme. Et ce sera très bien. Et il faut qu'il en soit ainsi pour que cette journée de la petite

fleur rouge conserve sa véritable signification; c'est le peuple de Constantinople tout entier qui va venir en aide aux frères éprouvés de Myriophito, de Ghanos, de Hora, de Charkeuy, des villes et des villages détruits par l'horrible secousse.

Ces petits sous qui s'entasseront sans relâche les uns sur les autres avec un bruit clair, tous ces petits sous-là vaudront un grand merci et un frais sourire, — n'est-ce pas, Mesdemoiselles ? — autant et plus peut-être que les offrandes moins minimes. Me permettra-t-on, à cette occasion, de rappeler deux récents souvenirs ? A Paris, l'année dernière, de l'Etoile à Vincennes et de Montmartre à Mont-rouge, des jeunes filles vendirent ainsi, pour nos blessés du Maroc, de petites fleurs bleues. Bien avant que fût finie la journée, pelisses et bourgerons portaient indistinctement le délicat emblème. Et rien n'était plus touchant que de voir des pauvres, si pauvres que les quêteuses n'osaient pas les solliciter, s'approcher d'eux mêmes et tendre une pièce de bronze avec une émotion un peu gauche. Comme on leur donnait de grand cœur, à ceux-là, en échange de leur sou bien noir, une fleurettè bien fraîche ! Ils s'en allaient très heureux. Lorsque l'on n'est pas riche, on n'a pas souvent l'occasion d'être charitable, c'était une aubaine pour eux, cette charmante façon de faire le bien; ils en profitaient, les braves gens.

Je me souviens aussi d'une audacieuse jeune fille qui avait réussi à monter les degrés de la Bourse, où les commis d'agents et de coulissiers s'envoient à pleins poumons des chiffres qu'eux seuls comprennent. Une femme à la Bourse ! Jamais cela ne s'était vu, et d'ailleurs les règlements de police l'interdisent de la façon la plus nette. Mais ce

jour-là était celui de la « petite fleur »... Et la jeune fille avançait toujours, un peu rose de sa hardiesse, maintenant, entre deux haies de jeunes hommes qui lui remettaient respectueusement leur offrande au passage. Bientôt, il n'y eut plus de fleurs... la collecte continua. Un peu plus loin, nouvel incident : la tirelire était pleine. Immédiatement un des boursiers tendit son chapeau. Enfin, lorsque la jeune fille, ayant fait le tour du vaste édifice, se retrouva sur le haut du perron, un monsieur de noir vêtu s'avança solennellement vers elle; c'était le commissaire de police qui attendait son tour depuis un bon quart d'heure; il mit son obole dans le chapeau aux trois quarts plein, puis il dit fort gravement, après s'être assuré que tous avaient eu le temps de donner : — Mademoiselle, les règlements vous interdisent l'entrée de la Bourse des Valeurs. Veuillez vous retirer, je vous prie.

Tout le monde éclata de rire.

Demain, nous assisterons ici à des scènes aussi attendrissantes, aussi imprévues, et aussi gaies, car rien ne réjouit, en somme, comme de faire une bonne action.

Et la soir, quand les milliers et les milliers de petites fleurs rouges auront été dispersés dans tous les quartiers de la ville, des quatre cents tirelires sortiront des milliers et des milliers de petits sous : du pain pour ceux qui ont faim; des médicaments pour ceux qui souffrent; des abris pour les vieux; des langes pour les petits...

— Achetez la petite fleur rouge, Messieurs; elle est jolie, et c'est pour les pauvres.

24 août 1912.

## Avant les opérations électorales

Les opérations électorales vont commencer. Déjà les partis dressent les listes de leurs candidats et préparent leurs programmes. Dans quelques jours, à l'issue du congrès général qui s'ouvrira le 20 du Ramazan, nous connaissons la plate-forme électorale de l'*Union et Progrès*, et sans préjuger le résultat final des délibérations unionistes, on peut, dès maintenant, supposer que l'attitude des candidats *Union et Progrès* restera conforme à la légalité. S'il en est vraiment ainsi, un grand pas en avant sera franchi en Turquie dans la voie parlementaire, car le cabinet Ahmed Moukhtar pacha s'emploie très activement à obtenir des élections régulières.

On se souvient que, dès sa venue au pouvoir, le cabinet actuel avait déclaré qu'il veillerait énergiquement à ce qu'aucune irrégularité ne puisse être commise au cours de la campagne électorale. Tous les partis et tous les gens de bonne foi apprendront aujourd'hui avec satisfaction que le ministère tient scrupuleusement sa parole. Le conseil des ministres vient en effet de décider la formation au ministère de l'intérieur d'une Commission de révision, investie des pouvoirs les plus étendus et dont la composition même est une garantie d'impartialité : sous la haute présidence de Kiamil bey, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, cette commission comprendra les vice-présidents des diverses sections du conseil d'Etat.

Ces légistes auront à examiner par le détail, pendant toute la durée des élections, les pièces relatives aux différentes phases du vote, qui leur seront envoyées de toutes les circonscriptions.

Mais, avant tout, il va leur falloir contrôler et vérifier les listes des électeurs des premier et second degrés. Ce travail de contrôle et de vérification des listes sera difficile, assurément : la distance considérable qui sépare plusieurs circonscriptions de la capitale, les moyens de communication souvent défectueux, l'éducation civique encore imparfaite d'une partie des électeurs, tous ces *impedimenta* ne sont point pour faciliter la besogne que la Commission de révision va entreprendre. Mais c'est justement parce qu'il y a beaucoup à faire qu'il faut féliciter le cabinet Moukhtar de son initiative. Avec du travail et de l'impartialité, la Commission peut rendre de très grands services au pays. On a trop dit, naguère, que les élections n'avaient pas toujours été conduites conformément à la loi ; pour que la prochaine Chambre ait l'autorité nécessaire au bon fonctionnement du régime parlementaire, il ne faut même pas qu'elle puisse être soupçonnée.

Que la Commission de révision se mette donc à l'œuvre sans retard. Elle peut accomplir une œuvre éminemment utile en assurant l'indépendance du vote, le bon fonctionnement des opérations électorales. Nous ne doutons pas qu'elle n'aide, de tout son zèle et de tout son savoir, au bon renom du parlementarisme ottoman.

27 août 1912.



## Que deviendra la proposition Berchtold ?

Parlant ici même il y a une dizaine de jours de la proposition Berchtold et des possibilités d'im-mixion étrangère qu'elle sous-entendait, nous di-

sions : « Vouloir donner aux tendances concilia-  
trices du gouvernement ottoman une signification  
aussi éloignée du but qu'il cherche à atteindre,  
et lui proposer de tels moyens pour régler la situa-  
tion intérieure du pays, c'est en vérité offrir un  
peu trop précipitamment ses services pour que l'on  
n'en examine pas avec le plus grand soin, et sans  
hâte, la nature et la portée ».

Sans hâte, en effet, et certainement avec le plus  
grand soin, le cabinet Moukhtar pacha a examiné  
la proposition Berchtold; il n'a, sans doute, pas eu  
trop de peine à constater qu'elle était incompatible  
avec le libre exercice de ses devoirs nationaux  
et il l'a repoussée aussi nettement que le pouvaient  
permettre le langage et les coutumes diplomatiques.  
Notre excellent confrère l'*Ikdam* donne ce matin  
le sens de la réponse adressée par la Sublime-  
Porte au gouvernement autrichien.

La note ottomane peut se résumer ainsi : Le gou-  
vernement ottoman exprime tous ses remerciements  
pour les preuves d'amitié témoignées par le gou-  
vernement austro-hongrois. La proposition faite,  
quoique conforme en partie aux idées de réformes  
adoptées par la Sublime-Porte, ne peut être ap-  
prouvée, le gouvernement ottoman la trouvant con-  
traire à ses principes. La Sublime-Porte désire con-  
server l'indépendance complète dans le règlement  
de ses affaires intérieures.

En conséquence la Sublime-Porte considère cette  
proposition comme nulle et non-avenue.

Cette réponse est digne et habile tout ensemble.  
« Vous avez raison sur certains points, reconnait  
le ministère; nous sommes réellement opposés à  
la politique centralisatrice, que nous estimons con-  
traire, d'une façon générale, aux intérêts supérieurs

de l'Empire et particulièrement inopportune dans les circonstances présentes; par contre, nous ne sommes pas les décentralisateurs outranciers que vous semblez vous plaire à représenter. Mais les serions-nous, les deviendrions-nous, que nous ne vous en donnerions pas davantage licence de nous « aider » dans notre tâche. Puisque vous êtes d'accord avec nous quant à la façon de faire, permettez-nous au moins d'agir nous-mêmes et laissez-nous de grâce nos responsabilités. »

Voilà ce qu'exprime en termes à peine voilés la réponse de la Sublime-Porte. C'est le bon sens même : Est-ce donc parce que j'approuve mon voisin sur le choix qu'il fait d'un gendre ou sur la dot qu'il donne à sa fille que je vais pour cela me croire autorisé à régler à sa place les conditions du mariage ou à convoquer son notaire chez moi ? Et si je disais : je suis votre voisin, votre ami, ne vous occupez de rien, je vais arranger tout cela, après en avoir causé un peu avec les gens du quartier, comment croyez-vous que l'on m'accueillerait ?

Pour trop poussée que soit cette comparaison, elle peint assez exactement la situation de la Turquie en face de l'initiative autrichienne, et elle explique le refus ottoman.

Mais il reste que ce refus ne saurait en aucune façon entraîner l'abandon de la proposition Berchtold, laquelle doit être envisagée successivement des trois points de vue turc, autrichien, européen.

Du point de vue turc, c'est, nous venons de le voir, le rejet pur et simple. Du point de vue autrichien, il paraît, au contraire, que la proposition est soutenue avec une vigueur remarquable et que rien ne fut négligé, — tout au moins jusqu'ici, — de ce qui pouvait la faire aboutir. Le voyage de

Sinaïa, venant immédiatement après la visite à Berlin, a considérablement flatté la Roumanie, et l'on retrouve aisément dans les journaux de Bucarest l'écho de cette satisfaction.

« La visite du comte Berchtold, dit l'*Indépendance roumaine* du 27, non seulement emprunte une importance exceptionnelle aux événements d'Orient, mais rend encore un hommage à notre roi, ainsi qu'à la Roumanie qui, sous la sage direction de son souverain est devenue le facteur politique le plus important du sud-est européen.

« Nous tenons à relever que cette visite, loin d'être une menace pour qui que ce soit, met en relief l'amitié inébranlable que le chevaleresque monarque d'Autriche-Hongrie témoigne en toute occasion à notre roi vénéré. »

Voilà le ton; il est courtois, assurément, mais il est net; il n'y a pas à se méprendre; le roi Carol adoptera sans réserves toutes les dispositions du comte Berchtold. D'ailleurs, il est significatif de voir le même journal dans un article de son correspondant particulier à Sophia, déclarer que les macédoniens ottomans « ne sont pas satisfaits de l'initiative de l'homme d'Etat hongrois. Ils n'y voient d'autre tendance que celle de soutenir l'intégrité de la Turquie, et le maintien d'un statu quo qui leur paraît absolument intolérable. »

Lorsque l'on s'est arrêté un instant à considérer l'initiative Berchtold sous cet angle, on comprend mieux encore le refus de la Porte. Et maintenant, examinons les choses du point de vue européen, de beaucoup le plus important.

La proposition d'intervention a été reçue avec plus de politesse que d'empressement; cela est un fait aujourd'hui assuré. Sans doute, il est possible que

les puissances se rallient au système préconisé par l'Autriche, mais il semble dès maintenant qu'elles ne s'y rallieront point d'une manière véritablement effective... ou alors, l'avenir modifiera bien des opinions; l'avenir, c'est-à-dire les affaires turques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Pour le moment, il ne manque pas d'Anglais, de Français et d'Allemands pour penser que le dualisme assez instable de l'Autriche-Hongrie, ses embarras en Croatie et en Transylvanie devraient lui donner suffisamment d'occupations sans qu'elle en allât encore chercher hors de chez elle. Et ceux qui pensent ainsi accueilleraient sans déplaisir le retrait de la proposition. Mais peut-être que cet échec, — c'en serait un, et assez grave, — ne sera pas nécessaire et que l'on pourra satisfaire tout le monde sans froisser ouvertement personne : la formule apportée par le comte Berchtold est heureusement assez imprécise, — dans les termes, sinon dans l'esprit, — pour qu'il soit possible d'en causer énormément tout en agissant fort peu. Que les puissances, après en avoir copieusement délibéré, se bornent donc à exprimer quelques vœux, à formuler quelques conseils même, et que la Turquie garde la liberté d'action qui lui est nécessaire en ce moment, cette liberté d'action que l'on ne saurait paralyser ou amoindrir sans s'exposer à déplacer la vieille et redoutable question d'Orient.

Le moment serait si mal choisi pour une telle modification que les inquiétudes suscitées par la proposition Berchtold doivent être nuancées d'un assez solide optimisme.

29 août 1912.

## Au Maroc

(France)

Dans les villes d'eaux de France et sur les boulevards parisiens, Moulaï-Hafid promène sa curiosité un peu puéride de souverain en retraite. Grâce au zèle de reporters parisiens, enchantés de cette « actualité » en un mois où les sujets d'articles sont rares, l'ancien sultan a été promu rapidement aux fonctions enviées de personnalité parisienne, et chacun reconnaît qu'il joue son rôle avec beaucoup de bonne grâce. Il allait devenir l'attraction principale de Paris, lorsque parvinrent, du Maroc, des nouvelles qui firent un peu pâlir l'éclat de cette nouvelle étoile. La transmission des pouvoirs de l'ancien sultan au nouveau, son frère Moulaï Yousseff a ravivé dans le sud marocain les espoirs de quelques caïds ambitieux et surtout ignorants de la véritable situation politique de leur pays; à Marrakech, le chef El-Heïba s'est proclamé sultan et s'est avancé vers le nord, à mi-chemin entre Marrakech et Mazagan.

Pendant qu'El-Heïba accomplissait l'acte de rébellion qu'il ne tardera pas à regretter, les troupes françaises se trouvaient distribuées en deux groupes. dont l'un commandé par le colonel Joseph, opérait dans la région de Doukkala, près du littoral, tandis que l'autre, sous les ordres du colonel Savy, se trouvait sur l'Oum-Er-Rhia. La jonction des deux colonnes fut aussitôt décidée; dans la nuit du 22, le colonel Savy et le colonel Mangin qui l'accompagne, ont surpris l'ennemi, lui prenant son campement, ses drapeaux et sept mille cartouches. Le

lendemain, la jonction décidée s'opérait dans les meilleures conditions.

Nos troupes n'auront aucune peine à éteindre le mouvement provoqué par El-Heïba, et ce prétendant aux prétentions exagérées ne mériterait aucune considération s'il ne retenait prisonniers depuis plusieurs jours déjà, neuf Français qui lui furent livrés par El Glaoui. Ces neuf existences compromises vont peser sans doute d'un grand poids sur les décisions que prendra le général Lyautey.

Marchera-t-on sur El-Heïba et tentera-t-on de lui reprendre de force ses neuf captifs ou bien au contraire négociera-t-on avec lui pour obtenir leur relâchement. Le résultat de l'action militaire vigoureuse est d'avance certain, en ce qui concerne la défaite d'El-Heïba, mais n'est-il à craindre que des représailles sanglantes ne soient la triste rançon de notre victoire ? D'un autre côté, ceux qui connaissent El-Heïba le présentent comme un homme intelligent et accessible à l'intimidation.

Le colonel Patey qui connaît admirablement le Maroc et ceux qui l'habitent vient de se déclarer partisan de la méthode offensive. « L'expérience coloniale, dit-il dans une lettre au *Temps*, a montré que les négociations engagées avec l'ennemi dans des cas semblables avaient vite les plus fâcheuses conséquences. La sécurité des Européens serait bientôt compromise dans tout le Maroc si les indigènes pouvaient penser qu'il suffit de s'emparer de l'un d'eux pour obtenir des bénéfices immédiats avec promesse d'impunité. En ouvrant des pourparlers, nous donnerions d'ailleurs une impression de faiblesse.

Le meilleur moyen de venir en aide aux Français enfermés dans Marrakech me paraît consister, au

contraire, à attaquer vigoureusement les troupes d'El-Heïba. »

La manifestation militaire aurait d'ailleurs un autre avantage, car elle dissocierait les tribus groupées autour d'El-Heïba, et qui, il y a moins d'un an, étaient encore en guerre les unes contre les autres.

Il ne faut pas oublier qu'après ces luttes intestines, une notable partie des troupes ralliées en ce moment par le prétendant du Sud quittèrent il n'y a pas longtemps les territoires méridionaux pour venir se placer dans l'Adrar, sous notre protection. L'entente entre des tribus naguère encore ennemies, ne peut pas être solide, et s'explique par leur confiance, mal placée, dans les succès que leur promet El-Heïba; ces guerriers espèrent ainsi obtenir des exemptions d'impôt et se livrer à quelques razzias profitables.

Lorsqu'ils auront compris que leur nouveau chef est impuissant à résister au mouvement en avant de nos troupes, ils ne tarderont pas à l'abandonner et à nous demander l'*aman*. Pour le moment il s'agit surtout de sauver les neuf français retenus comme otages.

Lorsqu'ils seront hors de danger, la rébellion d'El-Heïba se trouvera réduite à ce qu'elle est en réalité : un soulèvement sans aucune chance de réussite ni même de durée. Que l'on sauve nos compatriotes! Le reste, confié au général Lyautey, n'est pas inquiétant.

30 août 1912.



## Pour avoir une police internationale

Contrairement à ce que croient généralement les moralistes, ce ne sont pas les romans policiers

qui ont développé l'audace des criminels et l'habileté des voleurs. Ceci, je m'empresse de le dire, n'est pas à la défense de la surabondante littérature policière, dont le succès se maintient depuis quelques années. Ce genre où l'on rencontre de l'excellent avec le *Sherlock* de Conan Doyle, du comique avec l'*Arsène Lupin* de Maurice Leblanc et du détestable avec certaines livraisons populaires, n'a pas laissé d'avoir une influence fâcheuse sur de jeunes cerveaux, et mieux vaudrait sans doute que les garçons de douze à quinze ans ne connussent pas les aventures de tous ces Nick Winter, Nat Carter et autres Pinkerton.

Car beaucoup n'en retiennent que le mépris de la loi et n'y voient que le triomphe d'un individualisme forcené, d'un idéal d'où l'idée de devoir est exclue. Chaque fois que l'on écrit sur la police et sur les voleurs modernes il faut faire ces restrictions et signaler les dangers de ces récits pernicieux dont la grande faute est d'avoir rendu les coupables sympathiques à cause de leur énergie, de leur ingéniosité, de leur intelligence.

Il est bien évident que ces mêmes qualités peuvent trouver, comme dans le *Robinson Crusoë* des emplois infiniment plus nobles.

Mais il reste malheureusement trop sûr que les auteurs de toutes ces histoires compliquées n'ont eu qu'à reproduire la vérité pour être aussitôt accusés d'in vraisemblance. Ils n'ont pas inventé leurs personnages; tous ces bandits, tous ces « grands voleurs » existent; il est exact qu'ils revêtent indifféremment la cotte bleue de l'ouvrier et l'habit de l'homme du monde; exact, qu'ils vivent des existences doubles, exact toujours qu'ils possèdent des procédés personnels pour se rendre méconnaiss-

bles ou pour ouvrir les coffres-forts; tout cela est vrai. De même que le type opposé, celui du détective, est bien également pris sur le vif.

Et ces policiers sont souvent des hommes de valeur, adroits, courageux et doués d'un sens psychologique qu'enverraient nombre de romanciers. Mais, pour le plus grand dommage de la société, ces détectives de valeur « travaillent » presque toujours en dehors des cadres de la police officielle. Celle-ci s'est transformée moins rapidement que les malfaiteurs.

Elle a gardé ses traditions, ses routines et ses moyens d'action désuets. Dans tous les pays du monde, on peut dire que la police est actuellement en retard sur ceux qu'elle poursuit. Alors qu'un voleur de marque opère dans l'espace d'un mois à Londres, à Paris et à Buenos-Ayres, grâce aux indications précises que lui télégraphient ses complices, ses « correspondants » de France, d'Angleterre et d'Argentine, les polices de ces trois pays perdent, presque toujours, sa trace, faute d'une organisation policière mondiale qui leur permettrait d'agir de concert.

Lors des affaires Bonnot et Garnier, les trop célèbres *outlaws* de la banlieue parisienne, j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de parler de cette organisation d'une police internationale avec deux des meilleurs policiers du monde MM. Calchas et Debisshopp. A ce moment-là, sous la pression des événements, et grâce à une campagne menée dans le *Matin* et dans la revue *l'Opinion*, on avait pu croire qu'un effort sérieux allait être tenté dans le sens d'une convention policière entre tous les pays civilisés. Maintenant, à quelques mois de date, il n'apparaît pas que cet effort ait donné des résultats

bien tangibles. Et cependant, la chose ne serait pas si difficile à mettre sur pied. C'est ainsi qu'il paraît à Chicago une publication mensuelle intitulée le *Dé-  
tective* dans laquelle sont reproduites avec une scrupuleuse exactitude les photographies des voleurs et des criminels recherchés, chacun de ces portraits est accompagné d'un bref *curriculum vitæ* relatant l'âge, les mensurations, l'aspect général, la profession, les fréquentations, etc., des hommes recherchés.

Tous les mois de deux à trois cents photographies sont ainsi tirées à des milliers d'exemplaires et mises entre les mains de la police américaine. De ces documents si utiles, les polices européennes ne se soucient pas. Elles ne sont pas encore abonnées au *Dé-  
tective* dont la plupart des inspecteurs européens ignorent même l'existence. Pourquoi ne commence-t-on pas l'organisation d'une police internationale en créant, dans chaque pays, une publication similaire, une sorte de Journal officiel des malfaiteurs ?

L'échange régulier de ces documents serait d'une utilité incontestable, et constituerait le premier pas vers une collaboration plus étroite.

Il est grand temps que l'on fasse quelque chose... En ce moment, les malfaiteurs sont mieux outillés que ceux dont la mission est de les réduire à l'impuissance. Une police internationale est devenue indispensable.

31 août 1912.

## Le point de départ

(*Turquie et Monténégro*)

Le 23 août dernier, dans une interview qu'il avait bien voulu nous accorder à propos des incidents de frontière turco-monténégrins, S. E. Gabriel effendi Noradounghian nous exprimait l'espoir qu'une solution satisfaisante ne tarderait pas à intervenir et mettrait heureusement fin au différend que l'attaque de Bérana venait de créer entre le Monténégro et la Turquie.

Cet espoir d'une prochaine solution pacifique, la nation ottomane tout entière le partageait avec le gouvernement. Toutefois, le ministre des affaires étrangères avait ajouté à ses paroles optimistes une restriction que nous avons relatée, et qui prend aujourd'hui — on va voir pourquoi — une importance significative. « J'ai bon espoir, nous disait Gabriel effendi Noradounghian, qu'une entente donnant satisfaction aux deux pays sera la conclusion des négociations en cours... *une fois le point de départ établi.* »

Ce point de départ, c'était la genèse de l'affaire. Il s'agissait en effet de savoir si l'échauffourée de Bérana n'était qu'une bagarre entre voisins de nationalités différentes, ou bien au contraire s'il s'agissait d'un combat prémédité.

On se souviendra que, sur ce point, M. Plaménatz, le chargé d'affaires du Monténégro à Constantinople avait été aussi net que possible.

— « Je vous affirme absolument, nous avait-il dit, qu'aucun soldat monténégrin n'a pris part aux combats de Bérana. »

Evidemment, lorsque M. Plaménatz parlait ainsi, ce n'était pas *proprio motu*, mais bien suivant les instructions de son gouvernement. Et de telles affirmations ne pourraient être apportées qu'après une enquête officielle.

Il fallait donc considérer, le 23 août, et jusqu'à preuve du contraire, qu'aucun Monténégrin n'était en cause.

A cette date, les résultats de l'enquête ordonnée par le gouvernement ottoman n'étaient pas encore parvenus au ministère des affaires étrangères, et c'est justement cette enquête qu'attendait Gabriel effendi Noradounghian pour établir ce qu'il nommait « le point de départ » de cette affaire.

Or, il paraît, d'après nos confrères turcs de ce matin que ce rapport est parvenu au ministère. La commission mixte dans laquelle le général Djavid pacha représentait la Turquie aurait terminé son enquête, et l'aurait adressée d'abord au gouvernement, ensuite au maréchal Ibrahim.

Si les conclusions de cette enquête sont bien celles que plusieurs journaux dignes de foi rapportent ce matin, l'affaire de Bérana, au point de vue diplomatique, ne fait que commencer, car la commission aurait établi que contrairement aux déclarations de M. Plaménatz, c'est-à-dire contrairement à la thèse du gouvernement monténégrin, les événements de Bérana auraient été « prémédités », Bien plus, des « officiers de l'armée régulière monténégrine auraient dirigé ce mouvement. »

Ces affirmations sont graves, et nous voulons encore croire que sous la forme nécessairement hâtive et concise que leur donnent les journaux turcs, elles prennent un aspect plus « sensationnel » qu'elles ne doivent l'être en réalité. Cependant, même

s'il en est ainsi, elles n'en constituent pas moins un fait nouveau qui remet toute l'affaire en question. Et ce fut bien, paraît-il, l'avis du conseil des ministres qui, après de longues délibérations, a pris hier d'importantes mesures et se serait décidé à notifier immédiatement aux puissances le résultat de cette enquête.

« Le point de départ » semble donc connu, mais il est tout différent de celui que l'on pouvait supposer.

Cependant il ne faudrait pas se laisser aller à conclure trop hâtivement. La commission qui a reconnu la participation des Monténégrins à l'affaire de Bérana, est, nous dit-on, une commission *mixte*. Elle comprend deux officiers généraux monténégrins.

Si donc le rapport soumis hier au conseil des ministres n'est pas un document émanant du seul Djavid pacha, mais bien le résultat de l'enquête menée par la commission mixte, toute possibilité de complications semble dès maintenant écartée, et le Monténégro n'aura qu'à ratifier les conclusions émises en connaissance de cause par ses délégués officiels.

On doit espérer qu'il en est ainsi et que les négociations vont reprendre pour aboutir rapidement.

2 septembre 1912.



## Les sports à Constantinople

Il paraît vraisemblable que le mouvement sportif à Constantinople soit sur le point de se transformer et de prendre; ainsi qu'il le fit en France il y a

une dizaine d'années, un développement dont la rapidité pourra surprendre bien des gens. C'est un mouvement à encourager.

Le sport est excellent pour la jeunesse, qu'il éloigne des plaisirs frelatés tout en lui donnant de l'énergie et de la vigueur. Il résulte d'une petite enquête personnelle que nous en sommes ici au moment où il suffirait d'obtenir un peu plus de contact, un peu plus de coordination dans les efforts des divers clubs et sociétés athlétiques pour que le sport en prenne un essor insoupçonné.

Mais d'abord, essayons de définir ce qu'il faut entendre par ce mot *sport*, de si belle allure anglaise encore qu'il vienne d'un vieux terme bien français l'*esport* ou le *desport*, le jeu, le divertissement; soit dit en passant, bon nombre de mots anglais que prononcent les dandies ne sont ainsi que d'anciens et braves vocables de chez nous qui s'en furent se faire blanchir à Londres. Mais c'est là, comme dit Kipling, une autre histoire... Le mot sport est aujourd'hui universellement accepté; laissons donc toute controverse philologique et définissons ce que veut dire le mot sport lorsque l'on a en vue. — c'est notre cas, — les exercices physiques propres à développer, à améliorer les conditions physiques des jeunes gens tout en leur procurant des plaisirs sains.

Il semble qu'il soit assez exact de dire qu'il y a sport toutes les fois qu'un effort physique est produit volontairement et dans un but de compétition.

L'idée de lutte comprise dans cette définition peut d'ailleurs avoir différents objets: tantôt il s'agira de vaincre un adversaire, tantôt, comme dans les tentatives de records, la lutte sera menée contre le temps... La lutte contre le temps! c'est peut-être la caractéristique de notre époque, et sans doute

on peut ne pas aimer une existence rapide et trépidante comme une 80 H. P.; mais ces critiques ne sauraient s'adresser au sport. Là, au contraire, la lutte contre le temps devient un acte méthodique raisonné, calculé.

Avant l'organisation du sport et le chronométrage des performances, on ne connaissait pas assez la valeur d'un cinquième de seconde; c'est devenu aujourd'hui presque quelque chose de vivant, pour ainsi dire, une sorte de farfadet railleur ou mauvais qui danse, insaisissable, devant le coureur, devant l'athlète. Un cinquième de seconde, « une épaisseur de maillot », comme l'on dit sur les pelouses des clubs, mais c'est plus que suffisant pour changer une victoire en défaite, ou inversement.

Aux derniers jeux olympiques de Stockholm dont le retentissement universel n'est pas encore apaisé, le champion français Jean Bouin, déjà recordman du monde, fut ainsi battu de quelques centimètres après une course admirable, et la France fut privée d'un trophée qu'elle croyait remporter.

Je sais bien que des athlètes capables de couvrir 100 mètres en 11 secondes ou d'abattre 18 kilomètres à l'heure sont des hommes d'exception, des « monstres », si l'on accepte la définition de Montaigne, qui appelait monstre « tout ce qui s'écarte des lois communes ». On mène actuellement en France de grandes enquêtes pour savoir si le pays doit s'en tenir à une éducation physique rationnelle, ou si l'on doit, au contraire y « pousser » les hommes physiquement bien doués à devenir des spécialistes, des champions, des recordmen... Chacune des deux théories a de chauds partisans, et, de part et d'autre, les bons arguments ne manquent pas, car les deux thèses sont non seulement soutenables, mais

excellentes. L'éducation physique rationnelle est évidemment ce qui convient le mieux à la moyenne des jeunes gens; beaucoup d'hommes solides ne résisteraient pas à l'entraînement intensif que doit subir un athlète avant de devenir grand champion. Il faut l'étoffe, il faut être spécialement doué; et l'on ne « fabrique » un recordman qu'avec des mécaniques humaines spécialement construites. Mais pourquoi cherche-t-on, pourquoi veut-on à toutes forces faire des champions? Que l'on se contente donc de donner au plus grand nombre possible de jeunes hommes une bonne éducation physique.

De cette foule, sortira infailliblement l'homme prédestiné, la vedette. Alors, celui-là, une fois reconnues ses qualités, on l'entraînera spécialement, on le « dressera » sur le sport pour lequel il paraît le mieux doué, et l'on s'efforcera de l'amener au *summum* de sa condition, de le rendre invincible, de façon à ce qu'il devienne un « type » auquel les autres ne pourront pas atteindre, sans doute, mais qui les stimulera, qui les aidera par la vertu de l'exemple.

D'ailleurs, tous les sports ne comportent pas ces brillantes exceptions, ces unités de choix. Il en est d'autres, et je pense en ce moment au *football*, qui demandent bien au contraire une sorte d'effacement personnel, une étroite subordination au jeu de toute l'équipe, un étroit alliage des onze ou quinze hommes jouant ensemble, et dont le but n'est pas, ne doit pas être de triompher individuellement mais d'assurer par une entente de tous les instants, la victoire définitive de l'équipe toute entière.

Et le sport peut ainsi prétendre à un rôle moralisateur; il forme, dans les jeux d'équipes à la précision, à la solidarité, à l'abnégation même. Il faut

avoir vu une bonne ligne de trois-quarts anglais dans une partie de rugby pour comprendre à quel point ceux qui la forment sont liés étroitement; il en est de même pour le polo, pour l'aviron en quatre ou en huit.

On voit que le sport est une excellente école où le physique et le moral trouvent à la fois leur profit. Nous serions ici heureux de savoir que les sociétés sportives de Constantinople travaillent à s'organiser, à lutter fréquemment les unes contre les autres, à se grouper sous un règlement commun, à recruter de nouveaux adhérents.

De toutes façons, qu'elles soient assurées qu'elles trouveront toujours au *Stamboul* l'aide cordiale que méritent leur effort et le louable but qu'elles se proposent.

4 septembre 1912.



## Expressions inopportunes

Fort des pleins pouvoirs que lui a donnés son Empereur, le comte Berchtold continue à déployer toutes ses qualités d'adresse et d'activité pour soutenir sa proposition; le ministre se donne à sa tâche avec d'autant plus d'ardeur qu'une bonne partie de son prestige personnel se trouve engagé dans l'affaire. Il multiplie les démarches, les explications, les promesses. De toutes les capitales européennes fusent chaque jour des dépêches concernant l'initiative autrichienne tandis que de Vienne partent avec une même fréquence des notes officieuses, des commu-

niqués, des articles de journaux destinés à démontrer aux grandes puissances, aux Etats balkaniques et à la Turquie, elle-même, tout ensemble l'opportunité et l'innocence de cette initiative. Après l'entrevue de Sinaïa voici l'entrevue de Buchlau, qui a duré deux jours. La note communiquée à l'issue de cette rencontre est catégorique; une complète concordance de vues, sur tous les points, s'est établie, paraît-il, entre M. de Bethmann-Hollweg et le comte Berchtold.

La teneur très nette de cette information vient à point pour contrebalancer les nouvelles reçues ce matin de Paris, de Rome et de Berlin et qui sont beaucoup moins optimistes. Cependant jusqu'à plus ample informé il faut ajouter foi aux dépêches datées de Buchlau, mais il est dès maintenant permis de faire remarquer que pas une ligne ne précise quels furent les sujets des conversations tenues à Buchlau. Au contraire la dépêche de Berlin signale un article de l'officieuse *Gazette de Voss* qui limite la portée de l'initiative Berchtold à une vague décentralisation religieuse et administrative en prenant soin d'exclure toute possibilité d'autonomie. C'est encore trop de parler de cette décentralisation, mais enfin on ne doit pas oublier que dès le 16 août le *Daily Mail* disait de l'initiative Berchtold :

« Si on la suit, elle changera la carte de l'Europe orientale, car elle propose de donner un gouvernement autonome aux provinces européennes de la Turquie ».

Et plus tard le *Times* traitant dans son éditorial de cette même initiative, s'exprimait ainsi :

« On est d'avis à Paris que toute démarche susceptible d'être interprétée comme un encouragement aux idées d'autonomie des provinces turques pour-

rait avoir les conséquences les plus désastreuses. Celles qui ont été causées par l'article 3 du programme de Müzteg sont une preuve de l'influence que les grandes puissances peuvent exercer sur les populations des Balkans par des actions ou même par des *expressions inopportunes*. »

Et voilà pourquoi la proposition Berchtold, si rassurants qu'en fussent les termes, apparut tout de suite inquiétante et dangereuse au gouvernement ottoman. Voilà pourquoi elle fut par lui repoussée tout entière : c'est que, par des « expressions inopportunes », elle risquait d'exciter des ambitions mal endormies, des espoirs toujours vivaces, des convoitises mal dissimulées.

Une décentralisation administrative et religieuse, cela correspond évidemment à l'établissement de sphères d'influence pour chaque nationalité. Sphère d'influence deviendrait vite « délimitation »... etc ; la progression serait aussi périlleuse qu'inévitable : on arriverait ainsi, petit à petit, à l'établissement d'une carte de l'Europe occidentale toute prête pour un « remaniement ». Il faut voir les choses comme elles sont, non pas comme on les présente.

L'on pourrait donc dire de l'initiative austro-hongroise qu'elle est pour le moins une imprudence, si elle n'était pas mieux qualifiée par tous les termes synonymes d'extrême habileté. Ce n'est pas que nous croyons sincèrement à une guerre balkanique. Même si quelques appétits s'exaspèrent et s'exagèrent, l'équilibre des deux systèmes d'alliances est là pour les empêcher de se mettre brutalement à table. La guerre est la dernière hypothèse à formuler à ce moment... Toutefois, l'agitation est indéniable sur la plupart des marches de l'Empire ottoman, et peut-être cette agitation est-elle inter-

prétée dans certains cercles viennois comme un commencement de résultat.

Et il est assez difficile de donner tort aux journaux turcs lorsqu'ils combattent la proposition Berchtold en rappelant l'histoire de la Bosnie-Herzégovine...

10 septembre 1912.

9

### La folie du revolver

Quarante coups de feu, trois morts, des blessés... voilà tout de même qui compte. Encore un grave incident de frontière, pensez-vous; encore un de ces combats surgis des haines séculaires que deux nationalités hostiles éprouvent l'une contre l'autre... Pas du tout; la chose s'est passée entre habitants d'une même ville, entre des gens qui parlent la même langue, ont les mêmes usages, les mêmes mœurs...

— Alors il s'agit d'une vengeance ?

— Pas le moins du monde. Tous ces coups de feu sont partis comme au hasard, à propos de rien, ou presque... Il ne faut pas moins de quarante balles de revolver aujourd'hui pour régler une contestation entre un conducteur de tramways et des voyageurs impatientes. Et je n'invente rien; ce « fait-divers », vous l'avez lu, hier, dans une dépêche datée de Gênes. Voilà où nous en sommes. Le plus petit différend, la plus petite querelle, la divergence d'opinion la plus ténue se règlent maintenant à coups de browning : C'est l'argument suprême, le plus rapide, le plus sûr, l'irréfutable. Jadis, naguère

encore, les peuples latins passaient pour avoir le goût de la discussion, l'amour de la rhétorique et de la controverse; pour un ticket d'omnibus cassé, l'excellent La Brige de Courteline ne sortait pas son revolver; le pacifique La Brige, d'ailleurs, ne saurait avoir de revolver; il se contentait de discuter, de palabrer, de prouver son bon droit, quitte à esquissier en fin de compte une menace toute platonique; cet admirable type du bourgeois occidental, un peu chicaneur, un peu ridicule peut-être, mais au demeurant doux, pacifique et juste, ce modèle-là tend à disparaître, et rapidement. Qui donc a le temps de discuter aujourd'hui? Dumas fils disait, il y a une quarantaine d'années « tue-là », si elle te trompe. C'était déjà un peu rapide, un peu vif...

Aujourd'hui, nous dirons volontiers: « Il n'est pas de ton avis, tue-le! » C'est le progrès. Quant aux crimes « passionnels », aux meurtres, aux assassinats qui peuvent se donner pour excuse l'amour ou la simple passion, ah! ces crimes-là, voici longtemps qu'ils ne comportent d'autre sanction que 16 francs d'amende pour port d'arme prohibée. C'est admis; c'est entendu. On voit cela tous les jours. Notez qu'en ce moment je laisse volontairement de côté les crimes commis par les bandits, par les apaches, par les « hors-la-loi » de toutes catégories. Ceux-là tueront toujours; autrefois, ils jouaient du couteau, à présent ils « brûlent », ainsi qu'ils disent dans leur terrible et pittoresque argot. Les professionnels ne sont pas en cause; criminels de profession, ils trouveront toujours une façon de nuire. Mais les autres! les autres, c'est-à-dire les « braves gens », ou réputés tels, comment cette contagion, cette folie du revolver les a-t-elle si rapidement gagnés? Voilà un homme du monde, ou

un commerçant, ou un employé; jusqu'à trente, jusqu'à quarante ans, il a vécu dans une parfaite honnêteté; il passe pour vertueux, et il l'est en effet. Il aime sa femme, il a des enfants, des amis : il vit heureux. Brusquement, cet homme raisonnable et considéré se transforme en criminel; il « voit rouge », il tire; c'est fait. A quoi cela tient-il? A quelle suggestion a-t-il donc obéi? Quels motifs profonds ont déterminé cet acte si grave : tuer? Ne cherchez pas; la chose est, hélas, trop simple. On a beaucoup épilogué là-dessus, on a donné, à cette croissante folie rouge, beaucoup de bonnes explications morales, pathologiques et sociales; beaucoup de médecins et de philosophes s'en sont mêlés; les chroniqueurs sont venus à la rescousse, chacun apportant en cent lignes son petit tableau de la corruption présente des mœurs et ses idées personnelles sur notre « mentalité ».

Littérature! La chose est plus simple, et d'une psychologie infiniment plus rudimentaire que toutes ces brillantes variations. Cette véritable épidémie, cette rouge série ininterrompue de crimes vient tout simplement de ceci : il y a beaucoup trop de gens qui portent constamment un revolver dans leur poche. Vous haussez les épaules? L'explication vous paraît trop facile, trop terre-à-terre? Elle est pourtant la seule bonne. Ne vous est-il donc jamais arrivé, à vous qui êtes d'ordinaire une personne plutôt calme et réfléchie, ne vous est-il donc jamais arrivé de vous mettre subitement, d'un seul coup, dans une violente colère, dans un état de surexcitation tel que vos facultés se sont toutes évanouies, pendant une seconde ou deux pour ne laisser place dans votre esprit qu'à un aveugle emportement? Cela vous est arrivé n'est-ce pas? Eh bien pouvez-

vous assurer que si vous aviez eu, pendant cette seconde d'aberration, un revolver sous la main, pouvez-vous assurer que vous ne vous en seriez pas servi ? Tout le mal vient de là : on se procure aujourd'hui des armes avec une grande facilité. Et remarquez encore que, même en furie, vous hésiteriez peut-être à frapper directement avec un couteau, ou avec un marteau par exemple ; ce geste trop rapproché répugne instinctivement à nos cerveaux civilisés ; une réaction instantanée nous appelle alors à la raison. Tandis qu'un revo'ver, cela est propre, net, poli, correct. Cela part sous un très léger effort, une simple contraction de doigt ; cela n'entraîne ni corps-à-corps, ni brutalités...

Cela tue, simplement.

Si l'on veut sérieusement enrayer cette contagion de meurtre, le seul moyen efficace est de supprimer la vente des armes de poche ; ou bien si cette suppression doit paraître attentatoire à la liberté commerciale, que l'on édicte vite une loi punissant de plusieurs années de prison toute personne sur laquelle on trouvera une arme prohibée. Et que l'on applique cette loi. Hors de ces deux remèdes, aucun autre n'est efficace.

7 septembre 1912.

## Sauvés !

(*Maroc-France*)

L'angoissante nouvelle était connue depuis deux semaines : neuf Français se trouvaient prisonniers d'un caïd en révolte ; on les tenait à merci là-bas

dans ce sud marocain qu'une brusque effervescence venait de soulever, dans cette Marrakech mystérieuse et fanatique... Et l'horrible souvenir de la mort du Dr Mauchamp revenait impitoyablement à notre pensée, à la pensée de nous tous, la grande famille française. Nous n'avions plus qu'un souhait : qu'on les sauve ! Le reste, la rébellion d'El-Heïba, nous savions bien que ce n'était pas inquiétant et que Lyautey allait balayer tout cela...

Mais après la déroute de l'ennemi, de quelle épouvantable rançon paierait-on la victoire ? Chacun de nous se jetait chaque jour sur les rares dépêches du Maroc : Mangin battait les séditieux, avançait, châtiât quelques rebelles, repartait vers le sud... Jour à jour, heure à heure presque, nous suivions, nous imaginions sa marche vers Marrakech. Cependant, même les plus loquaces d'entre nous parlaient peu de ces choses. Nous pouvons exprimer maintenant les raisons de notre silence : ces neuf Français nous les avons cru perdus, sacrifiés à la mission civilisatrice de la France... Et nous avons accepté ce sacrifice. Certes, nous savions que jusqu'au dernier, nos petits soldats feraient l'impossible pour arriver à temps et délivrer les neuf captifs, mais nous redoutions trop une issue fatale pour nous laisser aller à des espoirs décevants.

Il ne fallait pas que de trop bruyantes plaintes pussent laisser croire, ailleurs, que nous ne gardions pas entière notre confiance au général Lyautey, à ses officiers, à ses troupes. Nous ne voulions même pas que le sort de nos neuf compatriotes soit un prétexte à récriminations, à découragements ; l'intérêt supérieur du pays le défendait.

Ils sont sauvés !

Le courage, la décision et l'expérience de nos

troupes marocaines ont, une fois encore triomphé de l'exaltation barbare. Qui de nous n'a pas éprouvé hier un immense soulagement en lisant la brève dépêche qui annonçait l'entrée du colonel Mangin à Marrakech et la délivrance des captifs ?

Entourés trop prématurément de condoléances étrangères, nous étions prêts à pleurer silencieusement nos morts. Qu'on nous laisse un peu crier notre joie, maintenant; nous l'avons bien gagnée.

11 septembre 1912.

•

## Vers la Paix...

(Italie)

— Il n'y a pas de guerre éternelle..., répondait il y a quelques jours un ministre aux questions d'un correspondant étranger.

— D'accord. Excellence, aurait pu répondre notre confrère. Toutefois, la France a connu la guerre de Cent ans.

Ce n'eût été qu'une boutade, mais qui eût assez bien traduit l'indécision à quoi nous en sommes tous réduits lorsqu'il s'agit de pronostiquer la fin de la guerre italo-turque.

Tandis que les uns assurent que les pourparlers avancent chaque jour et que la paix n'est plus qu'une question de quatre ou cinq semaines, d'autres, aussi bien renseignés, fixent la cessation des hostilités à l'année prochaine, c'est-à-dire au plus tôt à quatre mois d'échéance.

Un américain de passage ici, avec qui nous causions récemment de ces choses, nous donnait, pour justifier la dernière de ces deux hypothèses, une raison originale et qui n'est pas sans valeur.

— Il y a quelques mois, nous disait-il, les journaux annoncèrent que la saison des pluies allait retarder les opérations des troupes italiennes; il fallait attendre la période de sécheresse; or, cette saison sèche est arrivée, et les journaux recommencent à déclarer que la sécheresse fait obstacle à l'action italienne, et qu'il faut attendre la période des pluies...

Tout en réservant la part de l'humour, il reste cependant quelque chose de vrai dans cette observation. Après une année d'escarmouches, nous en sommes encore à attendre la bataille décisive qui pourrait faire avancer la date de la paix en assurant à l'une ou à l'autre des deux nations aux prises une victoire importante; il ne semble pas que la fin de la guerre doive venir de la guerre elle-même. Et, à la vérité, on attendait que l'Europe mit un peu plus d'empressement à terminer le conflit. C'est cette attente jusqu'à présent déçue que le *Journal des Débats* fait ressortir dans son *leader* du 11 dont nous nous permettrons de reproduire un assez long passage, car le grand journal parisien a très exactement dépeint la situation :

« Lorsque l'on fera l'histoire de ce temps de guerre avec le recul suffisant, on ne manquera pas de remarquer combien l'attitude des grandes puissances européennes fut singulière, embarrassée et faible. L'Italie s'étant jetée sur les deux provinces africaines, et la Turquie lui ayant opposé avec beaucoup de succès toutes les forces de résistance qui étaient à sa disposition, il semblait qu'aucun des deux ad-

versaires ne pût pousser les choses à bout ni ne voulût même tenter de le faire. Dans une lutte aussi incécise, sur un point du monde aussi sensible que cette bordure méditerranéenne du sol ottoman, l'intervention des puissances, leur arbitrage paraissaient inévitables.

« Les combattants ne furent-ils pas surpris eux-mêmes d'avoir à attendre, et ne furent-ils pas tentés de s'écrier, comme l'un de ces terribles *nevris* qui se battaient devant un café de Marseille : « Per-  
« sonne ne sépare donc plus ici ! » L'Europe ne sut même pas prendre acte de l'espèce de promesse que fit l'Italie de circonscrire le conflit à l'Afrique du Nord. Elle ne protesta même pas contre le bombardement de Beyrouth qui ouvrait la question d'Orient.

« L'on vit depuis lors, moins pour impressionner les Turcs que pour soutenir l'enthousiasme chez elle, l'Italie prendre une île, puis deux, puis trois, puis plusieurs. On la vit aux Dardanelles où cependant elle ne pouvait que s'avouer impuissante. Rien ne put faire sortir l'Europe de son impassibilité; rien ne put lui faire mesurer les dangers que sa complaisance et son inertie lui préparaient à elle-même. »

C'est alors que survint la proposition d'arbitrage émise par la Russie. Mais, « elle était à l'avance frappée de stérilité parce que l'arbitre se posait en partie intéressée en accompagnant d'une menace du côté de la Mer Noire ses offres de services. » Quant à la proposition qui suivit, l'initiative du comte Berchtold, elle n'a pas trait directement à la paix, et en définitive, elle menace tout autant l'Italie que l'empire ottoman.

L'intérêt des deux belligérants et l'on s'en rend

bien compte des deux côtés, serait donc d'en finir au plus vite avec cette guerre sur place. Malheureusement, l'intégrité de l'Empire et le décret d'annexion apparaissent pour le moment impossibles à concilier. Espérons cependant... La diplomatie a des ressources infinies et c'est déjà beaucoup qu'un désir évident de paix se manifeste en même temps à Rome et à Constantinople.

14 septembre 1912.



## L'erreur du général

*(Aux manœuvres françaises)*

Les grandes manœuvres annuelles de l'armée française viennent d'être marquées par un événement dont l'imprévu même souligne l'importante signification. On sait que les deux partis en présence sont, ou plutôt, étaient, commandés respectivement par le général Gallieni, chef de l'armée « bleue » et par le général Marion, chef de l'armée « rouge ». La journée du 13 touchait à sa fin sans qu'un avantage décisif put être accordé à l'une des deux armées; peut-être, après une magnifique charge à la baïonnette les « bleus » pouvaient-ils se prévaloir d'un léger avantage... Mais rien n'était compromis; la situation de l'armée rouge restait même un peu meilleure que celle de ses adversaires lorsque se produisit l'évènement inattendu, le « coup de théâtre » sans précédent dont nous voudrions dégager la leçon. Le général Marion, commandant en chef de l'armée rouge se trouva brusquement enfermé

dans un cercle infranchissable et dut se rendre avec tout son état-major : cinq à six cents dragons, commandés avec audace et bonheur par le général Dubois avaient suffi à faire prisonnier le chef suprême de l'armée rouge ainsi que tous ses collaborateurs!

Aussitôt on ne manqua pas de crier à l'in vraisemblance; on répéta une fois de plus que les manœuvres ne sauraient donner une idée exacte de la guerre et qu'en cas de conflit réel, jamais le général Marion ne se fut aventuré ainsi à découvert. Cette invraisemblance des manœuvres est mise en avant par deux ou trois écrivains militaires, entre autres Ludovic Naudeau, l'un de nos meilleurs correspondants de guerre; là-dessus tout le monde est d'accord : un simulacre n'est pas la réalité, et le général Marion se fut sans doute moins exposé s'il avait eu vraiment affaire à des troupes ennemies.

Toutefois, il convient de remarquer que l'in vraisemblance invoquée en excuse provient directement et uniquement de lui : c'est en s'aventurant qu'il l'a créée... Mais laissons ce point de vue qui devient secondaire lorsque l'on connaît les conditions exactes de cet étonnant épisode : à la vérité, si le général Marion s'est laissé prendre, c'est qu'il n'a pas mis assez de confiance dans ses services de renseignements aériens. Voilà la haute leçon stratégique des dernières manœuvres françaises et c'est cet enseignement qu'il importe d'en dégager. Trois quarts d'heure avant la surprise, le général avait été prévenu formellement par l'un de ses éclaireurs aériens, par Henri Brégi, qu'un parti de cavalerie avançait en se dissimulant vers le point occupé par l'état-major de l'armée rouge. Ce renseignement formel, Brégi a dû le fournir de son petit air tranquille et

détaché; cet enfant de vingt ans, qui a fait au Maroc le plus étonnant des raids aériens, est d'une placidité à toute épreuve; il me semble encore le voir à Versailles, où il reçut, à dix-neuf ans, la médaille militaire : rien ne le tirait de son flegme imperturbable, ni le danger, ni les félicitations. Il n'aura sans doute pas assez insisté; toutefois, au bout de quelques minutes, voyant que l'on ne tenait pas compte de son renseignement, il en fit part à nouveau à un capitaine. Le résultat fut le même; alors, l'aviateur fit mettre son appareil en marche et s'envola... Une demi-heure plus tard, le général Marion était prisonnier.

Regrettable en soi, cet incident aura probablement les plus heureuses conséquences, car il convaincra définitivement tous ceux qui en doutaient encore, de l'incontestable utilité des « oiseaux militaires ». Il est certain dès maintenant que l'aviation changera et on peut même dire, avec le colonel Hirschauer, a déjà changé les méthodes actuelles de combat. Rien de ce qui se trouve en terrain non couvert ne peut échapper à l'œil aérien, et la vitesse des avions réduira presque toujours à néant les stratagèmes les mieux combinés. Il faut que les tacticiens en prennent leur parti et se remettent à l'étude; un champ de bataille survolé par des escadrilles d'aéroplanes n'est plus ce qu'il était il y a seulement deux ans : aujourd'hui, *on voit*.

19 septembre 1912.

## La liberté d'opinion

Ainsi, nous n'allons plus voir déambuler dans les rues ces tranquilles patrouilles composées de deux ou trois soldats conduits par un agent de police. L'état de siège n'existe plus. En le supprimant, le gouvernement a satisfait le désir évident du public, qui, ne voyant aucune raison apparente de maintenir le régime martial, en souhaitait depuis quelque temps la suppression. Il la souhaitait non pas tant pour lui-même, car l'état de siège ne le gênait pas dans ses occupations particulières, que par un sentiment confus de liberté pour tous. Il n'est pas douteux que le gouvernement avait eu d'excellentes raisons de proclamer l'état de siège; et certains assurent que cette mesure énergique a puissamment contribué au maintien de l'ordre et de la sécurité; mais précisément parce que l'ordre et la sécurité avaient été maintenus, l'état de siège finissait par apparaître quasi inutile à la majorité des habitants.

Voici donc Constantinople rendue à une vie normale. Il convient de s'en réjouir d'autant plus que le peuple ottoman est actuellement appelé à préparer les collèges électoraux qui nommeront ses représentants. L'état de siège pouvait apparaître comme une contrainte, et il est excellent que le gouvernement ait supprimé jusqu'à cette apparence. Maintenant, les deux grands partis politiques vont pouvoir poursuivre à armes égales la lutte engagée autour des élections. Les journaux, quelque opinion qu'ils représentent, ne courront plus le risque d'être suspendus du jour au lendemain. Nous avons assisté, par exemple, aux multiples transformations du *Ta-*

nine... Ne vaut-il pas mieux à tous les points de vue, que ce journal paraisse sous son véritable titre plutôt que d'être forcé d'en changer chaque jour ? *Djénine, Sinine*, etc... toutes ces modifications de mots, ne changeaient absolument rien à rien, ni à la politique de *l'Union et Progrès*, ni à l'expression quelquefois violente de cette politique. En rapportant l'état de siège, le gouvernement montre qu'il entend laisser chaque parti mener librement la campagne électorale.

On n'empêchera jamais un parti d'opposition d'être violent; souvent même, il arrivera que ce parti passera la mesure; soyez sûrs que, dans ce cas, le public saura vite démêler les paroles inutiles des critiques raisonnables.

17 septembre 1912.



## La situation politique et le ministère

Le cabinet Ahmed Moukhtar pacha a pris le pouvoir dans un moment critique. Malgré sa bonne volonté et les efforts qu'il déploie, la situation ne peut s'améliorer que lentement. A peine quelque apaisement a-t-il été obtenu dans la région de Cossovo que les Malissores de Scutari d'Albanie organisent une nouvelle insurrection.

Vu le nombre peu élevé des insurgés, il est certain que le gouvernement ne doit pas éprouver de grandes difficultés pour réprimer ce mouvement. Mais la situation géographique du pays peut provoquer de sérieuses complications. Les troupes chargées



de la répression de l'insurrection ne peuvent poursuivre jusqu'au bout les Malissores, car ces insurgés ont l'habitude de passer sur le territoire monténégrin chaque fois qu'ils se sentent serrés d'un peu trop près; et l'artillerie ottomane redoutant de provoquer un incident de frontière, se trouve alors fort gênée dans son action.

A cause de ces particularités, le mouvement ne peut être enrayé de suite. Et quand une telle situation traîne elle peut provoquer de graves difficultés. Les dernières informations reçues de Scutari d'Albanie portent que des combats acharnés ont eu lieu aux environs de Touzi, près de la frontière, entre réguliers et insurgés. Le bruit court déjà qu'un des boulets lancés par l'artillerie ottomane étant tombé sur le territoire monténégrin et ayant occasionné quelques dégâts, le gouvernement monténégrin aurait apporté des protestations auprès de la Sublime-Porte.

On affirme d'autre part que des civils monténégrins habitant les villages voisins de la frontière figurent dans les rangs des insurgés Malissores.

Enfin, le bruit court avec persistance que les Albanais musulmans de Scutari d'Albanie et de Cossovo organisent entre eux des corps de volontaires pour marcher contre les Malissores. On voit par ce qui précède que la tâche du gouvernement devient fort délicate. La Sublime-Porte qui a pris des décisions en ce qui concerne les réformes générales dans l'Empire, ne trouve pas de loisir pour la mise en application de ces mesures qui seraient de nature à assurer une tranquillité stable dans le pays. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'il est impossible d'obtenir un résultat satisfaisant du jour au lendemain.

Le temps est nécessaire à l'exécution de ce plan de réformes. Mais ce délai a fait défaut au gouvernement qui est obligé de négliger cette partie de sa tâche pour aviser aux moyens de parer aux nouveaux événements. En dehors de la question albanaise, le gouvernement se trouve en présence de plusieurs autres questions qui ne sont pas moins importantes : la situation en Asie-Mineure, les desiderata des Libanais, etc.

Nous avons aujourd'hui sous les yeux le texte du mazbata préparé au conseil des ministres, relativement aux réformes générales à entreprendre dans l'Empire.

Ce rapport confirme les informations que nous avons déjà fournies à nos lecteurs, après les deux dernières séances du conseil des ministres, sur la nature des réformes à appliquer dans toutes les provinces de l'Empire selon les exigences de chacune d'elles. Mais un passage mérite d'être particulièrement retenu dans ce document officiel : c'est celui concernant la Roumélie.

Le gouvernement décide que le privilège accordé aux Albanais de faire leur service militaire dans leur région, sauf en temps de guerre et en temps de troubles intérieurs, sera étendu à tous les habitants des provinces de la Turquie d'Europe. Les contingents de ces provinces seront donc versés dans les corps d'armée, dans les divisions d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie qui auront leurs quartiers généraux en Roumélie.

Les autorités de ces provinces ainsi que les départements intéressés ont déjà reçu communication des décisions prises.

Les fonctionnaires provinciaux ont reçu l'ordre de consacrer tous leurs efforts à faire disparaître

les causes qui provoquent des hostilités entre les divers éléments. Dans les rapports de ceux-ci avec le gouvernement, les fonctionnaires de l'Etat doivent agir avec justice et égalité, de façon à éviter toute atteinte aux droits de chacun.

Il est à espérer que les autorités provinciales, s'inspirant des sentiments du pouvoir central, chercheront à remplir leur devoir dans ce sens et assurer, une fois pour toutes, à la nation une vie normale. C'est, croyons-nous, le seul moyen d'obtenir l'apaisement général, en assurant le progrès et la prospérité du pays.

23 septembre 1912.



### Les explications du comte Berchtold

Le ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie a parlé. C'est un événement. On s'attendait même à ce qu'il parlât plus tôt. Lorsqu'un homme d'Etat s'adjudge *proprio motu* le premier rôle de cette tragi-comédie qu'est la politique européenne, et qu'il se maintient en vedette pendant plus de deux mois, à force d'habileté, d'activité et de démarches, le public est en droit de savoir quelle pièce on joue.

Or, nous n'en connaissons guère jusqu'à présent que le titre : *la Proposition Berchtold*.

Nous voyions bien le protagoniste s'agiter, aller et venir, mais nous ne l'entendions pas : il ne parlait que dans la coulisse. En dépit du talent de l'acteur, nous ne comprenions pas grand chose, sinon que l'on nous cachait l'intérêt principal du spec-

facle. Eh bien! même aujourd'hui, après le discours du comte Berchtold, nous continuons à penser de même. Nous ne sommes pas davantage fixés sur la nature de la Proposition, et cela, surtout, nous importait. Nous attendions un projet concret; on ne nous a donné que d'imprécises explications.

Toutefois, le discours appelle certains commentaires.

Après avoir courtoisement et platoniquement souhaité la fin des hostilités turco-italiennes, le comte Berchtold en arrive presque dès son début à l'objet véritable de son discours, c'est-à-dire à sa politique orientale et tout de suite, il est possible d'entrevoir, sous le couvert du langage diplomatique, que la formule primitive de la Proposition a dû être modifiée.

Cette formule primitive, nous n'en avons jamais connu la teneur, mais il semble bien qu'elle a subi d'importants changements à la suite des conférences nombreuses qu'a tenues le comte Berchtold avec les représentants autorisés de diverses puissances et des échanges de notes provoqués par l'initiative austro-hongroise.

Et c'est ici qu'apparaît l'habileté du comte Berchtold. Gêné par les temporisations des chancelleries, — qui, tout en lui réservant un excellent accueil, l'engagèrent à ne rien précipiter, — il a mis à profit les tergiversations des Cabinets européens et il a transformé son premier projet en une sorte d'avertissement à répétition, aussi modéré et aussi flou que possible, de façon à pouvoir le mettre en avant chaque fois que la politique austro-hongroise aura intérêt à le faire.

Le premier projet avait été nettement repoussé par la Porte; cette fois, il ne s'agit plus que de

« conseils amicaux », et lorsque le comte Berchtold parle des garanties nécessaires pour assurer aux nationalités diverses de l'Empire des conditions de vie normales, lorsqu'il exprime le désir que les revendications des divers peuples habitant la Roumélie polyglotte soient conciliées avec les exigences de l'Etat ottoman, il prend soin d'ajouter aussitôt : « C'est à notre avis la tâche des hommes d'Etat tures. »

Malheureusement, la fin du discours prononcé par le Comte n'est plus du même ton. Il y est question d'éclairs dans les Balkans, de tension électrique, de dangers d'incendie...

Sommes-nous donc à la veille d'une catastrophe? Et cette catastrophe est-elle donc souhaitée par quelques-uns, pour que l'on en groupe, presque avec complaisance, en un tableau saisissant, les signes avant-coureurs ?

Ceux qui interpréteront ainsi la péroraison éoquente du comte Berchtold se tromperont certainement. Mais il eut mieux valu ne pas leur donner l'occasion de formuler cette appréciation erronée.

26 septembre 1912.



## Le devoir de vivre

Le pitoyable drame de Moda est un modèle du genre. Le pauvre garçon qui s'est tiré une balle dans la tête après avoir tué une jeune fille dont le seul tort était de ne pas l'aimer, ce pauvre fou en accomplissant ces deux gestes aussi stupides que

criminels, a de nouveau posé une question que l'on a déjà trop souvent discutée : l'amour peut-il excuser le meurtre ?

Il faut vraiment posséder une dose solide d'indulgence pour en arriver à répondre par l'affirmative à une telle question; et cependant, si invraisemblable que cela puisse paraître, les écrivains n'ont pas manqué pour trouver à certains crimes passionnels des causes qu'ils ont transformées en raisons valables, en excuses suffisantes!

L'amour est un thème admirable qui permet en effet toutes les variations, tous les sophismes, tous les paradoxes. Il est maintenant admis, par un assez grand nombre de nos contemporains, que chacun de nous a le droit de « vivre sa vie »; cette élastique formule, ce pléonisme érigé en maxime est déjà fort contestable en soi; mais il apparaît purement odieux lorsque il signifie, comme c'est hélas trop souvent le cas, que chacun est libre de suivre ses aspirations, ses instincts, jusqu'à leur extrême développement. Cette théorie adoptée par des gens qui se tiennent pour la fleur de la civilisation, est proprement une morale pour Cannibales.

Et, au fond, ceux même qui se font gloire de l'appliquer se rendent bien compte de la formidable hypocrisie qu'elle masque sous sa concision... Ils s'en rendent compte, mais ils n'en disent rien parce que la formule est commode. Et d'ailleurs il est rare qu'à ce premier et commode principe, ils n'en joignent pas un second, plus pernicieux encore, qu'ils nomment le « droit au bonheur ».

Le droit au bonheur, quoi de plus simple, de plus naturel en apparence. Sommes-nous donc sur cette terre pour souffrir? Et n'avons-nous pas assez de soucis, d'imperfections physiques ou morales,

pour être en droit de rechercher notre bonheur partout où nous avons chance de le rencontrer ?

Voilà ce que l'on dit, ce que l'on croit, même. Et l'on vit sa vie, on clame son droit au bonheur. Insensiblement, on perd ainsi les notions les plus élémentaires de la morale, puis on en arrive à ne plus pouvoir supporter aucune contrainte, et comme à tout prix on veut être heureux quand même, et sans effort, on supprime l'obstacle insupportable; ou bien, comme dimanche dernier à Moda, on préfère la mort à une vie qui ne doit pas être celle que l'on a rêvé de vivre. Pauvres affolés, pauvres détraqués qui veulent être les seuls maîtres de leur existence, alors que tant de forces mille fois supérieures à leur propre volonté régissent invinciblement leur destinée! Alors, il leur reste un moyen d'avoir raison : ils tuent et ils se tuent. Victimes d'un faux idéal, ils ont perdu la notion exacte des choses, ils ne comprennent plus le sens de la vie, ils oublient que le premier des droits qui est aussi le premier des devoirs, c'est, quoi qu'il adienne, de vivre.

Ce n'est pas une lâcheté d'aimer la vie, de l'aimer profondément, pour elle-même, indépendamment des joies ou des douleurs qu'elle peut nous apporter. J'ai connu un homme de cinquante ans, un ancien officier à qui il fallut, après un accident de voiture, couper la jambe et le bras droits...

On hésitait devant une telle opération qui devait le laisser horriblement mutilé; mais, en pratiquant ces deux terribles amputations, on pouvait le sauver; il supplia qu'on les fit sans retard; cet homme voulait vivre.

Et de lui, vraiment on ne pouvait pas dire qu'il fut lâche devant la mort, car sa carrière était nom-

breuse en traits de sang-froid héroïque; celui-ci entre autres : Il était alors en Indo-Chine; un matin, un sous-officier vient lui dire que quelques soldats en prison, des têtes brûlées, se sont emparés de fusils chargés et refusent d'obéir... L'officier s'avance vers les mutins qui l'accueillent par des insultes. Sans paraître entendre, il se campe devant les prisonniers armés, et comme s'il se fut agi d'instruire des recrues, il commande de sa voix la plus tranquille :

— Joue!

Instinctivement, mûs à la fois par leur colère et par un instinctif sentiment d'obéissance, les prisonniers exécutent le mouvement commandé.

Devant les fusils chargés et braqués sur lui, l'officier resta immobile quelques secondes... puis, il reprit, toujours calme :

— Reposez... armes!

Les six crosses sonnèrent sur le sol avec ensemble; les prisonniers étaient domptés par cette impavide tranquillité.

— Retournez en prison, dit alors l'officier, vous êtes des mauvaises têtes; mais vous êtes encore mes soldats.

J'ai tenu à citer ces deux épisodes d'une même existence, pour montrer qu'un homme sain et calme peut également tenir à la vie et mépriser la mort.

Mépriser la mort est un acte noble; mépriser la vie, c'est la pire lâcheté.

*25 septembre 1912.*



## La parole est à l'Europe

En réponse aux préparatifs guerriers des Etats balkaniques, l'Empire ottoman vient de prendre deux mesures : la première, — indispensable. — c'est la mobilisation de l'armée turque. Dès hier soir, l'iradé impérial ordonnant la mobilisation générale a été transmis par fil à tous les commandants de corps d'armée. Ainsi, la Turquie se tient prête à faire face aux éventualités les plus graves.

La seconde mesure prise hier après-midi par le conseil des ministres constitue en quelque sorte le contrepoids de la première : après avoir songé à l'organisation de sa défense, l'Empire ottoman a voulu prouver officiellement que ses intentions sont toujours pacifiques; dans ce but, la Porte a décidé l'envoi aux représentants des grandes puissances d'une note exprimant l'espoir que l'Europe agira énergiquement et promptement en faveur du maintien de la paix.

Si jamais cette guerre balkanique venait à éclater, si quelque imprudence calculée, quelque coup de tête prémédité rendaient le conflit inévitable, la Turquie pourra dire qu'elle n'aura pas à en porter les responsabilités. L'Empire ottoman veut la paix. Cela ne signifie pas qu'il n'acceptera pas la guerre. Si l'opinion publique est ici moins bruyante, moins expansive que de l'autre côté des frontières, elle n'en est pas moins profondément atteinte par l'explosion des haines et des convoitises qui bouillonnent à grand bruit dans les Balkans. Les Turcs se battront certainement avec une ardeur et une volonté de vaincre qu'il sera difficile de contenir, une fois

qu'elles seront déchaînées; mais la Turquie, même victorieuse, souffrirait trop de cette guerre, qui serait certainement l'une des plus acharnées qu'ait enregistré l'Histoire. L'intérêt supérieur de la civilisation est en jeu, et puisque le gouvernement ottoman est animé de sentiments pacifiques, on peut dire que rien n'est encore irrémédiablement compromis. Que l'on nous permette, ici, — et en dehors de toute considération politique — de rendre hommage à l'homme d'Etat qui assume depuis trois mois la charge de conduire les affaires étrangères de ce pays. Autour de lui, se sont successivement accumulées des difficultés nombreuses, dont chacune eut suffi à l'occuper. Devant un aussi formidable dossier, le ministre ne s'est jamais départi de son calme; jamais sa prudence clairvoyante ne l'a abandonné. Que d'autres lui reprochent d'avoir tergiversé, d'avoir fait une politique d'attente et de circonspection!

La sagesse du ministre des affaires étrangères fut précisément de se tenir toujours dans les limites du bon droit et de la raison. Et c'est souvent plus difficile que de se lancer au hasard dans des aventures dont la fin est impossible à prévoir. Si la guerre est déclarée, que l'on sache que la Turquie ne l'a pas désirée et qu'elle a fait tout ce qu'il est honorablement possible de faire pour empêcher qu'elle éclatât. D'ailleurs, nous continuons à penser que l'Europe interviendra et que ses conseils, ses objurgations, ses représentations, seront écoutées, même des plus belliqueux.

Les deux grands systèmes d'alliances qui assurent actuellement l'équilibre européen n'en sont pas à souhaiter un conflit dont la localisation serait probablement impossible. Nous ne croyons pas qu'arrive d'ici à bien longtemps une ère de paix univer-

selle, mais nous sommes persuadés qu'aucun grand Etat européen n'oserait, *en ce moment*, mettre le feu aux poudres. Par nécessité, l'Europe de 1912 est pacifique. Peut-être ne le sera-t-elle plus dans deux, trois, ou cinq ans. Les questions de sentiment n'ont rien à faire dans cet ordre d'idées, mais le fait est là : la grande rencontre européenne n'est pas pour cette année.

Une guerre dans les Balkans risquerait trop de bouleverser l'équilibre européen pour que ceux dont c'est le devoir de maintenir cet équilibre ne s'emploient pas activement à supprimer ce risque...

Au point où en sont les choses, la parole est à l'Europe.

2 octobre 1912.



## La patrie est en danger

En juillet 1792, tandis que l'Europe se coalisait contre la jeune République française, que notre armée du Nord était contrainte de battre en retraite, que les Autrichiens envahissaient notre frontière, que les Puissances occupaient le Rhin, que des troubles et des dangers intérieurs aggravaient encore la situation critique de la Nation déjà si menacée à l'extérieur, l'Assemblée législative décréta solennellement « la Patrie en danger ».

Alors, de l'excès même du péril naquit l'enthousiasme patriotique qui lança irrésistiblement nos volontaires contre les ennemis; sur les tréteaux des bureaux d'enrôlement, des enfants, des hommes,

des vieillards vinrent s'inscrire en foule; des femmes se mêlèrent aux combattants; des mères offrirent leurs fils!

Et l'armée nationale improvisée partit sans pain ni souliers pour étonner le monde.

Il n'est pas un Français qui ne tressaille au souvenir de ces jours d'épopée. Je suis sûr qu'aujourd'hui les Ottomans auront senti ce même frisson de patriotisme les prendre aux entrailles devant l'union, soudainement réalisée, de tous les partis politiques.

Sans aucune exception, tous viennent d'offrir spontanément au gouvernement leur appui matériel et moral. Plus de haines, plus de ressentiments, plus de combats fratricides! Encerclé de tous côtés par des voisins menaçants, l'Empire ottoman fait bloc.

A plus tard les discussions, les revendications, les luttes pour le pouvoir... Aujourd'hui, les menaces extérieures ont accompli ce qui pouvait paraître impossible : la Nation ottomane, vivifiée par le péril, n'a plus qu'une seule âme, et dans cette âme unique, il ne subsiste plus qu'un unique désir, une unique volonté : la Patrie, d'abord! De tels gestes ne sont pas perdus; même si la guerre n'éclate pas, il restera quelque chose de cet élan patriotique; d'avoir été momentanément unis devant les frontières menacées, les Ottomans apporteront sans doute dans l'avenir moins d'âpreté aux luttes intestines; ils se souviendront de ces moments tragiques pendant lesquels leurs cœurs ont battu à l'unisson, ils continueront à sentir planer au-dessus d'eux le drapeau national qui les rassemble en ce moment.

Et, devant cet élan patriotique, nous disons bien volontiers : « Bravo, l'*Union et Progrès!* ». Sans la proclamation que ce parti politique, que ce parti

d'opposition vient d'adresser à la Nation ottomane, l'union du pays eût été difficile. Mais réclamée même par les ennemis mêmes du gouvernement actuel, elle s'impose et devient instantanément un fait accompli. De Scutari d'Albanie à Bassorah, ainsi que le dit cette proclamation, les Ottomans n'ont qu'un devoir : prendre l'engagement unanime de défendre comme un seul homme l'honneur de la Patrie et la dignité de la Nation.

Cet appel, joint à ceux des autres partis, a été entendu. Dès hier soir, devant Ste-Sophie, nous avons assisté à des scènes patriotiques qui nous ont rappelé la page de notre histoire à quoi nous faisons allusion en tête de cet article : drapeaux en tête, accompagnés par leurs mères, leurs femmes et leurs enfants, plus de deux cents volontaires ont défilé, la tête haute, aux sons d'une musique guerrière. Et chacun se levait sur leur passage avec une émotion que nul ne cherchait à maîtriser.

Les dernières informations reçues ce matin semblent indiquer qu'il y a encore une Europe et que ses « conseils » énergiques pourront peut-être empêcher la catastrophe, que d'aucuns estiment déjà devoir être inévitable. Et, en effet, après quarante-huit heures de haute tension, la parole reste à l'Europe, ainsi que nous le disions hier.

Mais puisque le maintien de la paix ne dépendait plus des Ottomans, ils avaient le devoir de se ser-  
rer la main et de boucler leurs ceinturons.

C'est fait. Les doigts sur la garde de son épée, la Turquie attend.

Depuis hier, un nouveau facteur de paix est entré en jeu : l'union de tous les Ottomans, conscients du danger qui menace leur Patrie.

*3 octobre 1912.*

## Reste-t-il des chances de paix ?

La guerre n'est pas encore déclarée; le sera-t-elle ? Nous le saurons probablement dans les 48 heures qui suivront la publication de ces lignes.

On assure que les dernières démarches entreprises auprès du gouvernement de Sofia qui dirige, paraît-il, la coalition balkanique, n'aurait encore donné aucun résultat satisfaisant. M. Gheshoff, ministre-président bulgare, aurait déclaré que l'on ne peut plus reculer et que la guerre est inévitable. Cependant, les puissances ne se considèrent pas comme battues, qu'on nous permette l'expression, et continuent à déployer leurs efforts pour éviter cette guerre dont les conséquences peuvent être très fâcheuses pour toute l'Europe.

Mais les puissances pourront-elles exercer une action efficace ? On ne peut se poser la question qu'avec une certaine angoisse.

Il nous sera permis d'examiner un peu la véritable situation dans laquelle se trouve le cabinet bulgare. Il y a encore huit jours, M. Gheshoff déclarait hautement que malgré l'agitation des nationalistes, le gouvernement bulgare nourrissait des sentiments pacifiques et qu'il chercherait par tous les moyens possibles d'éviter de troubler la tranquillité dans les Balkans. Cependant, M. Gheshoff avait ajouté que malgré ses efforts, une conflagration pourrait bien se produire, étant donnée la surexcitation qui règne dans le peuple. Or, le gouvernement bulgare a été entraîné par le peuple à mobiliser et à prendre une attitude agressive contre la Turquie. Les démarches des puissances tant qu'elles

ne sont pas effectives et coercitives ne peuvent modifier l'attitude du cabinet de Sofia. Si celui-ci accepte et suit les conseils qui lui sont prodigués par l'Europe, le peuple bulgare, qui témoigne d'une effervescence extraordinaire, peut provoquer des troubles intérieurs. Il n'y a donc qu'un seul moyen de parvenir à éviter l'effusion du sang. C'est une mesure de coercition exercée par l'Europe contre les Etats coalisés. Mais il semble malheureusement presque certain que les puissances n'en pourront pas venir jusque-là.

La situation s'aggrave. L'effervescence signalée à Sofia s'est témoignée depuis hier également à Constantinople, où toute la jeunesse ottomane crie d'une seule voix pour réclamer la guerre. Nous rendons compte, d'autre part, des manifestations qui ont eu lieu hier dans toutes les capitales.

Ainsi, tous les Etats directement intéressés veulent la guerre, tandis que l'Europe, qui désire la paix, ne semble pas devoir être écoutée. Dans ces conditions, où sont les chances de paix ? Pour notre part, nous n'en voyons plus de sérieuses.

3 octobre 1912.



## Le maximum de péril

Nous l'atteindrons aujourd'hui et demain.

Optimistes ou pessimistes, nous n'avons plus, les uns et les autres, qu'à suivre les événements, à attendre ce qu'apportera l'avenir.

La situation est trop tendue; ou bien elle va

se relâcher peu à peu, ou bien elle se rompra brusquement.

Si dans deux jours, dans trois jours au plus tard, aucun acte irrémédiable n'a encore été commis, alors les espoirs de paix retrouveront une raison d'être. Mais, aujourd'hui et demain, la paix ou la guerre dépendent de si peu de choses! Qu'un général, qu'un colonel exalté passe, sans ordres, une frontière avec quelques centaines de soldats et la guerre est déclanchée! La situation, à ce point de gravité n'est pour ainsi dire plus entre les mains des hommes. Les responsabilités rentrent dans le passé où l'Histoire saura les retrouver, de part et d'autre. Actuellement, l'avenir n'est à personne. Ce serait une tâche vaine que de vouloir établir une balance, une proportion entre ces deux points extrêmes : la guerre ou la paix. Une inextricable confusion mêle les intérêts en jeu, à ce point que nous verrons peut-être l'Ennemie d'hier venir prêter main-forte à la Turquie contre la coalition balkanique. L'heure n'est plus au petit jeu des pronostics. Il y a ainsi, dans la vie des nations, des moments tragiques pendant lesquels on sent vraiment passer, bien au-dessus des hommes, le souffle du Destin.

Nous estimons, quant à nous, qu'il ne faut pas encore désespérer du maintien de la paix. Mais c'est une opinion de sentiment. Tout nous commande de croire qu'une guerre est devenue inévitable. Chaque heure, depuis trois longs jours, disperse une à une nos espérances, comme la vague bat inlassablement la falaise qu'elle ronge peu à peu. Et nous n'avons plus guère de confiance, pour parler en toute sincérité, qu'en un chimérique idéal de raison.

C'est assez dire, hélas, que nos espoirs sont deve-

nus bien fragiles! Comment pourrions nous attendre de tous ces peuples surexcités par des clameurs guerrières, par des haines si longtemps contenues, par des conseils perfides, — comment pourrions-nous attendre d'eux qu'ils fassent un retour sur eux-mêmes et qu'ils déposent sans en avoir fait usage, les armes qu'ils brandissent avec une véritable frénésie ?

A ce cliquetis d'armes, la Turquie a répondu par un branle-bas de combat.

L'opinion publique, dont nous avons signalé l'éveil, ne va pas tarder à devenir aussi belliqueuse ici qu'à l'extérieur de l'Empire. Ce n'est plus *contre* les ennemis que l'on manifeste maintenant à Constantinople, c'est *pour* la guerre. Ce pays est un pays de soldats. Il a pu sembler lent à se dresser, mais à présent qu'il est debout, il apparaît d'autant plus grand.

Cette attitude donnera-t-elle à réfléchir à ceux qui pensaient peut-être attaquer un « homme malade » et qui trouvent devant eux un puissant organisme ?

Il n'est plus possible de répondre. Nous allons vivre les journées les plus critiques que l'Europe ait connues depuis plus de quarante ans. Le maximum de péril est atteint.

Nazim pacha, généralissime des armées ottomanes, peut aujourd'hui reprendre à son compte la phrase célèbre de Nelson :

« Le pays attend de chacun qu'il accomplisse son devoir. »

L'admirable élan de patriotisme qui soulève la nation ottomane nous prouve qu'il en sera ainsi.

4 octobre 1912.

## La proposition Poincaré

Une à une, au cours de la semaine dernière, les chances de paix s'étaient successivement évanouies au bruit guerrier des mobilisations.

Il ne restait plus qu'un espoir, l'action combinée des puissances.

Mais dès qu'il s'agit d'une intervention collective de l'Europe, il entre en jeu tant d'intérêts divers et opposés que cette intervention européenne court le risque de rester platonique et par cela même inopérante.

Des télégrammes reçus ici samedi dernier se dégageait cette angoissante question : les puissances parviendront-elles à s'accorder sur la situation balkanique ? Chaque jour d'attente augmentait les chances de guerre, sans que l'Europe parut en mesure de s'interposer avec succès. « Il n'y a plus d'Europe ! » disait-on. Et la longue indécision des puissances autorisait en effet un tel langage.

Cependant, tandis que l'on se laissait aller ici à ces doutes et que l'on y finissait par désespérer du maintien de la paix, il restait en Europe un homme qui accomplissait jusqu'au bout son devoir. En dépit de toutes les divergences, de toutes les difficultés tenues pour insurmontables, cet homme poursuivait une tâche que d'autres venaient d'abandonner comme irréalisable. Fidèle au rôle pacificateur de la France dans le monde, M. Raymond Poincaré, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de France, multipliait, malgré tout, ses efforts pour provoquer une entente européenne. Il fallait que l'Autriche et la Russie consen-

tissent à une action commune, et cela était considéré comme impossible.

Or, M. Raymond Poincaré a réussi. Il a trouvé la formule qui va permettre à Vienne et à Pétersbourg de calmer l'ardeur belliqueuse des Etats balkaniques; alors que tout concourait à rendre la guerre inévitable, il est parvenu à créer de sérieuses possibilités de paix.

Pas plus que nous n'avons connu les termes de la proposition Berchtold, nous ne connaissons encore ceux de la proposition Poincaré; mais nous en voyons les effets, nous constatons l'heureuse détente produite par l'initiative française.

Cela signifie-t-il que tout danger est écarté définitivement? Non, sans doute; il nous faut attendre maintenant de savoir quel accueil réserveront à l'intervention européenne les Etats balkaniques coalisés. Une surprise reste possible. Mais alors, que ces Etats sachent bien qu'ils porteront l'écrasante responsabilité du conflit, car la bonne foi de la Turquie, dans toute cette affaire, est évidente.

L'annonce de la mise en application, dans les vilayets d'Europe, de la loi de 1880, constitue la preuve éclatante de cette bonne foi et de l'esprit pacifique dont le gouvernement ottoman reste animé. Surexcitée depuis quinze jours, atteinte dans ses sentiments patriotiques, la nation ottomane en est arrivée à vouloir, elle aussi, la guerre. Mais cette légitime effervescence n'a été que le contre-coup des manifestations hostiles organisées tout autour de l'Empire. Si le calme renaît hors des frontières, il reviendra également en Turquie.

Mais il ne faudrait pas que les Etats balkaniques voulussent exiger de l'Empire des applications trop

hâtives des réformes qu'il est disposé à réaliser dans la Turquie d'Europe.

Si ces impatiences se manifestent, le rôle des puissances serait de les réprimer.

La Turquie accorde des réformes utiles... Qu'on lui laisse à la fois le temps de les appliquer et la liberté de les appliquer comme elle le jugera bon. S'il en est ainsi, on parviendra sans doute à éviter la guerre.

*6 octobre 1912.*



### La note des Puissances

Tandis que des télégrammes prédisent pour aujourd'hui, d'après certains journaux européens, une seconde déclaration de guerre, et que des engagements ont lieu sur toutes les frontières ottomanes, même du côté hellénique, les puissances continuent sans trêve ni répit la tâche conciliatrice qu'elles ont d'un commun accord assumée. Tardivement unie, l'Europe voudrait maintenant enrayer cette guerre balkanique, enfantée, nourrie, fortifiée depuis plus de trente ans par tant de circonstances. Mais l'Europe n'a compris l'inutilité et l'horreur du conflit qu'au moment où les sentiments patriotiques des peuples en présence l'emportaient sur les raisonnements de sa diplomatie.

Et, personne ne voulant la guerre, chacun a laissé les choses s'envenimer au point qu'une « saignée » est peut-être devenue le seul remède possible.

Les puissances n'en poursuivent pas moins leur

devoir, bien que l'accueil fait dans les capitales balkaniques aux objurgations austro-russes ne soit pas de nature à soutenir nos chancelantes espérances. Hier, après une réunion tenue à l'ambassade de France, les cinq représentants des grandes puissances, — l'Italie étant bien entendu exceptée. — ont rédigé, en parfaite communauté de vues, une « note verbale » collective qui fut remise dans la soirée à la Sublime-Porte.

Cette note a naturellement traité aux réformes à rouages administratifs de la Roumélie, particulièrement en ce qui concerne la Macédoine.

Mais il prétend, et non sans raison, que la situation de la Turquie s'étant modifiée depuis trente ans, les réformes doivent elles aussi être remises au point d'après un plan nouveau et plus étroitement adapté aux nécessités présentes que peut l'être un projet prenant son origine dans le traité de Berlin.

C'est un argument difficilement réfutable que celui-là. L'Europe, pour des raisons fort diverses, a laissé en quelque sorte tomber en désuétude le projet annoncé en 1880. « Il y a prescription, peut déclarer aujourd'hui le gouvernement ottoman; mais voici des dispositions nouvelles que nous sommes décidés à mettre en vigueur sans retard; laissez-nous faire ».

Il est à présumer que la réponse de la Porte aux cinq ambassadeurs sera conçue dans cet esprit. Or, nous avons tous l'impression que les Etats balkaniques ne se contenteront pas de ces réformes. Et puis... laquelle des cinq nations mobilisées consentira à déposer les armes la première? Aussi bien ici que dans les Etats coalisés, le désarmement, la démobilisation provoqueront sans doute de graves difficultés intérieures.

L'extrême tension se maintient; jusqu'à ce que nous soit connue la réponse du gouvernement ottoman, aucun fait nouveau ne se produira en faveur d'un dénouement pacifique. Les risques de guerre continuent à éclipser presque totalement les chances de paix.

Et cependant, la situation semble un peu moins désespérée. Rien de positif ne nous autorise à parler ainsi; mais on dirait qu'un très léger souffle d'apaisement passe aujourd'hui sur la péninsule balkanique.

11 octobre 1912.



## La guerre ou le miracle

Les concentrations bulgares seront terminées ce soir. Les forces turques sont prêtes. Les démarches des puissances auprès des Etats balkaniques coalisés ont été accueillies par des réponses dilatoires.

Voilà le bilan de la matinée. Il est terrible.

Le courrier arrivé d'Europe hier au soir, nous a apporté les premières impressions télégraphiées à deux grands journaux parisiens par leurs envoyés spéciaux en Bulgarie; ces dépêches ne font que confirmer ce que nous savions depuis plusieurs jours; la surexcitation des Bulgares est à son comble.

On sait ici que le peuple ottoman n'est pas moins farouchement résolu à défendre jusqu'au bout l'honneur et l'intégrité de sa patrie. Il faudrait remonter peut-être jusqu'à l'antiquité pour retrouver l'exemple

d'une telle unanimité dans le désir de combattre, dans la volonté de vaincre.

Devons-nous fermer les yeux devant l'évidence ? Allons-nous tourner le dos à la réalité pour exprimer encore un tardif et chimérique espoir ? A quoi bon ! Si tant est que les mathématiques puissent s'appliquer en l'espèce, il reste peut-être, à l'heure où nous écrivons, une chance sur mille d'éviter une guerre générale. Ce millième de chance, c'est la part d'inconnu qui entre toujours dans les plus absolues certitudes humaines ; c'est le miracle.

Nous en sommes là. Depuis longtemps, cette guerre se préparait, couvait à petit feu. On le savait en Europe, mais on n'y prenait pas suffisamment garde, ou plutôt, on ne se décidait pas à prendre les mesures qui eussent pu l'empêcher, car, il faut bien le dire, certaines puissances ne perdaient pas l'espoir de trouver leur profit dans une guerre balkanique. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons des atermoiements qui ont amené l'échec de l'intervention européenne. Si, — nous le répétons, — M. Raymond Poincaré avait été écouté au lendemain même de sa proposition, les chances de paix l'eussent emporté sans doute sur les risques de guerre, et bien que le président du conseil des ministres de France n'ait pas été suivi à temps, il n'en reste pas moins que ses efforts resteront à l'honneur de la France. Mais lorsqu'il fut question d'intervenir énergiquement auprès des Etats balkaniques et de garantir, en tout cas, l'intégrité du territoire ottoman, des difficultés furent soulevées par des nations « plus particulièrement intéressées ». Et pendant que l'on discutait stérilement en Europe, les manifestations et mobilisations échauffaient de plus en plus l'opinion publique dans les Balkans, si bien

que les souverains de Bulgarie et de Serbie joueraient aujourd'hui leurs trônes, et les perdraient sans doute, s'ils essayaient de licencier leurs armées assemblées près des frontières ottomanes.

Mais lorsqu'il en était encore temps, qu'ont-ils fait pour apaiser cette excitation croissante ?

Les Etats balkaniques ont voulu la guerre, ils l'ont rendue à peu près inévitable; ils en porteront la responsabilité pour une large part.

La dernière chance, la toute dernière, réside dans les démarches qui vont être faites aujourd'hui par les ambassadeurs étrangers auprès de la Sublime-Porte.

Mais, à présent, le peuple turc, lui aussi, veut la guerre... et la guerre seule, semble-t-il, pourra dénouer la situation.

*9 octobre 1912.*



## Et maintenant ?

Ainsi que nous avons été hier les premiers à l'annoncer, le Monténégro a déclaré la guerre! oui. le Monténégro.. Si la chose n'était pas aussi terriblement dangereuse et grosse de conséquences, elle serait assurément bien curieuse.

Et pourtant, elle ne nous a pas étonné outre mesure. Nos lecteurs peuvent se souvenir des affirmations de M. Plaménatz, qui furent toujours diamétralement opposées à celles de Gabriel effendi Nouradounghian; de plus ils se souviendront des renseignements catégoriques que notre correspondant

particulier de Scutari d'Albanie nous envoyait depuis plusieurs mois à propos des incidents de frontières et des intentions monténégrines; entre Malissores et gens de la Montagne-Noire, il se tramait quelque chose d'inavoué et que l'on eût voulu tenir secret. Dès l'année dernière, le Monténégro avait cherché à provoquer une guerre balkanique. Des circonstances indépendantes de sa volonté l'avaient empêché de réussir. Cette fois, c'est fait!

Si le territoire monténégrin était assez vaste pour qu'un véritable homme d'Etat pût s'y mouvoir à l'aise, cette guerre n'eût sans doute pas été déclarée. Ne recherchons pas aujourd'hui de responsabilités européennes et prenons les événements tels qu'ils se présentent, c'est-à-dire pour ce qu'ils représentent. Ne nous soucions pas de rechercher dans l'Histoire des précédents ou des explications, et n'envisageons que la situation de fait créée par cette déclaration de guerre. La première et la plus grave question que soulève l'acte d'hostilité monténégrin est celle-ci : Que vont faire les trois autres nations. — Bulgarie, Serbie, Grèce, — qui font partie, avec le Monténégro, de la coalition balkanique ? Vont-elles à leur tour entrer en guerre ? Elles le peuvent, aujourd'hui, plus facilement qu'hier, car elles ont maintenant un prétexte à invoquer. « Nous sommes liées entre nous, pourront-elles dire, par un traité offensif. L'un des quatre pays coalisés ayant ouvert les hostilités, nous ne pouvons ne pas tenir l'engagement pris en commun et lui laisser porter seul le poids d'une guerre ».

Voilà pourquoi la rupture des relations turco-monténégrines, — insignifiante en soi, — est d'une importance capitale. Les nations européennes, nous le savons, ont renouvelé leurs énergiques efforts au-

près des nations balkaniques et leur ont fait tenir un dernier appel à la raison; ces conseils seront-ils écoutés? Ces indications seront-elles suivies? Devant le fait nouveau qu'est la guerre turco-monténégrine, il est difficile de croire que la modération l'emportera sur la surexcitation.

Dans ce cas, nous verrions, à très brève échéance, la guerre générale dans les Balkans.

Ce que serait cette guerre, au point d'échauffement où sont portés les esprits, nous ne pouvons pas y songer sans horreur. Spécialement sur la frontière nord de l'Empire, la lutte serait d'un acharnement épouvantable.

S'arrêtera-t-on à ces considérations de sentiments? Hélas! Nous savons trop que jamais elles n'ont arrêté les conflits préparés par une longue situation historique et désirés par les peuples en présence. L'espoir dans le maintien de la paix, un peu raffermi il y a quarante-huit heures, est de nouveau redevenu bien fragile!

9 octobre 1912.

3

## L'intégrité de la Turquie

On sait que dès le premier jour nous n'avons pas cessé de montrer quels dangers la proposition Berchtold pouvait indirectement faire courir à la Turquie; chaque fois que l'actualité politique nous l'a permis, nous nous sommes efforcés de faire ressortir l'inopportunité de cette proposition, en nous atta-

chant spécialement à mettre en évidence que les termes imprécis de l'initiative autrichienne ne constituaient en somme pas autre chose que les prolégomènes d'une immixtion éventuelle de l'Autriche dans les affaires de l'Empire ottoman.

Peu après le lancement de la proposition Berchtold la coalition balkanique se précisa, amenant la grave situation qui a menacé, qui menace encore, peut-être, la paix européenne.

Or, tandis que sur une première démarche de M. Poincaré — *démarche qui eut lieu avant les mobilisations balkaniques*, — presque toutes les grandes puissances, sentant le danger imminent, se trouvaient d'accord pour proclamer l'inviolabilité du territoire ottoman, l'Empire dualiste soulevait des difficultés, et ne finissait par donner son adhésion à l'initiative française qu'au tout dernier moment, alors que la guerre semblait inévitable.

Mais il y a mieux encore; on peut lire, en effet, dans le *Temps* de vendredi dernier l'information suivante :

« Notre correspondant de Budapest nous télégraphie :

« On croit savoir ici que les hautes sphères dirigeantes en Autriche-Hongrie envisagent très sérieusement, dans le cas où la guerre balkanique éclaterait, *une expédition militaire vers Novi-Bazar et Mitrovitza*, pour empêcher les Serbes et les Monténégrins de se donner la main dans le sandjak et de fermer l'accès des régions albanaises.

« Il semble fort vraisemblable que les forces austro-hongroises cantonnées en Bosnie-Herzégovine, ayant gardé la classe qui achevait son temps de service le 1<sup>er</sup> octobre, et possédant par conséquent les effectifs de paix renforcés, vont être chargés,

si ce n'est déjà fait, d'accomplir cette mission justifiée par les intérêts balkaniques de l'Autriche-Hongrie; et si mes renseignements sont précis, les corps d'armée de Temesvar et Nagyszeben ne tarderont pas non plus à être mobilisés en tout ou en partie par mesure de précaution. »

Il nous paraît inutile d'ajouter aucun commentaire à cette information. On comprend à présent le sens véritable de la politique poursuivie depuis trois mois par le gouvernement autrichien; on voit pourquoi ce gouvernement fut le dernier à se rallier à la proposition de M. Poincaré. C'est que l'initiative française n'avait évidemment pas d'autre objectif que le maintien de la paix, et qu'elle garantissait de façon absolue l'intégrité du sol ottoman. Enfin, l'Autriche accepta; mais comme cette acceptation représentait, pour parler sans détour, l'enterrement de la proposition Berchtold, le ministre des affaires étrangères autrichien demanda, et obtint, quelques modifications dans la rédaction de la formule définitive. Il a parlé, entre autres choses, de l'indiscutable souveraineté du Sultan... Mais personne, en Europe, n'a jamais mis en cause le chef suprême de l'Empire! Alors, à quoi bon cette clause? De plus, le comte Berchtold a demandé que les réformes projetées eussent le caractère de généralité prévu dans sa proposition. Ici, la réponse est double: d'abord, on ne comprend pas bien ce que le ministre entend par cette demande d'extension des réformes, puisque le gouvernement ottoman a depuis plus d'un mois, discuté et adopté en conseil des ministres un plan de réformes concernant l'Empire tout entier; en second lieu, c'est, comme nous le disions hier, au seul gouvernement ottoman qu'il appartient de

régler les modalités d'un nouveau régime administratif dans la Turquie d'Europe.

De toutes façons, la réussite de la formule Poincaré marque la fin de la proposition Berchtold.

Et c'est un souci de moins.

8 octobre 1912.

9

## Un jour de plus

Encore un jour de gagné, — ou de perdu. Gagné, pour ceux qui croient encore au maintien de la paix dans les Balkans; perdu pour ceux qui jugent que la guerre ne saurait être évitée. Il faut reconnaître que depuis une semaine la tâche des journaux est devenue singulièrement malaisée. Poussée à croire à la guerre par l'examen impartial des faits précis, la presse ne néglige cependant pas une occasion de montrer quelque optimisme dès qu'une nouvelle un peu rassurante parvient à sa connaissance. En des circonstances aussi graves, ce n'est plus leur opinion personnelle, leur conviction intime que les journalistes doivent au public, mais bien un exposé clair et loyal des dernières modifications survenues dans la situation politique. Nous sommes ainsi placés entre deux alternatives sans nuance : la guerre ou la paix. Comment oserait-on choisir ?

Pourtant, les lecteurs veulent savoir; ils ont le droit d'être renseignés et l'habitude de trouver dans leur journal des prévisions, des anticipations. Ayons la franchise de dire que cela est actuellement impossible.

5

Il y a seulement trois ou quatre jours, nous pouvions encore le faire. Nous ne le pouvons plus aujourd'hui, ou bien nous ne donnerions qu'une opinion personnelle; mais tirer des conclusions des renseignements contradictoires qui nous arrivent, ce serait faire un trou dans l'eau. « Le public veut des pronostics, écrit le *Temps* arrivé hier soir. Un de nos abonnés nous écrit : « Vous rendez très exactement l'état des esprits dans les Balkans et les démarches des puissances. Mais ne pourriez-vous nous dire si la guerre éclatera ? » Voilà précisément le difficile pour nos confrères et pour nous — difficulté croissante : car de plus en plus il apparaît que l'issue résultera beaucoup moins de raisons objectives que de considérations subjectives.

Les affaires politiques ne peuvent être traitées à la façon d'un pronostic de courses, et aucune conclusion ferme n'est par conséquent, possible. On nous excusera donc de nous borner à noter le pour et le contre. Il serait imprudent d'aller plus loin.

Nous devons nous borner à commenter les faits nouveaux, sans autre préoccupation que celle de renseigner les lecteurs. « L'avenir n'est à personne », a dit Hugo.

Les faits nouveaux d'aujourd'hui, ce sont : d'abord la proclamation adressée par S.M. I. le Sultan à son armée et à son peuple.

S'il n'y avait pas une telle disproportion, si la comparaison était possible, nous nous serions plu à mettre en parallèle la proclamation de S. M. Mehmed Rechad, si noble de ton, si calmement résolue, avec l'emphatique discours prononcé avant-hier par le roi du Monténégro; mais, la comparaison n'est même pas à faire.

Le second fait nouveau, c'est l'annonce d'une rup-

ture des pourparlers italo-turcs et sa conséquence, l'envoi possible d'une flotte italienne vers les côtes ottomanes. Nous faisons toutefois remarquer ici que nous ne sommes pas en mesure de confirmer officiellement cette double information dont la gravité est évidente. Si elle est exacte, l'Empire ottoman pourrait se trouver avoir à faire face à tous ses ennemis à la fois.

Le danger serait grand, mais nous savons tous, et l'Europe sait comme nous, que le patriotisme et la puissance militaire des Ottomans seraient plus grands encore.

12 octobre 1912.

9

### **Droit international méconnu, Ultimatum Négociations,**

Jamais les formes n'auront été plus respectées; jamais non plus, elles n'auront été plus vaines que dans toute cette affaire balkanique! Depuis une dizaine de jours, que de notes, de réponses, de propositions, de contre-propositions!

Vraiment, on ne peut se défendre d'une grande mélancolie lorsque l'on se représente quelle faible part est faite, à certaines époques, au droit et à la justice, dans les décisions humaines. Quand M. Poincaré lança sa proposition et rallia autour de sa formule l'Europe tout entière, nous avons pu croire que le droit international existait réellement; quand le gouvernement ottoman, qui voulait la paix, a spontanément offert de réaliser des réformes im-

portantes, nous avons pu croire que cette offre sincère serait accueillie comme elle méritait de l'être...

Nos illusions n'ont pas duré bien longtemps! Les Etats balkaniques coalisés ont opposé à ces deux propositions des réponses qu'ils savaient inacceptables. Sans doute, ils ont, eux aussi, protesté de leur désir de paix, mais sous les termes protocolaires de leurs notes, comme on sent leur volonté de régler par les armes le conflit balkanique! Comme on comprend qu'ils n'ont parlé d'arrangement possible que pour mieux préparer la guerre!

La Bulgarie croit que son heure est venue; cette guerre sera sa guerre, car les autres nations coalisées n'eussent très probablement pas réagi violemment sous l'influence du projet Berchtold, si la Bulgarie ne les y avait incités. L'Empire ottoman est une nation trop guerrière pour n'avoir pas accepté le cartel bulgare, et nous avons assisté ici à un splendide mouvement national, d'autant plus émouvant qu'il s'est développé spontanément, sans tapage, sans bluff. Et c'est maintenant, après cette levée en masse de toute une nation atteinte dans sa dignité, après cette étroite union patriotique de tout un peuple, que la Bulgarie demande « la démobilisation de l'armée turque tandis que les Etats coalisés pourraient maintenir leur mobilisation jusqu'à l'accomplissement des réformes »! N'est-ce pas vouloir écarter toute possibilité de solution pacifique?

Que l'armée bulgare soit bien entraînée et qu'elle veuille la guerre, nous n'en doutons pas. Mais une ardeur semblable anime également les troupes turques; nous les avons vu passer toute cette semaine, les soldats Ottomans; ils donnent vraiment une grande impression de solidité et de résistance; ils

sont bien équipés et bien armés. Plus le temps passe et plus leur nombre devient considérable devant la frontière bulgare.

Dans ces conditions, il semble impossible que la Turquie accepte de les faire revenir sur leurs pas, alors que les bataillons ennemis continueraient à monter la garde près des poteaux-frontière.

Une pareille exigence n'a qu'un nom : c'est un ultimatum.

*13 octobre 1912.*

## La Puissance la plus intéressée

Le miracle ne s'est pas produit. C'est la guerre, la guerre balkanique que le concert européen n'a pas su empêcher, malgré une union réelle, encore que momentanée.

Dans deux jours, demain, ce soir peut-être, les hostilités commenceront. Après ce lever de rideau que fut l'attaque monténégrine, le grand drame va commencer sous les yeux du Monde. Nul ne peut se flatter d'en connaître les péripéties, mais chacun les suivra avec l'intérêt le plus puissant, le plus direct aussi; car personne ne peut affirmer que cette guerre restera une guerre balkanique.

Nous venons d'écrire, à propos de l'union des puissances qu'elle est réelle, encore que momentanée.

Ce n'est, hélas! pas un mystère! L'influence que s'accordent les Puissances dans les choses balkaniques est trop souvent mesurée, à tort ou à raison, par leur position géographique vis-à-vis de la Pé-

ninsule et de l'Empire ottoman. C'est ainsi que l'on en est arrivé, en 1904, à créer une sorte de privilège en faveur de la Russie et de l'Autriche-Hongrie qui peuvent depuis lors se prévaloir du titre de « puissances les plus intéressées ». Ce n'est qu'une formule, et assez vague. Mais cette formule, les deux Puissances ne manquent pas de la mettre en avant à chaque occasion favorable. Nous avons montré ici, avec une insistance justifiée par les événements, le danger éventuel que la proposition Berchtold pouvait susciter dans les Balkans. C'est que l'Autriche-Hongrie, l'une des deux puissances privilégiées et *limitrophes*, ne peut pas considérer la guerre balkanique comme elle le sera au Quai d'Orsay ou au Foreign-Office. Nous trouvons partout aujourd'hui confirmation du péril dont nous nous sommes efforcé de signaler la naissance et le développement. Dans son éditorial de samedi, le *Temps*, envisageant la situation, est à cet égard d'une netteté qui ne manquera pas de faire sensation.

M. Gabriel Hanotaux, ancien ministre des affaires étrangères, parle en tête du *Figaro*, des inquiétudes que pourrait provoquer en Europe la poussée autrichienne vers l'Orient.

Nous mentionnons ces deux grands journaux, pour montrer de quels sentiments la presse française et l'opinion publique en France sont également animées. Tandis que d'autres Puissances poursuivent lentement d'obscurs desseins, la France s'est au contraire courageusement interposée entre toutes ces ambitions et elle a voulu qu'elles s'accordassent.

Il se peut, en effet que notre pays ne soit parvenu à réaliser cet accord que trop tard et imparfaitement... A qui la faute ? Pas à la France.

Au seuil de la guerre balkanique, au début de cette

conflagration dont il est impossible de dire sur quel champ de bataille elle finira, nous croyons utile et juste d'exposer, au jour de l'actualité, ce qui sera peut-être considéré plus tard par les historiens comme le point de départ d'une nouvelle politique européenne.

*14 octobre 1912.*

9

## La Conférence

La Sublime-Porte veut ignorer la note balkanique conçue en termes discourtois. C'est bien la fin des négociations. En somme on peut dire que tout le monde demande à se battre, mais que personne ne désire déclarer la guerre. En fait, la guerre est commencée; peu à peu, elle se généralisera; déjà sur la frontière serbe on a passé des escarmouches aux combats réguliers; bientôt, sans doute, sur tel point de la frontière bulgare qu'il ne nous appartient pas de préciser, ce sera la première bataille rangée, la grande et sauvage lutte attendue depuis plus de trente ans.

En ce moment, la guerre est un fait, mais un fait sans existence diplomatique, un fait que l'on pourrait peut-être encore considérer comme sans conséquences s'il restait un espoir d'arrangement. Malheureusement, cet espoir a été supprimé par la Bulgarie, dont la volonté bien arrêtée de se battre a systématiquement écarté toute hypothèse de solution pacifique.

L'intervention européenne s'est heurtée à cette vo-

lonté, et elle a dû se borner, en présence des divergences de vues irréconciliables, à essayer de localiser le conflit en chargeant plus spécialement l'Autriche-Hongrie et la Russie de s'entendre, au nom de tous, sur la question balkanique.

On n'est pas certain, en dépit des assurances officielles, que ces deux puissances doivent conserver toujours une parfaite unité de vues; quelques-uns même n'ont pas craint de déclarer que cet accord ne pouvait être qu'essentiellement provisoire. On voudrait, dans l'intérêt général, être en mesure de démentir ces critiques, mais il faut cependant faire ressortir le mot prononcé tout récemment par l'empereur François-Joseph :

« Le maintien de la paix ne dépend pas de moi seul. » Ce sont là des paroles peu rassurantes.

On se rend si bien compte en Europe de la précarité de cette union austro-russe qu'une tentative vient d'être faite à nouveau pour la localisation du conflit balkanique, même s'il doit, — il faut tout prévoir, — déborder la Péninsule, Une dépêche parvenue ce matin annonce, d'après l'officielle *Agence Reuter* un projet de conférence mis en avant par la France et l'Angleterre; ce n'est qu'un coup de sonde, mais il est significatif.

Sans préjuger des intentions des hommes d'Etat promoteurs de cette idée, on peut supposer qu'ils ont comme but non pas d'empêcher la guerre, mais de chercher un moyen de l'arrêter après un laps de temps relativement court, et avant qu'elle ait pu menacer la paix européenne.

Cette initiative venant après la médiation impuissante, aura-t-elle le plein effet qu'on attend d'elle? Ne se heurtera-t-on pas, cette fois encore, à des

appétits, à des exigences, à des « droits historiques ? »

Nous ne le saurons que plus tard. Mais il faut noter que ce projet peut rapidement se transformer en une sérieuse garantie pour l'avenir.

16 octobre 1912.



## Le prix du Pain

Il y a quelques jours, dans deux ou trois quartiers de Constantinople, la production de pain s'est trouvée insuffisante; ce fut loin d'être une disette, mais, tout de même, un certain nombre d'habitants, arrivés un peu tard chez leur fournisseur ordinaire, s'en sont retournés les mains vides... et ils n'ont pas manqué de crier aussitôt à la famine, ce qui était fort exagéré.

Quelques boulangers sans scrupules ont entendu ces protestations, et ils s'en sont immédiatement autorisés pour augmenter *proprio motu* le prix du pain; certains d'entre eux le vendent à présent de 55 à 60 paras; alors que le prix officiel reste encore fixé à 50 paras pris au four.

Ceux d'entre les boulangers qui ont ainsi élevé le prix de leur marchandise sont, à vrai dire, très peu nombreux; mais d'autres pourraient être incités par leur exemple à établir clandestinement une majoration semblable. Il importe d'enrayer des tentatives dont la réalisation représenterait une gêne économique de plus pour une population déjà très agacée par la cherté croissante de la vie.

Assurément, cette augmentation n'est pas sans raisons, ou du moins sans prétextes. Ceux qui l'ont décidée invoquent volontiers, et pêle-mêle, le manque d'ouvriers pétrisseurs, les conséquences de la situation politique, et les spéculations qui se sont récemment produites sur les blés à la Bourse d'Odessa.

Examinons un peu ces trois arguments :

En ce qui concerne les ouvriers boulangers, et plus spécialement les gindres, il convient de noter que très peu d'entre eux se trouvent sous les drapeaux. Les ouvriers boulangers que les premiers ordres d'enrôlement avaient amenés jusque dans les casernes n'y ont fait que des séjours extrêmement brefs : sur une démarche du Dr Djémil pacha, préfet de Constantinople, le gouvernement a exonéré ces hommes du service militaire, par mesure d'intérêt public. Aucune augmentation n'est donc justifiée de ce côté.

Restent la situation politique et la spéculation, celle-ci étant la conséquence de celle-là.

Ici, l'argumentation des boulangers prend une apparence de solidité, quand ils invoquent les stocks énormes que nécessitent des armées aussi formidables que celles de la Turquie, et les difficultés que subiront les exportations de grain. Mais leurs raisons, dont la valeur intrinsèque est réelle, ne sont que très indirectement applicables à la question du pain de Constantinople. La guerre n'empêchera pas les blés de Roumanie, de Russie et d'Anatolie d'aller vers Marseille; car les Dardanelles, certainement, resteront libres. C'est tout au plus si des retards peuvent survenir du côté de l'Anatolie; or, la quantité de grain qui vient de ces régions n'est pas suffisante pour influencer sérieusement le marché du

blé, qui est un marché mondial, alimenté par le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine, la France, etc...

Les hausses, même spéculatives, que subira le blé ne doivent donc pas être très fortes. En tout cas, on peut toujours attendre, pour augmenter le prix du pain, qu'elles se soient produites, et il est tout au moins hardi, pour ne pas employer un mot plus dur, d'en escompter les bénéfices en retombant à l'avance sur le consommateur.

Que le prix du pain suive normalement les fluctuations du blé, ce n'est que justice. Nous ne saurions admettre que toute une honorable corporation ait à pâtir des événements; mais aux quelques boulangers qui ont pris l'initiative d'augmenter le pain, nous croyons utile de rappeler que le préfet dispose contre eux de règlements fort sévères.

La population accepterait une hausse décrétée par la préfecture, car elle la saurait justifiée. Nous ne croyons pas qu'elle soit disposée à l'accepter telle qu'on la lui fait actuellement subir dans certaines boutiques. Nous savons très bien qu'il ne s'agit que de rares exceptions; toutefois, dans une question de cette importance, il est préférable de prendre les devants.

Les Romains exigeaient qu'on leur donnât et du pain et des jeux; la population de Constantinople n'en demande pas tant. Mais, privée qu'elle est d'un grand nombre d'hommes dont les jeux vont être les marches forcées et les batailles, elle veut au moins ne pas être affamée.

14 octobre 1912.

## Le malaise européen

L'amorce monténégrine a provoqué la déflagration générale; la guerre qui était, depuis plusieurs jours, un fait accompli mais sans existence diplomatique, est maintenant officiellement déclarée à la Turquie par la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. Voici déjà quinze jours que le conflit balkanique est entré dans la phase aiguë, et l'on s'attendait assez généralement à voir une rencontre se produire plus tôt entre l'armée ottomane et les forces serbo-bulgares. Mais, de chaque côté, on a préféré attendre et se préparer avant d'engager la lutte. Des effectifs formidables sont actuellement massés de chaque côté de la frontière, et à peu de distance les uns des autres; le premier choc sera vraisemblablement une grande bataille, telle qu'il faut remonter jusqu'à l'épopée napoléonienne pour en retrouver de comparables en Europe... Combien d'hommes seront en présence? Il est impossible d'indiquer à ce sujet des chiffres précis, mais c'est certainement plus d'un demi-million de soldats qui vont se battre dans le Nord. Lorsque l'on songe aux sentiments si violemment opposés qui dominent ces peuples en armes, on ne se représente pas sans effroi ce que sera ce grand premier choc.

L'Europe en attend les conséquences avec une anxiété visible, et sans être exactement fixée encore sur l'attitude qu'elle prendra; cette indécision dans une période aussi critique, cette attente au moment où les événements se déroulent avec une telle rapidité, ne laissent pas de causer quelque inquié-

tude. C'est qu'en dehors du conflit balkanique, il s'agit de la paix européenne. C'est au maintien de cette paix que la France continue à consacrer ses efforts, mais nul ne peut encore dire à quel prix quelques-unes des puissances taxeront leur neutralité. Certains désirs apparaissent dès maintenant en opposition avec les grands intérêts généraux dont le respect constitue depuis trente ans l'équilibre européen.

Sans doute, nous savons bien que, depuis 1871 cet équilibre a plusieurs fois menacé de rompre, en 1876 et en 1905, pour ne citer que ces deux époques de tension, et nous sommes en toute sincérité persuadés que les inquiétudes nées à la fin de 1912 s'effaceront comme celles à quoi nous faisons allusion se sont également effacées.

Mais il est indéniable cependant qu'un malaise s'appesantit en ce moment sur l'Europe occidentale. Même s'il n'y a aucun risque d'aggravation, ce malaise est trop nuisible à tous pour que l'on n'en souhaite pas très vivement la rapide guérison.

*19 octobre 1912.*



## La Guerre, la Paix

Antithèse facile et sans antinomie dans son application présente; la signature du traité de paix entre l'Empire ottoman et l'Italie arrive à son heure. Depuis longtemps, des pourparlers étaient engagés sans que les délégués pussent se mettre d'accord sur une formule donnant satisfaction aux deux parties.

Cette fois, si nos premiers renseignements sont exacts, la solution intervenue est également honorable pour l'Italie et pour l'Empire ottoman. En lisant plus loin une analyse des grandes lignes du futur traité de paix, on verra que ce traité ménage les légitimes susceptibilités qui retardaient, de part et d'autre, un accord devenu cependant indispensable.

Les deux pays s'épuisent lentement dans cette guerre sur place et chacun d'eux se trouvait lié, au moment où la crise balkanique posait un problème autrement important que les hostilités africaines; l'Italie ne pouvait pas prendre dans le concert des Puissances la place qui lui revient, et la Turquie, attaquée sur toutes ses frontières européennes, désire consacrer toutes ses forces à la lutte balkanique, dont l'issue aura, pour l'avenir de l'Empire, des conséquences incalculables. Il est bon, il est nécessaire que la Turquie n'ait, à cette heure décisive, d'autre préoccupation que celle de faire face à ses ennemis européens. Il se peut que la guerre balkanique ne soit pas de longue durée; cela est même probable, étant donné les facteurs économiques, qui jouent un si grand rôle dans les guerres modernes.

Voilà deux ou trois jours que sur les frontières serbe et bulgare les troupes d'avant-garde se livrent à de petits combats; ce n'est que peloter en attendant partie; mais les grandes rencontres vont sans doute se produire à brève échéance.

Les diverses causes de temporisation ont successivement disparu : la médiation de l'Europe, les retards dans les mobilisations, les soucis protocolaires, tout cela est déjà du passé. L'état de guerre existe, et non seulement il existe en fait, comme hier, mais on peut dire qu'au point de vue diplo-

matique, il est également devenu une réalité. puisque le gouvernement ottoman vient de faire remettre leurs passeports aux représentants serbe et bulgare à Constantinople. M. Gryparis, seul des quatre ministres balkaniques, ne partira pas aujourd'hui. Cela signifie-t-il que la Grèce hésite à prendre une part active dans la situation actuelle ? Certains le disent; quant à nous, nous ne le pensons pas, ne voyant pas quel motif la Grèce pourrait invoquer; il est fort improbable que la France, l'Angleterre et la Russie soient intervenues dans ce sens; cependant la présence du ministre de Grèce à Constantinople mérite d'être signalée, car elle signifie évidemment que de ce côté là tout n'est pas encore rompu définitivement.

Tout l'intérêt s'est à présent transporté sur les frontières du Nord et de l'Ouest. Une partie formidable vient de s'engager. Les Ottomans, qui tous ont conscience de sa gravité, la joueront certainement avec une terrible vigueur.

18 octobre 1912.



## Intervention, Conversations

Tandis que les généraux ottomans poursuivent avec méthode, et dans un calme parfait, le plan de campagne qu'ils se sont fixé par avance, les ministres de l'Empire, préoccupés par la situation extérieure, viennent de donner aux ambassadeurs accrédités par la Porte auprès des grandes puissances des instructions importantes. Ces diplomates ont

reçu pour mission de faire savoir aux nations européennes que la Turquie n'acceptera ni pendant ni après la guerre aucune intervention européenne.

Est-ce une contrainte éventuelle que la Turquie est d'avance résolue à repousser, ainsi qu'elle eut raison de le faire pour la proposition Berchtold ? S'agit-il au contraire d'un principe absolu de ne plus tenir compte désormais des suggestions que telle ou telle puissance intéressée peut faire à la Turquie en certains moments critiques ?

Il est très difficile, en langage diplomatique, de savoir exactement ce que l'on doit nommer intervention, ou suggestion, ou conseils, ou médiation... Chacun de ces mots possède assurément un sens propre qui l'empêche d'être confondu avec aucun autre; mais ce sens peut être modifié, — et, en fait, il l'est toujours, — par le contexte qui l'accompagne. Si bien que de simples « conseils » peuvent devenir une énergique pression, tandis qu'une intervention peut être d'un platonisme sans égal. Pourquoi repousser a priori toute possibilité de « conversation » avec les Etats européens ? Que la Turquie désire régler elle-même la crise balkanique, rien n'est sans doute plus légitime; toutefois, elle ne peut pas négliger l'avis des autres pays, pas plus d'ailleurs qu'eux-mêmes ne peuvent ignorer la Turquie ou s'ignorer entre eux.

Après la victoire des armées turques, par exemple, l'Empire ottoman voudra-t-il refuser de causer avec les grandes nations pour trouver le moyen d'arrêter un conflit qui, selon l'expression même d'un ministre ottoman, pourrait dégénérer en boucherie ?

La proclamation du général Nazim, si belle d'enthousiasme patriotique, si profondément humanitaire, aussi, lorsqu'elle fait appel aux sentiments magna-

nimes des troupes, prouve bien que les Turcs sont prêts à éviter toute calamité inutile. Certes, ils feront à leurs ennemis coalisés une guerre sans merci, mais ils ne mèneront pas les hostilités au-delà des limites nécessaires; ils ne voudront pas de sacrifices sans raison.

L'on sait que c'est également le souci de l'Europe, — ou plutôt de chacune des puissances européennes.

Si le concert européen reconstitué pour quelques jours puis aussitôt déséquilibré, reste encore une semi-réalité, c'est que tout le monde est au moins d'accord pour éviter des pertes d'hommes et d'argent inutiles. Si à un moment donné, l'Europe désire causer avec l'Empire ottoman victorieux, de la fin des hostilités, devra-t-on nommer « intervention » l'expression de ce désir? Ce serait, croyons-nous, donner à ce mot une extension de sens un peu trop forte. Toutes les puissances du monde se trouvent dans le cas d'avoir à écouter des paroles venant de l'extérieur, et toutes, à l'occasion, savent en faire leur profit, lorsqu'elles pensent y avoir intérêt, de même qu'elles les repoussent quand elles les jugent inopportunes. Mais elles commencent par les écouter.

Il est vraisemblable que la Sublime-Porte, en chargeant les ambassadeurs de la mission qui nous occupe, a préalablement eu soin de limiter nettement sa pensée. L'intégrité de l'Empire, qu'il est nécessaire de respecter, étant bien entendu hors de cause, il n'y a rien de gênant pour la Porte dans le fait de causer avec les Puissances de questions qui ne sont pas seulement balkaniques mais également européennes.

21 octobre 1912.

Le *Stamboul*, ne reculant devant aucun sacrifice pour satisfaire ses lecteurs, n'hésite pas à s'imposer d'exceptionnelles dépenses dans les circonstances actuelles.

Notre journal, soucieux de renseigner exactement et par des informations puisées à source sûre, ses lecteurs sur la guerre balkanique, délègue M. Paul Genève, son rédacteur en chef, sur le théâtre des opérations.

M. Paul Genève part cet après-midi.

Nos lecteurs auront ainsi la primeur de récits de guerre colorés et vécus et nous ne doutons pas de l'intérêt qu'ils présenteront pour tous.

Tous nos vœux accompagnent notre rédacteur en chef.

Le *Stamboul* a également nommé des correspondants spéciaux sur les frontières des autres Etats balkaniques.

23 octobre 1912.



## De Constantinople à Tchouloù

(De notre envoyé spécial)

Au quartier général

Séidler, 25 octobre.

Nous sommes là six, dans ce compartiment, six Français encore émus des souhaits et des témoignages d'affection que nos amis sont venus nous

apporter à Sirkédji; maintenant, le train roule dans la banlieue et des hurras, des cris d'enthousiasme éclatent sur notre passage, car notre convoi emmène vers l'armée de l'Est un millier de solides rédifs. Nous arrangeons un peu nos valises, nos caisses, nos vêtements et tout l'indispensable matériel que nécessite ce voyage. Tandis que nous sommes occupés à ces soins, une conversation générale s'engage.

Nous croyons arriver à Kirk-Kilissé dans la soirée du 25; en réalité nous ne dépassons pas Séidler, une petite localité placée à une quarantaine de kilomètres de Kirk-Kilissé; dès le départ, la lenteur de notre convoi nous fait prévoir que notre voyage durera plus que nous n'avions supposé.

Il y a là Jean Rodes, correspondant de guerre du *Temps*, qui, tout à l'heure, nous racontera la guerre russo-japonaise et la défaite de Moukden; Paul Erio, du *Journal*, dont tout le monde connaît le voyage au Ouadaï; Rémond, de l'*Illustration*, qui revient d'un long séjour dans les camps turcs de Tripolitaine. Rémond nous raconte que, une demi-heure avant son départ de Constantinople, un chambellan est venu lui remettre une montre enrichie de diamants de la part du Sultan qui désire le féliciter ainsi de ses lettres de Tripolitaine. Il y a encore dans notre compartiment notre doyen, M. Mothu, représentant de l'*Agence Havas*, gaillard et solide dans son costume de chasse, et le benjamin, le « gosse de l'affaire », Max Aghion, le dessinateur, qui est venu pour le *Figaro*; M. Cuinet, du *Matin* est dans un autre compartiment; nous le retrouverons au camp de Tchorlou. Aghion est un boute en train qui s'amuse de tout, ne s'étonne de rien, nous appelle « mes enfants » et distribue le corps d'armée sur

la carte comme des poignées de mains un soir de « générale » ; charmant compagnon d'ailleurs, débrouillard et serviable. Le sixième occupant de notre compartiment est votre serviteur. C'est Paul Erio qui nous donne le premier l'exemple de la sagesse en s'enroulant dans sa couverture ; nous ne tardons pas à en faire autant ; j'éteins la petite lampe électrique que j'avais ficelée tant bien que mal au plafond du wagon et je m'endors d'un sommeil fiévreux que les arrêts répétés de notre train vont souvent interrompre.

#### Quinze heures en gare

A 6 heures du matin, nous nous arrêtons juste devant la gare de Sédler... Déception ! Comment, nous ne sommes pas encore arrivés ! Pourquoi ? Au bout d'une demi-heure, notre impatience grandit, et nous nous adressons au commandant Wasfi bey qui a pour mission de nous accompagner jusqu'au quartier-général d'Abdullah pacha.

Wasfi bey nous fait savoir que nous ne passerons pas Sédler et qu'il est même probable que nous allons revenir sur nos pas jusqu'à Tchorlou.

Une seule question sort de toutes les bouches :

— Pouvons-nous télégraphier ?

Le commandant va aux renseignements et revient bientôt :

— Impossible de télégraphier, pour deux raisons : d'abord l'employé ne peut pas accepter de dépêches en français, ensuite le fil télégraphique est occupé par les dépêches militaires.

Nous restons là à nous morfondre sous une pluie battante, quand arrive un train chargé de paysans en fuite.

Les paysans savent que des fillettes ont été violées, des hommes éventrés par les bandes qui parcourent leur malheureux pays; alors, ils fuient. Ils ont vu passer ce train et se sont précipités à sa rencontre.

L'exode d'ailleurs semble général; tout le long des routes passent en longues files des charrettes à buffles dans lesquelles sont entassés, pêle-mêle, les femmes et les enfants, parmi des hardes et des meubles.

Nous attendons toujours; il est maintenant six heures de l'après-midi; nous sommes ici, sous la pluie, depuis douze heures; pour compliquer encore les choses, un train a déraillé, nous barrant la route. Enfin, vers neuf heures du soir, nous repartons, lentement, lentement, dans la direction de Tchorlou.

#### A Tchorlou

*Quartier-général de l'Armée de l'Est,  
Tchorlou, 25 octobre.*

Toujours impossible d'expédier le moindre télégramme; les représentants des Agences sont particulièrement énervés du silence auquel ils se trouvent réduits.

Quant à moi, qui ne vous télégraphierai qu'en cas d'événements graves, j'attendais avec impatience de pouvoir tirer mon crayon et mon papier pour vous écrire d'ici, où j'ai vu des scènes bien pénibles, le matin, à six heures, dans la gare. Je n'ai pu tirer mon bloc-notes de ma poche qu'à 10 heures du soir, et il fallait vraiment que j'eusse à vous écrire pour me faire rester devant une tente, ma lanterne accrochée à un piquet et mon papier sur mes genoux.

Mais comment ne pas décrire ces trains de la

gare de Tchorlou! Hier, à Seidler, nous en avons rencontré un, et c'était déjà une triste impression... mais ce matin! La plus inexplicable confusion... vingt-cinq personnes de tout âge et de tout sexe dans un compartiment... des vieilles femmes turques, très vieilles, parcheminées et tremblantes, nous regardent avec stupeur; d'autres, couchées tant bien que mal, tremblent de froid. Partout, des gens ahuris.

— D'où venez-vous ?

— De Kirk-Kilissé.

— Quand êtes-vous partis ?

— Depuis deux jours.

— Savez-vous quelque chose de la bataille ?

— Non; rien; nous avons seulement entendu le canon, et nous sommes partis, par crainte des Bulgares.

Les pauvres gens! Et qu'en va-t-on faire ?

Je m'arrête; à bientôt. Il est tard, et l'officier de ronde m'assure qu'il vaut mieux ne pas laisser de lumière allumée maintenant.



## Au quartier général de l'armée de l'Est

(De notre envoyé spécial)

*Tchorlou, 27 octobre.*

Ainsi que vous l'avez su par mon télégramme d'aujourd'hui, la ligne turque a été modifiée. C'est à présent une sorte d'éventail qui part de Vizé, ondule par Bounar-Hissar et Lulé-Bourgaz pour revenir vers l'ouest jusqu'à Baba-Eski.

Tchorlou devient visiblement un point de concentration très important.

Notre vie de nomades continue et s'organise petit à petit. Nous sommes surtout ennuyés par les pluies nocturnes qui traversent nos tentes et nous obligent à coucher non seulement tout habillés et bottés, mais encore engoncés dans nos paletots et nos fourrures. Malgré tout, le réveil a été très gai au camp français. En attendant le thé, préparé tant bien que mal par nos domestiques transis, nous nous sommes réchauffés en nous lavant à grande eau, et en chantant tous les refrains militaires de France et de Navarre. Sur la crête, se dessine la silhouette d'un correspondant anglais, tout nu, qui prend son tub dans un grand baquet de toile. On lui fait des ovations et on le photographie, malgré ses protestations, pour rire.

Après le petit déjeuner, nous nous mettons à faire sécher nos couvertures et à soigner nos pauvres chevaux qui couchent dehors et que la pluie pourrait bien rendre malades; ceci fait, nous nous apprêtons à leur donner une demi-heure d'exercice, lorsque le commandant Vasfi bey nous fait savoir que le courrier va partir. Nous nous sommes aussitôt jetés sur nos crayons... A bientôt. Je vous écrirai ce soir.

En allant porter ma lettre à la censure, je vois de l'autre côté de la colline d'imposantes formations d'artillerie. Je crois que nous avancerons prochainement.

## Quartier général de l'armée de l'Est

*Tchorlou, 31 octobre.*

Nous revenons de Karistiran, où nous avons passé la journée d'hier et toute la nuit.

Dans ces plaines désolées, le long de l'unique route, nous n'avons rencontré, en allant, que des convois traînés par des buffles puissants et lents; et, au retour, que des blessés, des malades, des traînards, qui revenaient à Tchorlou.

Jusqu'au dernier moment, nous pouvions garder l'espoir d'assister à la grande bataille qui s'est livrée dans les plaines situées au sud de Bounar-Hissar pendant les journées des 29, 30 et 31 octobre. Mais, en arrivant à Karistiran, hier, vers 5 heures du soir, le commandant n'a pas permis que nous dépassions le village, et les événements ont prouvé qu'il avait eu raison. Mais nous sommes restés là, sans vivres, sans couvertures, sans avoine, sans rien, en un mot, par un froid tel que nos selles étaient couvertes de glace : la voiture (la charrette abominable) qui traînait nos bagages a été arrêtée et a dû rebrousser chemin.

Tant bien que mal et gaiement, nous essayons de nous organiser. Un peu de bois pris au village voilà du feu; un peu de foin pris à l'intendance, voilà nos lits; nous nous partageons avec minutie une boîte de foie gras et une boîte de sardines : c'est le repas de sept hommes qui n'ont rien depuis six heures du matin! Le feu s'est éteint; nous avons pu faire un peu de thé dans une timbale. Maintenant, il ne reste plus qu'à s'étendre sur la terre humide; par ordre du commandant, les che-

vaux restent sellés, pour qu'ils ne s'échappent pas et pour que l'on ne les vole pas; nous veillons à tour de rôle, Mon quart, — de minuit à une heure, — se passe en pas gymnastique. A l'aube, nous allons demander au commandant d'avancer avec nous jusqu'aux lignes turques. Mais l'officier a conversé hier soir avec des camarades; il fait comprendre que nous devons retourner à Tchorlou.

Et nous revenons vers Tchorlou, lentement, sans parler.

Oh! les pauvres gens rencontrés en route! Blessés à la tête, aux mains, couverts de linges ensanglantés, allant comme s'ils devaient tomber et rester prêts à repartir au feu quand leurs plaies seront convenablement pansées! Ces blessés ottomans, jamais, vous entendez, vous ne ferez assez pour eux, qui souffrent sans mot dire, et qui, pendant trois jours, trois interminables jours, se sont battus en héros, défendant leurs positions malgré tout.

Et maintenant ils ont attrapé « leur affaire »; ils rentrent. Leur devoir est accompli. D'autres, valides, sont là tout près, qui vont prendre leurs places. Le Dieu des armées soit avec eux! Ils l'ont mérité.

P.-S. — Le bruit du canon a cessé depuis deux ou trois heures; la grande bataille est finie.

A l'horizon, la jumelle nous laisse voir des feux: des villages, des villes peut-être, qui brûlent; ces lueurs sinistres sont dans la direction de Lulé-Bourgas.

La censure est toujours très rigoureuse.

## Au quartier général de l'armée de l'Est

*Notre envoyé spécial, M. Paul Genève, nous a envoyé de Tchou'ou, en date des 28 et 29 octobre, les lignes suivantes, qui, quoique n'ayant plus qu'un caractère rétrospectif, conservent néanmoins leur intérêt.*

Camp de Tchou'ou, 28 octobre.

Il fait plus froid qu'hier; voilà le seul changement appréciable dans notre situation. Des nouvelles de la guerre, nous n'en avons que peu, et ce peu nous sommes obligés de le garder pour nous; il nous est interdit de télégraphier et toutes nos lettres sont lues et tronquées par une censure impitoyable.

Vous imaginez aisément l'état d'esprit de trente-cinq correspondants, venus ici à grands frais, avides de renseignements, impatients de savoir, et qui se trouvent depuis quatre jours promenés comme des collégiens sans obtenir d'autre résultat que d'avoir les pieds gelés et les mains gourdes. Le vent du nord claque dans ma tente comme dans les voiles d'une barque; à tout instant, pendant la nuit sans sommeil possible, j'ai l'impression que tout cela va s'enlever comme un biplan mal construit pour retomber de l'autre côté de la vallée. Nous nous relevons, et tant bien que mal nous consolidons les piquets, nous resserrons les cordes... Mon pauvre cheval grelotte dehors, c'est sa troisième nuit en plein vent; si ce métier continue, nos chevaux vont tomber malades...

Et rien à faire! le commandant Vasfi bey fait tout son possible pour nous être agréable, mais il

est bien obligé d'exécuter les ordres qu'on lui transmet. Il paraît que ce soir nous allons lever le camp et habiter Tchoulou même. Assurément, nous serons mieux, mais aurons-nous des nouvelles ? Saurons-nous ce qui se passe ?

Tchoulou, 29 octobre.

Nous sommes à Tchoulou; la ville est pleine de soldats, les boutiques sont presque toutes ouvertes, les commerçants continuent leurs trafics; rien d'anormal qu'une extrême agitation. On faisait courir le bruit que les soldats manquaient de pain; j'ai pu constater que ce bruit est complètement inexact; le service de l'intendance paraît au contraire fort bien organisé; les boulangeries, gardées par des soldats, baïonnette au canon, débitent régulièrement leurs fournées, et nous avons pu acheter ce matin du pain à un prix qui, pour être naturellement supérieur au prix ordinaire, reste néanmoins raisonnable; on se procure facilement toutes sortes de vivres : viande, poulet, etc...

Donc, sous ce rapport, tout va bien. Mais, nous sommes toujours sans nouvelles de la guerre. Hier soir, trente Bulgares, parmi lesquels se trouvaient trois soldats ottomans déserteurs ont été arrêtés pendant qu'ils coupaient les fils télégraphiques. Ils sont en ce moment soumis à un interrogatoire.

Pendant toute la matinée, le canon a tonné par rafales; il y a évidemment un sérieux engagement, et peut-être même une vraie bataille, du côté de Bounar-Hissar; nous sommes réduits aux suppositions.

Je vous parlerai bien encore de l'aspect de Tchoulou, qui mérite une ample description, ainsi que de notre vie ici, pittoresque et monotone à la fois, mais je ne dois pas oublier que le commandant a

chaque jour, une trentaine d'articles à lire, sans compter les correspondances particulières, et je m'arrête pour aujourd'hui.

4 novembre 1912.



## War-Correspondents

Georges Rémond, de l'*Illustration*

Un grand, beau, brave garçon de trente-trois ans, dru comme un jeune chêne et franc comme l'or. Bourguignon de vieille race — bourguignon salé, aurait dit Rabelais — il a le visage mâle et coloré d'un archer de Jean Sans Peur; personne n'eut porté mieux que lui le haubert et la cotte de mailles.

Avant la campagne de Tripolitaine, qu'il a suivie de bout en bout pour l'*Illustration*, Rémond n'était connu que de quelques amis. Il avait bien publié deux petits livres, mais comme il avait dédaigné de courir les rédactions pour que l'on parlât de lui, le public continuait à l'ignorer.

Ses correspondances de Tripoli et ses récits de voyage l'ont sorti de cette injuste obscurité. Mais Rémond est un homme qui n'a pas encore donné sa mesure.

Amateur, avec tout ce que ce mot peut comporter d'éloge et de critique, il regarde la vie, tirant ses meilleures joies de ce grand don de voir, qui est la marque des véritables artistes.

D'abord disciple de Léon Bloy, ce grand talent gâ-

ché; camarade du truculent et ridicule Jarry, Rémond s'est ensuite dégagé de ces petits cénacles, et sans doute ne méprise-t-il aujourd'hui rien autant que les « intellectuels » exaspérés qu'il admira jadis.

Son grand regret est de n'être pas sculpteur; il saisit, en effet, toutes choses sous leur aspect plastique. Pourtant, je le crois par dessus tout homme de lettres; disposant d'un vocabulaire extrêmement varié, doué au plus haut degré du sens des correspondances, exprimant sans effort les nuances les plus subtiles, sa conversation, lorsqu'il se laisse aller, est un enchantement.

Ami sûr et dévoué, il est aussi capable de rancunes solides; il déteste foncièrement tout ce qui est hybride ou falsifié et les métèques sont pour lui le comble de l'abjection. Il a pour les démasquer, un flair inimaginable et pour les qualifier, de dures épithètes.

Il aime ce qui est simple et fort, ce qui a de la race, et il sait par cœur toutes les vieilles et mâles chansons guerrières que les routiers du moyen-âge et les grognards de l'Empire ont transmises aux pioupious d'aujourd'hui...

En passant par la Lorraine  
Avec mes sabots  
Rencontrai trois capitaines...

Ou bien encore,

Beau grenadier, venez dedans ma chambre...

Comme il sait les chanter, à mi-voix, avec une pointe d'accent de chez lui, ces vieilles chansons françaises qui ont retenti un peu partout en Europe!

Et je vous assure qu'au camp français, le soir, sous la tente, nous l'écoutions avec quelque chose de mieux que du plaisir...

## War-Correspondants

Jean Rodes, du *Temps*

On ne prononce pas son nom sans évoquer la guerre russo-japonaise, la campagne de Mandchourie, et surtout la retraite de Moukden, qu'il a fixée de façon inoubliable.

De plus, Jean Rodes est probablement le Français qui connaît le mieux la Chine; ce pays l'attire; il y a vécu; il y retourne chaque fois qu'il en a l'occasion; vous verrez qu'il y ira s'y reposer de la guerre turco-bulgare.

Il aime aussi les belles lettres; il a débuté par un roman; un roman très « littérature », dans lequel on trouve déjà toutes les qualités de son écriture et de sa pensée : une concision constante, une franchise qui atteint la rudesse, un penchant inné pour la synthèse et un sens exact de la valeur des mots, ce qui commence à devenir rare. Ajoutez une culture classique très étendue, très personnelle et toujours prête.

Journaliste, assurément; mais ce n'est pas lui qui fera la course au télégramme; il préférera arriver le second avec un bon « papier », que le premier avec une dépêche bâclée.

Tranquillement courageux, mais très soucieux de ne pas attraper un rhume, son plus grand souci, à Tchoulou, tandis que les coups de feu crépitaient dans la nuit, ce fut d'éviter les courants d'air qui filtraient par les vitres brisées. Naturellement, il est le seul correspondant qui se soit enrhumé.

Après les courants d'air, ce que Jean Rodes déteste le plus, ce doit être les fausses nouvelles,

car il est consciencieux à l'extrême, puis le désordre, car il est fort soigneux et l'exubérance car il ne s'emporte jamais.

Au physique : de trente-cinq à quarante ans; taille moyenne; veston strictement boutonné; le front bombé, les yeux bleus, le nez busqué et le menton dur; un ruban rouge à la boutonnière complète cette physionomie d'officier de chasseurs.

Il est bon cavalier, du reste, et fier de l'être...

Mais pourquoi ne monte-t-il jamais à cheval sans porter une canne de ville accrochée à son bras gauche? Au pas, au trot, au galop, cette canne reste là, inamovible!

J'imagine qu'elle a pour lui la valeur d'un symbole.

Comme un médecin autorise un convalescent à de légers excès pour éviter qu'en cachette il n'en commette de plus graves, Jean Rodes doit s'embarrasser à cheval d'une canne superflue pour se bien souvenir qu'il ne faut jamais, dans la vie, faire de gestes inutiles.

Ce n'est là, cependant, qu'une supposition...

Cette canne, après tout, elle est peut-être creuse et pleine de choses aussi parfaitement mystérieuses qu'absolument indispensables.

## War-Correspondents

Paul Erio, du *Journal*

Du grand journaliste, Paul Erio a les trois qualités essentielles : la perception nette et rapide des évé-

nements; le don d'assimilation et l'écriture « vivante ». Du correspondant de guerre, il a l'audace et le courage naturels.

— On tire sur nous, lui disait avec raison, il y a quelques jours, un camarade, aux avant-postes.

— Mais non, répondit Erio. Et ils continuèrent d'avancer.

Pendant son voyage de dix-sept mois au Ouadaï, il lui arriva de se trouver en territoire contesté, seul et sans buffles; impossible d'avancer, le chef du village lui refusant des bêtes de somme. (Un détail entre parenthèses : les « hôtes » d'Erio étaient anthropophages, et lui qui a la peau blanche!) Bref, Erio monte à cheval, va droit au chef nègre et lève sa cravache sur lui, devant tous les sauvages rassemblés et armés.

On peut supposer que le voyageur n'avait pas l'air de rire à ce moment, car il obtint sur l'heure les buffles qu'il demandait.

Pour le *Journal*, où il est l'enfant de la maison, il a fait également la Mandchourie. On ne l'a pas encore décoré parce que personne ne veut croire qu'il a trente-sept ans. Pourtant, si jamais ruban rouge doit être bien placé, ce sera sur cette poitrine.

Chaque soir, Erio se reproche de « n'avoir pas fait grand'chose » et c'est vrai qu'il a eu l'air inoccupé. Mais le lendemain matin, il n'en a pas moins sa petite dépêche de mille ou douze cents mots en première ou en troisième page du *Journal*.

Son portrait ?

Vif, alerte, souriant; pas grand, mais bâti en force; une moustache blonde, la peau claire et sans rides; les yeux gais et fins, avec une expression habituelle de malice; une absence totale de morgue ou de pose.

Voilà, au premier coup d'œil, ce que l'on voit de Paul Erio.

Et beaucoup, je pense, ne le connaissent qu'ainsi. Mais la rude vie des camps rapproche, pousse à l'expansion, à la confiance. En rase campagne, les caractères s'accusent et les âmes se montrent. Derrière cet aspect bon-enfant et jovial, il y a un autre Erio, plein de sentiment et de douceur un peu timide; et, quelquefois, l'éclair malicieux de son regard cède la place à une expression de virile bonté qu'on n'oublie plus.

Mais cela va l'ennuyer que je dise ces choses...

4 à 7 novembre 1912.



## Une Protestation nécessaire

Hier soir, j'ai reçu cette lettre :

AGENCE TELEGRAPHIQUE  
OTTOMANE  
CABINET DU DIRECTEUR

*Constantinople, le 11 novembre 1912.*

« Monsieur et cher Confrère,

« Par les événements dont vous avez été le témoin pendant votre séjour dans le camp turc vous avez pu facilement vous rendre compte que les informations adressées à certains journaux et venant de Sofia, de Belgrade et d'Athènes, représentant les soldats ottomans comme des massacreurs et des pillards, comme des hommes assoiffés de sang chré-

rien, ne sont que des calomnies infâmes destinées à influencer l'opinion européenne et à la tromper.

Notre excellent confrère, M. Rodes, envoyé spécial du *Temps*, a bien voulu, dans une récente correspondance à son journal, s'élever contre ces accusations et parler de l'attitude pleine de modération de notre armée.

« Nous publierons très prochainement cette déclaration.

« Nous serions heureux d'avoir aussi une déclaration de votre part très franche et très nette, une appréciation très loyale sur l'attitude de nos soldats que vous avez pu suivre pendant quelques semaines. Avez-vous constaté un acte quelconque de cruauté de leur part, avez-vous été témoin d'un crime. d'un acte de violence quelconque de la part de ces hommes ?

« Veuillez avoir l'extrême obligeance de nous en voyer une courte déclaration et appréciation à ce sujet.

« Nous la publierons dans notre bulletin en même temps que les réponses qui nous parviendront des autres correspondants.

« Avec mes remerciements je vous prie d'agréer. Monsieur et cher Confrère, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Salih B. GOURDJI.

A M. Paul Genève,  
Rédacteur en chef du *Stamboul*,  
Correspondant de guerre  
du *Journal des Débats*.

Lorsque l'on me remit cette lettre, je me trouvais en compagnie de Paul Erio, du *Journal*, Georges Rémond de l'*Illustration* et Max Aghion, du *Figaro*. Ils

lurent, à leur tour, et quand le papier me revint, nous nous sommes regardés avec émotion, au souvenir de ce que nous avons vu, avec un peu de colère aussi contre ceux qui, sans avoir été *directement* les témoins d'actes de violence, ont trop complaisamment reproduit des récits inexacts.

Je n'ai pas à me permettre de prendre d'engagement au nom de mes compatriotes qui suivirent la campagne, mais je peux dire que tous sont indignés des calomnies lancées contre les soldats turcs, et notre excellent confrère Salih B. Gourджи sera certainement heureux d'apprendre que, tous, nous avons déjà signalé à nos journaux le stoïcisme et l'obéissance des troupes ottomanes.

Mais puisqu'il se trouve en Europe des gens pour écrire, du fond de leur cabinet de travail que les soldats turcs sont pillards et massacreurs, c'est un devoir pour nous de protester avec la plus vive énergie. Non, pas un de nous, n'a vu un geste brutal, pas un de nous n'a assisté à une agression, pas un de nous, — étrangers circulant à cheval parmi tous ces hommes harassés, — n'a même été pris à partie!

Par contre nous avons assisté à un « pillage ».

Voici comment :

Nous revenions de Karisdiran; la bataille de Lulé-Bourgas était finie, et tout le long de la route, l'arrière-garde de l'armée refluaient vers Tchourolou. Tous ces hommes, sales de poudre et de boue, étaient des rédifs, mal habitués au fusil; ils le portaient un peu de toutes les façons: dans leurs bras, sur l'épaule, ou crosse en l'air, mais ils ne le jetaient pas; ils revenaient, simplement, traînant la jambe après ces quatre journées si dures.

Le lendemain soir, le paisible bourg de Tchourolou contenait plus de trente mille hommes épuisés, et

qui n'avaient rien mangé depuis un ou deux jours. La pluie, sans discontinuer, transperçait les capotes et rendait épouvantable la situation de cette armée.

Les correspondants logeaient chez l'habitant; pour notre part, nous étions installés dans une grande maison, située près de la place, et presque en face d'une boulangerie. Notre maison n'était pas gardée; devant la boulangerie, on avait posté deux factionnaires.

Ces deux soldats représentaient toute la police de notre rue. Le premier jour, nous eûmes nettement l'impression que la ville entière allait être mise à sac, et il faut avoir le courage de dire que ce n'eût été que naturel; il y avait là, sous la pluie, trente mille hommes affamés.

Eh bien! ce n'est que le soir du second jour que ces hommes se décidèrent à enfoncer la porte de la boulangerie.

Le bruit nous fit venir aux fenêtres au moment où les planches cédaient sous une irrésistible poussée.

Je me souviendrai toujours qu'à ce moment, Erio et moi nous nous sommes regardés et nous avons dit :

— Enfin! Ils se décident à manger!

Le lendemain, toujours en compagnie d'Erio, et tous les deux seuls, nous sommes allés de Tchorlou à Tcherkeskeuy, par une petite route encombrée de soldats et de réfugiés. Nous étions absolument isolés et nos sacoches étaient gonflées. Personne ne nous a rien dit. Plus : vers midi, nous sommes entrés dans une cour de ferme pour manger un peu; nous nous étions abrités sous une grange d'une ferme abandonnée.

Tandis que nous mangions du pain et des sardines, cinq soldats *armés* entrèrent brusquement; ils nous

regardèrent un instant. Puis l'un d'eux s'avança et nous adressa la parole : Ni Erio ni moi ne pouvions comprendre.

Alors, les soldats nous regardèrent encore quelques secondes et s'en furent... Nous avons eu un peu de remords de manger ainsi devant eux et nous les avons rappelé pour leur partager ce qui nous restait de pain.

Voilà les « massacreurs » !

Et maintenant je répond directement à l'*Agence Ottomane* :

Pendant mon séjour parmi les troupes ottomanes, je n'ai été témoin ni d'actes barbares ni de crimes, ni même de violences. Je n'ai vu partout qu'endurance et modération.

J'ai assisté, — je viens de le dire, — au « pillage », par la troupe, d'une boulangerie. Mais j'ajoute que si j'avais eu le droit de conseiller ces soldats, ils n'auraient pas attendu deux jours et deux nuits avant de prendre du pain.

11 novembre 1912.



## Tchataldja

« Les concentrations bulgares devant Tchataldja seront terminées lundi... »

Lundi, c'est-à-dire aujourd'hui.

Voici la nouvelle que le télégraphe apporte ce matin de Pétersbourg. Elle appelle des commentaires et des explications, car c'est avec des informations de cet ordre que l'on affole les gens, et

particulièrement ceux qui n'ont pas très présente à l'esprit la carte de la Thrace.

« Devant Tchataldja », qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire à Tchataldja même, à Tcheorlou ou à Tcherkeskeuy, ou encore à Sarraïl... Ces trois positions sont évidemment placées devant Tchataldja, mais que l'on veuille bien ne pas oublier les distances, sans quoi l'on donnera à ces deux mots un sens complètement erroné.

Le pessimisme un peu trop rapide, l'étonnement un peu trop vif qui se sont emparés de l'Europe depuis quelques jours n'ont pas d'autre cause que cet oubli des échelles kilométriques.

Pour celui qui regarde de loin la carte de l'Empire ottoman, la partie du sol turc où se livrent les combats apparaît tout d'abord fort exigüe. Peu familiarisés avec des noms de bourgades et de villages qu'ils ne connaissaient pas avant la déclaration de guerre, les journalistes européens, et même plusieurs écrivains militaires, ne se sont pas assez souciés des distances en établissant leurs pronostics. Pour beaucoup, une fois franchie la zone d'Andrinople, une fois la voie ferrée atteinte, les Bulgares sont aux portes de la capitale.

La rapidité des opérations les a confirmés dans cette erreur; et nous voyons avec une surprise affligée qu'ils persévèrent dans leurs appréciations premières. Le télégramme que nous citons plus haut en est la preuve évidente. Ceux qui suppriment ainsi les kilomètres d'un trait de plume, ceux qui ne tiennent pas compte de la fatigue des troupes, qui ne connaissent pas la lenteur forcée des convois de ravitaillement, qui ne soupçonnent même pas l'incroyable difficulté de nourrir régulièrement plus de cent mille hommes rassemblés, ceux-là déplacent

leurs petits drapeaux sur les cartes avec une facilité que ni les généraux ottomans, ni les généraux bulgares ne sont en mesure d'imiter, lorsqu'il s'agit pour eux de faire avancer dans des terrains vallonnés et marécageux des corps d'armée épuisés.

Une bataille à Tchataldja reste évidemment l'hypothèse la plus probable, encore qu'il ne faille pas perdre de vue le chemin de Rodosto; mais les Bulgares commettraient, croyons-nous, une lourde faute, en voulant la livrer à tout prix le plus tôt possible; ils risqueraient d'amener une armée exténuée devant des fortifications très sérieuses, derrière lesquelles sont dès maintenant postées des forces importantes et composées en partie de troupes fraîches; je ne pense pas que les envahisseurs viennent risquer le résultat de leurs efforts dans de telles conditions. D'autre part, plus les Turcs auront de répit et plus ils pourront reprendre la lutte avec avantage; leur ravitaillement est facile; le moral des troupes se remonte; les canons arrivent...

Par conséquent, que l'on s'arrête à l'une ou à l'autre de ces deux éventualités, — marche forcée des Bulgares ou temps d'arrêt, — l'impression reste favorable aux armées ottomanes.

Les exemples ne manquent pas, dans l'Histoire militaire du monde, d'armées victorieuses dont les succès se changèrent en défaites simplement parce qu'on les avait trop rapidement poussées en territoire ennemi.

*12 novembre 1912.*

## Du Calme

A présent que voici les correspondants de guerre momentanément revenus à Constantinople, il leur sera peut-être permis de faire quelques réserves sur la façon dont leur fut appliquée la censure pendant la première partie de cette campagne. Et si, dès mon retour, j'indique aussi nettement que des critiques envers la censure me paraissent justifiées, je ne suppose pas que personne puisse me prêter un seul instant l'intention de faire des personnalités.

Que nous ayons été gênés et que la censure militaire nous ait souvent rendu la tâche très difficile, que nous ayons fait cette campagne dans des conditions matérielles tellement défavorables que plusieurs d'entre nous, exaspérés, l'abandonnèrent avant la fin, tout cela offre peu d'importance en face des formidables pages d'histoire qui s'écrivent en ce moment dans les plaines de la Thrace.

Et s'il ne s'agissait que de nous, je n'aurais jamais dit un mot de tout ceci. D'ailleurs, les plus stricts règlements étaient impuissants à nous empêcher d'ouvrir les yeux et de voir. Ce que chacun de nous a vu, pendant ces trois dernières semaines, jamais cela ne s'effacera de nos mémoires, et nous le dirons certainement. Et lorsque l'on saura la vérité sur cette première phase de la guerre, non seulement l'honneur de l'armée turque sera sauf, mais encore il en sortira magnifié, car, à côté de spectacles horribles ou lamentables, il n'est pas un de nous qui ne puisse citer en foule des traits d'héroïsme de la part des officiers, de bravoure et

d'obéissance de la part des soldats. Les responsabilités sont ailleurs; mais attendons...

Si l'on nous avait laissé raconter au jour le jour les événements dont nous étions malgré tout les témoins, si la presse mondiale avait été bien renseignée du côté turc, au lieu de ne recevoir de communications intéressantes que du côté balkanique, nos correspondances, loin d'aggraver la situation, eussent, en présentant l'exacte vérité, rassuré l'opinion publique à l'étranger et à Constantinople.

Au lieu de cela, on a laissé la population s'affoler à la lecture des correspondances bulgares, dont l'exagération ne se trouvait pas compensée. Tous les grands journaux européens sans exception ont publié de bonne foi des télégrammes et des lettres dont la teneur a causé une stupéfaction profonde hors des frontières ottomanes, et ici, une sorte de panique.

Pendant toute la journée d'hier, presque tous ceux de mes amis et de mes relations que j'ai rencontrés m'ont abordé en me demandant :

— C'est bien vrai, n'est-ce pas, les Bulgares sont à Tchataldja ?

— A Tchataldja! Mais comment pouvez-vous le croire ? D'où tenez-vous un renseignement aussi invraisemblable ?

Alors, on me montrait les derniers journaux arrivés d'Europe, des journaux portant la date du 2 novembre et indiquant sans réticences que les premières lignes bulgares occupaient Tchataldja!

On comprend facilement que la population se soit alarmée! Mais le 2 novembre, nous étions encore à Tchoukrou, et les troupes turques revenues du front y commençaient leur seconde concentration! A cette date, les Bulgares occupaient à peine Karisdiran,

où nous étions il n'y a pas huit jours. La bataille qui décida de la retraite turque fut livrée à vingt kilomètres au nord de Karisdiran, à plus de quatre-vingt kilomètres de Tchataldja!

Le bruit courait aussi de la prise d'Andrinople. Or, Andrinople tient toujours et la voie ferrée reste turque.

La position des Bulgares n'est pas du tout ce qu'on la suppose ici. Tout comme les troupes ottomanes, ils auront souffert du temps épouvantable qui a transformé les routes en fondrières et la campagne en marécages; leur ravitaillement doit être à présent très difficile; enfin, pour eux comme pour leurs adversaires, les forces humaines ont des limites, et la fatigue, la maladie doivent alourdir considérablement leur marche. De plus, il faut retenir qu'ils avancent dans un pays désert... Ah! cet exode général des villageois, c'est un des plus pénibles souvenirs de cette guerre! Mais si triste, si pitoyable que soit le sort de ces malheureux, leur départ, leur fuite, n'en mettent pas moins l'ennemi dans une position critique.

On a parlé aussi de la prise de Rodosio. Cette nouvelle me paraît bien invraisemblable! Si rapide qu'ait été la descente de l'aile droite bulgare qui prit devant nous Lulé-Bourgas et Séidler, tandis que l'armée de Moukhtar pacha faisait reculer l'ennemi pendant deux jours dans les plaines de Viza, si précipité qu'ait pu être le raid bulgare vers le Sud, il paraît impossible que des forces ennemies aient pu déjà franchir les soixante-dix kilomètres qui les séparaient de Rodosto. Et, du reste, quelques-uns de nos camarades, qui ont pu gagner Rodosto à cheval dans les journées des deux et trois novembre, n'y ont naturellement pas rencontré de

Bulgares, sans quoi il leur eût été impossible d'arriver à cette ville par la route.

Nous sommes à un moment où la responsabilité des journalistes est extrême. Les témoins de cette campagne doivent au public la vérité, et pour notre part, nous ferons tout notre possible pour la dire, telle qu'elle nous apparaît, avec tous ses dangers, avec aussi les espoirs qu'elle permet encore. Nous estimons qu'il ne faut rien cacher de la gravité de la situation; mais nous croyons que c'est en exposant les choses telles qu'elles sont que nous rassurerons l'opinion publique.

Que la censure veuille bien réfléchir à cela. Une juste rigueur est, — nous le reconnaissons, — indispensable; il importe que rien ne nous échappe qui puisse renseigner l'ennemi, mais d'autre part, si de trop sévères coupures mutilent nos articles au point de les rendre incompréhensibles, le public s'en tiendra aux nouvelles erronées émanant d'autres sources et il grossira encore le péril.

Nous recommandons aujourd'hui le calme, parce qu'en toute conscience nous ne voyons, pour le moment, aucun motif de panique ou d'alarme.

Une bataille à Tchataldja reste toujours l'hypothèse la plus raisonnable; mais cette bataille ne saurait, à notre avis, avoir lieu avant cinq ou six jours, au moins.

Encore supposons-nous, en écrivant ces dernières lignes, qu'aucun combat sérieux ne sera livré au paravant. Or, il est parfaitement possible que les troupes turques, reformées et renforcées, arrêtent et repoussent l'ennemi devant Tchorlou ou Tcherkeskeuy.

La première manche de cette formidable partie

est jouée. Attendons, sans terreur vaine, que la seconde s'engage, et n'exagérons rien, ni en bien, ni en mal.

7 novembre 1912.



## Un Homme dangereux

Cet homme, c'est M. le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

En poursuivant sa politique avec une âpreté qui va jusqu'à l'aveuglement, en maintenant d'injustifiables prétentions avec une rigueur qui devient une véritable provocation, M. le comte Berchtold met l'Europe en danger.

A présent qu'il se voit contraint par la proposition franco-anglo-russe de jeter le masque, souvenez-vous de ses protestations d'amitié envers l'Empire ottoman; rappelez-vous les termes ambigus de son intervention dans les affaires turques... Vers la fin de cet été, on nous a quelquefois reproché de mener campagne contre la politique autrichienne et l'on nous disait : « Vous allez trop loin; l'Autriche-Hongrie n'a pas les intentions malveillantes que vous lui supposez. Si elle tient à ses droits de « puissance la plus intéressée », rien dans sa politique ne permet de croire qu'elle tend à des accroissements territoriaux. Le sandjak lui suffit. »

On nous disait cela. Nous avons passé outre, et les événements ont entièrement confirmé notre thèse : l'accord européen est à nouveau rompu par

la faute de la Ballplatz, qui refuse de souscrire à la proposition faite par la triple Entente.

Rien, cependant, n'était plus logique ni plus juste que la formule mise en avant par les trois cabinets de Paris, Pétersbourg et Londres, sur l'initiative de M. Sassonoff. Le ministre russe demandait que la France soumit à toutes les Puissances un texte selon lequel elles s'engageraient mutuellement à renoncer à toute acquisition territoriale. Cet engagement, qui était l'expression même du bon sens et de l'équité, devait montrer aux belligérants que tout en offrant leur médiation, les Puissances s'engageaient à ne rien demander pour elles-mêmes.

La formule de M. Sassonoff avait, croyait-on, d'autant plus de chances de succès que l'Empire dualiste venait de faire dire un peu partout par ses ambassadeurs européens qu'il ne visait qu'au maintien de ses intérêts économiques dans les Balkans.

Malgré cela, une fois placé devant la catégorique proposition de la Triple Entente, M. le comte Berchtold l'a repoussée.

Pourquoi ?

Parce que l'Autriche-Hongrie ne veut pas accepter un accord basé sur le désintéressement territorial.

Certes, les ambitions de la monarchie des Habsbourg n'étaient plus des ambitions secrètes; et nous avons assez dit, ici même, le danger que recouvrait la proposition Berchtold; mais, jusqu'à présent, l'Autriche avait réussi, à force de subterfuges et de tergiversations, à ne donner sur ce point que des réponses évasives, et quelques-uns se trouvaient encore pour croire à sa bonne foi. Mise au pied du mur, elle s'est démasquée.

De cette guerre, dont les responsabilités lui re-

viennent en partie, le comte Berchtold espère tirer pour son pays, une rectification de frontière, ou, tout au moins, un « parrainage politique », ainsi que l'écrit la *Neue Freie Presse* de Vienne. Parrainage politique! On sait ce que de tels mots signifient.

L'accord de l'Europe est rompu par cette intransigeance. Cependant, l'heure est si grave, et les conséquences d'un différend entre la Triple Entente et la Triple Alliance seraient si grosses de dangers que nous voulons encore croire au prochain rétablissement du concert européen.

9 novembre 1912.



## Un nouveau pas en avant

Aujourd'hui toutes considérations seraient vaines. Mieux que des phrases, un simple exposé chronologique des événements fera comprendre à tous l'importance de la journée d'hier.

Les négociations entamées à Tchataldja entre les plénipotentiaires ottomans et bulgares suivent leur cours normal. La réunion d'hier a été particulièrement conciliante. Sur de nombreux points, une entente paraît être établie. Les délégués bulgares ayant senti la nécessité de demander de nouvelles instructions à leur gouvernement, il n'y aurait pas de réunion aujourd'hui. Demain, dimanche, les délégués des deux parties tiendront une nouvelle séance au cours de laquelle il est très probable qu'une entente préliminaire pourra être signée. On sait que lors de

la désignation des délégués, ceux-ci étaient chargés de négocier la conclusion d'un armistice. Mais plus tard cette décision fut modifiée.

On a cru préférable de procéder directement aux pourparlers de paix. Les négociations ont continué sur ce terrain. Mais il semble que dans la réunion d'hier il fut estimé plus utile, après avoir arrêté les grandes lignes des conditions de paix, de conclure un armistice pour une durée de quinze jours. Ce délai permettra aux délégués des deux parties de discuter les détails du traité définitif.

Comme nous le disons plus haut les délégués ne devant pas se réunir aujourd'hui, Réchid pacha, ministre du commerce et de l'agriculture, qui est l'un des plénipotentiaires ottomans, est rentré à Constantinople pour rendre verbalement compte des délibérations.

Réchid pacha, arrivé hier à Sirkédji vers les huit heures du soir, s'est rendu directement à la Sublime-Porte où le conseil des ministres était en séance. Il a rendu compte de la marche des négociations. On n'a pu obtenir cette nuit aucune information officielle en ce qui concerne ses communications.

Mais dans les cercles officiels on est très optimiste. Une paix honorable serait sur le point d'être conclue.

Les démarches dont nous avons parlé hier de la part des Puissances de la Triple Entente auprès des Etats balkaniques semblent donc produire déjà leur effet.

Et le bruit court avec persistance, dans les cercles bien informés, que la Bulgarie est disposée à rayer de ses demandes celle qui concerne la reddition d'Andrinople.

Voilà exactement où nous en sommes actuellement.

A moins que ne se produise, au dernier moment, un coup de théâtre, — inattendu, mais toujours possible, — les négociations doivent, au point où elles en sont arrivées, aboutir rapidement et définitivement.

*12 novembre 1912.*



## Le discours de M. Poincaré

### I

Le discours prononcé avant-hier à Paris par M. Raymond Poincaré a une grande importance.

Une fois de plus, c'est de France que s'élève l'appel au bon sens et à la modération, et le discours du grand homme d'Etat n'est d'un bout à l'autre que l'expression de l'équité la plus stricte. Mais il semble aussi que ces paroles témoignent de quelque mélancolie, de regrets provenant de l'accueil fait par la Triplice, par l'Autriche-Hongrie notamment, à la proposition de médiation que la Triple-Entente a récemment soumise au Concert européen.

« L'idée qui avait réuni les gouvernements anglais, russe et français, a dit M. Poincaré, avait, vis-à-vis des Etats belligérants, le mérite d'une générosité sans réserve et vis-à-vis du monde entier le mérite de la clarté. »

Cette générosité, cette clarté ont été mal com-

prises, ou plutôt ont été travesties à dessein; car elles gênaient certaines ambitions, elles entravaient certaines impatiences. On a voulu laisser entendre que le désintéressement proclamé par l'entente anglo-franco-russe n'était qu'une façon déguisée de permettre aux Etats balkaniques d'opérer, entre eux, et sans que les Puissances intervinsent, le démembrement de la Turquie d'Europe.

Ainsi, la générosité de la proposition prenait un aspect machiavélique et anti-ottoman qui fut relevé avec insistance par la presse autrichienne. Or, tous ceux qui ont suivi les pourparlers de ces derniers jours, tous ceux qui ont lu les discours prononcés sur ce sujet en Angleterre et en France, tous ceux-là savent bien qu'une telle interprétation constitue une contre-vérité.

Lorsque M. Asquith a dit qu'il lui paraissait difficile de priver les Etats coalisés du « fruit de leurs victoires », il n'entendait nullement indiquer par ces mots que les Etats pourraient conserver les territoires qu'ils occupent militairement. Occupation ne signifie pas nécessairement possession.

Qu'un « remaniement de la carte d'Orient » ainsi que l'a dit M. Raymond Poincaré, soit devenu la solution du conflit, cela ne fait plus de doute pour personne. Mais c'est un travail énorme, hérissé de difficultés, et qui soulève une infinité de questions importantes. Les Etats balkaniques doivent savoir qu'ils auront à compter avec les Puissances, de qui l'intérêt bien compris n'est pas de laisser faire, ni de chercher à pêcher en eau trouble.

L'Europe doit au contraire, après avoir sauvegardé les intérêts moraux et matériels qu'elle a déjà en Orient, refréner les appétits un peu trop aiguisés des alliés.

Mais pour cela, il faut qu'un accord intervienne; et il ne faut pas que des initiatives « isolées » créent des « dissentiments irréductibles ».

Nous comprenons tous que l'Autriche abandonnera difficilement une tradition politique dont l'aboutissement devait avoir pour elle de si grands avantages, et sans doute a-t-elle par cela même le droit de rechercher des privilèges économiques; mais il serait criminel de vouloir les obtenir autrement qu'après avoir reçu l'acquiescement de l'Europe.

## II

— Il n'y a que deux hommes d'Etat en Europe, m'a dit hier après-midi un Autrichien : le comte Berchtold et M. Poincaré.

Or, dans la soirée un jeune Allemand me déclara que, seuls, l'empereur Guillaume et M. Poincaré étaient de véritables chefs de gouvernement.

La coïncidence est curieuse; je suis d'ailleurs persuadé que l'on pourrait pousser l'expérience plus loin et obtenir d'un Russe, d'un Anglais, d'un Italien des réponses analogues : Sassonow-Poincaré, Grey-Poincaré, Giolitti-Poincaré...

Venu au pouvoir comme à regret et mû simplement par un sens profond du patriotisme, M. Raymond Poincaré se trouve aujourd'hui placé à la tête de la diplomatie européenne, et si, par un sentiment national bien légitime, chaque étranger nomme d'abord un compatriote, c'est certainement à M. Poincaré qu'il pensera ensuite.

Servi par des connaissances très étendues et par une complète maîtrise de soi, celui qui fut le premier avocat de France se trouve être à présent le premier homme d'Etat de l'Europe.

Après M. de Bethmann-Hollweg, après le comte

Berchtold, M. Raymond Poincaré a parlé de la crise balkanique.

Bien que le premier paragraphe du discours ministériel, — celui où il est question du *statu quo*, — n'offre plus maintenant qu'un intérêt rétrospectif, nous voudrions quand même nous y arrêter un peu. Ceux qui ont pris la France à partie, dernièrement, ont-ils donc oublié déjà qu'elle fut la première à parler de désintéressement territorial ? Oublient-ils donc les efforts tentés jusqu'au dernier moment par le gouvernement français pour empêcher la guerre ?

Ayant rappelé ce rôle pacificateur, M. Poincaré parla ensuite des intérêts matériels et moraux de la France en Orient, rassurant ainsi la petite épargne française que la guerre balkanique avait quelque peu inquiétée; les paroles du ministre lui redonneront confiance. Elle sait maintenant d'une façon officielle que ses droits seront respectés, et elle s'en rapporte au gouvernement des décisions à prendre, des modalités nouvelles qui vont régir ces droits. Avec la même franchise, M. Poincaré a continué en parlant des affaires albanaises. Si notre président du Conseil a prononcé ce mot, c'est parce qu'il sait fort bien qu'il se trouve ici en accord complet avec le gouvernement turc. Si la guerre n'avait pas éclaté et donné à Gabriel effendi Nordounghian le primordial souci de la défense du Pays, la révision du Statut organique serait assurément chose faite. La Sublime-Porte avait spontanément reconnu que le Liban avait besoin d'une Charte rajeunie qui fût en harmonie avec les désirs de la population et les besoins économiques nouveaux.

Après avoir donné aux Etats coalisés un avertisse-

ment très amical, un excellent conseil de prudence et de modération, le ministre a tenu à affirmer sans restriction aucune la solidité des liens séculaires qui unissent la France à l'Empire ottoman. Les vœux qu'il a formulés sont sincères et les Ottomans peuvent croire — en dépit de certaines informations sensationnelles, de quelques reportages impressionnants, — que la majorité, la grande majorité des Français est avec le Président du Conseil. Mais ils doivent aussi comprendre que la France a ici des intérêts à sauvegarder, un prestige à maintenir. M. Poincaré a très justement rappelé cette amitié traditionnelle qui a fait de la Turquie une nation de culture et de langue françaises. C'est pour nous autres Français une joie très vive d'entendre les Turcs parler si bien notre langue, connaître notre littérature, raisonner d'après notre philosophie... C'est une puissante raison d'estime et de sympathie mutuelles. Toutefois, les bons comptes font seuls les bons amis...

Sauvegarde de ses intérêts, continuation d'une franche amitié, tels sont les deux désirs de la France en Orient.

*15 novembre 1912.*



## Mort de M. Georges Gaulis

M. Georges Gaulis est mort hier, à minuit, ici à Constantinople, après une courte et terrible maladie. Nous le savions très atteint, mais on ne veut jamais croire à la mort; et, malgré tout, malgré

l'avis des médecins, nous gardions encore un peu d'espoir; hier, dans la soirée, il était moins mal, et puis, quelques heures plus tard, il n'y avait plus pour lui d'aide humaine possible. Nous ne le verrons plus.

A quarante-sept ans, en pleine activité intellectuelle et physique, partir si vite, si douloureusement, en laissant tant de profondes affections, tant d'amis sincères, tant de gens qui l'aimaient, qui s'honoraient de son amitié, qui lui gardaient de la reconnaissance !

En dehors de sa très vaste et très haute culture, de son talent d'écrivain, de son jugement lucide, de ses grandes qualités de travail et d'organisation, Georges Gaulis était, avant tout, par-dessus tout, un homme profondément bon, d'une sensibilité toujours en éveil. Une âme si claire, si belle ! Penser que plus jamais je n'entendrai sa voix, que plus jamais je ne pourrai l'écouter, lui demander conseil, ou causer avec lui...

Sa silhouette était également connue à Paris et à Constantinople. Dès que l'on était devant lui, on comprenait, on sentait au premier abord que cet homme-là était réellement quelqu'un. Droit, de taille élevée, le visage mâle et franc, les yeux brillants d'intelligence, le menton volontaire, il semblait, avec son liseré rouge au veston, un officier de cavalerie en civil; lorsqu'on le connaissait peu, on le trouvait quelquefois distant à cause de cette physionomie énergique, et de ce maintien ferme, mais lorsqu'il vous admettait dans son amitié, lorsqu'on arrivait jusqu'à son cœur, nul ne pouvait être plus cordial, plus simplement affectueux, plus sûrement amical que lui. J'avais pour lui ces sentiments de déférente reconnaissance, d'amitié respectueuse qui

lient si étroitement un homme de mon âge à un aîné qui veut bien vous conseiller, vous aider; pendant près de trois ans, nous avons travaillé côte à côte, chaque jour, à l'*Opinion* de Paris dont il était le co-directeur, et je sais, j'ai vu quel homme supérieur, quel grand journaliste était Georges Gaulis.

Ici, à Constantinople, dans ce pays qu'il connaissait si bien, et qu'il aimait, où il revenait toujours, depuis seize années, invinciblement attiré, il m'avait continué son amitié, ses conseils...

Et c'est ici qu'il est mort! A Constantinople d'où il avait envoyé ses premières lettres au *Temps*, dont il fut pendant des années le correspondant particulier; ensuite, revenu en Europe, il avait pris la direction du *Journal de Genève*, puis, retourné à Paris, il s'était partagé entre le *Journal des Débats*, où ses « Lettres de Turquie » avaient tant de retentissement, et l'*Opinion*, la grande revue hebdomadaire.

Il trouvait encore le temps d'écrire des articles de revues pour le *Correspondant*, la *Revue de Paris*, la *Revue*; chaque fois qu'il prenait la plume, il donnait aux questions de politique extérieure qu'il traitait, leur sens exact, leur aspect véritable. Il avait écrit un ouvrage, *Les Questions d'Orient*, qui restera comme un modèle de concision, de netteté et d'érudition sans pose. Avant sa maladie, il était en train de terminer un autre livre, également sur l'Orient.

Georges Gaulis honorait grandement notre profession. La Croix de la Légion d'honneur qu'il portait, il l'avait reçue sans l'avoir demandée; il était fier de la porter, mais il avait attendu qu'on la lui décernât. Ce trait peint l'homme.

Sa mort endeuille les plus éminentes personnalités de notre ville; non seulement il était ici justement estimé pour sa valeur politique et ses dons d'écrivain, mais encore il était aimé de tous.

Et maintenant, plus rien. Nous ne le verrons plus; je ne peux pas me faire à cette idée; je ne peux pas y croire... il me semble que c'est mal d'en parler.

Il était si bien soigné! Madame Gaulis et son fils étaient là près de lui, ne le quittant pas; il les regardait toujours, les appelait... pourquoi cette chose est-elle arrivée! Nous espérions toujours; cette disparition est tellement injuste, tellement impossible...

*12 novembre 1912.*



## Les Héros de la Guerre

On n'a pas assez parlé d'eux, depuis le début de la guerre. Hélas! c'est le sort inéluctable des retraites que tout y soit teinté de gris et qu'aucune action d'éclat n'y paraisse sous son véritable jour! A ne vouloir rien nous laisser voir, on n'a réussi qu'à nous donner une impression de lassitude. Malgré nous, de nous trouver toujours avec les hommes d'arrière-garde, de n'être jamais autorisés à joindre les avant-postes, nous avons quitté l'armée avec découragement. Mais à présent, les souvenirs se classent; de cette pénible impression d'ensemble, des faits surgissent, se précisent dans les mémoires. Les actes de courage militaire, les gestes héroïques

émergent maintenant des tristesses de la retraite; ils prennent alors leur entière signification d'exemples proposés à tous ceux qui n'ont pas encore combattu, à tous ceux qui vont recommencer à se battre, à tous ceux qui luttent si vaillamment à cette heure même dans les retranchements de Tchataldja. Ces traits d'héroïsme sont légion.

C'est le lieutenant Djémil, des lanciers, chargeant l'artillerie bulgare devant Lulé-Bourgas avec une témérité folle, mais qui réussit cependant à arrêter pendant une demi-heure le feu de plusieurs batteries ennemies; c'est l'anonyme soldat blessé au pied qui, sur la route de Karisdiran, abandonna sa monture pour la donner à un officier atteint à la poitrine; l'homme qui se sacrifiait ainsi, a-t-il pu se traîner jusqu'à un village, jusqu'à une ambulance? c'est peu probable. L'héroïsme, c'est le lieutenant Noureddine bey Vlora, qui passe à la nage, en pleine nuit, la bride de son cheval au poignet, un cours d'eau transformé en torrent; l'obscurité l'égare, le courant l'entraîne, l'eau le glace... il va retourner en arrière, ou se laisser aller à la dérive, épuisé, fini; mais il est porteur d'un ordre du généralissime; il n'a pas le droit de perdre son temps à chercher un gué; il n'a pas le droit de rencontrer un obstacle insurmontable; sa vie n'est plus à lui; cette idée lui donne des forces surhumaines, et tandis que le courant emporte et noie ses plantons, Noureddine bey Vlora traverse, remonte à cheval, et, sous la grêle, fait à toute allure une traite de douze heures avant de mettre une minute pied à terre.

L'héroïsme, c'est encore le sublime sacrifice de Mouhieddine bey, l'ancien gouverneur de Péra, qui fait tuer son régiment par ordre, à Kara-Aghatch, pour sauver une division mal engagée. De quarante

officiers et de douze cents hommes, il lui restait, le soir venu, douze officiers et trois cents hommes; mais sa mission était remplie; l'héroïsme, c'est le médecin major qui voyagea, de Tcherkeskeuy à Stamboul dans un wagon de varioleux; c'est Khémal bey, qui nous accompagnait, et ne pouvant retenir ses larmes en entendant le bruit de la bataille à laquelle il lui était impossible de prendre part; j'en passe, j'en oublie...

Puisque nous avons raconté la retraite, nous devons au moins citer ces exemples de courage militaire. Et notre grand regret reste de n'avoir pas été autorisés à en voir davantage.

Mais ce que nous avons vu, disons-le. Pour une faible part, nous aurons ainsi contribué à montrer que si la vaillance suffisait pour gagner une bataille moderne, l'issue de cette guerre eût certainement été tout autre.

Et la force de résistance, la volonté, l'énergie de Kiamil pacha, de cet homme de quatre-vingt-cinq ans, ne sont-elles pas le plus bel exemple et le plus noble, le plus beau don que l'on puisse faire à la Patrie en danger ?

Tout cela est à dire. Jusqu'ici le destin n'a pas été favorable aux armées ottomanes... Il faut du moins que l'on sache qu'elles ont toujours fait preuve d'une abnégation tranquille et très souvent d'un courage forcené... Mais on se bat mal quand on n'a pas mangé! La cause de la retraite, c'est le manque de pain.

18 novembre 1912.

## Tchataldja et la paix

Les Turcs tiennent bon. Les Bulgares font vainement des efforts prodigieux pour enfoncer la ligne de Tchataldja, mais chacune de leurs attaques est repoussée. Comme un homme poursuivi qui retrouve soudain toutes ses forces pour défendre le seuil de sa maison, les troupes ottomanes protègent héroïquement la capitale menacée. Nous avons donné hier l'impression favorable produite sur un correspondant étranger par cette vigoureuse défensive. D'autres correspondants et des officiers turcs nous ont confirmé hier soir cette impression; il semble que les erreurs commises à Lulé-Bourgas et à Tchorlou ont servi de leçon aux organisateurs de la résistance à Tchataldja. Les troupes mangent et les munitions sont abondantes.

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons des récents succès turcs. La bravoure des soldats n'a jamais été en cause, et c'est l'épuisement, bien plus que les Bulgares, qui décida la retraite. « Je suis fatigué et j'ai faim », me disait un soldat fuyard étendu en travers de la route de Tchorlou à Tcherkeskeuy. Que répondre à cela ?

Mais laissons ces mauvais souvenirs et ne parlons aujourd'hui que du présent. Les incontestables succès ottomans à Tchataldja ont redonné espoir à la nation; bien que cet espoir soit justifié, peut-être n'est-il pas mauvais de mettre certaines gens en garde contre les exagérations; j'ai entendu hier soir des officiers me dire que, maintenant, la seule tactique à suivre devait être de sortir des lignes de Tchataldja et de chasser l'ennemi dans la direc-

tion de Tchoulou... Eh bien! il faut dire les choses comme elles sont: suivre cette tactique serait une grave imprudence. Même si les succès turcs s'accroissent, même si les Bulgares donnent des signes évidents de fatigue, il ne faut pas quitter la ligne de défense. Aller chercher une bataille devant Tchoulou, correspond inévitablement à dégarnir Tchaltaldja; supposons une victoire bulgare; ils n'auront plus qu'à avancer... Non; la défensive seule est bonne, pour le moment.

Elle seule permettra à la Turquie de discuter les contre-propositions balkaniques. Cette réponse des Etats coalisés, nul ne la connaît encore, et peut-être eux-mêmes ne sont-ils pas d'accord sur les termes ou sur l'étendue de leurs demandes. Toutefois, les alliés ont accepté d'engager la conversation, et cela prouve du reste qu'ils estiment le moment venu de tirer profit de leurs victoires; cela prouve également qu'ils n'espèrent plus trouver dans de nouveaux combats la justification de nouvelles exigences. Mais le temps d'arrêt marqué par les Etats balkaniques doit-il autoriser les Turcs à reprendre les hostilités? Sans doute, le gouvernement ottoman se pose cette question avec angoisse... Les partisans de la guerre à outrance sont encore très nombreux; sont-ils les plus sages? Ne vaut-il pas mieux, au contraire, tirer parti des succès de Tchaltaldja et de la fatigue bulgare? Nous venons d'écrire que ce serait, à notre avis, une erreur d'aller engager le combat en avant de la ligne de défense; la victoire est possible, favorable, si l'on veut; mais... il n'en reste pas moins des possibilités de défaite.

Ce sont ces possibilités qui pèsent certainement d'un gros poids en ce moment sur ceux qui ont la

tâche déjà si lourde de régler les destinées de l'Empire ottoman. Il y a peu d'exemples d'une telle responsabilité, car, en ce moment, il faut choisir: la Turquie peut lutter longtemps encore, c'est vrai, mais est-ce l'intérêt bien compris du pays de prolonger jusqu'au bout la lutte? Le dilemme est aussi précis que les conséquences du choix sont formidables. En un tel différend, il ne nous appartient pas de juger; toutefois, il était bon de signaler l'alternative où se trouve actuellement placé le gouvernement impérial.

*19 novembre 1912.*

5

### Conditions inacceptables

Après une délibération qui n'a pas duré moins de sept heures, les ministres ottomans viennent de repousser les propositions d'armistice faites par la Bulgarie. Le gouvernement ottoman, cependant, avait nettement marqué, depuis quelques jours, ses tendances conciliatrices, à condition, bien entendu, que l'offre bulgare fut acceptable. Elle n'a pas été jugée telle; la guerre recommence. Et cette fois, chacun va jouer son va-tout, car l'avenir dépendra, pour une très large part, de l'issue de la prochaine bataille. Nous parlions avant-hier de l'immense responsabilité qui incombe actuellement aux ministres ottomans; il faut choisir, disions-nous; le dilemme est aussi précis que ses conséquences seront formidables.

Le choix est fait: la Turquie joue le tout pour le tout.

Mais on pense bien qu'une aussi grave décision doit avoir les plus sérieux motifs. Nous croyons pour notre part, que la Turquie eût désiré, sinon conclure de suite la paix, du moins signer un armistice. Si elle a été amenée à prendre une résolution contraire, c'est sans doute qu'elle a été mise dans l'impossibilité d'agir autrement. Déjà un télégramme adressé de Belgrade au *Matin* laissait entrevoir cette situation.

« On prévoit, disait cette dépêche, un refus de la Porte aux conditions bulgares, car on estime dans les milieux diplomatiques que la Turquie se lierait les mains et se livrerait sans espoir à ses adversaires en acceptant la reddition d'Andrinople et l'évacuation des positions de Tchataldja. »

Ces deux dernières lignes indiquent que certaines personnes, connaissent dès maintenant, dans leurs grandes lignes tout au moins, les termes de la proposition d'armistice.

D'une source qui, pour ne pas être officielle, ne nous en semble pas moins offrir de sérieuses garanties d'authenticité, nous avons communication d'une partie de la proposition repoussée hier soir par les ministres ottomans; si, comme nous le croyons, ce texte correspond bien, en substance, à celui qui fut rédigé à Sofia, on comprendra que la Porte l'ait jugé « inacceptable » :

« I. — La Turquie devra céder presque tout son territoire en Europe, aux royaumes de Bulgarie, de Grèce, de Monténégro et de Serbie.

« II. — La Sublime-Porte garde la possession de la ville de Constantinople, avec un territoire limité par les frontières suivantes: à l'est par le Bos-

phore, au nord-est par la mer Noire, au nord par la ligne-frontière qui part de la mer Noire, au nord du lac Derkos, suit la rivière Strandja Dere jusqu'à Strandja, pour gagner, dans la ligne droite, la source d'eau jusqu'à son confluent avec Ergene Dere, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec la Maritza.

« III. — La Maritza, avec la baie de Saros et la mer Egée, détermine la frontière de l'ouest.

« IV. — Les détails de cette délimitation seront fixés par une commission spécialement désignée par les signataires de la paix.

« V. — La Sublime-Porte prend l'engagement de n'élever, dans aucun cas, des fortifications autour de la ville de Constantinople et sur le territoire délimité; de terminer, dans un délai d'un mois, l'évacuation complète des troupes régulières de Constantinople et de son territoire. Ces troupes devront être transférées en Asie.

« VI. — L'ordre intérieur dans la ville de Constantinople et sur son territoire, sera assuré par une gendarmerie indigène, assistée d'une milice locale, dont le contingent sera fixé par les signataires de la paix.

« VII. — Les royaumes de Bulgarie, de Grèce, du Monténégro et de Serbie acceptent de supporter une part de la dette publique de l'Empire ottoman et de garantir les intérêts des puissances dans les Balkans. »

Que répondre à cela? La Porte pouvait-elle accepter? Devra-t-elle, plus tard, se soumettre à ce qu'elle refuse aujourd'hui? En tout cas, pour souscrire à de telles demandes, il faudra que la situation soit bien désespérée. Il reste à l'Empire ottoman une chance encore: Tchataldja.

Jusqu'ici, les troupes turques ont su y prendre

un avantage marqué. Que leurs efforts atteignent au maximum: Jamais le danger n'a été plus grand; jamais le résultat d'une bataille n'aura été plus décisif.

22 novembre 1912.



## L'invisible Ennemi

*L'armée bulgare n'est pas indemne  
du choléra. — RENÉ PUAUX, le Temps.*

Omniprésent et invisible, l'Ennemi commun s'est abattu sur les armées.

Il lui faut des hommes, beaucoup d'hommes, des bataillons, des régiments... Pour repaître son insatiable appétit de divinité malfaisante, il lui faut des hommes, tout court.

Au-dessus des plaines de Thrace, endeuillées par l'ombre de ses larges ailes noires, il plane et plonge, frappant indistinctement tout être humain qui passe à sa portée. Et les corbeaux lui font escorte.

Voilà un soldat qui vient sur la route; il est jeune; le fusil ne pèse pas à son épaule vigoureuse... Soudain, ses traits se crispent; il lâche son arme, porte ses deux mains à son ventre, et son visage devient couleur de terre; sur le sol, maintenant, l'homme se convulse, et gémit doucement une interminable plainte... Demain matin, on le reverra à cette même place, immobile. Et d'autres, — tant d'autres! — jalonneront la sinistre route de l'Ennemi, de celui qu'aucune sentinelle n'arrêtera jamais, pour qui le général et l'humble réserviste

ne sont que deux proies égales, de celui qui n'est jamais fatigué de détruire et que l'on croit apercevoir, la nuit, rôdant furtivement devant les fontaines et les sources où, le matin venu, les soldats iront boire...

On a caché sa présence, d'abord, et l'on a bien fait. Mais il n'a pas permis que l'on continuât de l'ignorer. A tous, il a montré sa face verte, et il a bien fallu le reconnaître. La censure bulgare elle-même, — et elle est sévère au moins à l'égal de la nôtre, — a laissé passer cette ligne terrible: « l'armée bulgare *n'est pas* indemne du choléra. » Combien de cadavres a-t-il fallu compter avant que ce télégramme pût arriver devant l'opérateur? Et du côté turc, il suffit de lire les derniers journaux européens...

Nous avons attendu, pour en parler ici, que la chose fut publique, connue de tous.

Elle l'est maintenant. Et déjà, à Constantinople, il y a des gens qui prennent peur, qui redoutent la venue prochaine du fléau.

C'est pour ceux-là qu'il est bon de parler ouvertement, sans réticences, sans rien cacher de la triste vérité. Oui, le choléra décime les armées; mais ne sait-on pas qu'il fut toujours l'inséparable compagnon de la Guerre? Constantinople n'a jusqu'à présent rien à craindre. Je ne dis pas cela au hasard, pour rassurer les gens à la légère. Avant d'écrire ces mots, j'ai pris tous les renseignements possibles, et j'ai acquis la conviction que les cordons placés entre l'armée et la ville sont actuellement infranchissables. D'ailleurs, ce n'est ni le choléra asiatique, ni le choléra nostras, qui sévit là-bas, mais cette épidémie spéciale, hélas! aux armées, qu'on nomme « typhus des camps ». Depuis une se-

maine, une guerre implacable est engagée contre lui. Avec un tranquille et méthodique héroïsme, des médecins, des infirmiers, des volontaires combattent en silence l'épidémie, circonscrivent ses ravages, diminuent sa puissance de contagion. Ils isolent les malades, sauvent les eaux encore pures, distribuent les antidotes et donnent aux soldats ignorants les conseils d'hygiène qui préservent.

Ce n'est pas le dévouement qui fera jamais défaut, et les récentes mesures prises par le gouvernement prouvent que les médicaments ne manquent pas non plus. Dans cette lutte entre l'homme et l'épidémie, c'est l'homme qui doit vaincre. C'est le brassard rouge, Croix ou Croissant! qui doit avoir raison du livide Ennemi.

*25 novembre 1912.*



## La Serbie entre l'Autriche et la Russie

Après la si vive alerte d'il y a quelques jours et l'indécision pleine de menaces qui la suivit, la situation générale s'oriente à présent vers la normale. La Russie laisse entendre qu'elle n'a jamais désiré une solution guerrière du règlement balkanique et qu'elle espère bien, au contraire, s'entendre « amicalement » avec la monarchie dualiste sur toutes les questions soulevées entre elles deux par la guerre.

De son côté, l'Autriche-Hongrie ne montre pas, pour le moment du moins, qu'elle veuille trou-

en retracer l'histoire et que la prochaine bataille à Tchataldja doit peut-être modifier bien des choses, bien que cette lutte autour des territoires occupés, mais non conquis, apparaisse aujourd'hui un peu prématurée, il est impossible de négliger les combats diplomatiques que, depuis quinze jours, les chancelleries européennes se livrent quotidiennement à propos de ce différend.

Le 5 novembre, le *Fremdenblatt* donnait à Belgrade le conseil catégorique de ne toucher ni à l'autonomie albanaise, ni à l'Adriatique. Ce « conseil » marqua le début des hostilités. Le 9, on annonçait un ultimatum autrichien et une menace de mobilisation; c'était aller un peu vite. A cette date, les Serbes n'avaient pas encore atteint l'Adriatique; les 11 et 12 novembre, à Belgrade et à Budapest, M. de Ugron rencontrait M. Passitch et M. Daneff, le président de la Chambre bulgare, entraînait en conversation avec le comte Berchtold.

Nous savons maintenant ce qu'a dit M. de Ugron: la Serbie accordera à l'Autriche des tarifs privilégiés; elle n'aura pas d'accès sur l'Adriatique, mais bien sur la mer Egée; enfin, elle respectera l'Albanie.

Ces trois demandes étaient et restent en contradiction directe des prétentions de Belgrade.

Est-ce à dire qu'une transaction est impossible? Malgré la réelle gravité du conflit et l'éloignement des deux points de vue, nous continuons à croire que la solution du différend austro-serbe sera diplomatique. Si l'Autriche-Hongrie n'offre, pour le moment, aux ambitions serbes, que le petit débouché de Durazzo, peut-être trouvera-t-elle, au dernier moment, une compensation plus importante à offrir: San Giovanni di Medua, par exemple.

Quant à l'Autriche, elle pourrait trouver satis-

maine, une guerre implacable est engagée contre lui. Avec un tranquille et méthodique héroïsme, des médecins, des infirmiers, des volontaires combattent en silence l'épidémie, circonscrivent ses ravages, diminuent sa puissance de contagion. Ils isolent les malades, sauvent les eaux encore pures, distribuent les antidotes et donnent aux soldats ignorants les conseils d'hygiène qui préservent.

Ce n'est pas le dévouement qui fera jamais défaut, et les récentes mesures prises par le gouvernement prouvent que les médicaments ne manquent pas non plus. Dans cette lutte entre l'homme et l'épidémie, c'est l'homme qui doit vaincre. C'est le brassard rouge, Croix ou Croissant! qui doit avoir raison du livide Ennemi.

*25 novembre 1912.*



## La Serbie entre l'Autriche et la Russie

Après la si vive alerte d'il y a quelques jours et l'indécision pleine de menaces qui la suivit, la situation générale s'oriente à présent vers la normale. La Russie laisse entendre qu'elle n'a jamais désiré une solution guerrière du règlement balkanique et qu'elle espère bien, au contraire, s'entendre « amicalement » avec la monarchie dualiste sur toutes les questions soulevées entre elles deux par la guerre.

De son côté, l'Autriche-Hongrie ne montre pas, pour le moment du moins, qu'elle veuille trou-

en retracer l'histoire et que la prochaine bataille à Tchataldja doit peut-être modifier bien des choses, bien que cette lutte autour des territoires occupés, mais non conquis, apparaisse aujourd'hui un peu prématurée, il est impossible de négliger les combats diplomatiques que, depuis quinze jours, les chancelleries européennes se livrent quotidiennement à propos de ce différend.

Le 5 novembre, le *Fremdenblatt* donnait à Belgrade le conseil catégorique de ne toucher ni à l'autonomie albanaise, ni à l'Adriatique. Ce « conseil » marqua le début des hostilités. Le 9, on annonçait un ultimatum autrichien et une menace de mobilisation; c'était aller un peu vite. A cette date, les Serbes n'avaient pas encore atteint l'Adriatique; les 11 et 12 novembre, à Belgrade et à Budapest, M. de Ugron rencontrait M. Passitch et M. Daneff, le président de la Chambre bulgare, entraînait en conversation avec le comte Berchtold.

Nous savons maintenant ce qu'a dit M. de Ugron: la Serbie accordera à l'Autriche des tarifs privilégiés; elle n'aura pas d'accès sur l'Adriatique, mais bien sur la mer Egée; enfin, elle respectera l'Albanie.

Ces trois demandes étaient et restent en contradiction directe des prétentions de Belgrade.

Est-ce à dire qu'une transaction est impossible? Malgré la réelle gravité du conflit et l'éloignement des deux points de vue, nous continuons à croire que la solution du différend austro-serbe sera diplomatique. Si l'Autriche-Hongrie n'offre, pour le moment, aux ambitions serbes, que le petit débouché de Durazzo, peut-être trouvera-t-elle, au dernier moment, une compensation plus importante à offrir: San Giovanni di Medua, par exemple.

Quant à l'Autriche, elle pourrait trouver satis-

faction dans la construction de la voie ferrée de Sarajevo à Mitrovitza, qui serait internationalisée, et peut-être dans l'achèvement de la route de Salonique.

Mais, encore une fois, ces indications d'un accord austro-serbe seront soumises à des changements que nul ne peut encore évaluer. La guerre balkanique n'est pas finie, d'abord. Ensuite, l'Italie, tout en appuyant officiellement les démarches autrichiennes, ne semble pas aussi étroitement liée à sa cause qu'on le souhaiterait à Vienne. Le ton de la presse italienne est, à cet égard, fort caractéristique.

« L'Italie, écrit le *Corriere della Sera*, n'a aucune raison de lier partie avec l'Autriche et de s'opposer à un port serbe dans l'Adriatique, pourvu que ce port ne soit pas Durazzo et soit plus au nord. On ne voit pas encore exactement où tend l'Autriche, et que, avant qu'elle ait dévoilé son programme, l'Italie commettrait une grave imprudence en se mettant avec l'Autriche contre la Serbie. »

Et le *Messagero* tient le même langage :

« Certes, l'Italie est disposée sans doute à appuyer l'Autriche, mais d'une façon raisonnable et à condition qu'il s'agisse d'un appui purement diplomatique et non pas militaire. L'Allemagne et l'Italie auraient tort d'assurer l'Autriche de leur concours, car ainsi, elles risquent d'amener un conflit entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. »

Au « conflit entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente », nous persistons à n'accorder qu'une existence diplomatique. L'importance du différend austro-serbe est indéniable; mais lorsqu'on la place en regard d'une guerre européenne, elle disparaît, supprimée par les incalculables conséquences d'une telle

pas étonnés de voir le gouvernement ottoman rompre les pourparlers de paix.

D'où vient donc que l'impression générale des gens informés, confirmée d'ailleurs, dans une assez large mesure, par le ton des dernières nouvelles, semble pencher du côté de la paix ?

Nous estimons, pour notre part, que si le gouvernement songe vraiment à interrompre les hostilités, c'est qu'il n'oublie pas l'Asie-Mineure.

Hypnotisés par les faits de guerre, nous avons tous négligé un peu trop ce très grave côté de la question. Mais sans doute, on y pense, à la Sublime-Porte. Il y a en Asie de riches provinces turques, sur lesquelles l'Europe ne peut encore avoir que des visées économiques...

Si la paix est conclue à Bahchaïchkeuy, on peut être sûr que l'avenir de l'Asie-Mineure aura joué un rôle, indirect sans doute, mais important, dans le rapide aboutissement des pourparlers.

*29 novembre 1912.*



## Vue d'ensemble

Les négociations pour l'armistice, le différend austro-serbe, l'autonomie albanaise, les deux systèmes d'alliances européens, la future conférence, la réorganisation de l'Empire ottoman, voilà, — et j'en passe, — autant de sujets étroitement liés à la guerre balkanique et dont chacun peut fournir ma-

faction dans la construction de la voie ferrée de Sarajevo à Mitrovitza, qui serait internationalisée, et peut-être dans l'achèvement de la route de Salonique.

Mais, encore une fois, ces indications d'un accord austro-serbe seront soumises à des changements que nul ne peut encore évaluer. La guerre balkanique n'est pas finie, d'abord. Ensuite, l'Italie, tout en appuyant officiellement les démarches autrichiennes, ne semble pas aussi étroitement liée à sa cause qu'on le souhaiterait à Vienne. Le ton de la presse italienne est, à cet égard, fort caractéristique.

« L'Italie, écrit le *Corriere della Sera*, n'a aucune raison de lier partie avec l'Autriche et de s'opposer à un port serbe dans l'Adriatique, pourvu que ce port ne soit pas Durazzo et soit plus au nord. On ne voit pas encore exactement où tend l'Autriche, et que, avant qu'elle ait dévoilé son programme, l'Italie commettrait une grave imprudence en se mettant avec l'Autriche contre la Serbie. »

Et le *Messagero* tient le même langage :

« Certes, l'Italie est disposée sans doute à appuyer l'Autriche, mais d'une façon raisonnable et à condition qu'il s'agisse d'un appui purement diplomatique et non pas militaire. L'Allemagne et l'Italie auraient tort d'assurer l'Autriche de leur concours, car ainsi, elles risquent d'amener un conflit entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. »

Au « conflit entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente », nous persistons à n'accorder qu'une existence diplomatique. L'importance du différend austro-serbe est indéniable; mais lorsqu'on la place en regard d'une guerre européenne, elle disparaît, supprimée par les incalculables conséquences d'une telle

pas étonnés de voir le gouvernement ottoman rompre les pourparlers de paix.

D'où vient donc que l'impression générale des gens informés, confirmée d'ailleurs, dans une assez large mesure, par le ton des dernières nouvelles, semble pencher du côté de la paix ?

Nous estimons, pour notre part, que si le gouvernement songe vraiment à interrompre les hostilités, c'est qu'il n'oublie pas l'Asie-Mineure.

Hypnotisés par les faits de guerre, nous avons tous négligé un peu trop ce très grave côté de la question. Mais sans doute, on y pense, à la Sublime-Porte. Il y a en Asie de riches provinces turques, sur lesquelles l'Europe ne peut encore avoir que des visées économiques...

Si la paix est conclue à Bahchaïchkeuy, on peut être sûr que l'avenir de l'Asie-Mineure aura joué un rôle, indirect sans doute, mais important, dans le rapide aboutissement des pourparlers.

*29 novembre 1912.*



## Vue d'ensemble

Les négociations pour l'armistice, le différend austro-serbe, l'autonomie albanaise, les deux systèmes d'alliances européens, la future conférence, la réorganisation de l'Empire ottoman, voilà, — et j'en passe, — autant de sujets étroitement liés à la guerre balkanique et dont chacun peut fournir ma-

tière à de gros livres... Traiter de tous en une colonne de journal devrait donc forcément apparaître comme une injustifiable prétention, et comme un vain travail, si l'on n'éprouvait pas, de temps à autre, le besoin d'avoir sous les yeux un schéma, un compendium, une vue d'ensemble des événements. Il ne s'agit pas d'épuiser le sujet, ni même de l'effleurer, mais au contraire de s'en éloigner assez pour n'en plus distinguer que les très grandes lignes. L'entomologiste minutieux qui se tient à plat-ventre devant une fourmilière et l'aviateur qui plane à plusieurs centaines de mètres au-dessus de lui ne se proposent pas la même tâche; l'un cherche passionnément les plus petits détails; l'autre laisse entrer dans sa mémoire seulement les traits essentiels; et tandis que le savant reste perdu dans son creux de vallón, l'homme-oiseau saisit d'un seul coup d'œil l'aspect général de la région qu'il domine.

Aujourd'hui, notre café à portée de la main, nous allons survoler un instant, si vous le voulez bien, la carte politique de l'Europe.

Le premier point qui s'offre à nos yeux, c'est Tchataldja. En ce moment même, nous y voyons nettement deux petits groupes de hauts personnages qui causent de chaque côté d'un papier, en tête de quoi nous parvenons à lire le mot « armistice »... Auprès, tout près de ce papier, il y a un encrier et deux plumes... Déjà, nous sommes loin, et voici qu'un autre spectacle se précise, dans la direction nord : c'est une ville bombardée, toute fumante de mitraille, et dont les remparts labourés par des milliers d'obus restent, malgré tout, debout, comme étayés par les poitrines mêmes de leurs héroïques défenseurs... Un crochet nous ramène vers le sud-ouest, près d'une mer dont les rivages font l'objet

lisés n'empêche pas que la Turquie se trouve en présence de quatre ennemis distincts, de quatre guerres différentes. Voici pourquoi les alliés ont pu traiter séparément. Ce n'est pas, à la vérité, un armistice qui vient d'être signé, mais trois.

Ceci dit pour la justification de ce protocole compliqué, il n'en est pas moins très intéressant de rechercher pourquoi les délégués hellènes n'ont pas voulu prendre la plume encore fraîche que leur tendaient leurs alliés. Et c'est en recherchant les raisons secrètes de leur refus que nous arriverons peut-être à comprendre pourquoi la Bulgarie a signé la première. Pour nous, l'accord balkanique s'est manifesté hier à Tchataldja de la façon la plus évidente qui soit...

Mais n'anticipons pas. Les Hellènes, de par leur position géographique, ont pu, avec une flotte de peu d'importance, établir dans la mer Egée et sur les côtes d'Epire une sorte de blocus qui sert non seulement la Grèce mais tous les alliés balkaniques, en gênant la Turquie dans ses approvisionnements de charbon et de munitions. De ce côté, l'intérêt balkanique était donc de repousser l'armistice. Mais les Bulgares et les Serbes sont évidemment sur les boulets. De plus, je sais de très bonne source que le choléra, qui a presque totalement disparu des camps turcs, fait d'énormes ravages parmi les troupes bulgares; le seul espoir de l'ennemi était la reddition d'Andrinople et, pendant trois jours, l'héroïque cité fut attaquée avec la dernière violence. Elle a tenu bon. Ne se sentant pas assez sûrs d'eux-mêmes pour se lancer de nouveau à l'assaut des retranchements de Tchataldja, les Bulgares avaient intérêt à signer. Toutefois, le blocus établi par les Hellènes devait continuer à servir la cause com-

tière à de gros livres... Traiter de tous en une colonne de journal devrait donc forcément apparaître comme une injustifiable prétention, et comme un vain travail, si l'on n'éprouvait pas, de temps à autre, le besoin d'avoir sous les yeux un schéma, un compendium, une vue d'ensemble des événements. Il ne s'agit pas d'épuiser le sujet, ni même de l'effleurer, mais au contraire de s'en éloigner assez pour n'en plus distinguer que les très grandes lignes. L'entomologiste minutieux qui se tient à plat-ventre devant une fourmilière et l'aviateur qui plane à plusieurs centaines de mètres au-dessus de lui ne se proposent pas la même tâche; l'un cherche passionnément les plus petits détails; l'autre laisse entrer dans sa mémoire seulement les traits essentiels; et tandis que le savant reste perdu dans son creux de vallon, l'homme-oiseau saisit d'un seul coup d'œil l'aspect général de la région qu'il domine.

Aujourd'hui, notre café à portée de la main, nous allons survoler un instant, si vous le voulez bien, la carte politique de l'Europe.

Le premier point qui s'offre à nos yeux, c'est Tchataldja. En ce moment même, nous y voyons nettement deux petits groupes de hauts personnages qui causent de chaque côté d'un papier en tête de quoi nous parvenons à lire le mot « armistice »... Auprès, tout près de ce papier, il y a un encrier et deux plumes... Déjà, nous sommes loin, et voici qu'un autre spectacle se précise, dans la direction nord : c'est une ville bombardée, toute fumante de mitraille, et dont les remparts labourés par des milliers d'obus restent, malgré tout, debout, comme étayés par les poitrines mêmes de leurs héroïques défenseurs... Un crochet nous ramène vers le sud-ouest, près d'une mer dont les rivages font l'objet

lisés n'empêche pas que la Turquie se trouve en présence de quatre ennemis distincts, de quatre guerres différentes. Voici pourquoi les alliés ont pu traiter séparément. Ce n'est pas, à la vérité, un armistice qui vient d'être signé, mais trois.

Ceci dit pour la justification de ce protocole compliqué, il n'en est pas moins très intéressant de rechercher pourquoi les délégués hellènes n'ont pas voulu prendre la plume encore fraîche que leur tendaient leurs alliés. Et c'est en recherchant les raisons secrètes de leur refus que nous arriverons peut-être à comprendre pourquoi la Bulgarie a signé la première. Pour nous, l'accord balkanique s'est manifesté hier à Tchataldja de la façon la plus évidente qui soit...

Mais n'anticipons pas. Les Hellènes, de par leur position géographique, ont pu, avec une flotte de peu d'importance, établir dans la mer Egée et sur les côtes d'Epire une sorte de blocus qui sert non seulement la Grèce mais tous les alliés balkaniques, en gênant la Turquie dans ses approvisionnements de charbon et de munitions. De ce côté, l'intérêt balkanique était donc de repousser l'armistice. Mais les Bulgares et les Serbes sont évidemment sur les boulets. De plus, je sais de très bonne source que le choléra, qui a presque totalement disparu des camps turcs, fait d'énormes ravages parmi les troupes bulgares; le seul espoir de l'ennemi était la reddition d'Andrinople et, pendant trois jours, l'héroïque cité fut attaquée avec la dernière violence. Elle a tenu bon. Ne se sentant pas assez sûrs d'eux-mêmes pour se lancer de nouveau à l'assaut des retranchements de Tchataldja, les Bulgares avaient intérêt à signer. Toutefois, le blocus établi par les Hellènes devait continuer à servir la cause com-

nune. Il n'est donc pas très osé de supposer que c'est en parfaite concordance de vues avec leurs alliés du nord que les Hellènes ont formulé des demandes inacceptables : reddition de Janina, de Mételin et de Chio, entre autres; ils savaient que ces demandes seraient repoussées; ils le savaient et le voulaient.

Cela veut-il dire que tout espoir de paix ait disparu ? Nullement. Cet armistice va permettre de causer d'une paix définitive. Rien n'empêchera le gouvernement ottoman d'entrer également en pourparlers de paix avec la Grèce, et nous espérons bien avoir prochainement l'occasion d'en parler.

Aujourd'hui, nous voulions seulement dégager les motifs de l'acceptation bulgare et du refus hellène : Tout cela était probablement prêt d'avance.

4 décembre 1912.



## La Rentrée des Diplomates

Quelques jours avant que la guerre balkanique fut déclarée, le *Temps* évaluant les chances de guerre les fixait à 8 sur 10, laissant 2 aux possibilités de paix.

Il semble qu'aujourd'hui, on puisse reprendre cette image mathématique, mais en renversant les proportions.

L'armistice, signé pour un laps de temps indéfini, ne prend pas l'apparence d'une simple trêve conclue pour permettre aux belligérants de recommen-

gramme, la Grèce aurait agi d'accord avec les autres alliés dans la question de l'armistice. »

Et plus loin, traitant des négociations de paix nous ajoutions : Le refus hellène n'empêchera nullement la Turquie d'entamer des négociations de paix avec la Grèce.

Là encore, une seconde dépêche, datée de Paris, vient corroborer nos prévisions :

« On mande de Sophia que M. Panas, plénipotentiaire hellène a déclaré que la Grèce se réservait un délai de 24 heures pour donner son adhésion à l'armistice.

« En tous cas, la Grèce prendra part aux négociations de paix ».

Nous sommes heureux de ces confirmations, et, d'ailleurs, nous pouvons bien dire à présent que nous les attendions, car nous savions de bonne source comment s'était passée la dernière journée des pourparlers d'armistice. Nous ne l'avons pas racontée plus tôt parce qu'il convenait d'attendre que tout, en cette affaire, fut définitivement signé et paraphé avant d'en donner les détails.

Aujourd'hui, nous sommes parfaitement à l'aise pour retracer, d'après un témoin oculaire, les grandes lignes de cette journée historique du 3 décembre.

On sait que les négociations avaient lieu dans un wagon-salon; ce wagon était celui de Nazim pacha. Le protocole des entrevues était minutieusement réglé. Chaque matin, à Baghchaïchkeuy, le train bulgare et le train ottoman s'avançaient en même temps de chaque côté d'un petit pont et stoppaient aux deux bouts. Les délégués descendaient alors et s'avançaient, à la rencontre les uns des autres. Ils se joignaient vers le milieu du pont; après les saluts, les délégués ottomans invitaient leurs adversaires

me. Il n'est donc pas très osé de supposer que c'est en parfaite concordance de vues avec leurs alliés du nord que les Hellènes ont formulé des demandes inacceptables : reddition de Janina, de Mételin et de Chio, entre autres; ils savaient que ces demandes seraient repoussées; ils le savaient et le voulaient.

Cela veut-il dire que tout espoir de paix ait disparu ? Nullement. Cet armistice va permettre de causer d'une paix définitive. Rien n'empêchera le gouvernement ottoman d'entrer également en pourparlers de paix avec la Grèce, et nous espérons bien avoir prochainement l'occasion d'en parler.

Aujourd'hui, nous voulions seulement dégager les motifs de l'acceptation bulgare et du refus hellène : Tout cela était probablement prêt d'avance.

4 décembre 1912.



## La Rentrée des Diplomates

Quelques jours avant que la guerre balkanique fut déclarée, le *Temps* évaluant les chances de guerre les fixait à 8 sur 10, laissant 2 aux possibilités de paix.

Il semble qu'aujourd'hui, on puisse reprendre cette image mathématique, mais en renversant les proportions.

L'armistice, signé pour un laps de temps indéfini, ne prend pas l'apparence d'une simple trêve conclue pour permettre aux belligérants de recommen-

gramme, la Grèce aurait agi d'accord avec les autres alliés dans la question de l'armistice. »

Et plus loin, traitant des négociations de paix nous ajoutions : Le refus hellène n'empêchera nullement la Turquie d'entamer des négociations de paix avec la Grèce.

Là encore, une seconde dépêche, datée de Paris, vient corroborer nos prévisions :

« On mande de Sophia que M. Panas, plénipotentiaire hellène a déclaré que la Grèce se réservait un délai de 24 heures pour donner son adhésion à l'armistice.

« En tous cas, la Grèce prendra part aux négociations de paix ».

Nous sommes heureux de ces confirmations, et, d'ailleurs, nous pouvons bien dire à présent que nous les attendions, car nous savions de bonne source comment s'était passée la dernière journée des pourparlers d'armistice. Nous ne l'avons pas racontée plus tôt parce qu'il convenait d'attendre que tout, en cette affaire, fut définitivement signé et paraphé avant d'en donner les détails.

Aujourd'hui, nous sommes parfaitement à l'aise pour retracer, d'après un témoin oculaire, les grandes lignes de cette journée historique du 3 décembre.

On sait que les négociations avaient lieu dans un wagon-salon; ce wagon était celui de Nazim pacha. Le protocole des entrevues était minutieusement réglé. Chaque matin, à Baghchaïchkeuy, le train bulgare et le train ottoman s'avançaient en même temps de chaque côté d'un petit pont et stoppaient aux deux bouts. Les délégués descendaient alors et s'avançaient, à la rencontre les uns des autres. Ils se joignaient vers le milieu du pont; après les saluts, les délégués ottomans invitaient leurs adversaires

à se rendre dans le wagon réservé aux pourparlers. Il n'y eût jamais de délégués de la Serbie, pas plus que du Monténégro, ces deux pays ayant dès le début donné pleins pouvoirs à la Bulgarie pour traiter en leur nom. Mais il y avait des délégués hellènes.

Le 3 décembre, donc, au commencement de l'après-midi, l'accord semblait complet, et tout le monde allait signer le protocole provisoire, lorsque les délégués hellènes formulèrent de nouvelles demandes que les Ottomans déclarèrent inacceptables.

Après de courtes discussions, les délégués hellènes se retirèrent. Il était alors 4 heures ou 4 heures un quart. Les Bulgares, pour eux-mêmes et leurs deux autres alliés, restèrent donc seuls devant les Ottomans. La conversation reprit et l'on parvint à l'accord définitif vers huit ou neuf heures du soir.

La signature eut lieu immédiatement et donna lieu à une très noble et très émouvante manifestation. Le général Savoff fit apporter du champagne et levant sa coupe, il prononça une brève allocution dans laquelle il glorifiait hautement la vaillance des officiers turcs, la bravoure de leurs soldats et l'héroïsme de leur résistance à Andrinople et à Tchataldja.

Ces paroles n'étaient pas un toast banal, mais certainement l'éloge dû et rendu spontanément à un ennemi courageux par un adversaire loyal. Nazim pacha se leva ensuite et rendit hommage aux mérites des généraux bulgares et à l'endurance de leurs troupes.

Tout ceci ne dura que quelques minutes et fut empreint d'une impressionnante gravité. Puis on se sépara.

Dès ce moment, c'était la certitude morale que

vaut bien que tout le monde mette un peu du sien. Ces difficultés avant la lettre ressemblent fort à des refus; en tout cas, elles démontrent quelque mauvais vouloir, et cela produit toujours une impression fâcheuse.

Maintenant, il se peut que l'Autriche attende, pour céder sur ce point, les conseils pressants de l'Allemagne et de l'Italie. Peut-être est-elle obligée, du point de vue de sa politique intérieure, à faire montre d'une intransigeance un peu factice. De même, d'ailleurs, les Serbes paraissent jouer cette partie comme certains imprudents comprennent le poker.

Voilà pourquoi il faut s'attendre, croyons-nous, à ce que le Ballplatz donne prochainement une acceptation sans réserves. Cette acceptation donnée, l'Autriche n'en sera que plus à l'aise pour faire valoir ses droits.

Mais si les gouvernements européens veulent sincèrement aboutir à quelque chose de solide, il est nécessaire qu'une bonne volonté unanime préside tout au moins aux débuts de la prochaine Conférence. Il surgira par la suite assez d'occasions de désaccord...

*9 décembre 1912.*



### **Des Menaces...**

Voilà bien trois semaines que l'Autriche-Hongrie donne à sa politique extérieure un mouvement d'oscillation dont le spectacle surprend et déconcerte

à se rendre dans le wagon réservé aux pourparlers.

Il n'y eût jamais de délégués de la Serbie, pas plus que du Monténégro, ces deux pays ayant dès le début donné pleins pouvoirs à la Bulgarie pour traiter en leur nom. Mais il y avait des délégués hellènes.

Le 3 décembre, donc, au commencement de l'après-midi, l'accord semblait complet, et tout le monde allait signer le protocole provisoire, lorsque les délégués hellènes formulèrent de nouvelles demandes que les Ottomans déclarèrent inacceptables.

Après de courtes discussions, les délégués hellènes se retirèrent. Il était alors 4 heures ou 4 heures un quart. Les Bulgares, pour eux-mêmes et leurs deux autres alliés, restèrent donc seuls devant les Ottomans. La conversation reprit et l'on parvint à l'accord définitif vers huit ou neuf heures du soir.

La signature eut lieu immédiatement et donna lieu à une très noble et très émouvante manifestation. Le général Savoff fit apporter du champagne et levant sa coupe, il prononça une brève allocution dans laquelle il glorifiait hautement la vaillance des officiers turcs, la bravoure de leurs soldats et l'héroïsme de leur résistance à Andrinople et à Tchataldja.

Ces paroles n'étaient pas un toast banal, mais certainement l'éloge dû et rendu spontanément à un ennemi courageux par un adversaire loyal. Nazim pacha se leva ensuite et rendit hommage aux mérites des généraux bulgares et à l'endurance de leurs troupes.

Tout ceci ne dura que quelques minutes et fut empreint d'une impressionnante gravité. Puis on se sépara.

Dès ce moment, c'était la certitude morale que

vaut bien que tout le monde mette un peu du sien. Ces difficultés avant la lettre ressemblent fort à des refus; en tout cas, elles démontrent quelque mauvais vouloir, et cela produit toujours une impression fâcheuse.

Maintenant, il se peut que l'Autriche attende, pour céder sur ce point, les conseils pressants de l'Allemagne et de l'Italie. Peut-être est-elle obligée, du point de vue de sa politique intérieure, à faire montre d'une intransigeance un peu factice. De même, d'ailleurs, les Serbes paraissent jouer cette partie comme certains imprudents comprennent le poker.

Voilà pourquoi il faut s'attendre, croyons-nous, à ce que le Ballplatz donne prochainement une acceptation sans réserves. Cette acceptation donnée, l'Autriche n'en sera que plus à l'aise pour faire valoir ses droits.

Mais si les gouvernements européens veulent sincèrement aboutir à quelque chose de solide, il est nécessaire qu'une bonne volonté unanime préside tout au moins aux débuts de la prochaine Conférence. Il surgira par la suite assez d'occasions de désaccord...

9 décembre 1912.



### Des Menaces...

Voilà bien trois semaines que l'Autriche-Hongrie donne à sa politique extérieure un mouvement d'oscillation dont le spectacle surprend et déconcerte

les plus impartiaux spectateurs, c'est-à-dire ceux qui n'envisagent pas uniquement le différend austro-serbe, mais bien la paix européenne.

Cette politique de balancier, qui consiste à prendre alternativement le ton conciliant et le ton catégorique, n'a jamais été plus évidente que depuis trois ou quatre jours. Après avoir laissé entendre qu'elle ne permettrait pas que la question du port serbe sur l'Adriatique fût soulevée au cours de la Conférence, l'Autriche donna une adhésion sans réserve... Puis, presque en même temps, elle nommait le général Hoetzendorf, leader du parti de la guerre, chef de l'état-major général et rappelait d'urgence ses officiers et soldats réservistes résidant en Allemagne.

Et le télégraphe ajoute, aujourd'hui, à l'inquiétude que provoquèrent ces deux nouvelles. Tandis que de Budapest on annonce l'interdiction d'émigrer à toute personne en âge de tenir un fusil, on câble de Vienne une information plus grave encore: « L'Autriche aurait adressé à la Serbie un ultimatum dont le délai prendrait fin aujourd'hui même, 11 décembre. »

Ces derniers renseignements ne sont évidemment pas faits pour pousser l'opinion publique vers un optimisme souriant. Toutefois, on sait qu'il est toujours bon, en telle occurrence, de se montrer prudent; le télégramme annonçant l'envoi de l'ultimatum est conçu dans une forme dubitative qui laisse la place à un démenti.

Pourquoi désirer le pire? Cette information sensationnelle peut très bien n'être qu'un ballon d'essai, une pression; elle peut parfaitement aussi emprunter, à sa concision même, une allure de gravité qu'un texte exact atténuerait sensiblement.

Il convient donc de ne pas aller trop vite, et

D'ailleurs, ce n'aura pas été la première fois que le bruit d'un ultimatum autrichien à la Serbie aura troublé les cours de Bourse et perturbé les salles de rédaction. Il y a un mois, — exactement le 9 novembre, — la même rumeur pessimiste parcourait les capitales; le 16, des dépêches rassurantes ramenaient tout le monde à l'optimisme.

Le 23, nouvelle panique, provoquée par une « dernière heure » télégraphiée de Vienne au *Berliner Tageblatt*: « L'émotion est ici indescriptible; suivant une information authentique, sept corps d'armée sont en pleine mobilisation. » Il est vrai que trois jours plus tard, le baromètre politique remontait sensiblement.

Sur quoi, le *Berliner Tageblatt*, forcé de revenir sur sa dépêche, témoignait de sa mauvaise humeur en termes assez nets:

« Vienne lance par une porte les nouvelles les plus alarmantes, et par une autre porte, des démentis. La vérité, c'est que l'on fait des préparatifs, et l'on désire vivement que la Russie en ait une connaissance pleine et entière, mais que, d'autre part, en les démentant, on veut, à Vienne, se ménager une issue pour battre en retraite. »

Marchandages... Et sur ce terrain, la Serbie, nous le savons, n'est pas en reste! Mais il serait cependant préférable que les deux adversaires voulussent bien s'en remettre de leur différend à la conférence des ambassadeurs.

Tout le monde y gagnerait en tranquillité et les deux intéressées ne s'en frouveraient sans doute pas plus mal, car, entre leurs deux points de vue, l'Autriche et la Serbie savent parfaitement bien qu'il y a place pour un moyen terme, déjà plusieurs fois indiqué, notamment par l'officieuse *Gazette de Co-*

les plus impartiaux spectateurs, c'est-à-dire ceux qui n'envisagent pas uniquement le différend austro-serbe, mais bien la paix européenne.

Cette politique de balancier, qui consiste à prendre alternativement le ton conciliant et le ton catégorique, n'a jamais été plus évidente que depuis trois ou quatre jours. Après avoir laissé entendre qu'elle ne permettrait pas que la question du port serbe sur l'Adriatique fût soulevée au cours de la Conférence, l'Autriche donna une adhésion sans réserve... Puis, presque en même temps, elle nommait le général Hoetzendorf, leader du parti de la guerre, chef de l'état-major général et rappelait d'urgence ses officiers et soldats réservistes résidant en Allemagne.

Et le télégraphe ajoute, aujourd'hui, à l'inquiétude que provoquent ces deux nouvelles. Tandis que de Budapest on annonce l'interdiction d'émigrer à toute personne en âge de tenir un fusil, on câble de Vienne une information plus grave encore: « L'Autriche aurait adressé à la Serbie un ultimatum dont le délai prendrait fin aujourd'hui même, 11 décembre. »

Ces derniers renseignements ne sont évidemment pas faits pour pousser l'opinion publique vers un optimisme souriant. Toutefois, on sait qu'il est toujours bon, en telle occurrence, de se montrer prudent; le télégramme annonçant l'envoi de l'ultimatum est conçu dans une forme dubitative qui laisse la place à un démenti.

Pourquoi désirer le pire? Cette information sensationnelle peut très bien n'être qu'un ballon d'essai, une pression; elle peut parfaitement aussi emprunter, à sa concision même, une allure de gravité qu'un texte exact atténuerait sensiblement.

Il convient donc de ne pas aller trop vite, et

D'ailleurs, ce n'aura pas été la première fois que le bruit d'un ultimatum autrichien à la Serbie aura troublé les cours de Bourse et perturbé les salles de rédaction. Il y a un mois, — exactement le 9 novembre, — la même rumeur pessimiste parcourait les capitales; le 16, des dépêches rassurantes ramenaient tout le monde à l'optimisme.

Le 23, nouvelle panique, provoquée par une « dernière heure » télégraphiée de Vienne au *Berliner Tageblatt*: « L'émotion est ici indescriptible; suivant une information authentique, sept corps d'armée sont en pleine mobilisation. » Il est vrai que trois jours plus tard, le baromètre politique remontait sensiblement.

Sur quoi, le *Berliner Tageblatt*, forcé de revenir sur sa dépêche, témoignait de sa mauvaise humeur en termes assez nets:

« Vienne lance par une porte les nouvelles les plus alarmantes, et par une autre porte, des démentis. La vérité, c'est que l'on fait des préparatifs, et l'on désire vivement que la Russie en ait une connaissance pleine et entière, mais que, d'autre part, en les démentant, on veut, à Vienne, se ménager une issue pour battre en retraite. »

Marchandages... Et sur ce terrain, la Serbie, nous le savons, n'est pas en reste! Mais il serait cependant préférable que les deux adversaires voulussent bien s'en remettre de leur différend à la conférence des ambassadeurs.

Tout le monde y gagnerait en tranquillité et les deux intéressées ne s'en trouveraient sans doute pas plus mal, car, entre leurs deux points de vue, l'Autriche et la Serbie savent parfaitement bien qu'il y a place pour un moyen terme, déjà plusieurs fois indiqué, notamment par l'officieuse *Gazette de Co-*

logne: « Ce qui reste à fixer, disait il y a quelques jours la *Gazette*, c'est la manière dont on pourra donner aux Serbes une issue vers la mer ». Ainsi, ce ne serait plus l'« issue vers la mer » qui viendrait en discussion, mais seulement la « manière » de l'accorder. Et tout dernièrement, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome a déclaré, dans une interview, que son pays admettait le débouché commercial par Durazzo ou San-Juan de Medua.

Ce sont là des indices, faibles mais précis, d'un commencement de détente. Tel un graphique de température qui ne monte ou ne s'abaisse qu'en zig-zags successifs, la courbe de la tension austro-serbe, paraît avoir atteint son point le plus élevé pour suivre désormais une direction descendante.

La seule raison de pessimisme serait que l'Autriche-Hongrie fut absolument assurée de ne trouver devant elle, les armes à la main, que le seul peuple serbe; alors, oui, la guerre austro-serbe resterait possible. Mais la monarchie dualiste sera-t-elle jamais sûre de la neutralité russe? Même si la Russie décidait de n'être que spectatrice, son intérêt le plus simple lui conseillerait de dissimuler cette décision; or, nous ne croyons pas que l'Autriche joue, en ce moment, une carte qui pourrait bien être sa dernière. Une étude parue il y a quelque temps à cette place même mettait impartialement en relief les faiblesses et les qualités de l'armée austro-hongroise. A la vérité, cette armée traverse une période de réorganisation. L'année dernière, le général von Auffenberg, celui qui vient de démissionner, ne pouvait pas cacher son inquiétude: « Les effectifs de paix de notre infanterie, avouait-il aux Délégations, sont plus bas chez nous que dans n'importe quelle autre armée. Nos com-

paix et qui s'inquiète depuis trop longtemps de la sentir menacée, ne peut avoir qu'un désir; c'est que cette paix soit conclue au plus tôt, et pour cela, elle ne favorisera pas ce qui pourrait en retarder la signature... Vouloir refuser à la Grèce de prendre part aux pourparlers de paix, serait certainement mal accueilli, aussi bien à Londres qu'à Paris et à Berlin.

Nul ne songe à contester que l'héroïque résistance d'Andrinople et les victoires turques de Tchataldja n'aient favorablement influencé les chancelleries européennes, et nul, non plus, ne songe à empêcher la Turquie de discuter les conditions de paix avec plus d'avantage qu'elle ne l'eût pu faire il y a quatre semaines. Cela est juste. Mais c'est précisément cet avantage que les Turcs pourraient perdre s'ils cherchaient maintenant à l'utiliser d'une façon détournée.

Qu'ils soient donc bien persuadés qu'ils ont devant eux, à Londres, non pas quatre Etats, mais une Confédération, un Bloc dont l'unité et la solidité resteront certaines au moins jusqu'à la conclusion des pourparlers. Ah! certes, il se peut qu'ensuite de profondes fissures se découvrent. Mais on ne les verra que plus tard. Les Etats balkaniques ont partie liée; ils perdraient trop à se laisser diviser pour ne pas se soutenir mutuellement jusqu'au bout. C'est pourquoi nous pensons que ce ne peut être qu'une illusion dangereuse et nuisible aux intérêts mêmes de l'Empire ottoman, d'espérer en la discorde des Etats balkaniques.

Voilà, du moins, ce que nous croyons franchement être la vérité présente.

*16 décembre 1912.*

logne: « Ce qui reste à fixer, disait il y a quelques jours la *Gazette*, c'est la manière dont on pourra donner aux Serbes une issue vers la mer ». Ainsi, ce ne serait plus l'« issue vers la mer » qui viendrait en discussion, mais seulement la « manière » de l'accorder. Et tout dernièrement, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome a déclaré, dans une interview, que son pays admettait le débouché commercial par Durazzo ou San-Juan de Medua.

Ce sont là des indices, faibles mais précis, d'un commencement de détente. Tel un graphique de température qui ne monte ou ne s'abaisse qu'en zig-zags successifs, la courbe de la tension austro-serbe, paraît avoir atteint son point le plus élevé pour suivre désormais une direction descendante.

La seule raison de pessimisme serait que l'Autriche-Hongrie fut absolument assurée de ne trouver devant elle, les armes à la main, que le seul peuple serbe; alors, oui, la guerre austro-serbe resterait possible. Mais la monarchie dualiste sera-t-elle jamais sûre de la neutralité russe? Même si la Russie décidait de n'être que spectatrice, son intérêt le plus simple lui conseillerait de dissimuler cette décision; or, nous ne croyons pas que l'Autriche joue, en ce moment, une carte qui pourrait bien être sa dernière. Une étude parue il y a quelque temps à cette place même mettait impartialement en relief les faiblesses et les qualités de l'armée austro-hongroise. A la vérité, cette armée traverse une période de réorganisation. L'année dernière, le général von Auffenberg, celui qui vient de démissionner, ne pouvait pas cacher son inquiétude: « Les effectifs de paix de notre infanterie, avait-il aux Délégations, sont plus bas chez nous que dans n'importe quelle autre armée. Nos com-

paix et qui s'inquiète depuis trop longtemps de la sentir menacée, ne peut avoir qu'un désir; c'est que cette paix soit conclue au plus tôt, et pour cela, elle ne favorisera pas ce qui pourrait en retarder la signature... Vouloir refuser à la Grèce de prendre part aux pourparlers de paix, serait certainement mal accueilli, aussi bien à Londres qu'à Paris et à Berlin.

Nul ne songe à contester que l'héroïque résistance d'Andrinople et les victoires turques de Tchataldja n'aient favorablement influencé les chancelleries européennes, et nul, non plus, ne songe à empêcher la Turquie de discuter les conditions de paix avec plus d'avantage qu'elle ne l'eût pu faire il y a quatre semaines. Cela est juste. Mais c'est précisément cet avantage que les Turcs pourraient perdre s'ils cherchaient maintenant à l'utiliser d'une façon détournée.

Qu'ils soient donc bien persuadés qu'ils ont devant eux, à Londres, non pas quatre Etats, mais une Confédération, un Bloc dont l'unité et la solidité resteront certaines au moins jusqu'à la conclusion des pourparlers. Ah! certes, il se peut qu'ensuite de profondes fissures se découvrent. Mais on ne les verra que plus tard. Les Etats balkaniques ont partie liée; ils perdraient trop à se laisser diviser pour ne pas se soutenir mutuellement jusqu'au bout. C'est pourquoi nous pensons que ce ne peut être qu'une illusion dangereuse et nuisible aux intérêts mêmes de l'Empire ottoman, d'espérer en la discorde des Etats balkaniques.

Voilà, du moins, ce que nous croyons franchement être la vérité présente.

16 décembre 1912.

## Berchtold et Hœtzendorff

Une lutte d'influence a lieu à Vienne entre les deux partis de la guerre et de la paix. Lequel l'emportera ? Celui de la brutalité avec le général de Hœtzendorf, ou celui de la modération avec le comte Berchtold ?

(*Le Matin* du 17).

Parmi les dépêches que j'ai sous les yeux, mon attention revient sans cesse à quelques lignes qui terminent une coupure faite dans le *Matin* d'hier et télégraphiée ici par le correspondant parisien de l'*Agence Ottomane*. Ainsi, nous en sommes là... le comte Berchtold représente maintenant le parti de la modération ?

Eh bien ! c'est vrai. Ce n'est pas rassurant, mais c'est vrai. Avec sa vigueur habituelle, le *Matin* n'a fait que résumer dans une formule incisive ce que nous pensons tous depuis trois ou quatre jours. Oui, depuis la nomination du général Conrad de Hœtzendorf à la tête de l'état-major général autrichien, le comte Berchtold est devenu le contrepoids, le frein qui retiendra peut-être l'Autriche-Hongrie sur la pente dangereuse où elle se trouve lancée...

Mais qui donc lui a montré ce chemin ? Qui donc l'y a guidée, menée, depuis quatre mois, sinon le comte Berchtold lui-même ?

Et voilà que surgissent, du fait de la guerre balkanique, des difficultés imprévues, dont les conséquences effraient le diplomate. Lui qui pensait agir — et triompher, — par l'adresse, il voit à présent avec angoisse que l'on dépasse sa pensée, et que l'on désire continuer par le fer et par le feu

## Est-ce la Paix ?

Pendant toute cette semaine, les réunions de Londres furent enveloppées d'un brouillard vraiment londonien. Gestes imprécis, paroles indécises, contrainte générale, le bilan de la première semaine était à peu près nul; on avait échangé, sans résultat, beaucoup de saluts et de présentations.

Et voici qu'au dernier jour de cette semaine creuse, arrive la grande nouvelle, celle que l'on attendait depuis si longtemps, depuis trop longtemps, celle à quoi, malgré tout, on a encore quelque peine à croire:

« Les six grandes Puissances se seraient mises d'accord sur la question serbe. »

Les six grandes Puissances, c'est-à-dire la Triple Entente et la Triplice; c'est-à-dire l'Autriche et la Russie. Dès hier matin, on annonçait qu'un accord austro-serbe était intervenu, et cette information est ce matin confirmée.

Une légère hausse dans les cotations des Bourses étrangères indique par ailleurs que ces renseignements couraient un peu partout depuis vingt-quatre ou quarante-huit heures, mais ce n'étaient alors que des chuchotements. Les deux télégrammes d'aujourd'hui sont plus catégoriques. L'un confirme l'accord austro-serbe, tandis que l'autre nous annonce l'accord des six Puissances.

Assurément, la rédaction de ces courtes dépêches est affirmative. Toutefois, de même que les gens habitués à la misère se méfient du bonheur quand il leur apparaît tardivement, de même nous n'accueillons encore ces dépêches qu'avec circonspec-

## Berchtold et Hœtzendorff

Une lutte d'influence a lieu à Vienne entre les deux partis de la guerre et de la paix. Lequel l'emportera ? Celui de la brutalité avec le général de Hœtzendorf, ou celui de la modération avec le comte Berchtold ?

(*Le Matin* du 17).

Parmi les dépêches que j'ai sous les yeux, mon attention revient sans cesse à quelques lignes qui terminent une coupure faite dans le *Matin* d'hier et télégraphiée ici par le correspondant parisien de l'*Agence Ottomane*. Ainsi, nous en sommes là... le comte Berchtold représente maintenant le parti de la modération ?

Eh bien ! c'est vrai. Ce n'est pas rassurant, mais c'est vrai. Avec sa vigueur habituelle, le *Matin* n'a fait que résumer dans une formule incisive ce que nous pensons tous depuis trois ou quatre jours. Oui, depuis la nomination du général Conrad de Hœtzendorf à la tête de l'état-major général autrichien, le comte Berchtold est devenu le contrepoids, le frein qui retiendra peut-être l'Autriche-Hongrie sur la pente dangereuse où elle se trouve lancée...

Mais qui donc lui a montré ce chemin ? Qui donc l'y a guidée, menée, depuis quatre mois, sinon le comte Berchtold lui-même ?

Et voilà que surgissent, du fait de la guerre balkanique, des difficultés imprévues, dont les conséquences effraient le diplomate. Lui qui pensait agir — et triompher, — par l'adresse, il voit à présent avec angoisse que l'on dépasse sa pensée, et que l'on désire continuer par le fer et par le feu

## Est-ce la Paix ?

Pendant toute cette semaine, les réunions de Londres furent enveloppées d'un brouillard vraiment londonien. Gestes imprécis, paroles indécises, contrainte générale, le bilan de la première semaine était à peu près nul; on avait échangé, sans résultat, beaucoup de saluts et de présentations.

Et voici qu'au dernier jour de cette semaine creuse, arrive la grande nouvelle, celle que l'on attendait depuis si longtemps, depuis trop longtemps, celle à quoi, malgré tout, on a encore quelque peine à croire:

« Les six grandes Puissances se seraient mises d'accord sur la question serbe. »

Les six grandes Puissances, c'est-à-dire la Triple Entente et la Triplice; c'est-à-dire l'Autriche et la Russie. Dès hier matin, on annonçait qu'un accord austro-serbe était intervenu, et cette information est ce matin confirmée.

Une légère hausse dans les cotations des Bourses étrangères indique par ailleurs que ces renseignements couraient un peu partout depuis vingt-quatre ou quarante-huit heures, mais ce n'étaient alors que des chuchotements. Les deux télégrammes d'aujourd'hui sont plus catégoriques. L'un confirme l'accord austro-serbe, tandis que l'autre nous annonce l'accord des six Puissances.

Assurément, la rédaction de ces courtes dépêches est affirmative. Toutefois, de même que les gens habitués à la misère se méfient du bonheur quand il leur apparaît tardivement, de même nous n'accueillons encore ces dépêches qu'avec circonspec-

tion. Mais, si tout ce que leurs quelques lignes implique de conséquences logiques doit se réaliser, la paix européenne est assurée.

Et la paix balkanique ?

Celle-là est plus chancelante. Certaine il y a quelques jours, elle semble perdre chaque matin un peu de solidité, et il ne faudrait pas beaucoup de temps encore pour qu'elle devint d'une inquiétante débilite. Alors qu'après les premières batailles, tout le monde, ici, acceptait sans arrière-pensée le principe de la paix, il semble bien qu'une réaction se soit produite, depuis lors, dans certains milieux ottomans. Le mot de « parti » est trop fort, mais il existe sans doute actuellement un courant d'opinion en faveur de la reprise des hostilités..

A tort ou raison... qui peut le savoir. Pour en décider, il faudrait d'abord connaître le nombre des soldats campés à Tchataldja. Il faudrait encore savoir le nombre et l'état des bouches à feu, ce que sont les cadres; il faudrait enfin savoir si l'intendance peut « porter » en avant une armée victorieuse...

Tout cela, nous ne le savons que par des conversations, des récits... Mais il y a des gens bien placés pour avoir sur ces points des informations précises, et c'est justement parmi ceux-ci que se recrutent les partisans de la résistance. Il y a là une indication qu'il ne faut pas exagérer, mais qu'il devient indispensable de noter, de signaler.

21 décembre 1912.

8

## UNE NOTE, UN DISCOURS

---

### La Paix européenne

Les ambassadeurs européens qui causaient à Londres sont en congé. Jusqu'au 31 décembre, nous ne connaissons d'eux, sur la situation politique générale, que cette courte déclaration :

« Les ambassadeurs ont *recommandé* que l'Albanie fût autonome, avec stipulation qu'un accès commercial fût garanti à la Serbie. Les six gouvernements ont souscrit, *en principe*, à cette double *proposition*. »

C'est quelque chose, assurément; c'est même beaucoup, si l'on veut bien songer aux complications presque inextricables qui furent le pain quotidien des quinze derniers jours... C'est peu, vraiment, lorsque l'on envisage tout ce que cette note contient de prudentes réserves et de diplomatiques restrictions.

Mais les notes d'ambassadeurs sont de celles que l'on a coutume de lire entre les lignes. Ce que la déclaration officielle ne dit pas, chacun des représentants des six puissances n'a pas manqué, paraît-il, de le faire officieusement savoir et nous avons pu trouver dans les grands journaux d'Europe des « traductions » singulièrement élargies de la brève et vague déclaration. Inévitablement ces interprétations, issues de conversations privées, présentent

entre elles des différences notables. C'est ainsi que les Etats balkaniques n'auraient pas caché qu'ils sont mécontents du rôle joué par la Triple-Entente dont l'attitude fut pourtant absolument conforme au droit et à la logique...

Mais laissons cela, puisque, aussi bien, nous n'en parlons que d'après des renseignements verbaux et tenons-nous en aux textes, c'est-à-dire à la Note, d'abord; au dernier Discours de M. Poincaré, ensuite.

En somme, le résultat tangible, le seul résultat vraiment appréciable qui ait été obtenu à Londres, c'est que l'Autriche et la Russie sont restées jusqu'au bout de la conversation et que ni l'une ni l'autre n'ont refusé l'accord de principe soumis à leur ratification. Une détente visible a tout aussitôt suivi cette première poignée de mains. Détente visible surtout, à vrai dire, du côté des Russes qui commencent à retirer les troupes massées depuis plusieurs semaines sur leurs frontières occidentales, tandis qu'aucune nouvelle semblable n'est encore parvenue des confins orientaux de la monarchie dualiste. Mais puisque l'on redoutait le pire, il faut tenir pour un succès, un vrai succès, l'« accord de principe » austro-russe.

L'autonomie de l'Albanie et le débouché commercial serbe forment, on le sait, les deux bases essentielles de cette entente préalable. Sur la seconde de ces questions, le port serbe, la réunion d'ambassadeurs a simplement ratifié ce que l'on connaissait; le communiqué de Londres n'apporte sur ce point aucune révélation et fait figure d'un enterinement pur et simple. Quant à l'indépendance albanaise, tacitement reconnue elle aussi, depuis quelque temps déjà, il faut avouer qu'elle n'est

qu'indiquée dans la Note... « Recommander » que l'Albanie soit autonome, sans insister davantage, sans fixer aucune délimitation, si vague fut-elle, cela n'avance que fort peu les affaires albanaises, et telle ou telle puissance intéressée pourrait parfaitement remettre cette question sur le tapis et se délier d'un engagement aussi faiblement exprimé, dès que sa politique le lui commanderait.

Dans l'ensemble, si nous nous plaisons à enregistrer les sérieux gages de détente donnés par le communiqué de Londres, nous pouvons en même temps regretter qu'ils soient exprimés en termes trop restrictifs et trop généraux.

Heureusement, nous trouverons dans le dernier discours de M. Raymond Poincaré les précisions qui manquent dans la note des six ambassadeurs.

Ce que l'on ne pouvait pas dire à Londres, le président du conseil des ministres de France vient de le faire savoir, de la tribune de la Chambre, et les termes de son discours sont d'une netteté apaisante.

Mais d'abord :

Depuis le commencement du mois de novembre, a dit M. Poincaré, la France avait été officiellement informée par le cabinet de Vienne que le gouvernement austro-hongrois n'avait aucune visée territoriale...

Passons... Il y a en Autriche, ceci est incontestable, un parti de la guerre dont la puissance fut affirmée par de très récents événements; il n'est pas douteux non plus que les « mesures de précaution » prises dernièrement, — contre qui ? — par l'Autriche, ont encouragé ce parti de la guerre dont les *desiderata* étaient encore exprimés, il y a juste six jours, par la *Danzers Armée Zeitung*, qui

traçait le plan de campagne en une phrase significative :

« Occuper l'Albanie; conquérir la Macédoine jusqu'à la ligne Valona — Castoria — Salonique — Serres — Ichtip — Prichtina et le sandjak de Novibazar; annexer la Serbie jusqu'à Bajnabashta, Krokjevë et Kurskundjé. »

Pas plus...! Toutefois, nous aurions tort de trop insister sur cette exaltation guerrière; il y a des chauvins partout. Puisque la Monarchie dualiste a fait connaître à l'Europe qu'elle n'avait pas, ou qu'elle n'avait plus, de visées territoriales, il suffit d'en prendre acte et de s'en réjouir sincèrement.

De plus, en abordant les questions serbe et albanaise, M. Poincaré a prononcé des paroles particulièrement rassurantes :

« D'ores et déjà, a dit textuellement le premier ministre, les ambassadeurs semblent être parvenus à éliminer l'une des principales causes de discorde européenne. Ils ont recommandé à leurs gouvernements le principe d'une Albanie autonome et une proposition garantissant à la Serbie un accès commercial à l'Adriatique.

« *Tous les gouvernements sont disposés à accepter ces deux points*, et je crois pouvoir affirmer que la Serbie se ralliera à leurs intentions.

« L'Albanie autonome sera contrôlée par toutes les puissances, y compris la France.

« Il est entendu aussi que le port libre obtenu par la Serbie sera libre et neutre et qu'il sera desservi par un chemin de fer international, sous le même contrôle européen, avec liberté de transit pour toutes les marchandises, y compris les munitions de guerre.

« La Serbie bénéficiera en outre de la franchise de douane.

« Dans la *mise au point de cette combinaison*, messieurs, nous tâcherons de la rendre le plus favorable possible à la Serbie, en lui assurant des garanties indispensables, de façon à ce qu'elle puisse vivre et respirer. »

La précision de ces phrases est certainement de nature à nous rendre optimistes. Toutefois, c'est dans une autre partie du discours de lundi dernier, celle qui traite de la Triple-Entente, que se trouvent, bien probablement, les meilleures raisons de ne plus redouter une conflagration générale.

La Chambre française ne s'y est point trompée. Droitiers et socialistes, centre gauche et centre droit, modérés et radicaux, tous ont spontanément et unanimement acclamé le passage où M. Poincaré a parlé de la Triple-Entente.

En paragraphes brefs et clairs, scandés d'applaudissements prolongés, sans équivoque possible, M. Poincaré est venu affirmer que jamais la Triple-Entente ne fut aussi résolument pacifique, mais que jamais non plus elle ne fut plus solidement, plus étroitement assurée.

« Ces paroles, prononcées en un tel moment, doivent être reproduites ici *in extenso* :

« Depuis le commencement de l'année, sans un instant d'interruption, nous avons échangé avec nos amis et alliés des idées sur la situation et dans ces conversations quotidiennes, qui ont montré l'accord constant de la Russie, de l'Angleterre et de la France, ces trois nations se sont appliquées à préparer une entente générale de toutes les puissances européennes. (*Applaudissements*).

« Nous avons considéré que nous devons donner



à notre alliée un éclatant témoignage de fidélité effective et agissante. (*Applaudissements*).

« L'honneur et l'intérêt nous recommandaient cette conduite. (*Applaudissements*).

« Notre tâche a été d'ailleurs facilitée par cette clairvoyance et cette sûreté de jugement dont M. Kocktsoff donnait encore les preuves dans son dernier discours. (*Très bien! très bien!*).

« Quant à l'Angleterre, nos relations avec elle n'ont jamais été plus confiantes et plus étroites. (*Applaudissements*).

« Une partie de l'opinion française a paru considérer que le gouvernement britannique, dans ses rapports avec les autres puissances, ne poursuivait pas une politique en parfaite concordance avec la nôtre.

« C'est là une appréciation que la loyauté de nos relations ne permet pas d'envisager.

« Mais sir Edward Grey n'en a pas moins tenu à déclarer formellement que cette appréciation n'était pas fondée et que son pays était aussi foncièrement attaché que nous à la sincérité et à la solidité de l'entente franco-anglaise. (*Applaudissements*).

« Donc, c'est en pleine communauté de vues avec nos amis et alliés (*Très bien! Très bien!*) que nous observons la marche des événements. (*Applaudissements*). »

Samedi dernier, au reçu de la dépêche qui annonçait l'accord austro-serbe, nous écrivions en commentant cette nouvelle : « la paix européenne semble assurée ».

Le discours de M. Raymond Poincaré change en quasi-certitude ce qui ne pouvait être alors qu'une impression favorable.

26 décembre 1912.

## La note des Alliés

Elle est curieuse à plus d'un titre, cette note Havas rédigée sous l'inspiration directe des représentants balkaniques à la conférence de Londres.

A la lire rapidement, elle paraît comminatoire, menaçante presque; mais si on la reprend attentivement, on s'aperçoit alors qu'elle est conçue en termes très généraux, et qu'elle n'exprime, en résumé, que des vérités premières.

Par exemple:

Pourquoi les délégués balkaniques éprouvent-ils le besoin de déclarer, le 29, que les premières propositions turques sont inacceptables et qu'elles ne peuvent pas, à leur avis, servir de base à une discussion quelconque?

Voyons, il est bien entendu, et les délégués balkaniques l'ont su avant nous, que des contre-propositions turques devaient être transmises, précisément pour servir de base aux prochaines discussions. Les délégués balkaniques ont bien accepté, n'est-ce pas, d'attendre ces contre-propositions? Oui. Qu'ils les attendent donc, avant de faire les gros yeux.

Autre chose:

« Il est impossible, affirment ces mêmes délégués, de continuer les efforts pour la paix dans les conditions actuelles. Si, lundi, la délégation ottomane n'apporte pas des propositions pouvant servir de base aux pourparlers, nous devons aviser à la situation. »

Cela, c'est la menace... Mais elle est, en vérité, trop vague pour être déterminante. Une proposition, quelle qu'elle soit, peut toujours servir de base

à des négociations... et lorsque l'on veut rompre des pourparlers, on peut toujours le faire, même si les propositions apportées sont acceptables.

La question est là, tout entière, et là seulement: Les Etats balkaniques veulent-ils reprendre les hostilités?

Ceci est au moins douteux. Il n'est pas sûr du tout que les Alliés désirent recommencer la guerre. Les succès incontestables qu'ils ont remportés en une première campagne de trois semaines ne se renouveleraient peut-être plus avec une aussi décisive rapidité, et toute lutte indécise amoindrirait leur situation de vainqueurs. Ils n'ignorent point cela, et on ne l'ignore d'ailleurs pas non plus en Europe. Un journaliste parisien, réputé pour son bon sens, M. Jacques Bardoux, prévoyait il y a quelques jours ces impatiences, ces marchandages et cet écart considérable entre les deux premiers points de vue. « Il est certain, écrivait-il, qu'un abîme sépare les demandes balkaniques et les offres turques. Les confédérés réclament la cession en pleine propriété de la Turquie d'Europe entre Midia sur la mer Noire et l'embouchure de la Maritza, en suivant l'Ergène. La Porte réclame la reconnaissance de la suzeraineté du Sultan, demande l'autonomie de l'Albanie, de la Macédoine et de la Thrace, refuse la cession d'Andrinople, Janina et Scutari.

On sait bien qu'au début d'une négociation, l'intransigeance est de règle. Il faut demander beaucoup pour obtenir peu, et offrir peu pour garder quelque chose. Il est dangereux d'abattre ses cartes prématurément. Il est nécessaire de conserver une ligne de retraite. Mais s'il ne faut pas prendre au pied de la lettre les déclarations des négociateurs, il est impossible de ne pas constater que les cir-

constances militaires et diplomatiques favorisent l'intransigeance ottomane. Une guerre de trente jours n'épuise pas la force de résistance d'un grand Empire. Les défaites de Kirk-Kilissé et de Lulé-Bourgas, d'Uskub et de Salonique ont été moins décisives que celles de 1878. Les ennemis ne sont point arrivés aux portes de Constantinople. Il est aujourd'hui certain que les Bulgares ont subi un échec devant Tchataldja. Scutari et Janina, les forts du Bosphore tiennent encore. Si la guerre reprend, les Turcs ne risquent pas de perdre plus que ne leur demandent aujourd'hui les Confédérés balkaniques. »

Ces réflexions représentent trop la vérité pour qu'elles ne soient pas déjà venues à l'esprit des délégués balkaniques.

D'autre part, lorsqu'ils rédigeaient la note *Havas* dont nous nous occupons, ils savaient à quoi s'en tenir sur le désir des six Puissances intéressées; ils le savaient même si bien que la fin de leur communiqué est consacrée à la possibilité d'une médiation européenne.

En arrivera-t-on là? Ne serait-il pas plus sage de causer, de discuter point par point, tout en ne négligeant pas de temps en temps de prêter un peu l'oreille à ce qui se dit dans la salle des ambassadeurs? Les délégués éviteraient ainsi une intervention directe, tout en restant d'accord avec les six Puissances.

Etant donné ce que l'on sait maintenant de la politique générale de l'Europe, on a vraiment peine à croire que l'un quelconque des Etats représentés à Londres veuille sérieusement provoquer une reprise de la guerre. La responsabilité serait trop lourde et découragerait trop de conséquences.

En dépit des attitudes intransigeantes et des propo-

sitions démesurées, nous croyons qu'il faut considérer avec calme les pourparlers de Londres, et croire, malgré les apparences, à un résultat pacifique.

28 décembre 1912.



## L'intérêt de la Turquie

« Les propositions de la Turquie ne répondant pas aux demandes des Alliés, ceux-ci sont dans l'obligation de suspendre les travaux de la Conférence. »

Ainsi s'est exprimé M. Novakovitch, premier délégué serbe et président de la séance tenue avant-hier à Londres.

Les Alliés ont donc évité avec le plus grand soin de prononcer le mot « rupture », et rien, à l'heure actuelle, ne s'oppose encore à une reprise des pourparlers. Cependant, on ne voit plus quelle pourrait être l'utilité d'une nouvelle réunion des plénipotentiaires, les uns et les autres ne pouvant désormais que repousser, sans discussion, leurs propositions respectives.

Nous avons annoncé dès le 31 décembre dernier que les Turcs maintiendraient leur point de vue avec résolution. Depuis huit jours, Réchid pacha a répété, à chaque séance, que la Turquie n'ajouterait plus rien aux offres que ses délégués étaient autorisés à prononcer comme base de discussion. Il faut reconnaître que la Turquie est restée logique avec elle-même et que l'hésitation n'est pas de son côté. Toutefois, on ne peut s'empêcher de remarquer que

ces ajournements successifs, ces tergiversations, ces mesures pour rien, font bien plutôt le jeu des Alliés que celui de la Turquie.

Andrinople tient toujours, c'est vrai, et il y a dans cette résistance surhumaine quelque chose qui force l'admiration des plus indifférents, le respect des plus hostiles; Andrinople, dans cette guerre, mérite le nom de Belfort turc. Mais tout a des limites... La ville tombera, un jour ou l'autre, au pouvoir des assiégeants. Et alors, il n'y aura plus, hélas! qu'un fait brutal: Andrinople s'est rendue!

Cette reddition, les Alliés ne manqueront pas de la jeter dans les balances où l'Europe s'efforce de maintenir l'équilibre balkanique, et elle pèsera lourd en faveur des Etats coalisés. La résistance, les maisons brûlées, les enfants morts de faim, les hommes morts sur les remparts, tout cela ne sera plus alors qu'une splendide page d'histoire...

Tant que la seconde capitale de l'Empire résistera, les propositions ottomanes seront fondées, mais chaque jour qui passe en discussions stériles est un point marqué par les Alliés; ils attendent, ils espèrent arriver de la sorte à ne décider de rien avant la reddition d'Andrinople... Voilà pourquoi les Turcs n'ont pas intérêt à prolonger les pourparlers.

Or, ils semblent avoir compris cet intérêt un peu tardivement. Je sais bien que Réchid pacha a, depuis huit jours, reçu un télégramme formel, définitif, et qu'aucune concession nouvelle lui fut transmise par la suite; mais n'eût-il pas mieux valu, dans ces conditions, amener tout de suite la suppression des travaux de la Conférence — et passer, par cela même la parole à l'Europe?

Dans certains milieux ottomans, on se méfie de l'Europe, d'une certaine partie de l'Europe, tout au

moins. On suppose que ses sympathies sont acquises maintenant aux Alliés; on prend prétexte de quelques visites, de quelques conversations et de quelques articles de journaux, pour ériger en principe qu'une partie de l'Europe est délibérément hostile à la Turquie...

Il convient de voir la chose de plus haut, sans quoi l'on se place à un point de vue trop restreint et qui ne permet pas de donner un coup d'œil d'ensemble sur les multiples réunions qui agitent en ce moment les diplomaties européennes.

La menace d'une reprise des hostilités n'est pas agréable à la plupart des grandes puissances. Sans rien préciser, on peut dire qu'au moins quatre d'entre elles sont profondément pacifiques, et l'on peut même ajouter qu'il n'est pas sûr du tout que les deux autres soient bien décidés à la guerre. Mais enfin, tant vont les soldats à la frontière qu'ils finissent par la dépasser... Il y a un risque dans l'air.

La paix balkanique supprimerait ce risque. La majorité des grands Etats européens désire donc, très vivement, que cette paix soit conclue, et conclue non seulement de façon honorable, définitive, entre les belligérants, mais encore qu'elle soit conclue de façon à supprimer toute éventualité de conflit européen.

N'envisageons que les seuls intérêts ottomans. Croit-on que l'Empire aurait quelque chose à gagner dans une guerre européenne?

Il y a des Ottomans qui le croient, qui le disent, qui l'écrivent. Nous pensons qu'ils sont dans l'erreur.

S'il se trouvait, s'il s'était récemment trouvé une grande nation européenne pour assurer son concours aux Turcs, peuvent-ils vraiment supposer que ce concours leur viendrait d'un simple mouvement

de sympathie? En sont-ils donc à penser que le sentiment mène la politique?

Qu'ils envisagent plutôt, l'histoire contemporaine en mains, ce que sont, en ce moment, les désirs, les besoins, les ambitions de chacune des grandes Puissances. Ensuite, qu'ils classent ces mêmes Puissances dans l'ordre où leurs désirs, leurs besoins et leurs ambitions heurtent les intérêts de leur patrie.

Quand ils auront fait ce travail, qui est simple, peut-être leur opinion se sera-t-elle modifiée...

*8 janvier 1913.*



## Le Grand Conseil

A l'heure où paraissent ces lignes, les membres du Grand Conseil se dirigent vers le Palais Impérial, et dans quelques minutes, les portes de la salle des séances se fermeront sur les hauts personnages appelés à délibérer des affaires de l'Empire. Devant ces murs derrière lesquels il se passera des choses historiques, nous ne pourrons plus qu'attendre le communiqué gouvernemental rendant compte de la réunion, car toutes les dispositions utiles ont été prises pour mettre les travaux du Grand Conseil à l'abri d'indiscrétions prématurées.

Les circonstances légitiment absolument ces précautions, d'autant plus que le Grand Conseil est convoqué à titre consultatif et non point pour formuler des résolutions définitives. L'exceptionnelle gravité de l'heure a suggéré au gouvernement le

louable désir d'entendre des avis autorisés; elle ne l'a pas conduit à remettre ses pouvoirs entre les mains d'une Assemblée assurément éminente mais cependant éphémère. Le Grand Conseil conseillera. Il ne décidera pas.

Toutefois, il est logique de croire, sans dépasser en cela la pensée des ministres, qu'ils accorderont la plus grande attention aux paroles des Conseillers, et l'on peut imaginer qu'ils ne laisseront pas d'être sensibles aux suggestions exprimées, en fin de séance, par la majorité des suffrages. Et même si les Conseillers se séparaient sans voter, leurs échanges de vues influeraient certainement, dans un sens ou dans l'autre, sur les actes futurs du gouvernement impérial.

Tout le monde, — le monde entier, — sait à présent que ces actes futurs compteront parmi les plus importants de l'histoire; de l'histoire ottomane, d'abord; de l'histoire européenne, aussi... Il n'y a pas à insister là-dessus, ni à le dissimuler; c'est l'évidence.

Bien qu'ils soient appelés seulement « en consultation », les membres du Grand Conseil vont prendre une part de cette responsabilité; dans quelles proportions, nous l'ignorons; ceci est le secret de ceux qui les ont appelés; mais quelle que soit cette part des responsabilités, pour faible qu'elle puisse être, elle n'en est pas moins réelle, et son existence fera, sans aucun doute, dominer le souci de l'avenir dans les pensées des Conseillers d'un jour.

Ceci dit, quelle sera l'attitude de la Haute-Assemblée?

Je ne pose la question que pour déclarer aussitôt qu'il ne nous appartient pas, ici, de rien avancer à ce propos. Il s'agit des intérêts vitaux de la Tur-

quie; il s'agit de mettre fin à une situation dont l'équivoque ne saurait se prolonger longtemps encore, et les conditions présentes nous font un devoir d'écartier les suppositions qui nous viennent à l'esprit; car elles pourraient, même émises avec une entière et amicale bonne foi, heurter des susceptibilités parfaitement compréhensibles et blesser, peut-être, le plus respectable de tous les sentiments collectifs: celui du Patriotisme.

C'est au gouvernement ottoman, assisté de la Haute-Assemblée, c'est à eux seuls qu'appartient le droit de rechercher aujourd'hui, — en tenant compte de toutes les circonstances, — de quel côté se trouve le véritable patriotisme, et c'est également à eux seuls qu'incombe le devoir de prendre les décisions dictées à leur conscience par le résultat de ce choix.

Rien, par contre, ne nous empêche d'exposer, impartialement et sans commentaires, les divers aspects de la situation générale en nous servant uniquement des renseignements authentiques qui sont à notre disposition. Sans doute, il convient de remarquer que des mobiles secrets peuvent modifier l'opinion de l'Assemblée... Mais ce que l'on sait est d'une telle importance qu'il faudrait que les motifs cachés fussent étrangement puissants et impérieux pour changer les grandes lignes de la situation générale telle qu'elle nous apparaît présentement.

Cette situation peut se subdiviser en quatre points principaux: l'état des belligérants; la question financière; la marche des Puissances; l'attitude de la Russie.

De l'armée de Tchataldja, nous savons qu'elle est maintenant considérable et composée, en grande partie, de troupes fraîches et assez bien ravitaillées. Andrinople, Scutari et Janina continuent leur ré-

sistance héroïque, et le raid du *Hamidié* est un exploit splendide. Par contre, les Bulgares ont eu le temps, depuis près de deux mois, de procéder à la réorganisation de leurs troupes et le dernier combat naval fut indécis.

Enfin, il ne faut pas oublier que les Alliés occupent une très grande superficie de la Turquie d'Europe. Cependant, l'espoir serait encore permis aux troupes ottomanes si, pour continuer la guerre, il ne manquait le principal; il ne suffit pas, hélas! d'être héroïque: il faut de l'argent pour l'être avec quelques chances de succès.

Quant à la note des Puissances, on entend dire tous les jours que l'accord européen n'est qu'apparent et tout de circonstance; c'est à voir... Il est au moins certain que les Puissances sont sérieusement d'accord pour éviter un conflit européen; de plus, et même si quelques divergences subsistent entre elles, leur accord récent n'en prouve que mieux leur vif désir d'écarter des complications éventuelles.

En dernier lieu, les conversations turco-russes d'avant-hier ont certainement prouvé au gouvernement impérial la conciliante fermeté de la grande Puissance slave, qui ne peut cependant pas se désintéresser d'une crise balkanique.

Voici, très sommairement, devant quel ensemble de faits se trouvent actuellement les membres de l'Assemblée.

Tandis qu'ils délibèrent, nous ne pouvons nous empêcher de nous souvenir des paroles prononcées dernièrement par le Sultan Mehmed V.

— ... Des hommes éclairés, consciencieux et dévoués, a dit le Souverain, en parlant des futurs députés, des hommes qui fassent passer avant tout les grands intérêts généraux de la Nation. »

Que le souci de ces « grands intérêts généraux » inspire aujourd'hui le gouvernement et ses conseillers! C'est notre souhait sincère.

*12 janvier 1913.*



## Les droits et le Droit

Le marchandage continue...

La guerre balkanique ayant brutalement et formellement posé la question d'Orient, — question européenne, — chacun des Etats intéressés, petit ou grand, met le maximum d'énergie à défendre ses propres intérêts, qui se trouvent toujours en opposition avec d'autres désirs ou d'autres droits. Et la volonté unanimement exprimée d'en arriver à un arrangement pacifique n'exclut ni les fermes attitudes, ni même l'intransigeance.

Aux droits anciens, conférés par l'Histoire, viennent s'adjoindre les droits nouvellement créés par les résultats de la guerre. Tout en prodiguant de part et d'autre des conseils officieux de prudence et de modération, les Puissances s'efforcent à supprimer, par de mutuelles concessions, les divergences de leurs politiques respectives. Et tandis que les grandes Nations se montrent réciproquement, avec des gestes courtois et des paroles amères, les formidables armements qu'elles entassent depuis quarante années, les délégués ottomans et balkaniques attendent la minute dernière pour faire leurs suprêmes concessions. Eux aussi s'appuient sur leurs

canons, sur leurs renforts, et, de chaque côté, les gouvernements invoquent l'Histoire, l'Opinion publique, et le Droit.

Le Droit?

Peut-être y a-t-il quelque courage à faire suivre d'un point d'interrogation ce mot si catégorique en apparence, mais si mal délimité lorsque l'on en cherche avec impartialité l'exacte définition.

La formule de Bismark, « la Force prime le Droit », est non seulement brutale, mais, surtout, elle est fausse.

La force ne prime pas le droit, elle l'opprime.

Toutes les Nations sont fondées sur des nécessités historiques qui réagissent diversement sous l'action des siècles; les unes s'effacent et les autres résistent. Mais il faut du temps pour établir cette différence... Ce que l'on croit être le Droit, *ce qui l'est momentanément*, peut ne plus l'être au bout d'un certain nombre d'années sans que l'on puisse dire que la notion intrinsèque de justice ait été entamée....

Lorsque, en 1814, à Vienne, le Tzar Alexandre disait à M. de Talleyrand: « les Convenances de l'Europe sont le Droit », il voulait exprimer, sous une forme concrète et saisissante, tout ce que cette idée de Droit contient de provisoire et de sujet à erreur, à revision future.

Et cette formule elle-même prouve à quel point le Droit est chose soumise à varier, puisque les paroles du Tzar Alexandre passent actuellement pour périmées et que nul diplomate, sans doute, ne les reprendrait aujourd'hui.

Le Droit, c'est en somme un *modus vivendi* plus ou moins stable, de durée plus ou moins longue, et qui se rapproche le plus possible de la Justice, tout

en tenant compte des engagements pris, des lois ethniques, des forces nouvelles, etc...

C'est, comme toutes choses humaines, un compromis, un contrat, le résultat d'un marchandage.

15 janvier 1913.



## Vers la Paix

Le gouvernement a communiqué samedi à la presse le texte de la note collective des Puissances, laquelle confirme en tous points les indications que le *Stamboul* a fournies dès samedi dernier sur la teneur de ce document.

La note possède toutes les précisions requises en ce qui concerne le principe adopté par les Puissances pour la solution de la crise.

Mais cette note, vu sa teneur incomplète quant aux bases du règlement de la question des îles de l'Archipel, laisse cependant une porte ouverte à de nouvelles négociations.

Même dans le cas où le gouvernement ottoman opposerait un refus aux propositions des Puissances, ce refus devant être motivé ne pourrait amener la reprise immédiate des hostilités et donnerait lieu à une reprise des pourparlers. Mais ce qui est plus important et digne d'être pris en considération, c'est que la remise de la note collective change complètement l'aspect de la question.

Le gouvernement ottoman ne se trouve plus depuis vendredi dernier devant la coalition balkanique, mais

bien en face d'un accord des six grandes Puissances européennes.

Le conseil des ministres a dû considérer la question de ce point de vue puisqu'estimant la gravité de la situation il semble hésiter à répondre aux Puissances avant de consulter à ce sujet la Nation entière. A cet effet, une grande Assemblée nationale va être convoquée.

L'*Agence Ottomane*, dans une note transmise hier soir aux journaux, annonce que cette Assemblée serait convoquée dès demain, mardi. Nos informations confirment ce renseignement. C'est assez dire que le gouvernement ottoman est décidé à faire toute diligence.

L'opinion publique ottomane qui avait accueilli défavorablement la note des Puissances, paraît cependant être très pacifique. Et l'on doit noter que, depuis samedi, des articles ont paru dans différents journaux turcs, concluant au prompt règlement de la crise balkanique.

L'impression dominante depuis quarante-huit heures semble donc en faveur de la paix.

20 janvier 1913.



## La Rupture ?

Le fait du jour semblait, ce matin encore, devoir être la réponse ottomane, toujours à l'étude, et c'est d'elle que nous allons parler lorsque nous parvint la première dépêche annonçant la volte-face inattendue des Alliés.

Rien ne faisait prévoir un tel coup de théâtre. Tout au contraire, il ressortait des dernières résolutions prises par les Coalisés qu'ils acceptaient, sur les conseils de l'Europe, d'attendre la réponse ottomane. Ils taxaient, à vrai dire, leur décision en annonçant que la Turquie devrait supporter les frais occasionnés par ce délai — et ceci créait un nouveau différend — mais, enfin, ils donnaient officiellement au ministère Mahmoud Chevket le temps de rédiger sa réponse aux puissances.

Cette attitude était logique. Un délai de quatre ou cinq jours n'est pas exagéré quand il s'agit d'un document aussi décisif que doit l'être la note responsive.

Et tous, nous attendions la réponse ottomane qui devait décider de l'avenir. Disputée à Londres pendant plusieurs semaines, la formidable partie se déplaçait, et tous les regards convergeaient à présent vers Constantinople, où les affaires du pays venaient de passer en de nouvelles mains.

Ce matin, l'intérêt se partage entre les deux capitales.

Il est, en effet, possible que la note de la Porte soit remise demain soir. Elle parviendra donc aux Puissances à peu près au moment où la lettre comminatoire des balkaniques sera remise aux délégués ottomans.

On est en droit de penser que les Alliés auraient pu se dispenser de leur tardive manifestation

Ils attendent depuis huit semaines, c'est vrai, et l'on conçoit que leurs gouvernements se réjouissent peu de voir se prolonger aussi longtemps un état de choses fort onéreux. Mais il ne faut pas oublier qu'ils ont accepté avec empressement —

trois d'entre eux du moins — la signature de l'armistice et l'ouverture des négociations de paix.

Leur impatience est très compréhensible; mais ce n'était pas au moment où la réponse ottomane allait être remise qu'il convenait de prendre la brusque résolution annoncée ce matin par les dépêches de Londres.

Non point qu'il faille s'exagérer le péril.

Arrivant à l'extrême limite du marchandage, les Alliés ont sans doute cru servir leur cause en adoptant une attitude intransigeante... C'est une « manœuvre de la dernière heure ».

Cependant, la situation ne se trouve pas améliorée par ces nouvelles à sensation.

Irions-nous à la rupture?

Cela n'est pas impossible. Une fois de plus, ce sera donc l'accord européen qui devra, en agissant sans retard des deux côtés à la fois, trouver les bases de nouvelles négociations.

D'ailleurs, tant que la note de la Porte n'aura pas été remise, il est à peu près impossible de présager l'avenir.

26 janvier 1913.



## Au Chevet de la Turquie

(*Un livre sincère*)

M. Stéphane Lauzanne vient de faire paraître sur la crise balkanique un livre dont la franchise touche à la rudesse et qui émouvra jusqu'à



l'angoisse. Le titre seul — *Au Chevet de la Turquie* — indique assez les intentions de l'auteur. Médecin-consultant, il s'est penché sur l'« homme malade », ainsi qu'une vieille et irrévérencieuse formule diplomatique désignait la Turquie, puis après examen, il a publié son diagnostic. Le titre est audacieux, le livre l'est davantage. C'est que M. Lauzanne, rédacteur en chef du *Matin*, n'a pas peur des mots qui marquent, de même que son journal n'a pas coutume de farder la vérité. C'est direct, presque brutal, mais c'est net, compréhensible et sincère. Ce n'est pas l'érudite et froide compilation d'un historien de Sorbonne, mais l'œuvre vivante d'un homme qui assista au formidable drame et qui sut en dégager les leçons. C'est écrit dans une langue claire, rapide, sans apprêts, atteignant souvent au grand style par le choix naturel des mots, la vigueur des images et l'énergie de la synthèse. En un mot, c'est du reportage, mais du reportage à la Saint-Simon; c'est le livre d'un journaliste, d'un vrai journaliste.

Le mot ne gênera pas M. Lauzanne; au contraire.

Il est du métier, comme on dit, et il s'en fait honneur. Parmi les gens dont la profession est d'écrire, d'écrire pour les journaux, il s'en trouve — assez nombreux — qui préfèrent s'entendre appeler écrivains, voire hommes de lettres. Ils ont tort, je pense...

Si les dons et la culture qui font un écrivain sont indispensables au journaliste, ils ne sauraient lui suffire à l'exclusion d'autres qualités. Il faut écrire bien, mais vite; il faut juger un homme d'Etat ou un événement historique dans le temps que l'on court au télégraphe; il faut saisir la pensée secrète des gens qui vous mentent; il faut faire

comprendre aux lecteurs les causes et les conséquences d'un fait tout en « abattant » ses quatre-vingts lignes à l'heure; il faut du coup d'œil, de la valeur morale, et du courage.

Aussi bien sont-ils très rares ceux qui réalisent ce type parfait du journaliste... M. Stéphane Lauzanne est de ceux-là.

Nous le savions, depuis des années, par ses articles. Son dernier livre en sera une preuve plus évidente encore.

Il est arrivé ici, à Constantinople, au lendemain de la déclaration de la guerre. J'étais sûr de son arrivée, à un ou deux jours près, car on connaît ses habitudes. Lorsqu'il va se passer en France ou en Europe quelque chose de réellement grand, M. Lauzanne est là, à l'heure voulue; il s'est envoyé lui-même en reportage, ni trop tôt, ni trop tard, et il s'acquitte de son devoir professionnel avec une conscience qui peut être proposée en exemple à bien des reporters; il ne gâche pas une minute; il regarde et il observe, il interroge et il écoute. En quelques jours, il aura vidé son sujet, il aura écrit tout ce qu'exige l'Actualité, patronne redoutable et chérie des journalistes.

Et c'est fini pour lui. Il passe à autre chose. Mais n'allez pas croire qu'il a utilisé toutes ses notes, qu'il a tout dit. Il sait trop bien qu'on ne fait pas un bon article lorsqu'on y déverse pêle-mêle tous ses matériaux...

Les explications, les reculs dans le passé, les échappées sur l'avenir, tout ce qui alourdirait l'article est par contre nécessaire au livre. Et tout cela se trouve en effet dans l'œuvre de M. Lauzanne, mais fondu, incorporé au récit digéré, si l'on ose ainsi dire... Tant d'historiens s'encombrent de notes, de

rappels et de textes arides que l'on doit être reconnaissant à celui-ci de n'avoir pas fait étalage de son savoir.

Malgré les qualités de composition et de style, le livre de M. Lauzanne ne sera pas, je le crains bien, du goût de tout le monde, à cause de sa sincérité même. *Au Chevet de la Turquie* enferme bien des pages dures; dures pour la Turquie, dures pour les Alliés, dures pour l'Allemagne, et même dures pour la France... « Le visage de la vérité est odieux aux hommes », a dit je ne sais plus quel misanthrope. Il y a du vrai dans cette phrase découragée, et c'est pourquoi *Au Chevet de la Turquie* soulèvera assurément des polémiques et des protestations... M. Lauzanne a voulu y répondre par avance :

« C'est le devoir — et l'honneur — de ceux qui tiennent une plume, écrit-il, d'apporter au public tous les documents, même ceux que parfois il préférerait ne pas connaître, même ceux qui souvent troublent les opinions admises... »

Le livre tient parole, *Au Chevet de la Turquie* ne sera pas du goût de tout le monde, mais tout le monde le lira, et tout le monde pourra y trouver son profit.

1<sup>er</sup> février 1913. \_\_\_\_\_



## La seconde partie de la réponse

Nos informations sont confirmées. Le texte de la Réponse ottomane est bien d'accord, en ses quatre points principaux, avec les renseignements parus

ici même hier matin et nous sommes heureux — pourquoi ne pas le dire ? — d'avoir pu donner à nos lecteurs la primeur d'un document de cette importance. Ainsi que nous l'annoncions, la Réponse ottomane peut être divisée en deux parties :

La première expose les concessions compatibles avec la dignité nationale de l'Empire.

La seconde, s'autorisant de la promesse faite par les Puissances d'aider l'Empire à mettre en valeur ses ressources naturelles, formule deux demandes.

C'est surtout cette seconde partie de la Réponse ottomane que nous désirons commenter aujourd'hui.

La première, en effet, est depuis longtemps connue : les concessions concernant Andrinople et les îles étaient inévitables ; tout gouvernement ottoman, quelles que fussent ses tendances, ne pouvait que tenir compte des résultats de la guerre, sans qu'il lui fut cependant possible d'abandonner Andrinople. Le sentiment national et la dignité patriotique s'y opposaient également. Et, sur ce point, il est juste de reconnaître que le cabinet Mahmoud Chevket pacha a su établir une formule très heureuse, puisqu'il sauvegarde la seconde capitale de la Turquie tout en donnant aux Alliés la preuve évidente de ses sentiments pacifiques.

Il en va de même pour les îles. Là encore, le texte de la Réponse, tout ensemble adroit et conciliant, se trouve d'accord avec le souci de la défense nationale.

Pourquoi faut-il que le gouvernement ottoman ait cru devoir ajouter, à cette première partie de sa Réponse, les deux derniers paragraphes concernant les douanes et l'abrogation des capitulations ?

L'Europe a formellement promis à l'Empire ottoman le concours de son expérience et de ses ca-

pitaux pour « réparer les maux de la guerre et mettre en valeur les ressources naturelles de l'Empire. »

Tout continue à démontrer que les Puissances auront à cœur de tenir cette promesse. D'abord parce qu'elles l'ont faite solennellement, et après un accord préalable; ensuite, parce qu'elles ont en Turquie des intérêts considérables, étroitement liés à la future prospérité de l'Empire, et dont l'avenir dépend de la bonne marche des affaires turques.

Mais ces intérêts européens sont basés sur des lois fort anciennes, sur des privilèges accordés précisément en échange d'une aide morale et matérielle, et c'est au moment où cette aide va devenir le plus efficace que le gouvernement ottoman demande la suppression des privilèges!

Ah! Je sais bien que ce régime de faveur concédé aux étrangers ne peut pas être agréable à ce gouvernement profondément imbu de patriotisme, et, de ce point de vue, nous reconnaissons bien volontiers que ce serait une grande satisfaction morale pour le gouvernement ottoman que de voir les puissances ratifier sa demande.

Mais est-ce possible? Est-ce possible, tout au moins, dans l'état actuel des choses? Sincèrement, nous ne le pensons pas, et nous le disons aussi franchement que nous le pensons. Ceci n'est plus du ressort de la seule diplomatie. Tout un ensemble de faits économiques est soulevé par la demande turque et ce sont précisément les intérêts matériels du pays qui seraient les premiers à en souffrir.

Pour être féconde et durable, l'œuvre de régénération ne doit pas commencer par un bouleversement des usages établis, des lois actuelles. Au contraire, elle doit conserver ces anciennes bases au-

tant qu'il le faudra pour qu'un résultat vraiment positif soit obtenu. Alors, oui, mais seulement alors, il sera loisible d'étudier dans quelle mesure l'historique régime des Capitulations peut être modifié.

Pour le moment, ces modifications iraient, avon-nous déjà dit, directement à l'encontre des intérêts ottomans.

2 février 1913.

5

## Sextuple-Entente

Au vent des premiers obus, en octobre dernier, les armoires des chancelleries tremblèrent et s'ouvrirent, laissant échapper de leurs cartons tant d'espoirs et de projets, tant de réalités et de chimères, tant de litiges et de traités que l'Europe diplomatique en béa d'étonnement. Ce n'était pas que de bien gros secrets eussent du coup surgi de l'ombre... le jeu politique est trop serré et trop surveillé pour laisser place à des combinaisons vraiment inattendues; mais chacune des Puissances s'inquiétait de voir les autres brandir, en même temps qu'elle-même, tous ces « droits » et toutes ces ambitions.

Il y eut un flottement sérieux; on s'observa, on se mit sur la défensive et l'on pût croire arrivée la date de la grande guerre. Et puis... comme personne ne se souciait, en définitive, de provoquer la ruine de l'Europe pour le plus grand profit des Amériques, et comme, fort heureusement, la France était prête, les choses se tassèrent. Après que les deux systèmes d'alliance se furent bien mesurés

du regard, on entra sincèrement dans la période des concessions réciproques; l'accord européen s'établit.

Naturellement, on n'y crut pas. C'était trop beau, c'était trop rare... ce bloc cachait des surprises... il allait se rompre, faire explosion, et gare à ceux qui en recevraient les éclats... Le concert européen? Soyez sérieux, mon ami; racontez cela aux enfants! Bref, l'on écrivit et l'on dit tout ce que l'on peut écrire et dire pour montrer que l'on n'est pas dupe de ces finauds de diplomates...

Or, les diplomates étaient sincères. Peut-être l'étaient-ils parce qu'ils avaient eu peur, aux premiers jours, alors que le spectre de la guerre présidait leurs délibérations, mais enfin, ils l'étaient : l'accord des Puissances existe. Il persiste, même, et il persistera, selon toute probabilité, jusqu'à ce qu'il ait donné les résultats qui sont sa raison d'être.

Nous avons plus d'une fois signalé ici la solidité de cet accord. La seule après-midi d'hier nous en apporte, toutes fraîches, trois nouvelles preuves.

La première :

« Berlin, 1<sup>er</sup> février.

« Les journaux attribuent une grande importance à la lettre autographe adressée par François-Joseph au Tsar et qui sera remise par le prince de Hohenlohe.

« Depuis 1909 les relations directes étaient suspendues entre les cours de Vienne et de Pétersbourg. — (*Ag. Ott.*)

J'ignorais, je l'avoue, et peut-être quelques lecteurs se trouvaient-ils dans mon cas, que les relations directes fussent suspendues entre les Romanoff et les Habsbourg... — ces familles régnantes sont si fermées! Toutefois, la « brouille » en ques-

tion n'a rien de surprenant pour qui veut se souvenir des premiers mois de 1909.

Du jour où Bismarck, d'un geste prophétique et fallacieux, indiqua aux Autrichiens la route de Salonique, la Russie surveilla étroitement l'Empire dualiste, que l'archiduc François-Ferdinand, penché sur les Slaves du Sud, rêvait naguère, et rêve encore peut-être, de rendre un jour « trialiste ».

L'accord austro-russe de 1897, établi à Pétersbourg par l'empereur François-Joseph, n'accorde en somme à l'Autriche que des droits éventuels sur la Bosnie-Herzégovine. En 1903, le traité de Muerztteg confirme ces droits éventuels et reconnaît le fait acquis, mais ne précise pas l'avenir. Même indécision dans l'entretien de septembre 1908 entre M. Isvolsky et le comte (alors baron) d'Aehrenthal, assisté du comte Berchtold. Aussi, l'annexion, opérée *manu militari*, soulève-t-elle en Russie une irritation très vive. Appuyé sur l'opinion publique de son pays et soutenu par son souverain, M. Isvolsky s'engage à fond. C'est ce moment qu'attend l'Autriche; à son secours, elle appelle alors sa puissante voisine de l'ouest. Guillaume II, fidèle à la parole donnée, fidèle aussi à son goût pour les gestes théâtraux, entre brusquement « par le fond » sur la scène diplomatique et, soulevant le rideau, il montre son armée.

Le geste réussit; la Russie céda. Mais on conçoit qu'elle pouvait garder rancune à l'Autriche de lui avoir joué ce mauvais tour. Et tout dernièrement, — ceci reste présent dans toutes les mémoires — la querelle n'a-t-elle pas repris, menaçant de dégénérer en une formidable mêlée du Slavisme contre le Germanisme? La « brouille » était bien justifiée. Elle prend fin. Pourquoi?

Que ce grand combat de races soit clos, nul ne saurait le croire; la lutte recommencera quelque jour... Mais, *pour le moment*, on veut oublier. La lettre de François-Joseph au Tsar marque une ardente volonté d'écarter les fâcheux souvenirs et les sombres présages. Elle est un gage donné publiquement à l'accord européen.

Et puisque nous en sommes à l'Autriche, quels sont donc actuellement ses rapports avec l'Italie? Quel est le ton des journaux? Il n'y a pas si longtemps, on sait à quelle acuité atteignit la polémique soulevée par la question de l'Adriatique... La *Danzer's Armee Zeitung*, grand journal militaire de Vienne, ne se gênait pas alors pour classer l'Italie parmi les « ennemis » de l'Autriche. C'est fini. On reprendra la discussion plus tard, à propos de l'Albanie. Pour le moment, l'Italie, elle aussi, se réserve. Elle fait partie de l'accord européen.

Passons à l'Allemagne. Voici un ton qui nous vient justement de Berlin, par Londres :

Londres, 1<sup>er</sup> février.

« De l'Agence Reuter : « Ce soir, à l'occasion de la fête de l'empereur Guillaume, le prince Lichnovsky, ambassadeur d'Allemagne, a prononcé un discours relevant la tendance du Kaiser d'entretenir des relations d'amitié avec « le puissant peuple insulaire anglais, proche parent du peuple allemand ». Ces relations d'amitié se sont affirmées surtout ces derniers mois entre les deux gouvernements, en présence du devoir d'agir en faveur du maintien de la paix européenne.

« D'accord avec ses alliés, l'Allemagne, ainsi que le gouvernement britannique intimement lié avec les autres grandes puissances, continuent de s'ef-

forcer d'amener la solution des problèmes surgis.

« On peut donc espérer que la conférence des ambassadeurs de Londres fera ses preuves au — à l'avenir, en vue du maintien de la paix européenne.

« On s'efforce, a ajouté l'ambassadeur d'Allemagne, « de recommander la modération aux Etats respectifs « pour éviter une nouvelle effusion de sang ». — (Ag. C.).

C'est très net. Depuis quelque temps, l'Allemagne a montré qu'elle s'engageait loyalement dans l'accord européen dont l'initiative revient, on le sait, à M. Poincaré. Les paroles de l'ambassadeur allemand à Londres faisant intervenir directement la personnalité du kaiser, on peut supposer sans hardiesse que la Wilhelmstrasse en connut et en approuva la teneur avant les invités du prince Lichnowsky. C'est le gouvernement allemand qui parlait par la bouche de son ambassadeur, c'est la politique présente de Guillaume II et de ses ministres qui vient d'être exposée publiquement en termes si flatteurs pour l'Angleterre.

Est-ce à dire que la rivalité anglo-allemande n'existe plus? Ceci n'entre dans l'esprit de personne. Cette rivalité, commerciale et maritime, prend chaque année une forme plus aiguë, plus menaçante, plus onéreuse... Mais il convient présentement de l'oublier, parce que l'accord européen est nécessaire.

Troisièmement :

« Londres, 1<sup>er</sup> février.

« M. Paul Cambon, ambassadeur de France, a insisté auprès de M. Daneff sur l'intérêt qu'il y a à ne pas brusquer les événements et à profiter du ton conciliant de la note turque.

« M. Daneff a répondu qu'il était désireux de

voir la paix conclue mais qu'il ne pense pas qu'une reprise des hostilités puisse compromettre la conclusion de la paix. — (Ag. Ott.). »

J'espère que nos confrères ottomans feront comme nous, qu'ils voudront tirer un peu ce télégramme à la lumière. Ils ont reproché à la France de soutenir les Alliés, de les encourager à toutes les injustices...

Or, voici qu'un ambassadeur fait savoir aux journaux qu'il vient d'*insister* auprès du premier délégué bulgare en lui signalant le ton conciliant de la Note turque, et, justement, c'est l'ambassadeur de France qui s'emploie à modérer ainsi les exigences des Balkaniques ! Ceci mérite d'être souligné, car on pense bien que M. Paul Cambon n'eût point rendu publics ses conseils à M. Daneff, s'il n'avait été pleinement d'accord avec le Quai d'Orsay.

Et si l'on rapproche maintenant de cette entrevue Paul Cambon-Daneff, la démarche faite, — le même jour et dans le même sens, — par le ministre d'Allemagne à Sofia, on comprendra que la France et l'Allemagne, elles aussi, sont momentanément d'accord.

Jamais, assurément, la France n'a moins oublié, et l'Allemagne le sait. Mais il y a un accord européen.

Plus que tout, cette coopération franco-allemande démontre l'existence — provisoire, c'est vrai — mais certaine, d'une Sextuple-Entente destinée à éviter une conflagration générale et à instaurer un stable équilibre balkanique.

Après... Après... on verra. Ce sera déjà très beau d'en arriver à ces deux résultats.

3 février 1913.

## La question de Silistrie

(*Bulgarie et Roumanie*)

Le prince Eitel-Frédéric de Prusse vient d'arriver à Bucarest où de grandes réjouissances seront données pour célébrer sa visite qui coïncide avec le baptême du petit prince Mirçéa.

On assure que le voyage du prince Eitel-Frédéric n'a pas de but diplomatique; il ne faut y voir que le déplacement très cordial d'un proche parent, heureux d'assister à une fête de famille.

C'est en effet un petit-cousin de l'empereur Guillaume, qui vient de naître en Roumanie; son père, l'héritier présomptif du trône, se nomme Ferdinand von Hohenzollern, et son grand-oncle, celui que l'on appelle le roi Carol, fut d'abord Karl von Hohenzollern, capitaine aux Uhlans prussiens.

De son premier état, et surtout de sa lignée féodale, le roi Charles de Roumanie a gardé le goût et le sens des choses militaires. Prince allemand régnant sur un peuple latin, il a consacré ses premiers efforts à l'organisation d'une armée solide, et il y réussit, puisque cette armée lui permit de tirer d'affaire les Russes empêtrés à Plevna, en 1877.

On sait que la Roumanie n'obtint pas tout ce qu'elle attendait de ce fait d'armes. Si elle y gagna la Dobroudja, elle y perdit la Bessarabie, et elle souffre encore, quoi qu'en puissent dire officiellement ses diplomates, de la profonde blessure causée par cette amputation à son amour-propre national. Par sympathie, la France s'efforça de calmer cette douleur

en étendant le plus possible la compensation danubienne; pendant le Congrès de Berlin, M. Waddington, premier plénipotentiaire français, luttait vivement contre Bismark et Gortchakoff pour obtenir aux Roumains une extension de territoire. M. Waddington demandait même qu'on leur accordât Silistrie. La Russie et l'Allemagne s'y opposèrent formellement.

« L'attitude hostile de la Russie ne m'étonne pas, écrivait le roi Charles (1); je préfère l'avoir comme adversaire que comme tutrice. Mais la conduite de l'Allemagne m'offense profondément. »

Que l'attitude de son puissant cousin l'offensât ou non, le roi Charles dut se convaincre que la politique passe avant les liens du sang, et Silistrie — installée contre sa nouvelle frontière — resta aux mains des Bulgares.

Depuis cette époque, depuis plus de trente ans, Silistrie n'a pas cessé de figurer dans la carte de la « plus grande Roumanie ». Cette « plus grande Roumanie », idéalement basée sur le principe des nationalités, comporte bien d'autres territoires, et nous aurons certainement l'occasion de revenir là-dessus. Pour aujourd'hui, « sérieux » les questions et tenons-nous-en à l'actuel conflit bulgaro-roumain, à l'affaire de Silistrie.

Voilà des semaines que la discussion est ouverte... Des ministres roumains en ont parlé en termes contradictoires; tantôt on annonce que l'accord est terminé et tantôt que rien n'est fait. Tout dernièrement, le Grand-Vézir, dans une déclaration publique, laissait nettement percer sa conviction que

(1) *Mémoires* du roi de Roumanie, cités par M. René Pinon dans son excellent ouvrage *L'Europe et la Jeune-Turquie*.

Bulgares et Roumains s'arrangeraient à l'amiable. C'est là, en effet, l'hypothèse généralement admise...

En attendant, les choses restent en l'état, et la question de Silistrie n'est pas tranchée.

Les Roumains tiennent bon. Ne pouvant rien contre les Russes, les latins du Danube se sont accoutumés, sans oublier pour cela la Bessarabie, à tourner leurs regards vers le Sud, vers la prolongation naturelle de cette Dobroudja qu'ils ont rendue productive par l'ouverture du port de Constantza et par le travail méthodique de la terre.

A présent qu'ils l'ont fécondée, la plaine méridionale leur est chère, et ce n'est pas sans inquiétude qu'ils voient se dresser devant eux la forteresse de Silistrie, la « sentinelle bulgare qui doit devenir, nous disait M. Philippescu, la sentinelle roumaine. »

C'est d'ailleurs pour cette même raison stratégique que les Bulgares tiennent tant à conserver Silistrie. La Roumanie est un pays naturellement prospère, et l'énergique prévoyance du roi Charles l'a transformée en un pays vraiment riche, qui inscrit chaque année à ses budgets de l'Agriculture et du Commerce des excédents de recettes fort appréciables. Les Bulgares, eux, n'ont, ou à peu près, qu'un seul budget: celui de la Guerre. De tels contrastes peuvent toujours devenir dangereux, lorsqu'on voisine d'aussi près... Aussi, attache-t-on, de part et d'autre, une importance capitale à la possession de la forteresse-frontière.

Le *Temps* disait l'autre jour: l'affaire bulgaro-roumaine peut devenir « le gros point noir » de l'horizon politique. C'est exact. Entre tant de questions proposées par la crise balkanique à l'attention de l'Europe, l'affaire de Silistrie reste l'une des

plus sérieuses. Nous venons de voir qu'il est actuellement difficile d'en présager le règlement avec quelque précision.

Les Roumains se contenteront-ils, comme l'indiquait hier une dépêche de Bucarest, du démantèlement de la ville? C'est possible, car Silistrie sans ses forts n'est plus la sentinelle redoutée... Silistrie-forteresse ferme la Dobroudja. Silistrie démantelée n'est qu'un pâté de maisons dont la possession devient secondaire...

Quoi qu'il arrive, il va falloir que quelqu'un cède...

Rien ne laisse à prévoir que ce quelqu'un doive être le roi Carol.

4 février 1913.



## L'Europe et la Guerre

Andrinople, Gallipoli, Tchataldja.

Ces trois points stratégiques, sur qui se concentre aujourd'hui l'attention universelle, il est aisé de les relier entre eux par trois lignes idéales pour obtenir un triangle allongé dont la pointe menace Constantinople. Cette pointe, déjà, s'est émoussée contre les fortifications d'Hademkeuy. L'ennemi a subi là une rude défaite, et il hésite à renouveler son attaque... L'un des rares correspondants de guerre qui parvinrent à suivre les armées bulgares jusqu'à la bataille de Tchataldja, nous disait à ce propos, il y a trois jours:

— Il faut que les Bulgares consentent d'avance à perdre soixante mille hommes, s'ils veulent forcer

les lignes d'Hademkeuy... et malgré un tel sacrifice, l'issue de la bataille resterait douteuse! On peut dire que cette position est imprenable ». Aussi, n'est-ce point par Tchataldja que les Coalisés ont recommencé la guerre. Tout leur effort s'est porté sur Andrinople, au nord; sur Gallipoli, au sud.

Il n'est même pas besoin de consulter une carte pour comprendre leur tactique. Aucune autre n'était possible; aucune autre n'avait de raison d'être.

Mais comment ces attaques vont-elles réagir sur l'ensemble de la situation? C'est la première réflexion qui vienne à l'esprit, la première question qui se pose... Il faudrait, pour y répondre, savoir exactement ce que furent les combats livrés dans la région de Gallipoli, et dans quel état se trouve Andrinople. Les deux renseignements manquent à la fois, et nous en sommes réduits aux conjectures... C'est gênant, car le jeu de l'hypothèse est ingrat, et la logique des faits vient souvent contredire celle du raisonnement. Cependant, des quelques informations sûres que nous avons reçues, il semble se dégager une impression favorable aux armées ottomanes. Nous les signalons dans l'espoir d'en obtenir bientôt confirmation.

Et maintenant, laissons les faits de guerre pour envisager rapidement la situation extérieure. A ne considérer que les grandes Puissances, rien n'est changé. L'accord européen subsiste; les gouvernements multiplient les témoignages de bonne harmonie et d'entente. Quelques-uns s'étonnent cependant que les effets de cet accord ne soient pas plus évidents et l'on commence à dire: les Puissances sont d'accord, c'est exact, mais pour en arriver là, il a fallu que chacun fasse tant de concessions qu'elles

ne s'accordèrent en fin de compte que sur un programme minimum, sur une politique d'attente...

Eh! oui; il y a du vrai là-dedans. Mais ce n'est pas plus mal. En se neutralisant mutuellement, les Puissances ont écarté le risque d'une guerre européenne, ce qui était le principal but de leur accord. On lira plus loin l'essentiel d'un curieux article traduit de l'*English Review* dans lequel l'auteur redoute, pour 1913, un bouleversement général des systèmes d'alliance européens. Nous ne partageons pas sur ce point les idées du journaliste anglais. Mais, par contre, nous sommes tout près de lui quand il expose les craintes que lui donnent « la turbulence et l'agitation » des Etats balkaniques.

C'est bien plutôt de ce côté que doit se diriger, et que se dirige assurément, l'attention des Chancelleries. Coalisés contre la Turquie, les Balkaniques parviendront-ils, après la guerre, à maintenir leur alliance? Ne seront-ils pas tentés de chercher séparément un appui auprès de telle ou telle Puissance, dans le but d'obtenir davantage que le voisin? C'est à ce moment que l'effet de l'accord européen se fera sentir heureusement.

Après la guerre, le rôle de l'Europe ne sera pas terminé. C'est en vue de ce rôle futur que l'accord européen s'est fait.

Pour le moment, les Puissances sont spectatrices. La guerre a recommencé et les belligérants jouent la seconde manche. L'Europe interviendra lorsque des résultats positifs auront été obtenus. Il est impossible de rien prévoir, car tout vient d'être remis en cause. De l'issue de la nouvelle guerre dépendra le règlement de l'affaire balkanique.

4 février 1913.

## La Roumanie et l'Autriche

A propos de Silistrie et du différend bulgaro-roumain, nous signalions en passant les velléités d'expansion territoriale qui forment l'une des bases de la politique roumaine; non point à vrai dire que la Roumanie avoue officiellement ses visées et ses désirs, mais ses hommes politiques ne négligent pas d'entretenir à l'intérieur du pays cet idéal d'une « plus grande Roumanie », englobant toutes les « Roumanies non-rachetées » de Russie, d'Autriche-Hongrie et de Macédoine.

C'est du côté de l'Autriche, du côté de la Transylvanie et de la Bucovine que la propagande Roumaine a surtout dirigé ses efforts.

Trois millions de Roumains vivent sous la domination hongroise depuis un temps assez court; ils n'ont pas encore oublié que, jusqu'en 1867, ils jouissaient d'une sorte d'autonomie, contrôlée, il est vrai, par l'Autriche. Ils savent que les Roumains de Roumanie sont leurs frères, et dans ces régions où les races se recherchent par-dessus les frontières, une lutte sourde est engagée depuis près de cinquante ans entre les Transylvaniens et les Hongrois.

On conçoit que la Roumanie encourage ces revendications, mais on comprend également qu'elle ne saurait donner à sa propagande le moindre caractère officiel.

Il y a là une fiction admise par tout le monde et qui est assez divertissante à examiner de près. Ni le roi Carol, ni ses ministres n'ont jamais encouragé, même d'un mot, même d'un geste, « les frères séparés ». Mais... la presse roumaine se charge pour

eux de ce travail avec un zèle tenace. Ni l'empereur et roi François-Joseph, pas plus que ses ministres n'ont jamais officiellement suspecté l'attitude du gouvernement roumain en cette affaire... Mais les journaux de Vienne, surtout ceux de Budapest, en parlent continuellement, et sur un ton qui passe quelquefois les limites d'une courtoise polémique.

Chaque fois qu'aux Délégations, un député hongrois interpelle le ministre des affaires étrangères, celui-ci répond infailliblement que la « parfaite correction » du gouvernement roumain est évidente. Et l'incident en reste là. Seulement, le lendemain, on trouve infailliblement dans telle ou telle feuille politique un article et des révélations sur la propagande roumaine. Rien ne vaudra, ici, une citation pour montrer à la fois comment s'exerce la propagande roumaine et comment la presse austro-hongroise l'accueille et la commente: « Tout le système de l'enseignement en Roumanie, écrivait à ce propos le *Budapesti Hirlap*, repose sur l'*irréductibilité le plus éhonté*. Le gouvernement roumain distingue officiellement, sur les cartes géographiques admises dans les écoles, deux sortes de Roumanie: la Roumanie libre, et la Roumanie asservie.

« Voici la division géographique enseignée officiellement en Roumanie depuis les écoles primaires des villages jusqu'au programme des examens universitaires :

« I. *Roumanie libre*: 131 353 kilomètres carrés; 6 000 000 d'habitants.

« II. *Roumanie asservie*: 1) Transylvanie (comitats hongrois) 57 224 kilomètres carrés; 2 500 000 habitants; 2) Banat (comitats hongrois de Temes, de Torontal et de K. Szorény) 28 507 kilomètres carrés; 1 500 000 habitants; 3) Crisinia (comitats hongrois

de Sizlagy, Hajdu, Bihar, Békès, Arad et Csanad) 29 260 kilomètres carrés; 1 800 000 habitants; 4) Maromures (comitats hongrois de Maramaros, Szatmar, Ugocsa, Szabolcs: 21 285 kilomètres carrés; 1 050 000 habitants); 5) Bucovina (province autrichienne) 10 450 kilomètres carrés; 730 000 habitants; 6) Besarabie (province russe) 20 000 kilomètres carrés; 1 500 000 habitants; en tout pour la Dacoroumanie 298 659 kilomètres carrés, 15 000 000 d'habitants.

« Le tableau est édifiant pour le comte d'Aerenthal, n'est-ce pas? Nous dirons plus: l'année dernière, un concours fut ouvert en Roumanie, parmi les instituteurs, pour répandre dans les villages certaines connaissances générales; dans le questionnaire officiel figuraient deux points: le peuple sait-il quelque chose des Roumains asservis? quel est le pays étranger qu'il déteste? Le si correct gouvernement roumain s'est bien gardé de communiquer les réponses à l'Autriche-Hongrie. »

La citation est un peu longue, mais significative.

Et il est bien certain que même si la propagande roumaine est conduite en dehors du gouvernement, elle est assez visible, assez étendue, assez efficace, pour autoriser l'Autriche-Hongrie à faire au roi Carol des représentations.

Or, ces représentations, on ne les fait pas; l'Autriche continue à soutenir la fiction établie entre elle et la Roumanie officielle: « ce sont là affaires de presse et non point politiques! » Et si le ministre d'Autriche en parle à Bucarest, c'est avec de grands ménagements.

La volonté marquée par l'Autriche d'ignorer un mouvement populaire assez profond et qui peut devenir dangereux peut paraître, au premier abord, singulière; mais si l'on en recherche les raisons,

on s'aperçoit vite que l'empire des Habsbourg suit une politique prudente en faisant la sourde oreille.

Elle pense, sans doute, que la Roumanie est un pays trop riche pour vouloir sérieusement une guerre; elle sait aussi que, vis-à-vis de la Triplice, le roi Carol n'a pas les mains libres, et que, par conséquent, toute cette propagande a fort peu de chances d'aboutir à un résultat positif. Et de fait, cette politique de propagande semble surtout destinée à satisfaire le patriotisme des Roumains de Roumanie. Voilà pourquoi l'Autriche est tranquille et pourquoi elle laisse faire.

Du jour où l'ensemble de la situation européenne viendra à se modifier, à la suite d'un grave événement survenu en Autriche-Hongrie, on peut être assuré que la Monarchie dualiste cessera d'ignorer la propagande roumaine...

Mais qui peut dire si, alors, il ne sera pas trop tard ?

6 février 1913.

## A Londres

Un à un, les délégués ont quitté Londres; les Balkaniques sont partis en grand fracas, suivis de journalistes et de photographes, donnant une dernière interview et prenant une pose suprême à la portière du wagon. Les délégués turcs s'en sont allés avec une dignité très mesurée, un peu trop silencieuse peut-être... Et la parole, pour la seconde fois, fut au canon. Avec cette admirable faculté d'oubli

qui la caractérise et dont la course aux nouvelles lui a fait une loi, la grande presse d'information se détourna aussitôt de Londres et n'eut d'yeux et d'oreilles, depuis lundi soir, que pour Andrinople, les Dardanelles et Tchataldja.

Il est cependant resté en Angleterre quelques personnes d'importance qu'il ne convient pas de dédaigner. Dans les grandes salles de Saint-James, six hommes sont demeurés qui continuent à tenir régulièrement séance, qui persévèrent dans leur mission, qui travaillent en vue de la concorde, tandis que les canons en batterie déchirent l'air de leurs salves simultanées.

Les journaux, — donc le public, — les avaient oubliés, ces diplomates qui s'obstinent à parler de la paix. A peine le télégraphe consent-il à signaler leur existence en trois lignes incolores. Pour un peu, on serait tenté de faire passer la dépêche aux faits-divers.

L'erreur serait lourde. Que l'on s'occupe d'eux ou non, les Ambassadeurs réunis à Londres continuent à jouer un rôle important dans le drame balkanique. Le public ne les voit pas, parce qu'ils sont dans la coulisse, mais les premiers rôles, ceux qui tiennent la scène, les sentent derrière eux, attentifs à leurs gestes.

On ne saurait dire qu'ils sont les arbitres de la sanglante tragédie puisque leur juridiction a été repoussée... et pourtant! il viendra bien un jour que le canon se laira de nouveau; il viendra bien un jour que les délégués reprendront le chemin de Londres... Ce jour-là on comprendra pourquoi les ambassadeurs sont restés à Saint-James. D'avance, ils auront envisagé toutes les possibilités, ils auront pesé les arguments de toutes sortes... Par leurs soins,

la reprise des négociations sera préparée; grâce à leurs travaux préliminaires, les trop grosses surprises se trouveront écartées. Ils auront contribué à maintenir l'accord européen, sans lequel la paix balkanique est impossible.

Mais allez donc parler de la paix en ce moment! Parlez donc de négociations alors que jamais la lutte ne fut plus dure, plus sauvage! Alors que les Ottomans accomplissent, avec une sorte de joie terrible, le sacrifice suprême qui doit réparer le désastre ou, tout au moins, sauver leur honneur de soldats, venez donc parler de remplacer l'épée par un porte-plume et les fusillades par des discours.

Laissons donc les Ambassadeurs de Londres à leur retraite silencieuse. Que les fracas des batailles couvrent leurs sages propos! Plus la clameur de la guerre sera violente, plus lorsqu'elle cessera le silence sera grand. Alors les diplomates pourront parler et se faire entendre sans élever la voix, — ce qui est excellent pour prononcer des paroles équitables.

8 février 1913.



## Réorganisation administrative et hygiénique de Constantinople

« Je comprends bien, m'écrit « un lecteur », que la crise actuelle vous incite à parler exclusivement de politique. Mais cependant il doit y avoir à Constantinople d'autres sujets de grande actualité. La politique absorbe tout. N'est-ce pas excessif?... »

Voilà quelque temps déjà que je désirais aborder la question de l'hygiène et de la propreté publiques à Constantinople. La lettre de notre ami lecteur m'a décidé. Nous commencerons aujourd'hui, si vous le voulez bien.

Depuis quatre ou cinq semaines, les rues de Constantinople sont propres; c'est un fait. Nous ne disons pas qu'elles sont d'une propreté absolue; ce serait inexact, surtout pour certaines voies des faubourgs; mais tout de même, le progrès est évident; la réputation de saleté que les guides font à Péra et à Stamboul est, dès maintenant, injustifiée.

Ce progrès que tout le monde a constaté, quelles en sont les causes, et, surtout, durera-t-il? Sera-t-il suivi d'autres réformes? Le public tout entier souhaite d'être exactement renseigné là-dessus; dans cette grande ville de douze cent mille habitants, il n'est personne — propriétaire, locataire, commerçant, habitant ou touriste — qui ne soit directement intéressé par ces questions.

C'est pourquoi nous sommes allés les poser, celles-ci et d'autres, à S. E. Djémil pacha, préfet de Constantinople.

Neus voici, à Stamboul, dans son vaste et clair bureau.

— Prenez place, Monsieur, je vous prie.

Le geste est sobre; le visage est à la fois réfléchi et souriant; une moustache grise; un regard droit et attentif derrière le lorgnon: c'est le Dr Djémil pacha. Il m'écoute, puis lorsque le but de ma visite est exposé, le Préfet parle, posément, doucement; et ses premiers mots sont:

— Procédons par ordre, n'est-ce pas?

L'on sent que ce doit être pour notre éminent interlocuteur une règle absolue de ne rien commencer

sans méthode, sans avoir envisagé tous les aspects de l'entreprise; notre Préfet est un réformateur qui n'a pas peur des nouveautés, et que les grandes conceptions séduisent, mais il est en même temps un homme positif et pratique qui n'aventurera un pied, comme on dit, que si l'autre est solidement posé en terre ferme. Sans doute est-ce aux études scientifiques que le Préfet doit ce sens des réalités, qui manque parfois à d'autres dont la culture est exclusivement littéraire.

— Vous vous souvenez, dit-il en souriant, que l'on a ri, lorsque je fus nommé à ces fonctions... Un chirurgien, Préfet de la Ville... Il allait l'éventrer, en trancher les artères, etc... J'ai été le premier à m'amuser de ces mots innocents.

La vérité c'est qu'en acceptant ce poste, j'avais un plan. Et je ne suis venu ici qu'à la condition d'avoir les mains libres. Tout d'abord, il convenait de modifier la loi régissant les services urbains. Vous savez que, depuis trente-cinq ans, Constantinople était administrée par vingt préfets dont chacun était entouré de douze conseillers municipaux, choisis parmi la population de chaque cercle et élu par elle. Ainsi, l'autorité se trouvait morcelée, fragmentée jusqu'à l'émiettement.

Ces vingt arrondissements s'ignoraient entre eux, et tendaient de plus en plus vers l'autonomie. Il était impossible, avec cette organisation, d'appliquer la plus petite mesure d'ensemble.

La première chose à faire, la première dont je me sois occupé fut d'arriver à l'abrogation de cette loi. Par Firman de S. M. I. le Sultan, j'obtins la promulgation d'une loi provisoire divisant la ville en neuf cercles; vous les connaissez: Bayazid, Fatih, Péra, Yénikeuy, Anatol-Hissar, Scutari, Cadikeuy, Iles

des Princes et Makrikeuy. Chacun de ces cercles se trouve sous l'autorité d'un maire relevant directement de la Préfecture, ainsi que des conseillers étrangers et des inspecteurs que j'ai attaché aux divers services de la Ville.

Une seconde réforme s'imposait: la réduction de la « paperasserie »: Oui, en six mois, j'ai signé *soixante-dix mille* morceaux de papiers de toutes couleurs et de tous formats! Que de choses inutiles dans cet amoncellement de notes et de rapports! Ah! il n'y a pas qu'en France qu'existe M. Lebreau! Je l'ai remis à sa place, et ça n'en va que mieux.

Ces deux premières modifications accomplies, — elles étaient indispensables — je suis allé au plus pressé: la propreté des rues, la facilité de circulation et d'hygiène publique. Là, point de grands projets, point de chimères d'avenir; il s'agissait simplement de balayer. Nous n'avons pas élu un système unique; à chaque sorte de rue convient un genre de nettoyage différent. Pour les grandes voies, nous allons avoir, dans quelques jours, une arroseuse et une balayeuse automobiles; pour les petites rues et les ruelles, le balai et la brouette, sans plus; et vous voyez que cela va; cela tient simplement, — oh! tout simplement! — à ce que les balayeurs travaillent, parce qu'ils se savent surveillés.

De même, en ce qui concerne les ordures ménagères, cette fâcheuse manie du « tout à la rue », j'avais à ma disposition une loi toute prête, qui me permet d'infliger des amendes; je l'applique et elle rapporte quotidiennement à la Ville, par amendes de vingt-cinq piastres, une somme de mille à douze cents francs par jour... On continuera à l'appliquer, vous pouvez le dire..

Sans doute, tout ceci va modifier quelques vieilles habitudes, mais nous y gagnerons tous; nous aurons une ville nette et saine...

Cependant, il est utile, à côté de ces réformes immédiates, d'entreprendre des travaux de plus longue haleine: les plus longs et les plus importants, — nécessaires à mon avis, — sont ceux des égouts...

J'étais venu chez le Préfet pour une interview, mais à mesure que Djémil pacha parlait, avec cette précision, cette fermeté que donnent les idées mûrement réfléchies, je voyais bien que le cadre d'un seul article craquait, qu'il s'agissait d'une série de réformes impossible à exposer en une seule fois, et puisque le Préfet voulait bien nous faire part de ses plans, des résultats acquis, des projets à réaliser, nous pensions qu'il y avait là matière à une série de chapitres des plus intéressants.

Bientôt, donc, avec l'autorisation de S. E. Djémil pacha, et grâce aux renseignements qu'il nous a donnés, grâce à ceux qu'il a bien voulu nous promettre de nous fournir encore, nous étudierons, à cette place, les différentes questions municipales dont tous les habitants de Constantinople attendent depuis longtemps la solution.

*10 février 1913.*



## La Mission de Hakki Pacha

Le départ de Hakki pacha est abondamment commenté; diversement aussi. Pour les uns, le voyage de l'ancien grand-vézir est le sûr garant d'une paix

prochaine. La Bourse a monté, disent-ils; c'est bon signe. D'autres trouvent fâcheuse la grande publicité faite autour de ce départ; ceux-là s'étonnent que la Turquie veuille reprendre les pourparlers de paix au moment où sa situation militaire s'améliore. Mais que l'on approuve ou blâme, tout le monde s'accorde à reconnaître au voyage de Hakki pacha une importance capitale.

Peut-être même lui en reconnaît-on un peu trop. Il n'est pas sûr du tout que le diplomate emporte des instructions précises. Il va à Bucarest, puis il fera une tournée de capitales, Londres, Paris, Berlin, Vienne... C'est beaucoup de visites pour un homme qui partirait avec une mission nettement déterminée. N'est-il pas plus vraisemblable de croire que Hakki pacha fut chargé, officiellement, de recueillir en Europe, officieusement, le plus d'avis, le plus d'opinions possibles sur le nouvel aspect de la crise balkanique?

Car ceci est évident: la reprise des hostilités fut favorable aux Turcs. S'il est à présent permis d'imprimer ce que tout le monde sait depuis quelques jours, les débarquements à Midia et à Rodosto, ont considérablement gêné l'armée bulgare de Tchataldja. Pour éviter d'être pris à revers, l'ennemi a dû se replier en toute hâte sur Tchorlou, et le voilà maintenant contraint à déployer un triple front de bataille sur un espace trop étendu. Cet éparpillement de troupes fatiguées et mal ravitaillées ne va pas sans inquiéter l'état-major bulgare. Et si les troupes ottomanes savent éviter la bataille rangée, si elles se contentent d'une guerre d'embuscades, d'escarmouches, de surprises, la position de l'ennemi deviendra chaque jour plus précaire... Andrinople, Janina et Scutari émergent toujours, tels trois pics inacces-

sibles, au-dessus des plaines envahies. Enfin, les Bulgares viennent de commettre une « maladie » en refusant aux Puissances d'autoriser les deux cents étrangers d'Andrinople à quitter la ville bombardée.

De tout ceci se dégage une impression d'ensemble favorable aux Ottomans, et que la presse européenne ne tardera pas à constater.

Le moment serait-il donc mal choisi pour parler de la paix ?

Il est excellent, au contraire; n'oublions pas que si la situation militaire est meilleure, on ne saurait en dire autant de la situation financière. Cette guerre atteint les dernières ressources du pays. Celles de Coalisés aussi? Assurément; mais la Turquie, en se ruinant pour ruiner ses ennemis, ne parviendrait tout de même pas à changer certains résultats acquis. La Macédoine et l'Albanie lui avaient déjà échappé...

Restent les deux questions d'Andrinople et des Iles.

On se souvient de la réponse ottomane à la note des Puissances. Cette réponse, rejetée par les coalisés, n'a pas été retirée par la Porte; elle est toujours valable. Le point de vue du gouvernement n'a pas changé. Il veut la paix, à des conditions acceptables...

Maintenant que l'Empire est en meilleure posture, il est raisonnable de penser que les Alliés auront réfléchi à l'avenir, et mesuré plus exactement leurs ambitions. La guerre à outrance ne convient à personne, sauf à ceux qui se sentent perdus. Aujourd'hui que la Turquie s'est ressaisie, elle peut reprendre les négociations; ses récents succès l'y autorisent. Elle en profite sans tarder, et elle a rai-

son, car une victoire bulgare détruirait à nouveau les possibilités d'entente.

Voilà pourquoi Hakki pacha est parti en mission; du moins c'est ainsi que l'on peut raisonnablement interpréter son voyage. De capitale en capitale, il exposera ces arguments, il s'efforcera à convaincre les ministres européens d'adopter le point de vue de son gouvernement : la paix sans déshonneur.

L'homme est à la hauteur de la tâche. Très persuasif, connaissant admirablement l'histoire contemporaine et les hommes politiques d'à-présent, Hakki pacha sera le bon avocat de son pays. A mesure qu'il avancera dans son voyage, le gouvernement ottoman saura par lui à quoi s'en tenir sur le dernier état de la politique européenne. Et lorsqu'il reviendra, bien des points encore obscurs seront éclairés, bien des erreurs, peut-être, seront évitées.

Entre temps, Tefvik pacha aura revu sir Edward Grey et leurs « conversations académiques » seront prêtes à se transformer en propositions définitives.

Au total, la mission de Hakki pacha n'est pas une démarche officielle, mais bien plutôt une reconnaissance, une pointe d'avant-garde, un voyage d'étude.

L'ancien grand-vézir va tâter le terrain. S'il est solide, on avancera résolument, et alors la fin de la crise est proche... Si au contraire le sol est mouvant, dangereux, la Turquie restera derrière ses bastions et luttera jusqu'au bout.

Entre ces deux possibilités, ceux qui croient à la paix et ceux qui croient à la guerre sont encore libres de conserver leurs opinions respectives. Mais ce ne sera pas pour longtemps, car, au point où

nous en sommes, il est nécessaire que l'incertitude prenne fin.

Maintenant, s'il faut absolument risquer un pronostic, c'est tout de même la solution pacifique qui paraît avoir le plus de chances.

*12 février 1913.*



## La Paix prochaine

J'ose à peine écrire ces mots en tête de mon feuillet! Nous l'avons tous assez prononcée, cette phrase d'espérance « la paix est proche »; et l'intransigeance, l'entêtement orgueilleux des Alliés peuvent nous donner un si formel démenti!

Que deviendront les espérances présentes? Vont-elles encore être déçues comme le furent les premières, ou marchons-nous vraiment vers la fin de la guerre?

Depuis qu'il a donné sa réponse aux Puissances, le gouvernement ottoman ne s'est jamais écarté du point de vue qu'elle contient; il estime être allé jusqu'au bout des concessions possibles. Cela, les Alliés le savent, et les grandes Puissances aussi. Peut-être, si la réponse ottomane était parvenue plus tôt à Londres, aurait-on empêché la reprise des hostilités. Ce n'est pas sûr.

De toutes façons, la guerre avait recommencé, annulant toutes les conversations, tous les échanges de vues, toutes les propositions examinées précédemment. Ainsi que sir Edward Grey le disait à

Tewfik pacha, une seconde demande de pourparlers était indispensable.

Cette demande, il paraît à présent certain que la Turquie vient de la faire. Les « conversations académiques » du ministre anglais et de l'ambassadeur ottoman ont rapidement pris corps. De par la volonté pacifique de l'Empire, les Puissances doivent être saisies maintenant d'une demande officielle.

On peut causer. Oui; mais de quoi? et de quelle façon?

Les Balkaniques n'ont pas l'air d'être disposés à vouloir reprendre les négociations de paix sur le texte de la note ottomane. Ils ont, en dénonçant l'armistice, pris, vis-à-vis du monde entier, une espèce d'engagement qu'ils n'ont pas encore tenu. ils ont annoncé des victoires, et les chances de la guerre se balancent; ils ont parlé de leur entrée à Constantinople, et leurs troupes se replient... Peuvent-ils, dans ces conditions, reprendre les pourparlers?

Ce serait évidemment la sagesse même, ils vont en continuant les hostilités, consommer leur propre épuisement, alors que les cessions consenties par la Turquie tiennent compte, cependant, des « résultats de la guerre ».

Et qu'y gagneront-ils? On a beau chercher, on a beau se représenter que le patriotisme veut aussi des satisfactions morales, on n'arrive pas à comprendre comment les Balkaniques peuvent espérer trouver dans une lutte à outrance l'équivalent des pertes énormes en hommes et en argent qu'ils vont encore subir, après tant de sacrifices! Et tout cela, pourquoi? Pour obtenir une ville dont l'abandon est un arrachement pour les Turcs, tandis que sa ces-

sion aux Bulgares ne représente pour eux rien de réel. La note ottomane leur cède, d'Andrinople, toute la partie située sur la rive opposée de la Maritza; on a dit, on a répété à Londres que cette cession ne correspondait à rien; ce sont les Bulgares qui ont dit cela, et on les a cru sur parole; mais, en réalité, ils savent très bien qu'en obtenant la portion de la ville où se trouve la gare, ils peuvent créer là une ville prospère, moderne, et que l'Andrinople restée ottomane concurrencerait difficilement.

Dans ces conditions, on est en droit de penser qu'il est excessif de faire tuer encore des milliers et des milliers d'hommes. Les Alliés vont-ils comprendre qu'il est grand temps de finir cette guerre? Les résultats possibles sont obtenus. La Turquie a fait des concessions nécessaires. S'il reste quelques petits points de détail à régler, tout le monde sait maintenant que le gouvernement ottoman ne modifiera pas sa réponse. Or, telle qu'elle est, elle peut, de l'avis même des grandes Puissances, servir de base à des pourparlers sérieux.

Le devoir des diplomates est à présent de trouver la formule qui permettra aux Alliés de recommencer à causer. C'est aux Ambassadeurs réunis à Londres que revient le rôle principal. Il est probable, du moins nous voulons l'espérer, qu'ils entreront bientôt en scène.

*14 février 1913.*

## La France d'Aujourd'hui

Demain sera jour de grande fête en France. Par des rues pavoisées et pleines d'une foule enthousiaste, M. Raymond Poincaré, président de notre République, se rendra de son domicile à l'Elysée; la France entière, en complète communion d'idées avec Paris, acclamera demain son Président. Ce 18 février 1913 sera fête nationale.

Tous les Français de Constantinople, nous en sommes sûrs, participeront de cette joie patriotique. M. Raymond Poincaré est l'élu du pays, car c'est bien la volonté populaire qui dicta les votes au Congrès de Versailles.

De temps en temps, aux heures décisives, la France se lève d'un coup et l'on voit à ces moments d'où lui vient son prestige et sa force incalculable : elle a une âme. Nulle autre nation n'offre un exemple aussi saisissant de cohésion; comme toutes les grandes puissances qui se partagent le monde, la France est faite, elle aussi, de provinces jadis autonomes, de petites patries, de régions qui s'ignoraient ou même se combattirent... Mais tant de civilisation, tant de conquêtes par l'épée et la plume, tant de victoires et de défaites aussi, furent accomplies ou subies en commun que les petites patries se fondirent en une seule, la grande, et que les différences de race, de mœurs et de religion ont depuis longtemps disparu devant la qualité essentielle, celle qui domine et rassemble tout : la nationalité. « La République une et indivisible », disaient déjà les hommes de la Révolution, et ils prouvèrent que la formule était juste. Elle l'est restée.

Empire, république ou royauté, la France a toujours conservé sa personnalité morale, son unité de sentiment, et si, quelquefois, elle fut conduite à des coups de tête qu'elle paya chèrement, son incroyable vigueur morale l'a toujours soutenue, préservée, sauvée. Ses crises sont graves, mais elles durent peu, et jamais elles n'entament profondément l'unité nationale.

Cette unité nationale, nous aimons à l'extérioriser, à l'incarner dans un homme, ce que les Anglais nomment un *representative man*. M. Raymond Poincaré est cet homme. Le pays lui donne sa confiance; on peut dire que jamais elle ne fut mieux placée. « Il y a en vous, disait M. Lavissee à M. Poincaré lorsqu'il le reçut à l'Académie française, il y a en vous une force qui deviendra une puissance. » La prophétie de l'illustre historien se réalise. Du consentement unanime, M. Poincaré a pleins pouvoirs. Il n'en abusera pas, mais il en usera, assurément, car il sait commander. L'autorité de ce petit homme au front bombé, aux yeux profonds, est extraordinaire. Mais en même temps, il est un sage.

Le mois dernier, à Versailles, après que M. Antonin Dubost eut proclamé de sa voix neutre (ce fut ce jour-là une qualité), les résultats de l'élection, un cri parti des bancs socialistes perça une seconde le tumulte des applaudissements, et l'on put entendre ceci :

— A bas le Dictateur!

Aucune erreur plus grossière ne pouvait être commise. M. Raymond Poincaré, qui est un chef, n'a rien d'un dictateur, et voudrait-il par impossible le devenir qu'il en serait empêché, malgré toute l'admiration que les Français ont pour lui. La Ré-

publique n'a plus à craindre des surprises de ce genre.

Mais elle est heureuse de sentir qu'un homme énergique va prendre en mains « son dossier » comme l'a dit, dans l'*Opinion*, M. Colrat, un ami du Président. C'est qu'une évolution remarquable s'est produite chez nous depuis dix ans. Nous ne craignons plus d'arborer notre cocarde; nous avons pris une attitude résolue; le patriotisme n'est plus, comme il le fut pendant quelques années, un sentiment délaissé par les « intellectuels ».

Des faits significatifs ont marqué cette heureuse résurrection. Paris vibre à des pièces telles que *Servir*, *Alsace*, *Cœur de Française*. A cette redoutable élite parisienne, qui passe pour la plus sceptique du monde, une foi commune s'est imposée : le culte de la Patrie.

Snobisme ? Non ! Mais simplement le résultat d'une situation générale embrouillée, et, somme toute, menaçante. On a compris en France qu'il fallait, en ce moment, être prêt.

Et l'unité nationale s'est reconstituée, l'âme de la France est apparue, comme toujours elle apparaît aux heures graves de nos destinées.

Quoi qu'il advienne, et quel que soit l'avenir, notre pays peut attendre avec tranquillité. Quand la France est unie et qu'elle a un chef, elle n'a rien à redouter.

17 février 1913.

## La Réponse

Le cabinet Mahmoud Chevket pacha, ayant pris la succession du cabinet Kiamil en un moment particulièrement grave, se trouve — en ce qui concerne la politique extérieure de l'Empire — dans une situation de fait que les changements intérieurs n'ont pas modifiée. Quels que soient les hommes qui le représentent, le gouvernement ottoman garde devant les autres gouvernements européens les responsabilités et les droits créés, celles-là comme ceux-ci, par une succession d'événements accomplis dont il est impossible de ne pas tenir compte.

Le premier acte de politique extérieure qui incombe au cabinet Mahmoud Chevket, c'est de répondre à la note collective des Puissances.

Nous avons de bonnes raisons pour croire que cette réponse fut, effectivement, l'une des toutes premières préoccupations du nouveau ministère, et, même nous pensons qu'il sera en mesure de la transmettre dans les vingt-quatre heures aux six ambassades intéressées.

Que contiendra cette réponse, tant attendue dans toutes les capitales européennes ?

A l'heure où nous écrivons, les termes n'en sont sans doute pas encore définitivement arrêtés; mais on peut en présager l'esprit.

Venu au pouvoir avec un sentiment très vif du patriotisme, le cabinet Mahmoud Chevket n'en aura pas moins envisagé sérieusement les difficultés présentes. Il les aura mises en balance avec les ressources financières et militaires actuellement disponibles. Ayant établi ce bilan en quelque sorte

matériel, il placera au-dessus l'honneur militaire et la dignité nationale.

Assurément, il est des heures où, même du point de vue diplomatique, les sentiments viennent jouer un grand rôle dans l'histoire des nations. Mais l'histoire même enseigne qu'il est quelquefois hasardeux de leur donner le rôle principal.

Le ministère Mahmoud Chevket sait tout cela. Et il sait aussi que, de son premier acte, de cette réponse aux Puissances, va dépendre, pour une large part, l'avenir de la Turquie. La responsabilité est, pour le ministère, aussi grande que le devoir national est impérieux.

Jamais, peut-être, on n'a attendu un document aussi important avec autant d'impatience, avec autant d'angoisse.

Toutefois, réagissons encore contre un pessimisme exagéré. Tant que les négociations continueront, *tant qu'elles pourront continuer*, c'est la solution pacifique qui doit normalement mettre fin aux événements actuels.

18 février 1913.

## Le réveil national français

Il y a quelque chose de changé en France.

Pour tous ceux qui connaissent le fonctionnement de notre régime parlementaire, l'élection de M. Raymond Poincaré prend une signification profonde et marque la victoire d'une politique nationale sur la politique parlementaire.

Il y a seulement quatre ans, une telle élection eût été impossible. Jusqu'à ces derniers temps, les destinées de la République française étaient encore soumises aux décisions des hommes qui assurèrent son établissement définitif. A partir de leur vingtième année, ces hommes avaient lutté comme des forcenés ou comme des héros pour l'idée républicaine... Ils étaient fiers, à juste titre, d'avoir participé à cette époque ardente et passionnée. Mais ils en étaient restés là. Pour eux, et pour les jeunes hommes sans tempérament qui par la suite s'embrigadèrent sous leurs ordres, la République restait continuellement menacée comme à ses premiers jours; ils lui voyaient des ennemis partout, et continuaient à la défendre, de la tribune, comme ils l'avaient jadis défendue derrière les barricades. Contre les ennemis supposés du régime, ils avaient organisé et perfectionné à l'extrême une méthode de combat : la discipline des gauches.

Chaque fois qu'un vote d'importance allait être demandé aux Représentants du Peuple, le bloc républicain, — parlement dans le Parlement, — décidait à l'avance de l'attitude à prendre. A cette décision se ralliaient par discipline tous les républicains depuis les socialistes indépendants jusqu'aux « centre-gauche » quasi-hétérodoxes.

Et la République était sauvée.

Cette politique a fait son temps. Malgré leur très grand talent et leurs mérites incontestables, ceux qui la dirigeaient sont à présent des hommes d'un autre âge. Qu'ils se résolvent donc à vieillir, puisqu'il leur fut impossible de s'adapter, de se transformer. Aux yeux des générations nouvelles, ils font figure d'ancêtres, de précurseurs.

Riche, travailleuse et merveilleusement civilisée,

la France a traversé, il y a une dizaine d'années, à propos d'une Affaire terminée, une crise intérieure toute à l'honneur de ses sentiments de justice mais qui prouva le goût excessif de notre race pour l'idéologie.

Nous sommes, fort heureusement, le pays le mieux doté en probité intellectuelle. De cette grande secousse morale, la France est sortie vivifiée, épurée, lasse des luttes intestines et désireuse de prouver au monde, de se prouver à elle-même, qu'elle était restée la grande Nation que douze siècles de civilisation ont affinée sans l'affaiblir.

La conscience nationale, un instant hésitante et scindée, se ressaisit alors et se ressouda. Dominant de très haut les intrigues politiques, une volonté unanime se manifesta dans toutes les classes du pays, et nous eûmes, en France, la joie profonde d'assister à une seconde renaissance, celle du sentiment patriotique, débarrassé de tout chauvinisme provoquant, mais, par contre, très résolu à maintenir, *en tous lieux*, la tradition historique de nos armes et de notre pensée.

Comment M. Pams, qui est un homme avisé et fin, comment M. Clemenceau, si cultivé, si « français », n'ont-ils pas senti cet irrésistible mouvement du Pays tout entier? Comment n'ont-ils pas compris que leurs jeunes collègues du Congrès — je veux dire ceux qui n'ont pas plus de cinquante ans — seraient entraînés par le sentiment national, par la volonté du Peuple *qui avait déjà choisi son Président* ?

Il faut le répéter: ce sont des hommes d'un autre âge.

M. Raymond Poincaré était l'élu de la Nation. Depuis hier, il est celui des représentants de la Na-

tion. Ainsi, l'accord est complet. Trois cents parlementaires sont restés fidèles à la discipline de parti. C'est qu'ils y croyaient encore.

Majorité indiscutable, le bloc radical tenait trop de place. Réduit à l'état d'importante minorité, il jouera un rôle très utile dans notre mécanisme constitutionnel. C'est très bien ainsi.

Par-dessus les factions politiques, la conscience nationale a imposé son homme: le meilleur.

La journée d'hier est une grande date de notre Histoire contemporaine; à notre ancienne politique de partis s'est substituée une politique nationale.

19 février 1913.



## La Réponse ottomane

*(Les événements se suivent rapidement et d'une façon inattendue.*

*Ce qui était vrai ce matin, à 10 heures, risque de ne plus l'être à midi.)*

Le texte de la Note responsive rédigée par le ministère Mahmoud Chevket pacha sera tenu secret, on le comprend aisément, tant que les ambassadeurs des Puissances intéressées et les ambassadeurs ottomans à l'étranger n'en auront pas eu communication.

Il nous est possible cependant de reproduire maintenant les confidences précises qui nous ont été faites à ce propos par une personnalité ottomane tout à fait digne de foi et très bien placée pour être directement au courant de l'état des négociations.

Afin qu'aucune confusion ne puisse s'établir dans l'esprit de nos lecteurs, nous devons dire tout de suite que cette personnalité n'est ni l'ancien ministre des affaires étrangères ni l'actuel.

La note responsive — si tant est qu'elle ne subisse plus aucune modification — porterait donc sur les quatre points suivants :

*Question d'Andrinople.* — La résistance admirable de cette ville, son passé, sa population musulmane, tout commande au gouvernement ottoman de ne pas céder la seconde capitale de l'Empire. Toutefois, le gouvernement ottoman accepterait le démantèlement des forts et consentirait à ce que les Bulgares vinssent s'établir à proximité de la ville.

*Frontières.* — Le cours de la Maritza servirait de frontière. Ce ne serait pas le thalweg qui formerait la ligne-frontière, mais bien la rive extérieure du fleuve, c'est-à-dire que ses eaux resteraient entièrement ottomanes.

*Les Iles.* — Celles des îles qui sont à quelque distance de la côte asiatique passeraient aux Alliés (à la Grèce), celles qui sont les plus proches de la côte resteraient ottomanes, avec une administration européenne, réglée ultérieurement par les Puissances.

En échange de ces concessions, la Sublime-Porte demanderait aux Puissances certaines libertés d'ordre financier et l'imposition des Européens qui, jusqu'ici, sont exempts de patentes par l'effet des Capitulations.

Voilà, nous assure-t-on, ce que contenait la note rédigée hier soir.

Les événements de ce matin nous font modifier la fin de cet article. A quelle cause imputer le nouveau retard? Nous le saurons bientôt, sans doute. Attendons.

20 février 1913.

## La Paix armée

Si M. d'Estournelles de Constant était peintre, j'imagine qu'il exposerait tous les ans le même tableau symbolique; on y verrait, planant au-dessus des peuples frères, la déesse de la Paix vêtue d'une tunique blanche, le visage souriant, la dextre garnie d'un rameau d'olivier... Et chaque année, le tableau du pacifiste s'éloignerait un peu plus de la réalité. Car la déesse de la Paix, depuis longtemps, ressemble à Bellone comme une sœur jumelle. En souvenir d'un vieil adage, cela se nomme la paix armée.

1913 promet de donner à cet euphémisme politique son maximum de signification. Déjà, la course effrénée aux armements avait casqué le front de la déesse, bouclé une lourde cuirasse autour de son torse blanc et remplacé dans sa main le rameau d'olivier par un fusil à répétition. On va forcer encore le paradoxe: la paix sera désormais fixée par une panoplie.

Il reste à espérer qu'elle ne s'empêtrera pas trop dans la vêtue protectrice mais dangereuse dont les Nations européennes la couvrent à l'envi, avec une précipitation tragique et une sollicitude qui fait frémir.

Au lendemain de l'accord naval anglo-allemand, nous exprimions ici la crainte que l'Allemagne n'abandonnât ses ambitions maritimes que dans le but d'accroître ses forces terrestres, et nous étions naturellement amenés à conclure que la France allait avoir à faire un effort parallèle...

Est-il donc malheureusement vrai qu'on aurait le plus souvent raison de supposer le pire? Il y a de cela huit jours tout juste, et dans cette semaine trois

confirmations nous arrivent de Berlin, de Vienne et de Paris.

Il est indispensable de les présenter dans l'ordre chronologique; on verra ainsi que la première en date est partie de Berlin.

Dès le 12 février, en effet, M. de Bethman-Hollweg prononçait un discours invoquant en son exorde le « besoin de paix » — naturellement — mais dont le passage à retenir était certainement celui-ci:

« *Nous devons renforcer cette année les effectifs et l'outillage de notre armée de terre. Toutes les autorités responsables de l'Empire allemand sont d'accord là-dessus.* »

C'était un nouveau manteau d'acier lancé sur le dos de la Paix !

La promesse, ou la menace, du chancelier allemand devait provoquer deux choes en retour, l'un à Vienne, l'autre à Paris. La promptitude avec laquelle ils se sont produits et l'ampleur de la répercussion sont également remarquables. Passons un moment la plume à l'*Agence de Constantinople* :

« Vienne, 17 février. — Le conseil des ministres communs d'Autriche-Hongrie, dans ses réunions d'hier et d'aujourd'hui, s'est occupé des affaires économiques et notamment du nouveau règlement des rapports commerciaux avec les Etats balkaniques. Il a discuté en détail les avantages à accorder et les *équivalents à demander*, sous ce rapport, à la Serbie et à la Bulgarie.

« Ensuite le conseil, après que le comte Berchtold eut fourni des renseignements sur la situation internationale, s'est occupé des dépenses militaires extraordinaires, faites en connexité avec la crise.

« Ces dépenses extraordinaires peuvent être couvertes par des avances de sorte qu'une opération de crédit, à ce sujet, n'est momentanément pas nécessaire.

« *Au cours de la prochaine session des délégations, qui aura lieu en mai, le gouvernement soumettra des demandes de crédits supplémentaires pour 1912-1913, s'élevant à 480 millions et se répartissant comme suit: 40 millions pour l'armée, 40 millions pour la marine et 400 millions pour les dépenses extraordinaires.* »

On ne révélera aucun secret en disant que les finances autrichiennes ne sont pas en ce moment dans un parfait état de prospérité. Qu'un gouvernement s'inflige, dans ces conditions, un demi-milliard de frais supplémentaires pour maintenir la paix, c'est dépenser bien de l'argent là où quelques paroles de diplomates pourraient suffire. Seulement, ces paroles, on ne veut pas les prononcer, et l'on « maintient » la paix à coups de baïonnettes.

Renforcement de l'armée allemande, crédits extraordinaires pour l'armée autrichienne... il arrive ce qui devait arriver, c'est-à-dire ceci, que nous transmet le correspondant parisien de l'*Agence Ottomane* :

« Paris, 17 février. — Dans le courant de la semaine prochaine, le gouvernement français déposera à la Chambre trois importants projets de loi relatifs à l'augmentation des forces militaires de la France sur terre :

« 1<sup>o</sup> *Un crédit, hors budget, de 80 millions de francs sera demandé d'urgence pour achever avant la fin de cette année les réformes du matériel de guerre.*

« 2<sup>o</sup> *D'autres crédits, supérieurs à 500 millions de*

francs, seront aussi demandés avant les vacances de Pâques, pour des réformes à délai d'exécution limité, ayant pour objet *l'armement des places fortes*, l'achat de *munitions d'artillerie* et d'artillerie lourde ainsi que *l'aéronautique*.

« 3<sup>o</sup> Le ministre de la guerre soumettra au conseil des ministres un programme destiné à *l'augmentation reconnue indispensable des effectifs* et à *l'organisation intensive du recrutement indigène en Algérie et en Tunisie*.

« Le ministre sera aussi probablement amené à demander le retour au *service militaire* de trois ans ou au moins de *trente mois* pour toutes les armes ou une combinaison mixte des deux systèmes précédents.

« Le gouvernement demandera de hâter les débats sur les effectifs et les crédits réclamés et *posera à cette occasion la question de confiance*. »

Voilà.

Rien ne menaçait spécialement la France dans le discours de M. de Bethmann-Hollweg; rien non plus dans l'affectation des crédits extraordinaires votés en Autriche-Hongrie. Et rien, dans les très importantes réformes décidées en France, absolument rien ne menace ni l'Allemagne ni l'Autriche-Hongrie.

C'est pour la paix, toutes ces armes; pour elle, ces milliers de canons; pour elle encore, nos six cents avions militaires; pour elle, toujours, les dix ou douze millions de soldats qui sont casernés de Rome à Pétersbourg.

L'Europe veut la paix; elle la veut résolument, absolument... furieusement.

Ah! qu'on soit donc franc un bon coup, et qu'on dise donc que tout ça, c'est pour la Guerre!

19 février 1913.



## De Romulus à Cavour

(*Les Renaissances italiennes*)

Ces deux noms, ces deux hommes dont l'un a pris, dans le recul des siècles, une valeur mythologique alors que l'autre reste encore notre contemporain, ces deux jalons extrêmes du monde latin, M. Henry Béranger les a placés à la première et à la dernière page d'un livre d'une si parfaite unité qu'ils nous paraîtront désormais très proches l'un de l'autre et sur le même plan.

Ce pouvait être une dangereuse gageure de vouloir enfermer en un seul ouvrage la vie totale de l'Italie, même en s'en tenant aux grandes dates, même en ne voyageant que sur les cîmes. Pour réussir une telle tentative il fallait connaître dans son détail l'histoire la plus riche, la plus complexe et, en apparence, la plus contradictoire; il fallait aussi dominer l'impression de morcellement suggérée par les trois grandes époques: la République et l'Empire, la Renaissance, et le *Risorgimento*.

L'historien des *Résurrections Italiennes* a trouvé dans son sujet même les forces nécessaires pour éviter cet écueil. M. Béranger s'est dégagé d'une érudition forcément minutieuse pour fouiller le grand corps social qu'il disséquait jusqu'à la moelle même, et il a trouvé le « génie latin » toujours semblable à lui-même, bien que réagissant diversement selon les âges.

Il est ainsi parvenu à formuler la synthèse italienne et à garder le fil conducteur dans un ouvrage où chacun des chapitres, possédant sa valeur propre, n'en reste pas moins étroitement lié aux autres.

Que de faits secondaires, que de traditions il a fallu écarter avant même de tracer le titre de ce livre. Et, d'abord, il était indispensable de répudier la conventionnelle Italie pour antiquaires poussiéreux et touristes romantiques.

Les Italiens ne veulent pas être, ne sont plus les tristes gardiens d'une incomparable nécropole. En posant le rail le long de la voie romaine, en élevant l'usine à côté de la ruine et la banque auprès du dôme, ils perpétuent les vertus ancestrales; ils agissent, dans notre époque, comme l'eussent fait un Scipion, un Michel-Ange, un Léonard, et les vrais fils de l'Italie ne sont plus les rêveurs. Née adulte, selon le mot de G. Ferrero, grâce à sa position privilégiée entre la Méditerranée et le Latium, Rome s'appuya aussitôt sur la charrue et l'épée. Mais une telle puissance ne pouvait vivre qu'en s'accroissant. Un jour vint où les héritiers furent indignes; le glaive romain pesa trop lourdement à leurs poignets débiles.

Ils le remirent entre les mains des grands Barbares roux, et l'Italie s'endormit. Pourtant son génie continua de vivre dans l'âme de ses conquérants. Ceux-là reprirent à leur compte le principe du droit armé et quand le christianisme, ou plus exactement la papauté, réveilla l'Italie, l'unité nationale se fut reconstituée si le Saint-Empire ne s'était dressé en face de l'Eglise. Les « deux moitiés de Dieu » entrèrent en conflit et pendant cinq siècles leur lutte stérilisa l'Italie.

Lasse enfin d'un combat qu'elle soutenait contre elle-même au profit de pouvoirs étrangers, l'âme italienne rejeta toute contrainte pour s'abandonner à l'individualisme magnifique et mortel de la Renaissance. Borgia, Savonarole, Médicis, Léonard et Michel-Ange, c'est l'époque de l'homme complet, pour

qui rien n'existe que le beau et le culte de son moi.  
Mais une nation est autre chose qu'une réunion  
d'individus, même d'élite.

Epuisée par cette floraison incomparable de grands  
hommes, l'Italie dépérit de nouveau et la domination  
papale pesa sur elle. Le Vatican régna sur le tem-  
porel. La foi domina tout et soumit tout à sa règle.  
Les fils des grands individualistes acceptaient d'expier  
dans une somnolence orthodoxe le trop grand et  
coupable orgueil des générations précédentes.

Au bruit du canon d'Arcole, l'Italie s'éveilla pour  
la troisième fois.

Ce peuple s'ennuyait depuis cent ans, a dit  
Stendhal: il n'avait pas d'existence nationale. Napo-  
léon, prophétisé par Dante, et comme lui descendant  
de Gibelin, acheva de galvaniser son nouveau  
royaume. Prophète à son tour, il entrevit l'Italie  
actuelle: « Je ferai des peuples épars de l'Italie une  
seule nation, s'écria-t-il. J'ouvrirai des routes et des  
canaux... Naples, Venise, la Spezia deviendront d'im-  
menses chantiers de construction navale... »

Ces promesses, énoncées en octobre 1814, devaient  
être tenues en 1860, mais par un Italien. Après  
vingt siècles, Cavour reprit le grand principe ances-  
tral, le soc et l'épée, pour l'adapter aux besoins mo-  
dernes et il put dire en mourant: *L'Italia è fatta,  
non sarà piu disfatta!*

On voit, par cette infidèle exposition d'un livre  
impossible à résumer, quel parti-pris nécessaire de  
synthèse s'est imposé M. Henry Béranger. Beaucoup  
seraient tombés dans le *compendium* desséché et  
n'auraient donné, en traçant les trois courbes essen-  
tielles de l'histoire italienne, qu'une sorte de gra-  
phique froidement linéaire; le livre, ainsi, n'eût pas

été moins utile, mais il aurait eu l'aspect rigide et sec d'un instrument mathématique...

L'artiste qu'est également M. Henry Béranger a collaboré avec l'historien pour faire des *Résurrections Italiennes* une œuvre sans aspérités, arrondie comme les Collines, pleine comme les mamelles de la Louve impérissable, une œuvre française nourrie du suc latin.

20 février 1913.



## Frontières Bulgaro-Roumaines

Au moment où le différend bulgaro-roumain paraissait enfin entrer en voie d'arrangement, on nous annonce qu'il s'aggrave, et que l'impossibilité d'une entente directe remet en quelque sorte cette affaire à la décision des Puissances.

Vraiment il y avait assez de litiges, assez de contestations en suspens pour que l'on put espérer ne pas avoir à y joindre la question bulgaro-roumaine! Depuis que les Roumains ont nettement manifesté leur intention d'obtenir Silistrie par quelque moyen que ce soit, ils n'ont pas encore agi de façon à prouver que parmi ces moyens se trouvait comprise l'entrée de leurs troupes en Bulgarie, mais ils n'ont pas montré non plus qu'ils renonçaient à cette extrémité. A vrai dire, on les sent un peu gênés de procéder à cette occupation militaire d'un pays engagé dans une guerre qui l'empêche de répondre, du moins pour le moment. Et les Bulgares ont compris cette hésitation, ils l'ont même accrue en laissant

entendre que si la Roumanie voulait passer leur frontière, ils ne chercheraient nullement à l'en empêcher.

Et la Roumanie hésite visiblement à créer entre elle et sa voisine du sud un tel *casus belli* pour l'avenir. Mais, d'autre part, elle ne se résout pas à abandonner ses vues sur Silistrie. La Roumanie considère que sa neutralité mérite récompense, salaire; et elle réclame aujourd'hui le prix de son immobilité.

La tactique bulgare est de lui refuser cet « apaisement », dont il ne fut pas question, disent-ils, avant la déclaration de guerre : « Que les Roumains entrent chez nous; qu'ils occupent le nord de notre pays... Pour l'instant, nous ne nous y opposerons pas; nous ne pourrions pas nous y opposer... mais un jour viendra où nous pourrions reprendre le territoire dont la Roumanie nous aura ainsi injustement dépouillés, et user de représailles ! »

Ce n'est pas la première fois que la Roumanie joue ce jeu. Déjà, en 1910, on assure que la guerre entre la Turquie et la Bulgarie ne fut évitée que par la fameuse dépêche du *Matin* « révélant » l'existence d'un traité d'alliance militaire turco-roumaine.

Cette convention militaire semblait logique; elle concordait avec la politique extérieure de la Roumanie; elle assurait aux Turcs une alliée précieuse; tout était très vraisemblable, dans cette prétendue révélation; et l'on y crut.

La guerre balkanique a démontré qu'une telle alliance n'existait pas.

Mais aucun traité non plus n'existait entre Roumains et Bulgares... A force de prudence, le roi Carol s'est confiné dans un isolement qui ne correspond pas, il faut bien le dire, à ses demandes actuelles... Mais il peut invoquer, par contre, et à juste

titre, le Congrès de Berlin; il peut rappeler qu'on permit alors à son pays des espérances dont la réalisation est tardive...

C'est entre toutes ces bonnes raisons contradictoires que l'Europe serait appelée à trancher le différend.

Va-t-elle parvenir à contenter tout le monde? Cela paraît impossible. Quelque règlement qui intervienne, dans cette question de Silistrie, il est à craindre que ce ne soit qu'un *modus vivendi* précaire et non point un régime définitif...

21 février 1913.



## Ni reculade, ni provocation

(France)

Aux accroissements d'effectifs adoptés par l'Allemagne, aux dépenses extraordinaires que s'impose l'Autriche-Hongrie pour maintenir son armée mobilisée, la France a répondu par un ensemble de mesures militaires, que la situation nouvelle lui créait l'obligation de prendre sans retard. C'était là un acte de *self-defence* indispensable et qui n'a causé aucun étonnement.

Il fut des moments de notre histoire contemporaine où nous nous en serions tenus à cette riposte nécessaire; il y eût une période encore toute récente, pendant laquelle nous nous bornions ainsi au minimum d'action. Cette période est close. La meilleure preuve en est assurément la nomination de M. Delcassé à Pétersbourg, et nous devons y trouver

motifs à nous réjouir. Cette nomination signifie que notre politique extérieure n'est plus vassale d'aucune influence étrangère. Lorsqu'en 1905 la France sacrifia M. Delcassé à ses intérêts généraux, à la bonne harmonie de ses rapports avec une puissance voisine, le monde conclut de cet acte de prudence que la France n'était pas prête. Et c'était vrai. Mais, de ce moment, notre Pays a mesuré l'étendue du danger où le plaçait cette impression de déchéance, et, depuis huit années, l'organisation de la défense nationale fut le souci principal de nos gouvernements. La Nation tout entière coopéra à cette œuvre de relèvement; le sentiment national se réveilla, et tous adoptèrent, en attendant, une attitude calme et réservée. Aujourd'hui, la France estime qu'elle est prête, qu'elle est assez forte pour affirmer sa parfaite indépendance politique, et M. Delcassé part pour Saint-Pétersbourg.

Hors de nos frontières, on n'a pas manqué de prononcer à ce propos le mot de provocation... Les bonnes âmes ne manquent jamais qui se divertissent à jeter de l'huile sur le feu, et ce mot ne pouvait pas ne pas être dit. On l'attendait. Pourtant, il est injuste. Dans la certitude de sa force, la France offre en ce moment un spectacle étonnant de tranquille assurance.

Hier, nous causions de ces choses avec un Français qui vient d'arriver ici et qui se trouvait à Paris il y a une huitaine de jours; ce compatriote, — c'est M. H. C. Vallier, chef de service au *Matin*, — est bien placé pour saisir les mouvements de l'opinion populaire; et comme nous lui demandions quel effet ces augmentations d'armements avaient produit sur la nerveuse population parisienne, nous fûmes

un peu surpris de l'entendre répondre aussitôt : « oh ! non ! aucune nervosité ; on est très calme. »

Toute la presse française, d'ailleurs, reflète clairement cet état d'esprit. La fermeté jointe à la modération sont d'excellents indices de santé morale. Nous avons surmonté les crises de faiblesse et nous nous sommes également débarrassés de nos accès de chauvinisme.

C'est justement cet équilibre qui nous permet de mener nos affaires intérieures et extérieures au mieux de nos intérêts, tout en évitant de froisser les susceptibilités de nos voisins. La France d'aujourd'hui est maîtresse de ses nerfs, et il n'entre pas le moins du monde dans ses idées de provoquer personne. Mais elle n'admettrait pas davantage qu'on voulut se mêler de ses affaires. C'est la bonne formule. Alors que tant de questions délicates se trouvent posées par la guerre balkanique, l'attitude actuelle de la France, forte et calme, est un sérieux gage de paix.

24 février 1913.



## Le devoir français

Sur l'écran de l'actualité mondiale, la guerre balkanique cède en ce moment la première place à la question des effectifs européens. Nous y revenons aujourd'hui et nous aurons plus d'une fois encore l'occasion d'en parler, car l'effort colossal de l'Allemagne pèsera longtemps et lourdement sur les actes futurs des nations européennes. Pendant des années,

les paroles et les écrits diplomatiques seront conditionnés presque uniquement par l'accroissement de l'armée allemande. C'est là un fait évident, qu'il faut accepter sans discussion inutile, mais dont il est indispensable de mesurer dès maintenant, et « sans détours », toutes les conséquences logiques.

« Sans détours » ; le mot est de M. Fallières. En quittant la première magistrature du pays, le prédécesseur de M. Poincaré a tenu à marquer par ce mot que les hommes politiques français devaient s'occuper franchement de la situation militaire de l'Europe et ne pas craindre de prendre les grandes décisions que cette situation nouvelle leur fait un devoir d'élaborer et d'exécuter sans retard. Ne jouons pas les autruches ; c'est un jeu à recevoir des coups de fusils par derrière.

Le but de l'Allemagne, en accroissant ses effectifs, n'est pas de mettre sur pied le plus grand nombre possible d'hommes, mais bien de reléguer aux lignes d'arrière tous ceux de ses soldats qui ne sont pas en excellente condition. Ainsi sélectionnées, les troupes de premier plan garderont, — c'est du moins ce que cherche l'Allemagne, — l'unité, la cohésion et l'endurance qui sont nécessaires aux actions rapides et aux marches forcées. En un mot, des 800 000 hommes que l'Allemagne aura bientôt aux ordres de son généralissime la moitié seulement, en admettant l'hypothèse d'une guerre, serait instantanément lancée en avant contre nos lignes de couverture. C'est cette première armée que l'Allemagne veut améliorer encore jusqu'à ce qu'elle ne comprenne plus dans ses rangs que des troupes d'élite, des hommes vigoureux et bien entraînés ayant ce que l'on nomme d'un nom bien français du « mordant ».

C'est, en effet, une qualité de chez nous, cette

furia, ce « cœur » des premiers chocs. Le soldat german, remarquablement discipliné et rompu à tous les exercices, manque d'élan; en sélectionnant ses armées de première ligne, l'Allemagne espère obtenir par la méthode et le choix ce qui est chez nous une qualité de race.

L'idée est juste et elle doit nous inquiéter.

Nous avons beau être riches, posséder la meilleure artillerie du monde, six cents avions de guerre, un corps d'officiers sans égal, tout cela ne compense pas l'infériorité numérique où nous sommes placés actuellement depuis le vote de la loi de deux ans. Aux périodes creuses, par exemple, après le licenciement des « anciens » (anciens de 24 mois) et au moment de l'incorporation des « bleus » (inaptes pendant 4 mois au service de guerre), notre infériorité numérique tombe à des proportions que rien — ni les canons ni les officiers — ne saurait compenser. Or, si jamais une guerre franco-allemande venait à éclater, il n'est pas sûr que nous puissions en déterminer la date; et l'Allemagne ferait assurément tout son possible pour se lancer sur nos frontières au cours d'une de ces périodes creuses. Alors, le danger serait grand.

Est-ce un tort d'écrire cela? Faut-il masquer la vérité? Nous pensons au contraire que le vrai service à rendre au pays est de dire simplement les choses telles qu'elles sont. Dans l'état actuel, il y a danger. Il faut le dire.

Le remède?

Mais il est là, sous la main. Il est immédiat, efficace, irrésistible. C'est le service de trois ans. En revenant à ce système qu'une malheureuse propagande démagogique nous fit récemment abandonner, la France aura *dans six mois et en perma-*

nence 200.000 hommes solides et entraînés de plus. Notre armée active se trouvera portée ainsi à près de 650.000 hommes. Et cela nous suffit, car on ne manœuvre pas d'un seul coup d'aussi formidables effectifs; il est bien évident que les 750.000 soldats allemands n'auraient jamais l'occasion de rencontrer, en un immense champ clos, les 650.000 français. Ce qu'il nous faut, ce sont des lignes de couverture infranchissables. Nous pouvons les avoir. Et pour cela le moyen est simple, mais il n'y en a qu'un : le retour au service de trois ans.

C'est un sacrifice que l'on demande au pays ?  
Eh, oui!

La France va-t-elle préférer la menace d'une seconde invasion ?

Vous voyez bien! la question étant ainsi posée, c'est-à-dire sans détours, la réponse ne peut pas faire de doute.

La France joue dans le monde un rôle civilisateur dont elle est justement fière. Elle eût peut-être préféré s'y donner entièrement, complètement, employer toutes ses forces et toutes ses ressources à cet innumérable rayonnement d'art, de science, de goût et de mesure qui éclaire le monde.

Oui, notre Pays eût préféré ce rôle. Mais nous ne sommes pas seuls. Autour de nous se développent sans cesse des ambitions peut-être excessives mais à tout prendre légitimes... et dont la réalisation ne peut s'opérer qu'à nos dépens.

On peut regretter, assurément, les milliards que la paix armée engloutit chaque année; on peut déplore que des jeunes gens soient enlevés pendant trois années à leurs projets d'avenir, à leurs études, à leurs travaux...

Mais de tels regrets sont déprimants et stériles.

La réalité est là, bardée de fer. Tous les Français doivent la regarder en face; tous les hommes valides doivent se tenir prêts. Sans quoi, nous signerions la charte de notre décadence.

Dans peu de jours, la question du service de trois ans sera posée devant les représentants de la Nation française.

Leur vote déterminera notre avenir.

25 février 1913.



## La question macédonienne

Dans l'interview accordée récemment à Londres par Hakki pacha au correspondant de l'*Humanité* on trouve cette phrase qui semble bien, dans sa concision même, renfermer une erreur : « A mon avis, aurait dit Hakki pacha, le conflit bulgare-serbe ne s'envenimera pas, pour le quart d'heure... »

L'erreur, nous semble-t-il, est que aucun conflit sérieux n'est actuellement possible entre Bulgares et Serbes, au sujet de la Macédoine. Et elle provient bien probablement du correspondant français, car l'ancien grand-vézir est trop au courant de la situation macédonienne pour ne pas savoir que si un conflit doit éclater à propos de la Macédoine, ce sera entre Bulgares et Grecs, et non pas entre Serbes et Bulgares. Parmi les preuves qu'il est possible d'apporter à l'appui de cette affirmation, en voici une qu'un de nos amis nous envoie de Salonique et qui est très significative :

« Vers la fin du mois de novembre dernier, nous

écrit notre correspondant, les officiers de l'état-major grec cherchaient à me démontrer comment le Diadoque, par la rapidité, la hardiesse de ses opérations stratégiques, avait obtenu la reddition de la ville de Salonique. De leur côté, les officiers de l'état-major de l'armée bulgare voulaient me prouver que si Hassan Tahsin pacha, commandant de l'armée ottomane n'avait pas compris que les derrières de son armée étaient menacés par les deux divisions bulgares, commandées par le général Pétroff, il aurait pu opposer une forte résistance et gêner considérablement le diadoque dans le passage du Vardar. C'était donc par crainte des Bulgares que le général ottoman avait signé la capitulation.

« En un mot, du côté grec, on voulait établir le droit de conquête, par conséquent de possession indéniable sur Salonique; tandis que du côté bulgare on voulait démontrer que cette reddition était due à la collaboration de l'armée bulgare, d'où possibilité de discussion dans l'attribution future. Je dois ajouter que les officiers grecs ne dissimulaient pas leur satisfaction d'être entrés les premiers à Salonique, tandis que les officiers bulgares ne cachaient nullement leur mécontentement d'y être arrivés les seconds et que leur langage était plein de sous-entendus menaçants. »

Cette preuve évidente du désaccord bulgare-grec conduit à rechercher quelles furent les bases d'entente entre les quatre Alliés. Or, on se souvient peut-être qu'au début des hostilités, ce que l'on sut du plan des Coalisés, ce qu'ils en disaient eux-mêmes se résumait en somme à ceci :

1<sup>o</sup> Le gros des forces bulgares devait marcher le plus rapidement possible sur Constantinople, investir seulement Andrinople;

2<sup>o</sup> L'armée monténégrine devait s'emparer de Scutari;

3<sup>o</sup> L'armée serbe devait prendre Uskub, puis marcher sur Perlépé; puis ensuite occuper la Vieille-Serbie et s'ouvrir un chemin vers l'Adriatique, sur Durazzo;

4<sup>o</sup> L'armée grecque devait s'emparer de Janina, de Monastir, puis revenir sur Salonique, où elle devait entrer en même temps que les divisions bulgares venant par la vallée de la Strouma.

Or, le Diadoque, manquant à ses engagements, a marché directement sur Salonique, sans se préoccuper des conséquences qui pourraient résulter de cette opération. Ainsi, c'est l'armée serbe qui dut aller vers Monastir.

Cette ville devrait donc revenir à la Serbie, en admettant que l'état de choses actuel ne subisse pas de modifications. Mais les Alliés ont-ils prévu le cas ?

Il est difficile de le savoir. Ce que l'on remarque, dès maintenant, c'est que les Serbes furent les seuls des quatre coalisés qui ont exécuté entièrement leur programme : Ils se sont emparés d'Uskub; ils sont allés à Perlépé, et se sont ouvert un chemin jusqu'à Durazzo. De leur côté, aucune grave difficulté ne peut surgir; ils ont même fait plus qu'il ne leur incombait, et, en maintes circonstances, ils ont aidé les Bulgares. On peut supposer que ce ne fut pas sans avoir pris leurs précautions pour l'avenir.

En est-il de même du côté hellène? Y eut-il accord préalable ou même entente pendant les hostilités entre Bulgares et Grecs sur cette question de Macédoine? N'a-t-on pas plutôt ajourné la discussion jusqu'à la fin de la guerre... Et alors, s'arrangerait-on aussi aisément qu'on l'assure actuellement,

pour les besoins de la cause, à Sofia et à Athènes ? C'est assez peu probable.

L'élément grec des régions de Cavalla, de Serrès, de Dédéagatch, l'élément bulgare de Yenidjé-Vardar, de Vodéna, de Florina ne vont-ils pas entrer en lutte, si le partage a lieu ?

Les Serbes et les Bulgares, au contraire, sont tous deux de race slave; d'autre part, comme nous l'indiquions plus haut, les Serbes ont dû prendre leurs précautions, tandis qu'il ne semble pas exister encore d'entente entre les Hellènes et les Bulgares.

Il paraît résulter de tout ceci que le partage éventuel de la Macédoine doit donner lieu à des contestations helléno-bulgares qui pourraient mal tourner et ajouter un grave souci à tous ceux dont se trouvent déjà chargés les diplomates européens.

*27 février 1913.*



## La mise au point

Les hommes, — puisqu'ils ne sont que des hommes, — n'ont à leur disposition aucune mesure objective qui leur permette de donner à la vérité ses dimensions exactes. C'est par commodité de langage que nous disons couramment ceci est vrai, ceci est faux, ceci est rouge ou ceci est vert... Nous sommes bien accordés sur un certain nombre de mots, et nous nous en servons généralement sans arrière-pensée, mais qui pourra jamais prouver, par exemple, que votre sens de la vérité, du son ou des couleurs est identique à celui de votre voisin ?

Et s'il en diffère, ce qui est infiniment probable, comment déterminer l'écart ?

Avec une entière bonne foi, chaque homme se construit un univers particulier d'après son tempérament, sa culture, ses qualités morales et physiques. puis il se place instinctivement au centre de sa chimère et déclare qu'il la voit du dehors. Les habitudes communes, mœurs, religion, patrie, nous empêchent le plus souvent de discerner la subjectivité de nos appréciations, mais lorsqu'une pensée ou un fait se trouve être examiné en même temps par des individus dissemblables, il arrive parfois que cette subjectivité saute aux yeux, et l'on reste alors confondu devant l'incertitude du jugement humain. Un cas tout à fait typique de vérité relative vient précisément de se présenter à propos des rapports franco-turcs.

Un jour quelconque de la semaine passée, dans une ville de France, un professeur sans notoriété spéciale fait devant un auditoire restreint une conférence sans importance sur l'Empire ottoman. On accordera, je pense, qu'il n'y a dans tout ceci rien de très sensationnel. Voici pourtant que les journaux turcs mènent grand bruit de cette affaire; les erreurs de l'obscur conférencier sont étalées, examinées, disséquées avec tant de minutie et tant de recherche que la manifestation sans portée du professeur, qui n'était intrinsèquement qu'une preuve d'ignorance et de manque de goût tout à fait dénuée d'intérêt, finit par prendre une valeur appréciable. La réfutation étant disproportionnée, le public turc s'est trouvé conduit à grossir l'incident pour qu'il soit en rapport avec les commentaires qu'il souleva. Passant du particulier au général, la conférence sans écho devient un fait symbolique.

Pourquoi ? Parce que les Turcs pensent que la France est contre eux.

Eh bien, et très franchement, après avoir fait tout de suite la part des nécessités politiques, il n'est pas sûr du tout qu'ils aient raison. Je crois connaître assez bien les sentiments de mes compatriotes, leurs façons de penser et les revirements dont leur âme est susceptible, et il me paraît au contraire que l'ensemble, la masse de l'opinion publique de chez nous — et elle compte, en France — ne tardera pas à donner aux Turcs le plus heureux démenti.

L'histoire de cette guerre se saura mieux, quelque jour. Il y aura de lourdes responsabilités à dégager, de grosses fautes à déplorer, mais elles ne porteront que sur certaines personnes. Par contre, l'endurance et la valeur anonymes des armées seront mieux appréciées. Nous aussi, nous symboliserons. Dans nos cœurs sensibles aux grandes actions, un Chukri pacha vivra à l'égal d'un Denfert Rochereau et nous dirons Andrinople comme nous disons Saragosse. La foule, nécessairement injuste par ignorance, ne gardera peut-être pas les noms d'hommes tels que Essad pacha ou Hassan Izzet bey, aussi valeureux cependant, aussi héroïques que le défenseur d'Andrinople... Mais qu'importent ces oublis !

Il faut beaucoup de héros méconnus pour faire un piédestal aux élus des foules. L'opinion publique est simpliste. Elle choisit un homme, et elle incarne en lui tous les dévouements qu'elle ne connaît pas mais qu'elle pressent, qu'elle devine. Et cela suffit pour qu'autour de cet homme les sympathies rayonnent et s'étendent à sa race, à ses compatriotes, car, dans cette mise au point rétrospective, le sentiment populaire ne se trompe pas.

Je ne voudrais pas tomber à mon tour dans l'ex-  
cès de généralisation que, tout à l'heure, je repro-  
chais aux Turcs à propos de la conférence du pro-  
fesseur... mais j'ai le ferme espoir, depuis quel-  
ques jours, qu'en France et en Turquie se mani-  
festeront des tendances conciliatrices. La Turquie  
et la France ont trop de liens séculaires d'amitié  
pour qu'on en fasse ainsi bon marché en deux ou  
trois mois.

Le revirement favorable se produira, soyons-en  
sûrs; en tous cas, travaillons-y loyalement des deux  
côtés. C'est faire œuvre utile et juste.

28 février 1913.



## Pour " cuire son œuf "

(Monténégro)

Au début de cette guerre, — dont la fin est heureu-  
sement proche, — un duel épistolaire d'une grande  
vivacité s'engagea entre M. d'Estournelles de Cons-  
tant le pacifiste et S. M. le Roi du Monténégro. Car  
le roi Nikita aime écrire... et peut-être même écrit-il  
un peu trop. Ce n'est pas affaire à un souverain  
— régnât-il sur un territoire minuscule — d'enta-  
mer des polémiques avec de simples citoyens, fus-  
sent-ils sénateurs; parmi les multiples qualités  
qu'exige le métier de roi, l'indifférence réelle ou  
simulée n'est pas des moins importantes.

Quoi qu'il en soit, le roi Nitika, s'étant engagé  
dans cette polémique, s'attira du sénateur pacifiste

une lettre qui connut une très grande publicité grâce à la formule lapidaire qui en formait la conclusion.

« Vous, — s'écriait M. d'Estournelles, oubliant dans son élan de parler à la troisième personne — vous qui allez mettre le feu à l'Europe pour faire cuire votre œuf!... »

L'image était saisissante. Elle revient à la mémoire, maintenant que le roi Nikita est de nouveau l'homme du jour.

Si nous nous en tenions aux laconiques dépêches parvenues dans la soirée d'hier, nous serions presque tentés de donner raison à M. d'Estournelles de Constant et de croire à la réalisation de sa prophétique apostrophe...

Mais la situation politique européenne, mise en cause par l'obstination du Monténégro, n'est heureusement pas de celles qui peuvent être résumées en trois lignes, et avant de s'abandonner au pessimisme, il est convenable d'attendre avec sang-froid des renseignements précis.

Si le roi Nikita n'était qu'un écrivain, s'il n'était que le poète inspiré des *chants patriotiques* et de l'*Impératrice des Balkans*, nous aurions tout à craindre; mais, depuis un demi-siècle qu'il règne, ce prince a maintes fois prouvé que son talent est multiforme et qu'il sait aussi se montrer le plus pratique et le plus avisé des Souverains.

Et il a fallu, en vérité, qu'il le fût! Allié de la Russie, où deux de ses filles se marièrent avec des princes de la famille impériale, le roi Nikita est aussi le beau-père du roi d'Italie, qui épousa sa fille Hélène au moment où l'Italie commençait à se préoccuper de l'équilibre adriatique. Il lui est même arrivé, il y a quelques années, d'entretenir avec Vienne des

relations cordiales... Maintenir cette balance diplomatique pendant si longtemps était un art difficile. Il n'y eût dans cette longue carrière qu'une erreur politique. Il est vrai qu'elle est lourde: c'est le procès des bombes; lorsque, en août 1910, le prince Nicolas ceignit la couronne royale, on espéra qu'une amnistie effacerait ce souvenir pénible. Il n'en fut rien. Le roi n'a pas oublié les rancunes du prince. Et cela fit mauvaise impression en Europe.

Depuis, on sait ce qui est arrivé. Apôtre longtemps solitaire de la Confédération balkanique, le roi du Monténégro s'est engagé à fond, et l'on doit reconnaître que tout son petit peuple l'a suivi « comme un seul homme ». La bravoure de ces montagnards n'est pas niable, mais, en définitive, que va gagner la Tchernagora dans cette lutte à outrance? Le roi Nicolas, si fin politique, sait bien, sait mieux que personne, entre quelles redoutables et contradictoires influences il est obligé de se mouvoir.

En somme, depuis le traité de Berlin, et malgré l'opposition de l'Autriche, le Monténégro n'est plus le pic stérile et séparé du monde qu'il était lors de l'avènement du roi Nicolas; le Monténégro touche à la mer; il possède les riches plaines de Podgoritza; il a les deux ports d'Antivari et de Dulcigno...

Tout cela n'est plus rien, aujourd'hui, aux yeux du roi Nicolas; pour son peuple, plus que décimé par six mois de guerre, il veut étendre son territoire en dépit des formidables obstacles qui se dressent devant lui.

Le veut-il réellement? Et ne craint-il pas que « son œuf », placé dans cette énorme fournaise européenne, n'éclate brusquement.

1<sup>er</sup> mars 1913.

## L'intérêt supérieur

L'attitude du gouvernement ottoman est d'une émouvante noblesse et elle provoquera certainement en Europe une impression excellente. Au reçu de la note des Puissances et bien qu'ils fussent décidés à en accepter les termes raisonnables, les ministres ottomans auraient pu tergiverser encore, ou tout au moins faire semblant de continuer la discussion. Et les gens n'auraient pas manqué pour louer la Porte de ce qu'ils eussent appelé de l'adresse.

Au lieu d'employer de telles « habiletés », le gouvernement turc a préféré faire le geste sobre et précis d'acquiescement; il s'en est remis avec confiance aux grandes Puissances européennes, et cette simplicité, cette franchise, cette rapidité même sont au contraire, à notre avis, plus favorables à la cause turque que tous les subterfuges et les atermoiements dont le Cabinet pouvait encore se servir.

Peut-être se souviendra-t-on que, récemment, nous propositions en exemple le cas de la France après la guerre de 1870-71; nous montrions comment nos hommes d'Etat d'alors avaient accepté une paix douloureuse par patriotisme véritable pour l'amour de la Patrie. Le patriotisme, disions-nous, n'est pas un sentiment de chauvinisme exaspéré, mais bien la vision nette des intérêts supérieurs du Pays.

Le gouvernement turc a eu cette claire vision; il a compris qu'il ne fallait pas compromettre irrémédiablement l'avenir de l'Empire; dans l'état actuel des choses, après le navrant amoindrissement territorial qui terminera cette crise, l'avenir économique de ce pays reste grand; d'autres nations, li-

vrées à elles-mêmes, sont sorties heureusement de situations identiques. La Turquie sait que le concours moral et matériel de l'Europe, — de la France, tout particulièrement, — ne lui sera pas marchandé. La paix qui approche doit devenir le commencement d'une ère féconde.

Ce sont ces grandes raisons qui ont dicté la réponse du gouvernement ottoman. Les ministres ont eu le courage de faire passer l'avenir avant les difficultés du présent; ils ont bien mérité de leur patrie.

Le ton de la presse est également digne d'être noté. Pas d'injures inutiles; pas d'éclats de voix superflus, mais une acceptation douloureuse des faits, un espoir contenu de revanche, une volonté ferme de travailler au rapide relèvement de la Nation, voilà les caractéristiques des articles turcs de matin.

Le gouvernement et les journaux viennent de faciliter la tâche médiatrice de l'Europe. On peut dès maintenant assurer que les grandes Puissances sauront ne pas oublier ce témoignage de confiance.

3 mars 1913.



## Deux gestes de Nicolas II

*(Triple Entente)*

Après-demain, 6 mars 1913, l'Empire russe célébrera le tri-centenaire de la dynastie des Romanoff. Déjà Pétersbourg est en fête, et S. M. le Tsar de toutes les Russies a marqué par des actes d'une im-

portance capitale la commémoration de la trois centième année de règne de sa puissante dynastie.

Nous reviendrons sur ce tri-centenaire. Aujourd'hui, nous devons enregistrer avec une joie sans réserve les deux grands gestes politiques de Nicolas II: l'éclatante consécration de l'alliance franco-russe et l'apaisement de la tension russo-autrichienne.

Ces deux gestes, coïncidant avec les fêtes d'après-demain, auront dans le monde entier un profond retentissement. La France, aussi résolument pacifique que solidement armée, en sera particulièrement heureuse.

Nicolas II a choisi son moment avec maîtrise. Il devient vraiment l'arbitre de la situation; alors que l'on pouvait tout craindre et que le règlement des affaires balkaniques restait entravé par de multiples complications internationales, alors que la course aux armements allait dépasser les limites raisonnables de la paix armée, l'Empereur de Russie prononce les paroles qui ramènent l'équilibre; les ressources infinies de son immense Empire et la réorganisation de ses armées donnent à l'affirmation solennelle de l'Alliance une valeur considérable, tandis que la démobilisation simultanée de l'Autriche et de la Russie va balayer du ciel politique les nuages menaçants qui s'y accumulaient depuis trop de semaines.

La nouvelle magistrature de M. Poincaré commence sous des auspices singulièrement favorables. Personnifié par l'homme qui était assurément le mieux capable d'assumer cette tâche si lourde et si délicate, notre beau Pays vit actuellement des moments bien faits pour réjouir tous les Français et tous les amis de la France. Que n'a-t-on pas dit et écrit, à l'étranger, contre l'alliance franco-russe! Que

de fois nous a-t-on perfidement insinué que la Russie nous abandonnerait, relâcherait peu à peu les liens qui l'attachaient à nous.

Jamais les gouvernements français qui se sont succédés depuis 1891 n'ont voulu prêter la moindre attention à ces propos. Jamais la France n'a douté de son alliée.

Et voici qu'après plus de vingt ans, l'Alliance, — renforcée par l'entente avec l'Angleterre, — nous apparaît, au moment voulu, avec plus de solidité, plus d'éclat que jamais.

Aussi loin que l'on puisse maintenant s'enfoncer dans l'avenir contemporain, et quelques suppositions que l'on fasse, il est impossible de ne pas voir la Russie, l'Angleterre et la France pacifiquement unies dans un même sentiment pour la défense collective de leurs intérêts communs et particuliers.

3 mars 1913.



## L'Eveil du Patriotisme

(Russie)

Les Russes fêtent aujourd'hui le trois-centième anniversaire de la dynastie des Romanoff. Pour la nation amie et alliée, cette commémoration solennelle du 6 mars 1913 est à la fois un témoignage de loyalisme et de patriotisme, car c'est la volonté nationale, c'est l'union du peuple contre l'étranger envahisseur, qui porta sur le trône Michel Féodorovitch Romanoff.

Lorsque Michel reçut la couronne des tsars, la Rus-

sie vivait, depuis près de huit cents années, sous la domination de princes scandinaves, issus de cette race des Varègues, grands navigateurs et hardis aventuriers qui, dans leurs courses à travers la Russie, s'étaient avancés une fois jusqu'à Byzance; vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, une partie des Slaves, lasse de lutter sans cesse, leur avait abandonné le pouvoir. Ils devaient le garder jusqu'à la mort de Fédor, ce fils déshonné du terrible Ivan IV.

Une première manifestation du sentiment national contraignait Boris Godounoff à prendre la place du roi défunt, son beau-frère. Godounoff avait été le conseiller d'Ivan, et le tsar Fédor lui avait donné toute sa confiance. Boris n'accepta cependant le trône qu'après des hésitations sans nombre; l'histoire de ce moine-empereur est connue de tous. Après lui, après le règne si court de son fils, la Russie se trouva sans maîtres reconnus, en prise à l'anarchie, envahie de toutes parts. Ce fut l'époque extraordinaire où, en quelques années, trois aventuriers purent successivement, avec des fortunes diverses, se faire accepter comme étant le tsarévitch Dimitri, fils d'Ivan, échappé au poignard des assassins et l'héritier du trône. Un faux Dimitri régna, puis fut détrôné par un prince Chouiski, lequel fut à son tour tsar de Russie pendant près de quatre années. Battu par Sigismond de Pologne, Vassili Chouiski abdiqua en 1610.

Alors, sans chef suprême, le Conseil des Boyards prit la direction des affaires de l'Etat. La situation de la Russie était à ce moment presque désespérée; à un tel point que les Boyards offrirent le trône au fils même du roi Sigismond. Le roi de Pologne refusa pour son fils, tandis que ses armées entraient victorieuses à Moscou et occupaient le Kremlin.

C'est alors qu'un gentilhomme de Riazan, Procope Liapounoff, parvint à lever une armée et marcha contre les Polonais à la délivrance du Kremlin; Liapounoff put croire quelque temps qu'il réussirait dans son audacieuse tentative, mais des traîtres l'assassinèrent et son armée se dispersa.

Après cet échec, la Russie semblait irrémédiablement perdue. Envahie à l'ouest par les armées polonaises dont une occupait le Kremlin, envahie au nord par les Suédois, ravagée en tous sens par des bandes de brigands, sans souverain ni chef religieux, sans cohésion nationale, gouvernée par des Boyards acquis aux envahisseurs, son salut semblait impossible.

Il vint d'où nul ne l'attendait: du peuple.

Il faut s'imaginer ici ce qu'était à cette époque ce vaste empire peu peuplé; tout l'Est, à partir de Moscou, ignorait les terribles événements qui venaient de se produire, car les bandes armées, maîtresses du pays, arrêtaient et massacraient tous les courriers. En octobre 1611 une lettre de l'archimandrite Dionisis parvint cependant à Nijni-Novgorod.

C'était un suprême appel au peuple orthodoxe. La population de Nijni-Novgorod fut assemblée et l'archiprêtre donna publiquement lecture de l'appel au nom de la Sainte-Eglise. L'effet fut prodigieux. Un boucher, Minine le Manchot, s'élança aux côtés de l'archiprêtre, et personnifiant en lui seul le peuple tout entier, il prononça les paroles nécessaires: « Donnons tout, nos biens, notre vie; mettons, s'il le faut, en gage nos femmes et nos enfants, mais sauvons la patrie et la foi!

Un enthousiasme indescriptible s'empara de Nijni-Novgorod, chacun apportait tout son avoir, de l'ar-

gent, des bijoux, des meubles, en jurant sur les Saintes images de chasser l'étranger.

En très peu de temps, cet élan patriotique gagna les provinces voisines, et il devint possible de lever une armée d'où furent exclus les Cosaques et les mercenaires étrangers; en tête de cette armée nationale avançaient les évêques et les moines, porteurs de croix.

Et l'on marcha sur Moscou. Décidée à vaincre ou à mourir, l'armée nationale battit les Polonais et les chassa de la ville sainte. Parmi les prisonniers que cette victoire délivra, se trouvait le jeune Michel Romanoff, fils d'un métropolitain qui avait joué un grand rôle dans la lutte contre les envahisseurs.

Une nouvelle armée polonaise qui marchait sur Moscou n'osa pas affronter la bataille et rebroussa chemin, tandis qu'une assemblée comprenant les députés de la noblesse, du clergé et des marchands, réunie à Moscou, élisait le jeune Michel Romanoff tsar de toutes les Russies.

Le peuple russe avait sauvé sa patrie et sa foi. Le tsar régnait désormais sur un pays où vivait le sentiment national. 5 mars 1913.



## Les 75

(France)

Chacun le sait: ce n'est pas un sentiment de chauvinisme qui a poussé le gouvernement français à proposer aux Chambres le service de trois ans;

et l'opinion publique de chez nous n'est devenue belliqueuse qu'après le vote des crédits militaires allemands. Notre attitude n'est pas agressive; nous nous contentons d'être prêts à la riposte, si par hasard on voulait nous attaquer.

Pour nier de telles évidences, pour discuter de telles certitudes, il faut vraiment être un socialiste unifié, c'est-à-dire faire passer les principes et la discipline de parti avant le souci de la vérité présente. C'est ce qui arrive en ce moment. Parmi les soixante-quinze députés socialistes unifiés (sur six cents représentants du pays) qui ont accepté la tâche ingrate de défendre sans succès des idées fausses, il se trouve des hommes tout à fait remarquables. MM. Jaurès, Sembat, Vaillant sont du nombre.

On pense bien que ces *leaders* se rendent compte de la situation tout comme le reste du pays, et mieux même. Ils savent que nous ne pourrions pas continuer de vivre librement sans une armée puissante; ils savent très bien aussi que le peuple français accepte volontiers, gaiement, le service militaire; ils savent enfin, eux qui sont des hommes cultivés, tout ce que le monde entier perdrait le jour où la France serait vaincue... Ils savent tout cela, les socialistes unifiés de notre Parlement, et pourtant, ils protestent, ils s'indignent lorsqu'on leur propose la seule défense possible de ce patrimoine de liberté et de civilisation !

Jusqu'à quel point sont-ils sincères? Est-ce que chacun d'eux, pris individuellement, est convaincu de la justesse de ses idées ?

Et s'ils savaient, les 75, qu'ils doivent entraîner derrière eux la majorité du Parlement, est-ce qu'ils crieraient aussi fort ?

Aujourd'hui, ils ont beau jeu: la loi de trois ans sera votée, c'est certain. Alors, les protestations socialistes devant rester inopérantes, ils les formulent avec une vigueur qui ne surprendra pas ceux qui savent un peu ce qu'est la politique.

Naguère encore, le bloc radical et radical-socialiste s'était bénévolement placé à la remorque du groupe unifié, par esprit de surenchère. L'élection de M. Poincaré a détruit ce pacte tacite. La majorité républicaine s'est séparée de ses pilotes d'extrême-gauche juste au moment où la passe devenait dangereuse. Mais ceci est très récent. En combattant avec violence le service de trois ans, les unifiés ont moins pour objectif d'empêcher le vote de la nouvelle loi que de recenser combien de radicaux sont encore sous leur férule.

Ils sont d'avance bien sûrs que toutes leurs manœuvres ne serviront de rien et que le Parlement français votera la loi de trois ans. Et non seulement ils ont cette conviction, mais encore ils reconnaissent en secret que cette loi est devenue nécessaire. Pourtant, ils voteront contre! Ainsi, la défense nationale sera tout de même assurée, et les 75 seront restés fidèles à leur doctrine humanitaire, à leur propagande démagogique...

Que le menu fretin de la Chambre se livre à ces calculs mesquins, passe...

On sait que ces combinaisons sont la monnaie de la politique... Mais voir un Jaurès ou un Sembat, deux hommes de très grande valeur, organiser la comédie, c'est une impression pénible et qui prouve que le talent et la culture sont choses distinctes, hélas! de la probité intellectuelle.

Donc, les 75 voteront contre la défense nationale. C'est très bien; on s'y attendait. Mais combien

de radicaux vont-ils parvenir à englober dans leur opposition antipatriotique?

C'est sur ce chiffre que l'on pourra juger le nouvel état d'esprit du Parlement.

8 mars 1913.

## Complications

Pour la seconde fois, le calme visage de la Paix s'évanouit à l'horizon balkanique, semblable aux fallacieux mirages du désert qui égarent les voyageurs lancés à leur poursuite. Qui ne croyait à la fin de la guerre, il y a seulement une semaine?

Chacun se plaisait à en découvrir les signes avant-coureurs; on allait jusqu'à indiquer la date du protocole préliminaire... Vains espoirs! L'image horrible de la guerre obscurcit aujourd'hui le ciel un instant rasséréiné et nul ne veut plus se souvenir de ses prophéties optimistes.

Cette guerre et la crise politique qui l'accompagne, auront dérouté tout le monde, y compris les belligérants! Ce ne doit pas être sans amertume que les Bulgares se remémorent l'audace avec laquelle ils annonçaient leur victoire définitive dans les huit jours qui suivraient la reprise des hostilités.

Et si, depuis cette reprise, les Turcs n'ont point remporté de victoire véritable, au moins ont-ils eu le temps de prouver que leur résistance était efficace. Cependant, ils eussent accepté la paix. Ceci est certain, et le nouveau gouvernement l'eut signée, si la chose n'avait pas été rendue impossible par les

Alliés. Les tendances pacifiques du cabinet Mahmoud Chevket n'étaient pas douteuses. Mais il est des sacrifices que personne ne peut consentir à moins d'avoir le couteau sur la gorge.

Ce fut la grande erreur des Balkaniques de n'avoir pas compris cela. Leurs exigences démesurées ne pouvaient avoir qu'une conséquence, et celle-ci s'est en effet produite: entre une paix déshonorante et la guerre à outrance, la Turquie, malgré les multiples difficultés qui l'étreignent, vient d'opter pour la guerre.

Mais cette guerre, comment va-t-elle continuer? Il sera bien difficile aux Ottomans, pour ne pas dire impossible, de rompre le cercle qui les entoure... Et, d'autre part, il paraît non moins impossible que les ennemis parviennent jamais à franchir les défenses réellement formidables de Tchataldja et de Gallipoli. Enfin, le mauvais temps empêche toute opération militaire. Le mieux que puissent faire les armées ennemies dans l'état actuel des choses, c'est de rester sur leurs positions respectives... Ce n'est pas la paix; mais peut-on appeler cela la guerre?

L'affaire balkanique devient de plus en plus paradoxale. Jusqu'à présent, à chaque demande formulée par les Bulgares est venue se joindre une exigence complémentaire correspondant, disent-ils, à la perte de temps que leur font subir les Turcs, en discutant leurs propositions... Cela peut durer indéfiniment, car il est de toute évidence que ces demandes successives nécessiteront chaque fois un nouvel examen.

Dans ces conditions, le rôle des Puissances médiatrices devient singulièrement ingrat.

Va-t-il falloir encore de sanglantes batailles pour déterminer de nouvelles chances de paix? Si le temps était favorable à la guerre, on pourrait sans dou-

te répondre affirmativement. Mais les terres de Thrace sont épouvantablement détrempées; les batailles sont impossibles! Et l'on ne peut songer sans un frisson aux souffrances de tous ces hommes qui sont campés là depuis des mois, sans avoir même la consolation de se battre, et qui attendent stoïquement les pieds dans la neige, sous le manteau glacial de l'hiver...

Si vraiment la paix ne peut se faire sur les bases actuelles, l'intérêt politique et le souci humanitaire se trouveront d'accord pour accepter une véritable reprise des hostilités comme une délivrance.

Puisque les paroles sont sans effet, que le sort des armes décide !

*12 mars 1913.*



## Un plan de Réformes

La hâte de l'information quotidienne fait que l'on abuse quelquefois dans la presse du mot « historique »... Journée historique, séance historique, etc. Puis les mois s'écoulent et le grand événement s'efface avec eux, sans laisser de trace appréciable pour les générations futures. Si nous faisons aujourd'hui cette restriction, c'est que nous serions volontiers tentés de qualifier d'« historique » le Conseil des ministres tenu hier, et, malgré ces réserves, il se peut bien, en effet, que le Conseil du 11 septembre 1912 marque une date que l'on mentionnera plus tard dans l'histoire de l'Empire ottoman.

Un vaste plan de réformes a été, en effet, dressé hier par les ministres, et leurs travaux empruntent aux circonstances actuelles, tant intérieures qu'extérieures, une importance considérable. car il est évi-

dent que les réformes, proposées ou adoptées hier, constituent une réponse directe à certaines revendications tapageuses.

Le conseil a abordé en premier lieu la question des réformes générales concernant les diverses branches de l'administration dans tous les vilayets de l'Empire. Ce projet a été très longuement étudié. Il a été décidé que les réformes à appliquer ne seraient pas identiques pour toutes les provinces. Ces mesures sont arrêtées selon les besoins de chacune des provinces. En ce qui concerne la Roumélie, deux projets distincts seront préparés. Un troisième projet comprendra les dispositions administratives destinées aux provinces de l'Anatolie orientale.

Dans cette dernière région, des réformes seront appliquées particulièrement aux systèmes judiciaire, administratif et économique. Ainsi, il est faux que les réformes décrétées par l'Albanie doivent être appliquées sur tous les autres points de l'Empire. Le gouvernement a acquis la conviction qu'il y a lieu de remanier les rouages administratifs dans l'Empire, afin d'assurer le progrès du pays et le bien-être de la population, mais on n'ignore certes pas que les besoins de chacune des provinces diffèrent sous beaucoup de rapports. C'est précisément ces circonstances qui obligent le gouvernement à préparer différents projets. Ghalib pacha, vali de Cossovo, a assisté hier encore aux délibérations du conseil des ministres. Il a pris part aux discussions concernant la mise en exécution des mesures de réformes en Albanie.

Le vali de Cossovo, qui a fait des études sur place, a fourni au conseil de longs détails sur les points que visent particulièrement les différentes mesures préconisées. Ghalib pacha a insisté surtout sur la réorganisation des services administratifs. En

somme, dans sa séance d'hier, le conseil des ministres a arrêté les grandes lignes des réformes générales à apporter dans l'empire.

On annonce que le gouvernement communiquera à la presse d'ici, à quelques jours, un résumé de ces réformes.

A l'issue de ces délibérations, le cabinet passa à l'examen de la situation politique dans les Balkans. Et là encore, il s'est agi des mesures propres à assurer l'ordre sans que la plus légère atteinte soit portée au principe de l'intégrité ottomane. Nous avons dit dès hier qu'une accalmie relative a commencé à se manifester en Bulgarie. Ces informations sont aujourd'hui confirmées officiellement. En effet, Gabriel effendi Noradounghian a annoncé hier à ses collègues que le gouvernement bulgare a donné de nouvelles assurances pacifiques. Nous ne doutons pas, pour notre part, que le roi Ferdinand et son premier ministre ne soient partisans résolus de la paix.

D'abord, parce que si l'on ne voit pas très bien ce que la Bulgarie pourrait, dans les circonstances actuelles, retirer d'une guerre, même victorieuse, on voit parfaitement ce qu'elle pourrait perdre dans le cas contraire. D'autre part, il paraît impossible que les grandes puissances européennes laissent éclater un conflit.

Toutefois, les incidents répétés de frontières, tant avec la Bulgarie qu'avec d'autres nations, ne sont pas faits pour rétablir la tranquillité et il est à souhaiter que cette effervescence s'apaise rapidement. C'est pour aboutir le plus tôt possible à cet apaisement que Nazim pacha a donné des ordres très précis aux commandants des principales fron-

tières. Ces instructions ont reçu la pleine approbation du conseil des ministres.

Restaient encore deux grosses questions intérieures : affaires d'Arménie et la question du Liban. Elles ont également été étudiées hier.

C'est le Ghazi Ahmed Moukhtar pacha, heureusement remis de son indisposition, qui mit lui-même sur le tapis les affaires arméniennes, et le conseil a arrêté, sur sa proposition, les bases des mesures à appliquer d'urgence à Van et à Bitlis.

La question du Liban a été ensuite abordée. Le gouvernement ayant déjà arrêté les modifications à introduire dans les statuts de ce sandjak privilégié, il s'est occupé hier du choix d'un candidat au poste de gouverneur. Et l'on assure que nous connaissons dans peu de jours le nom du gouverneur désigné par les ministres.

On voit que les grandes préoccupations de la politique ottomane ont été hier successivement envisagées par les ministres. Mais il est bon, croyons-nous, de nous mettre dès maintenant en garde contre certaines impatiences. Des réformes aussi importantes, aussi étendues, aussi délicates à appliquer, ne peuvent évidemment pas donner des résultats immédiats.

Ils auront trop beau jeu, ceux qui dans huit ou quinze jours, feindront de s'étonner qu'aucune modification sensible n'est encore survenue... La plus simple équité commande au contraire d'attendre raisonnablement l'effet des réformes adoptées hier.

Ceci ne signifie pas qu'il faille passer sous silence les retards et les lenteurs — s'il en survient, — qui pourraient retarder l'application des réformes. Mais, encore une fois, de tels programmes ne se réalisent qu'avec la collaboration du temps.

*11 mars 1913.*

## A PROPOS DES « TROIS ANS »

### Socialistes et Lycéens

(France)

Réuni sous la présidence de M. Poincaré et du général Joffre, le Conseil supérieur de la Guerre a déclaré, à l'unanimité, qu'il y avait nécessité absolue, dans l'intérêt de la défense nationale, d'augmenter les effectifs militaires. A l'unanimité également, le Conseil des Généraux s'est prononcé en faveur du service de trois ans, sans dispense.

Au lendemain même de cette consultation, M. Etienne, ministre de la guerre, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui serait à citer tout entier; en voici du moins les trois derniers paragraphes :

« En vous appelant à vous prononcer sur ce grave problème, le gouvernement a la conviction profonde et justifiée par l'expérience de travailler, non seulement pour la sécurité de la France, mais aussi pour la paix de l'Europe, étroitement liée, tout le démontre, à l'équilibre des forces diplomatiques et militaires entre les grande snations.

« Nous ne nous dissimulons pas les lourdes charges que la loi nouvelle imposera au pays. Mais son attitude dans des circonstances récentes a suffisamment prouvé que cet effort nécessaire n'est pas au-dessus de sa clairvoyance et de son patriotisme.

« Il y a quelque chose qui domine toutes les contingences, qui triomphe de toutes les hésitations,

qui gouverne et détermine les élans individuels et collectifs d'une grande et noble démocratie comme la nôtre : c'est sa volonté bien arrêtée de vivre forte et libre et de rester maîtresse de ses destinées. »

« La France libre dans une Europe pacifique... »  
La question se trouve ainsi portée sur son véritable terrain.

Ces paroles sages et patriotiques tout ensemble, les 75 députés unifiés les ont accueillies par des cris et des injures. Paris, qui est indulgent aux hommes de grand talent, a vu avec peine M. Jaurès perdre toute retenue parlementaire et se faire le chef d'orchestre de cette troupe hurlante. La France, qui fait plus de cas du caractère que du talent, n'a pas caché son dégoût, et cette journée a été plus néfaste aux doctrines des unifiés que dix ans de propagande antisocialiste.

En face de cette minorité, le Pays se dresse d'un seul geste. Un souffle de *Marseillaise* parcourt les villes et les campagnes de France, et dans cette communion d'un peuple tout entier, c'est pour nous une joie profonde de voir les jeunes gens prendre la tête du mouvement national.

Nous reproduisons hier le texte d'une lettre adressée par les élèves du lycée Carnot au président du Conseil; les lycées Lakanal, Louis-le-Grand, le collège Rollin, le lycée Condorcet font de même... Condorcet, Carnot... C'est mon adolescence... A quinze ans d'écart, je vois maintenant que les jeunes gens d'alors, ceux qui passent aujourd'hui la trentaine, n'avaient pas le sens du patriotisme dont leurs cadets d'aujourd'hui sont si vivement pénétrés. Et la génération qui nous précéda, celle qui, maintenant, a la quarantaine, cette génération-là l'avait moins

encore. Nous avons traversé une période fâcheuse, pendant laquelle il fut de bon ton pour les « intellectuels » de ne croire à rien, de tout remettre en discussion et d'arborer comme un signe distinctif une sorte de nihilisme élégant et railleur...

Les jeunes gens d'aujourd'hui, tout aussi cultivés et tout aussi intellectuels, après tout, que ceux de 1880, ne veulent pas de cet attristant scepticisme. Ils croient en leur Nation, ils croient en sa force, ils acceptent des directions morales et ils ne supposent pas déchoir en agissant selon une pensée collective. Le dangereux et stérile individualisme qui naguère encore était la seule méthode acceptée par l'élite fait place à des sentiments d'ensemble; les jeunes Français ont compris la nécessité où se trouve un Etat d'adopter une idée maîtresse qui domine toutes les autres et qui se confond avec l'amour de la Patrie.

Si, — ce qu'à Dieu ne plaise — l'appel aux armes retentissait cette année sur notre territoire, 1913 verrait, comme 1793, les places publiques se couvrir d'estrades improvisées où les gamins de dix-huit ans s'enrôleraient d'enthousiasme. Et le miracle français se produirait à nouveau, irrésistible.

On a beaucoup parlé, on parle encore d'un danger de conflagration générale... Chaque jour l'éloigne, car chaque jour fait la France plus vigoureusement unie, plus ardemment résolue à rester « maîtresse de ses destinées ».

C'est l'armée française, l'armée de trois ans, qui maintiendra la paix européenne.

12 mars 1913.

## La Médiation et la Guerre

« Dans quinze jours, cette guerre sera finie », disait-on couramment après Lulé-Bourgas... Il y a cinq mois de cela et la paix n'est encore qu'une espérance. Que de temps, que d'hommes et que d'argent perdus, depuis l'arrêt des Bulgares à Tchataldja, depuis l'armistice du 3 décembre... Que d'espoirs déçus par l'intransigeance et le bluff des Alliés! Que de tergiversations, chèrement payées, hélas, du côté ottoman! Et comme l'on comprend la patriotique angoisse des Turcs, lorsqu'on vient leur parler de la paix alors que deux cent mille de leurs frères opposent encore à l'ennemi un vivant et formidable rempart!

La Porte n'a cependant jamais démenti sa volonté d'adhérer au principe d'une paix équitable. Le gouvernement ottoman n'a jamais refusé de reconnaître « les résultats de la guerre ». Mais emportés par le succès, les Coalisés n'ont rien voulu entendre; ils ont cru qu'il leur serait possible de remporter rapidement la victoire définitive, celle qui eût supprimé la discussion; ils se sont farouchement entêtés dans leur désir d'exécuter un plan conçu à la hâte au lendemain de leurs victoires premières, et ils ont ainsi volontairement rendu les négociations impossibles.

La reprise des hostilités, en ouvrant la seconde période de cette terrible crise, a montré que les Alliés avaient modifié leur tactique; ils ont abandonné leurs projets téméraires, ils ont renoncé à la marche en avant, rendue impossible par les défenses de Tchataldja et de Gallipoli, pour concen-

trer leurs efforts autour des trois places assiégées; ils se sont acharnés contre Andrinople, Scutari et Janina, escomptant que la Turquie serait immobilisée par le général Hiver, et qu'elle ne pourrait être d'aucun secours à ses trois citadelles bombardées.

Il en fut ainsi. Clouées sur place par le mauvais temps, les troupes ottomanes durent s'arrêter devant d'infranchissables lacs de boue; aucun combat décisif ne put être livré; aucun engagement sérieux ne sera possible avant une quinzaine de jours; encore faut-il pour cela que le beau temps se maintienne et que le vent sèche les plaines détrempées...

Jour après jour, les semaines, puis les mois s'écoulent; les Alliés tentent des assauts furieux, chaque fois repoussés. Les trois glorieuses villes résistent désespérément; elles font preuve d'une endurance civique et d'un courage militaire inégalés. Mais les vivres et les munitions s'épuisent... Il arrive toujours un moment où il est impossible de se défendre, sans pain ni poudre! Janina a cédé.

On nous comprendra maintenant sans qu'il soit nécessaire d'écrire des mots de mauvais augure... malgré la valeur des chefs et l'héroïsme des soldats, les forces humaines ont des limites. Le jour où ces limites seront atteintes les Alliés exagéreront encore leurs prétentions, et même l'espérance d'une base d'entente préalable sera exclue des possibilités diplomatiques. En lisant, hier, aux « Télégrammes de la Matinée » à quelles conditions les balkaniques s'en remettent à la médiation des Puissances, on ne peut s'empêcher de penser que les conditions si elles sont sans appel, ne correspondent à rien qu'à la continuation pure et simple des hostilités. Entre les dernières propositions ottomanes et les

plus récentes demandes des Alliés. l'écart paraît pour le moment impossible à supprimer.

Et pourtant, après réflexion, c'est déjà quelque chose que l'Europe médiatrice soit saisi des deux côtés d'une demande d'arbitrage. En dépit de leur entêtement, les Coalisés ne pousseront sans doute pas la folie guerrière jusqu'à la consommation de leur propre ruine et ils réduiront leurs prétentions... Aura-t-on alors à demander à la Turquie un nouveau sacrifice ? La guerre aura-t-elle alors modifié la situation ?

La réponse à la première de ces questions dépend presque certainement de celle que les événements auront donnée à la seconde.

13 mars 1913.



## Les Arbitres

Londres, 15 mars.

*Les ambassadeurs ont retenu le fait que les alliés acceptent leur médiation et décident de les en remercier.*

*Les ambassadeurs ont pris en considération cependant, qu'il n'appartenait pas aux Balkaniques de fixer des conditions, en acceptant la médiation, et que ce devoir incombe seulement aux puissances médiatrices.*

*Les ambassadeurs désirent également qu'on fasse savoir aux alliés qu'ils n'ont pas le droit d'intervertir les rôles.*

Les trois paragraphes que nous reproduisons en

lête de ces lignes et qui sont pris dans une dépêche expédiée à l'*Agence ottomane* par son correspondant de Londres semblent bien résumer avec impartialité et précision le résultat de la séance tenue par les ambassadeurs au reçu de la note des Balkaniques. On verra plus loin les commentaires qu'a soulevés cette note dans la presse européenne; ces commentaires ne sont pas favorables aux Alliés.

Ils ont passé la mesure; il est juste qu'on les ramène à un sens plus exact des proportions. Il faut penser que nos confrères turcs, qui ont si souvent accusé l'Europe de partialité, liront sans déplaisir les dépêches signalant la mauvaise impression produite par les demandes des Coalisés, et l'on doit espérer qu'ils voudront bien y trouver la preuve de ce que nous n'avons jamais cessé de dire : l'Europe, tout en tenant compte des résultats de la guerre, s'emploie à établir dans les Balkans un équilibre stable et conforme à la justice.

L'importance de l'opinion émise par la presse européenne n'est pas niable. Cependant, le fait capital n'est pas là; ce qui domine la situation, c'est l'acceptation des Alliés de s'en remettre à la médiation des Puissances. Que cette acceptation s'accompagne de demandes, de réclamations, de conditions même, tout ceci reste secondaire. L'essentiel, répétons-le, c'est que les Coalisés aient accepté de s'en remettre à la juridiction de l'Europe.

A présent que les six Ambassadeurs de Londres se trouvent enfin saisis du différend, on peut vraiment entrevoir la fin de la crise balkanique; depuis cinq ou six semaines, tandis que l'attention du public se portait à nouveau sur Andrinople, Gallipoli et Tchataldja, les Ambassadeurs de Londres ont silencieusement travaillé, sachant bien qu'en défi-

nitive, l'affaire serait un jour soumise de nouveau à leur examen. Et c'est précisément ce travail préliminaire, accompli discrètement, qui fait aujourd'hui espérer un règlement rapide.

« Il est resté à Londres, — écrivions-nous ici le 8 février dernier, au moment de la reprise de la guerre, — quelques personnages d'importance qu'il ne convient pas de dédaigner : six hommes sont là, qui continuent à tenir régulièrement séance, qui persévèrent dans leur mission, qui, tandis que les canons en batterie déclairent l'air, travaillent avec confiance en vue de la concorde.

Et nous ajoutions : Les journaux oublient ces diplomates; mais que l'on s'occupe d'eux ou non, les Ambassadeurs réunis à Londres continuent à jouer un rôle important dans le drame balkanique...

« Il viendra bien un jour où l'on comprendra pourquoi les Ambassadeurs restent à St-James; d'avance, ils auront envisagé toutes les possibilités, ils auront pesé les arguments de toutes sortes. Par leurs soins, la reprise des négociations sera préparée, grâce à leurs travaux préliminaires les trop grosses surprises seront écartées... »

Ces lignes restent d'actualité.

Choisis comme arbitres par les deux parties en présence, les Ambassadeurs de Londres trouveront rapidement, peut-être même sont-ils déjà fixés sur ce point, des conditions équitables de paix. Nous pensons également qu'il est en leur pouvoir de les faire accepter et par la Turquie et par les Balkaniques. Ces derniers ne tarderont pas à comprendre que leur véritable intérêt n'est pas dans l'exagération... D'ailleurs, en acceptant de s'en remettre aux Puissances, les Alliés ne marquent-ils pas déjà qu'ils désirent la paix ?

17 mars 1913.

## Le roi Constantin

(Grèce)

Que Schinas le régicide soit un simple fou, comme on l'annonça tout d'abord, ou qu'il soit plus ou moins affilié à l'une des bandes sandanskistes, comme les dernières dépêches le laisseraient entendre, la chose n'est assurément pas sans importance, mais il est trop tôt pour ouvrir ce débat, et d'ailleurs les précisions manquent; peut-être le procès révélera-t-il des complicités plus ou moins directes. Pourtant, la plupart des régicides, pour ne pas dire tous, sont des solitaires, des exaltés à cerveau faible et criminel qu'une idée fixe finit par conduire au crime, qu'ils commettent généralement au nom de la doctrine anarchiste; Schinas semble être de ceux-là.

Geste de fou ou d'anarchiste, ce crime est particulièrement odieux, et, dans les circonstances actuelles, le peuple hellène en sera affecté de la façon la plus cruelle.

Georges Ier était un souverain simple et sincèrement démocratique, un ami véritable de son peuple. Homme du Nord, il avait, au milieu des Hellènes, une cordialité un peu froide, peut-être, mais réelle, une bonhomie tranquille et souriante, une familiarité, même, qui touchaient profondément le cœur de ses sujets. Ils le sentaient bon et fidèle; ils le savaient avisé et fin diplomate; ils l'aimaient et ils avaient en lui toute confiance...

Et voici qu'il meurt assassiné par derrière, à la veille précisément du jour où il allait remettre

entre les mains de son fils le royaume que sa politique adroite et sage avait enrichi et agrandi. Georges I<sup>er</sup> n'aura pas connu cette joie de père et de souverain. Constantin prend le pouvoir dans les circonstances les plus dramatiques qui se puissent imaginer.

Homme réfléchi, énergique, moins doux que son père, Constantin n'est plus aujourd'hui pour son peuple le vaincu de Pharsale; il est le généralissime respecté, le triomphateur de Janina. Il a prouvé aujourd'hui que sa réputation de tacticien n'avait pas été surfaite, et si le peuple hellène put jadis se détourner quelque peu de celui qu'avant-hier encore on nommait le Diadoque, il ne reste plus à présent dans l'esprit de ses sujets que des sentiments d'admiration et de reconnaissance.

Soldat vainqueur, homme de résolution, que sera le nouveau roi Constantin du point de vue politique? On peut facilement le juger sur ses actes passés; il a quarante-cinq ans, et bien qu'il ne se soit jamais mêlé directement de politique, on sait assez ses rapports avec M. Vénizélos pour préjuger la direction qu'il donnera à son peuple. Le roi Constantin poursuivra la politique paternelle; peut-être aura-t-il moins d'aménité, moins de rondeur, mais il s'écartera peu des idées du roi Georges. Les rapports de la cour de Grèce avec les diverses Puissances européennes seront, comme par le passé, conduits avec prudence et ils resteront sans doute le système de balance qu'a toujours appliqué le roi Georges; la nouvelle reine est la sœur du Kaiser, mais les canons et les instructeurs viennent de France, et, d'ailleurs, l'un des fils du roi défunt, Georges, a épousé la princesse Marie-Bonaparte, la fille du prince Roland; la reine-mère est russe. Toutes ces

influences se rencontraient sans se heurter à la cour de Grèce.

Il en sera de même sous le nouveau règne. Constantin a aussi, et c'est sa qualité la meilleure sans doute, un sens très net des réalités; il sait ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Pas plus que son père, il ne se laissera emporter vers des chimères irréalisables ou dangereuses. Et ceci, étant donné le moment de sa venue au pouvoir, est une grande garantie de paix et de prospérité pour le royaume de Grèce.

20 mars 1913.



## Le ministère Barthou

(France)

Au moment où nous écrivons, la crise ministérielle française semble terminée. On verra, du reste, un peu plus loin, la composition du nouveau Cabinet. C'est un ministère « panaché » et pour en parler avec quelque précision, il faudra, sans doute, attendre et le juger sur ses actes.

Deux indications, et des plus importantes, sont cependant fournies dès maintenant. Laissons momentanément de côté la personnalité de M. Louis Barthou et tenons-nous en aux portefeuilles des Affaires étrangères et de la Guerre.

La direction de notre politique extérieure passe entre les mains de M. Stephen Pichon. Et rien qu'à écrire ce nom, une question se pose aussitôt: M. Stephen Pichon, dont les hautes qualités et l'intelli-

gence sont d'ailleurs universellement appréciées — n'en a pas moins été, et pendant longtemps, l'ami intime et dévoué de M. Clemenceau; dans quelle mesure, M. Clemenceau, ce terrible démolisseur, a-t-il participé à la chute du cabinet Briand? A présent que voici M. Pichon au pouvoir, on sent l'importance de la question... et tout en ne doutant pas un seul instant du patriotisme de notre nouveau ministre des Affaires étrangères, on peut se demander s'il suivra strictement la ligne de M. Jonnart, c'est-à-dire de M. Poincaré; ici, il convient d'attendre la déclaration ministérielle.

Nous sommes, par contre, très heureux de voir que M. Louis Barthou s'est accordé avec M. Etienne, qui a consenti à conserver le portefeuille de la Guerre dans la nouvelle combinaison. Pour qui connaît le tempérament et le passé de M. Etienne, il paraît certain que le ministre de la guerre n'a rien abandonné de ses idées, ni de son programme. La loi de trois ans aurait donc l'approbation du ministère Barthou.

S'il en est réellement et complètement ainsi, la preuve est faite que le sentiment national reste assez indifférent aux questions de personnes, — ce qui est très bon — mais qu'il ne transigera pas sur le principe de la loi de trois ans, et ceci est excellent.

Puisque M. Etienne garde son portefeuille, nous devons croire que le ministère Barthou, dans son ensemble, fera de la loi de trois ans une question de cabinet, et que nous n'aurons rien à regretter.

Le moment est trop grave pour que l'on s'attarde à déplorer le départ de tel ou tel homme politique; il n'y a plus, en France, qu'une question vitale, décisive: la loi de trois ans. Quel que soit le minis-

tère qui la soutienne, quels que soient les députés qui la voteront, peu importent les nuances et les partis.

Il est très compréhensible que l'on ne soit pas toujours d'accord sur certaines questions intérieures. Il serait impardonnable que l'on fut divisé sur la question des trois ans, parce qu'elle met en jeu la sécurité même du Pays. Il y a là un devoir national que le ministère Barthou comprendra certainement

22 mars 1913.

## La déclaration de M. Louis Barthou

(France)

C'est un ministère à juger sur ses actes, écrivions-nous ici il y a quatre jours, au reçu de la dépêche annonçant la constitution du cabinet Barthou. Le ministère n'a pas agi encore, mais son chef a parlé, et les mots que M. Barthou a prononcés sont trop nets, trop formels, pour ne pas engager complètement le sens de la déclaration ministérielle. Sans doute, il s'est déjà trouvé des ministres, pleins de zèle et de bonne volonté, qui n'en sont pas moins restés impuissants à réaliser les promesses, cependant précises, de leur déclaration aux Chambres, et nous aurions tort d'accepter comme des faits accomplis toutes les assurances données par M. Barthou aux journalistes parlementaires. On est optimiste à coup sûr, lorsqu'on est chargé de constituer le gouvernement... les difficultés et les embûches viennent ensuite.

C'est ainsi que M. Louis Barthou tient son ministère pour un Cabinet d'union, de détente et de conciliation républicaine; il n'a aucune animosité contre son prédécesseur et il dit: « M. Briand, mon éminent ami... »

Il est vrai qu'il en dit autant de M. Clemenceau.

Mais laissons ces petites, ces toutes petites nécessités de la cuisine politique; elles n'ont jamais empêché ceux qui peuvent faire de grandes choses d'exécuter leurs projets.

Héritier d'un programme très chargé en résolutions d'une importance capitale, M. Barthou allait-il refuser la succession ou en accepter le bénéfice avec la responsabilité? Voilà ce qui, seul, nous intéresse dans ce changement de ministère.

On trouve encore, à la Chambre, et sans chercher trop âprement, plusieurs personnages formés à l'école politique de M. Combes; certains d'entre eux furent même de consciencieux ouvriers de discorde au moment des campagnes menées par les radicaux contre l'Eglise. A cette époque bénie — bénie par M. Mascaraud — la Pologne était peut-être heureuse, mais la France ne l'était pas; le Bloc pesait un peu trop lourd sur elle. Le Bloc avait une doctrine curieuse; les molécules qui formaient cet agrégat appliquaient avec une habileté extrême la doctrine de « l'union fait la force ». De cette force, qui fut indiscutable, on sait quel usage fit la majorité; ce fut l'ère, heureusement courte, du socialisme antipatriotique et de la libre pensée anticléricale. Cette période fut close, on s'en souvient, par la venue au pouvoir de M. Poincaré lorsqu'il forma le « grand ministère ». On put croire, alors, que le Bloc était bien mort, et qu'il n'y avait plus, à la Chambre et au Sénat, que des représentants du peuple animés d'un même es-

prit de tolérance et de patriotisme... Et voici que tout dernièrement les sénateurs viennent de nous montrer qu'ils ont en partie reconstitué le vieux et néfaste système qui consiste à faire passer la « politique » avant les intérêts généraux de la Nation...

Que va faire la Chambre? M. Barthou a déclaré à nos confrères parisiens qu'il se présenterait devant elle en faisant du service de trois ans une question de cabinet; il a également déclaré qu'il était partisan d'une représentation proportionnelle « dont les modalités devront être recherchées dans un très large esprit d'union et de transaction entre les deux Chambres ». Et cette phrase indique assez clairement que M. Louis Barthou est, sur ce point, plutôt « chèvre-chouiste ».

Mais à tout prendre, on peut abandonner provisoirement la proportionnelle: là-dessus, on se retrouvera.

En ce moment, une seule question compte, domine tout: la loi de 3 ans. S'il faut absolument faire une part à la politique, qu'on abandonne même le projet de R. P., mais qu'on adopte le service de trois ans.

La Chambre va voter. Qu'elle ne retombe pas dans les erreurs passées, comme viennent de le faire les sénateurs; qu'elle ne s'écarte pas de la volonté populaire; qu'elle accomplisse son devoir patriotique.

Après, elle aura tout le temps de jouer au jeu de massacre et d'abattre des ministres successifs à coups d'amendements sur la R. P. Mais après, seulement après.

26 mars 1913.

## Un exemple

(*La France*)

Nous entrons dans la période d'attente; c'est la seconde depuis le début, déjà si lointain, de la guerre balkanique. On sait comment les premières espérances de paix, logiquement fondées sur l'armistice, s'évanouirent au bruit des canons, après les laborieuses négociations de Londres. C'est le premier échec des pourparlers de paix qui rend aujourd'hui certaines gens pessimistes et qui leur fait dire:

— Vous verrez... vous verrez... ce sera comme la première fois; on n'arrivera pas à s'entendre.

Mais lorsqu'on leur demande pour quelles raisons l'accord leur paraît cette fois encore impossible, on s'aperçoit qu'ils répondent par les mêmes arguments dont ils faisaient état lors des conférences de Londres :

— Les Alliés resteront ce qu'ils furent toujours, c'est-à-dire d'une intransigeance telle que l'entente ne pourra avoir lieu; d'autre part, la Turquie peut encore espérer en une victoire; enfin les Puissances sont-elles aussi réellement d'accord qu'elles le disent ?...

Voilà, en trois mots, les trois arguments de ceux qui ne veulent pas croire à la paix, et nous reconnaissons sans gêne aucune qu'il y eût une époque où nous faisons nôtres ces mêmes arguments. Nous les réfutons aujourd'hui tout simplement parce que les choses ont changé et qu'elles ne s'appliquent plus à la situation présente.

C'est ainsi, en premier lieu, que les Balkaniques

ont perdu leur superbe et aveugle confiance en eux-mêmes, depuis qu'ils ont échoué dans toutes leurs tentatives pour prendre Andrinople, pour forcer Tchataldja et Gallipoli. Leur intransigeance était faite à la fois de bluff et d'espairs... Les espairs sont partis; le bluff, seul, ne résistera guère aux paroles sages et fermes des Puissances.

Du côté ottoman, il est sûr que l'on se rend également compte des difficultés quasi-insurmontables de la situation militaire; serait-il possible à l'armée de Tchataldja, même après une victoire, de regagner le terrain perdu, de remonter au secours de l'héroïque Andrinople? Là-dessus, il faut s'en tenir à l'opinion des gens de métier, à l'avis des officiers; or, ceux que nous avons entendus, récemment revenus de Tchataldja, étaient unanimes dans leurs appréciations :

« Tchataldja est imprenable, disent-ils, mais l'offensive serait périlleuse, car il faudrait que la victoire fut absolument complète à la fois sur les deux ailes et au centre... et puis, remonter la Thrace en chassant devant soi l'armée bulgare, est un projet irréalisable, étant donné l'état du terrain, les distances à parcourir et les difficultés de ravitaillement. »

Voilà ce que déclarent loyalement ceux qui connaissent les forces en présence et les positions.

Quant aux Puissances, elles seront toujours d'accord jusqu'au moment où elles entreraient en guerre... et comme c'est justement pour éviter toute menace de conflit européen qu'elles proposent la paix, il est tout au moins logique de supposer qu'elles maintiendront leur accord, tant que leur but ne sera pas atteint, et qu'elles le maintiendront avec solidarité, puisque la paix balkanique les délivrerait d'un évident malaise.

N'est-ce pas ainsi que la situation s'offre aujourd'hui aux yeux de tous ceux qui regardent sans parti-pris ?

Sans parti-pris... J'ai dit le mot à dessein. Mais nous est-il possible de n'avoir pas de parti-pris, s'écrient les Ottomans. Notre Patrie est envahie. Nos paysans ont été massacrés, des milliers des nôtres sont blessés... et vous voulez que nous n'ayons pas de parti-pris !

Et ceux qui me parlent et ceux qui m'écrivent ainsi, sous le coup de la douleur et de l'indignation patriotiques, ceux-là me proposent presque toujours en exemple la guerre franco-allemande de 1870-71...

Eh bien ! je reprends aujourd'hui le parallèle, à mon tour. C'est une chose qu'un Français n'eut point faite, il y a seulement cinq ans, sans un sentiment de gêne ; c'est une chose qu'à présent nous pouvons faire volontiers.

Oui, nous avons perdu deux provinces, deux belles et douces provinces — et nous ne l'oublions pas. Oui, les armées allemandes victorieuses ont défilé dans Paris sous l'arc triomphal de Napoléon I<sup>er</sup>, — et même ceux d'entre nous qui sont trop jeunes pour avoir vu cela, en sont profondément émus.

Je ne parle même pas des cinq milliards... ni des hommes morts...

Et puis ? qu'on regarde la France maintenant. Plus que jamais elle est forte, riche et saine.

La terrible leçon a servi.

Oui, la paix de 1871 fut signée à Versailles, dans la Versailles du grand siècle — et toute notre séculaire tradition nationale en reste encore endeuillée.

Vraiment, cela reste en effet douloureux pour

nous d'évoquer notre défaite, mais je crois de toute mon âme que les Français peuvent aujourd'hui abandonner la formule de Gambetta, qui voulait que nous *y* pensions toujours sans *en* parler jamais; nous ne cessons pas d'y penser, mais nous avons reconquis le droit d'en parler, et même celui de joindre à cette évocation tragique une fierté très légitime, très noble, et qu'il est inutile de cacher.

C'est que depuis le jour précis où fut signée la paix qui nous meurtrissait, les hommes chargés de conduire le Pays n'ont jamais cessé de travailler passionnément à sa grandeur. Jamais un seul d'entre eux n'a désespéré de la patrie parce qu'elle était appauvrie et mutilée; le mal était profond; il n'était pas irréparable. Ces hommes, ces chefs, ont compris que le vrai patriotisme, ce n'est pas un chauvinisme à outrance; ils se sont donnés tout entier à une tâche méthodique de relèvement financier, de réorganisation militaire, de transformation sociale et ce fut, depuis lors, la constante coopération de tous les cerveaux et de tous les bras.

Quarante ans ont passé: voyez maintenant ce qu'est la France, et dites si ce n'est pas là un noble et reconfortant exemple ?

25 mars 1913.



## La fin d'un Héros

Dans aucune Histoire, rien n'est plus sublime  
Lorsque, tard dans la soirée d'hier, parvinrent,  
avec la douloureuse confirmation, les premiers renseignements un peu détaillés, la pure figure du grand

héros d'Andrinople se dressa soudain dans un rayonnement incomparable, immense, au-dessus des ruines fumantes de sa Ville dévastée. Oui, sa Ville. Aujourd'hui, nous ne voulons pas voir la conquête, mais seulement la splendide résistance et la fin surhumaine de cette Andrinople, glorieuse, désormais, entre toutes les Villes.

Nous avons nos héros vénérés: je n'en vois pas un que Chukri pacha n'égale: cet homme immortel a fait preuve de toutes les qualités exceptionnelles qui sont la part des héros et leur donnent la survie dans les mémoires des hommes.

Après cent cinquante jours de siège, alors qu'Andrinople était encerclée de fer et couverte de mitraille, alors que les maisons flambaient et que tout était désespéré, Chukri pacha continuait à défendre le morceau de Patrie qu'on avait confié à sa garde et qu'il avait juré de ne pas rendre.

Il a tenu parole. La ville prise, il fallut encore faire le « siège des maisons ».

Alors, quand rien ne fut plus possible, Chukri pacha comprit qu'il avait gagné le droit suprême de mourir; ce fut sa suprême fierté.

Qui n'aurait le cœur étreint d'une émotion très pure, très profonde, devant cet héroïsme quasi-légitime ?

A leur douleur, les Turcs peuvent joindre un légitime orgueil. Tout ceci est atroce pour eux, mais, malgré tout, ils doivent à Chukri pacha, héros national, ils doivent à ses officiers et à ses troupes, ils doivent à l'admirable population d'Andrinople, une éternelle reconnaissance. Tant d'héroïsmes accumulés, tant de gloire militaire et de valeur morale leur enlève le sentiment de l'humiliation pour ne laisser en leur âme que des images surhumaines.

Et maintenant, reparler de politique, de paix, de l'Europe... Non. Pas aujourd'hui !

27 mars 1913.



### Situation nouvelle

Voyons ; sera-t-il permis à un homme qui vit dans ce pays et qui a de réelles sympathies pour les Turcs, me sera-t-il permis de rechercher franchement et d'exposer ce que je crois être l'intérêt véritable des Ottomans ?

J'écarterai d'abord toute question de sentiment. Il est assurément douloureux, de ce côté-ci, de n'envisager que les faits acquis ; douloureux, mais nécessaire. Ceux qui, pour regarder en face la vérité, mettent en ce moment des verres roses, ceux-là feraient mieux de regarder directement, quitté à se brûler un peu les yeux.

Il faut répéter encore que tout sentiment sera exclu de notre examen et que nous nous efforcerons de le conduire à la façon d'une démonstration mathématique.

Le grand fait nouveau, celui qui déplace le problème et le replace suivant une formule nouvelle, c'est la chute d'Andrinople.

Tout l'héroïsme et toute l'abnégation de Chukri pacha, l'incomparable dévouement de ses troupes, tout ceci peut et doit enorgueillir les Ottomans, leur montrer que leur valeur militaire est restée égale

à ce qu'elle fut, mais quoi ! Le fait est là : Andrinople est tombée ; pour arriver à ce résultat, les Bulgares ont fait trop de sacrifices, pour ne pas en demander maintenant la rançon.

Mais, il reste Tchataldja, ou plus exactement Hademkeuy, cette position formidablement défendue, cette passe étroite, entre les lignes de Buyuk-Tchek-médjé et le lac de Dercos. Il y a là tant d'ouvrages stratégiques, tant d'hommes et de canons, que la ligne qui défend Constantinople est considérée comme absolument infranchissable. Ce matin même, dans un article très logiquement déduit et tout-à-fait remarquable du point de vue dialectique, le *Tanine* démontre pourquoi la ligne de Tchataldja est imprenable ; l'auteur de cet article fait aussi ressortir les très grandes difficultés que rencontreront les Bulgares pour amener devant Hademkeuy leur grosse artillerie... Tout cela est vrai, mais croit-on que ces difficultés soient insurmontables ?

Sans être un technicien, je connais les positions de Hademkeuy et de Tchataldja, et, d'accord ici avec tous les officiers que j'ai interrogé sur la question, je crois — et le croyant, je le dis loyalement — qu'il sera possible aux Bulgares d'installer leur grosse artillerie en face des positions ottomanes.

Et cette possibilité en crée d'autres...

De l'avis des militaires, il faudrait à l'ennemi une vingtaine de jours pour transporter ses grosses pièces et les mettre en position.

Nous espérons ici de tout notre cœur que ces vingt jours seront utilement employés par la diplomatie. Cette guerre a déjà coûté trop d'hommes et trop d'argent... Va-t-on la continuer aux portes mêmes de Constantinople ?

L'appoint de l'armée d'investissement d'Andrinople est un sérieux renfort pour les Bulgares. Le véritable patriotisme commande-t-il de jouer cette suprême partie? N'est-ce pas faire le jeu de ses adversaires que de leur donner l'opportunité de se rapprocher de la capitale ?

« Il n'y a pas d'exemple qu'une guerre ne se soit pas terminée par une paix », me dit quelquefois un ami dont le bon sens s'apparente à celui de M. de Lapalisse... Tout de même, c'est un axiome.

Prenons l'hypothèse la plus probable; les Bulgares ne franchiront pas les lignes d'Hademkeuy; mais ils seront là, en nombre, avec l'espoir de passer, et quand bien même ils n'auraient pas cet espoir, ils feront semblant de l'avoir, ils blufferont à nouveau... Or, si l'armée turque peut les empêcher de passer, rien ne peut leur interdire de concentrer toutes leurs forces autour de Tchataldja; cette concentration et la menace qu'elle portera en elle, pèseront encore sur les conditions de paix...

Conclusion? Oui; il faut, en de telles circonstances, donner entièrement son opinion; il faut dire aussi qu'elle n'engage que vous-même. Je crois, pour ma part, que l'intérêt de la Turquie est actuellement dans une prompte solution pacifique.

Veillent mes lecteurs ottomans croire que je ne m'embarrasse pas de considérations étrangères en formulant cette opinion. C'est seulement du point de vue turc que je me place.

Ce ne sont point non plus des conseils que je prétends donner... C'est simplement l'expression d'une conviction formée par les événements, en dehors des préférences personnelles; c'est un essai vers la vérité, vers la raison.

C'est aussi un appel à la pitié poussé par quelqu'un qui a vu les horreurs de la guerre, et tant de sang, tant de larmes, tant de misère...

30 mars 1913.



## L'intérêt se déplace

(Albanie)

L'intérêt de la crise orientale vient de se déplacer, une fois de plus. Successivement, nous l'avons vu à Lulé-Bourgas d'abord, puis à Tchataldja, pendant la campagne de Thrace; aussitôt après la conclusion de l'armistice, nous l'avons suivi à Londres, où il fit un stage de six semaines au palais de St-James.

Les événements de janvier dernier l'attirèrent brusquement à Stamboul; tout récemment, il était à Andrinople, et l'on a pu croire un instant qu'un avenir prochain le ramènerait à Tchaldja pour la seconde fois...

Nous ne pensons plus qu'il faille envisager ce retour, mais, par contre, nous constatons aujourd'hui que l'intérêt de la crise, dans ses pérégrinations vers la paix, vient de faire un crochet imprévu qui déplace à nouveau la question d'Orient.

La grosse préoccupation du moment n'est plus, en effet, la guerre balkanique, mais bien l'affaire albanaise. C'est en Albanie, — plus exactement, c'est à propos de la future Albanie, — que s'exerce maintenant l'action diplomatique. C'est la fixation des frontières du nouvel Etat qui ajourne en ce moment

la solution de la crise. Par une sorte d'accord tacite, on avait jusqu'ici laissé dormir la question albanaise; tandis que s'agitent avec des chances diverses de nombreux prétendants, les diplomates feignaient de ne pas se souvenir de l'autonomie promise, certaine, mais non délimitée, des populations montagnardes qui vivent entre Scutari et Janina.

Et voyez : rien "qu'à écrire ces deux noms de villes, on pose le nouveau problème; on aperçoit aussitôt toutes les difficultés qu'il porte en soi.

Que sera l'Albanie ? La réponse n'est pas facile à donner. Nous citerons, en exemple, une phase très-significative de M. Hanotaux où l'on trouvera, sous une forme concise, les aspects différents de la question albanaise :

« Sa situation géographique au triple front, — dit l'académicien, — sa situation religieuse à la triple croyance, ses voisinages à la triple influence. son histoire elle-même à la triple origine... » voici les contradictions qui se présentent au premier regard.

Depuis que M. Hanotaux a tracé ces lignes, de nouveaux achoppements sont nés. La question de Janina, d'abord; les Grecs ne demandent plus la ville seule, mais bien tout le sandjak de Janina; voilà pour le sud; au nord, l'obstination du roi Nikita a posé la question de Scutari.

Des deux côtés, les Alliés sont d'accord pour réduire le plus possible la part que les Ambassadeurs de Londres voulaient assigner à l'Albanie autonome.

Et toutes les vieilles querelles diplomatiques, tous les espoirs, toutes les propagandes, toutes les influences étrangères se réveillent et se heurtent avec une ardeur d'autant plus vive qu'il s'agit cette fois d'un règlement à peu près définitif.

Ce n'est pas que nous soyons pessimistes sur le résultat final... Oh! non. La diplomatie européenne saura, dans cette affaire encore, trouver un *modus vivendi* satisfaisant. Nous ne pensons point du tout que la guerre européenne puisse être déclanchée par un mouvement du roi de Monténégro.

Car la Russie elle-même n'est probablement point disposée à jouer la grande partie pour l'« œuf » monténégrin.

Donc l'inquiétude n'est pas de mise. L'affaire albanaise, avec toutes ses complications, s'arrangera certainement.

Il n'en est pas moins vrai qu'elle est, en ce moment, le point principal de la crise balkanique et qu'elle mérite, à ce titre, d'être suivie avec la plus vive attention, car la façon dont elle se règlera sera sans aucun doute féconde en indications sur la politique générale de l'Europe.

3 avril 1913.



## La fin des hostilités

« La Russie elle-même, disions-nous dès vendredi, n'est probablement point disposée à jouer la grande partie pour l'« œuf » monténégrin ». Avant-hier encore, nous insistions sur l'efficacité, trop contestée par quelques-uns, de l'action diplomatique, et, en dépit des rumeurs pessimistes, nous exprimions notre confiance en l'accord européen.

La confirmation de nos espoirs ne s'est pas fait attendre : la Russie, d'accord avec les autres Puis-

sances, s'est rangée à l'avis exprimé, il y a trois mois, par les six ambassadeurs de Londres, et la question de Scutari, la question de l'Albanie, reste affaire à l'Europe.

On verra plus loin que le différend roumano-bulgare est également devenu une question européenne, dont la solution est presque certainement déterminée, malgré le mystère dont on l'entoure.

Reste le plus grave problème : la cessation des hostilités entre l'Empire ottoman et les Alliés balkaniques.

Là encore, les grandes Puissances sont décidées à régler elles-mêmes, et sans appel, cette partie de la crise balkanique.

En effet, si l'on reprend un à un les quatre paragraphes formant la réponse des Alliés, on voit que sur le premier point, la question de la frontière, tout le monde est d'accord : proposée par l'Europe, acceptée par l'Empire ottoman la ligne Midia-Enos reçoit également l'approbation des Alliés; bien entendu, il ne s'agit pas de tracer une frontière absolument rectiligne; on se servira des accidents de terrain, des crêtes, des vallées... mais ceci sort du domaine politique pour entrer dans la compétence d'une commission spéciale; tel vallonement sera turc et tel autre bulgare; cela devient, pour ainsi dire, de la topographie. L'accord sur les termes Midia-Enos suffit donc à régler la question des frontières.

Mais la suite de la réponse balkanique n'est plus que restrictive, et dans certains milieux, ces réserves ont provoqué un retour au pessimisme. Peut-être ceux qui pensent ainsi ont-ils mal posé le problème. Si la discussion restait limitée aux Alliés et aux Turcs, le pessimisme serait en effet justifié,

car il est presque certain que l'Empire ottoman préférerait la continuation de la guerre à l'acceptation des conditions balkaniques.

Mais il ne faut pas oublier que la Turquie, depuis une semaine déjà, s'en est remise à l'Europe. C'est donc avec les Puissances que les Alliés ont à faire Or, quoi qu'on puisse dire, l'accord européen existe.

Assurément, c'est un accord de circonstance, qui ne durera pas toujours; ceci est trop certain; mais nous n'avons actuellement à l'envisager qu'en ce qui concerne la cessation des hostilités, et de ce point de vue, nous avons la conviction que la signature des préliminaires de paix est proche. La note des Puissances remise avant-hier à M. Guéchoff est d'une sécheresse qui prouve, selon nous, le désir qu'a l'Europe d'en finir rapidement.

Ensuite, on procédera à la liquidation des questions financières et on préparera le remaniement général de la carte des Balkans. Alors, certainement, il est possible que des complications se produisent; elles sont même probables et ne devront étonner personne. On ne bouleverse pas ainsi toute une partie du monde sans aviver des susceptibilités, sans déranger des combinaisons, sans déplacer des influences...

Ceci, c'est l'avenir. Pour le moment, d'heureux symptômes mènent à croire que nous avons fait, depuis deux jours, un grand pas vers la cessation des hostilités. Ce ne sera point encore la paix définitive; mais ce ne sera plus la guerre.

7 avril 1913.

## A PROPOS D'UN DISCOURS

### Un peu de chronologie

(France et Allemagne)

L'Allemagne, — a dit en substance M. de Bethmann-Hollweg dans son discours d'avant-hier sur les armements, — l'Allemagne est une nation pacifique, et la paix serait assurée pour toujours, d'après l'honorable chancelier, si l'Empire allemand pouvait avoir la certitude que la France n'attaquera pas la première.

Ce n'était là, on le pense bien, qu'une précaution oratoire, un artifice de langage destiné simplement à préparer la partie importante du discours, celle où le ministre allemand a dressé devant le Reichstag une image *made in Germany* du « chauvinisme français ».

Comme c'est curieux! Alors, c'est nous, la France, qui provoquons l'Allemagne? C'est nous qui avons commencé cette terrible course aux armements?

On serait tenté de le croire, à lire ce discours. On le croirait, en vérité, si les faits et les dates n'étaient pas trop récents pour que l'on n'ait pu les oublier.

Mais puisque M. de Bethmann-Holweg n'a pas craint d'appliquer le fameux principe du « c'est pas moi, c'est lui », nous allons d'abord rétablir les faits, pour mémoire.

Ce sera facile :

C'est le 12 février 1913 que M. de Bethmann-

Hollweg, déjà nommé, prononçait son premier et retentissant discours sur « le besoin de paix », et c'est dans ce discours du 12 février — insistons sur la date — que le chancelier faisait cette phrase :

*« Nous devons renforcer cette année les effectifs et l'outillage de notre armée de terre. Toutes les autorités responsables de l'Empire allemand sont d'accord là-dessus. »*

C'est le 16 février que le conseil des ministres communs d'Autriche-Hongrie s'est occupé, sur l'initiative de M. le comte Berchtold, des dépenses militaires extra-ordinaires « faites en connexité de la crise ». Ces dépenses s'élevaient à 480 millions.

*C'est seulement le 9 mars*, c'est-à-dire un mois après le premier discours de M. de Bethmann-Hollweg, que M. Etienne, ministre de la guerre, déposait sur le bureau de la Chambre française un projet de loi demandant le vote de crédits militaires et le retour au service de trois ans.

La conclusion se déduit d'elle-même : c'est l'Allemagne qui a commencé. Et c'est assurément son droit de vouloir être aussi forte que possible. Mais du moins que M. de Bethmann-Hollweg respecte la chronologie!

L'incident du *Zeppelin* montre assez que la France ne cherche à l'Allemagne aucune querelle d'allemand. Notre parfaite correction et la célérité dont nous avons fait preuve au cours de cette affaire, n'ont étonné que les journaux pangermanistes. Il est faux de prétendre que la France cherche une occasion de déclarer la guerre à l'Allemagne. Nous venons de prouver que le souffle patriotique qui anime en ce moment notre patrie n'a été qu'une réaction nécessaire, une riposte indispensable.

Pourquoi M. de Bethmann-Holweg, qui a lui-même déclanché cet élan patriotique de la France, vient-il à présent s'en étonner ? Ne l'avait-il point prévu ?

« En cas de guerre, a-t-il dit, l'Allemagne veut être sûre de vaincre ».

Ne croit-il pas que ce sont là d'inutiles et dangereuses paroles ? Ce chancelier qui s'abrite à l'ombre colossale de Bismarck ignore-t-il donc que, depuis quarante-trois ans, il s'est produit en Europe quelques petits changements dont la France tire espoir et fierté ? Il a dit encore dans une autre partie de son discours que l'Allemagne aurait en cas de guerre à faire front, sur terre, de deux côtés à la fois... C'est en effet très exact, et c'est là qu'il faut chercher l'inquiétude de l'Allemagne et son désir légitime d'accroître sa force armée.

Mais que l'on nous épargne désormais le couplet trop connu sur le chauvinisme français...

Lorsque nos ministres de la guerre et nos présidents du Conseil montent à la tribune pour demander une augmentation de notre armée, ils sont plus mesurés : « Une France libre dans une Europe pacifique », disait M. Etienne. C'est la bonne formule. Nous voulons en effet être libres de nos gestes, nous voulons être assez forts pour pouvoir, si tel est notre désir, envoyer M. Delcassé à Pétersbourg ou nos troupes au Maroc. Et c'est tout. Nous jugeons inutile d'agiter pour cela le spectre du pangermanisme.

M. de Bethmann-Hollweg n'eut-il pas mieux fait de suivre ce sage exemple ?

8 avril 1913.

## L'Europe et les Alliés

Le fait nouveau, c'est-à-dire le blocus des côtes monténégrines, avait rejeté au second plan la question de la paix. Pour que l'Europe put en effet s'occuper utilement de mettre fin aux hostilités, il lui fallait préalablement s'accorder sur l'affaire de Scutari; il fallait de plus que le règlement de cette affaire fut en bonne voie. Or, les dernières nouvelles sont plutôt rassurantes à cet égard. Que ce soit par suite du mauvais temps et de la difficulté à monter les gros canons, ou simplement à cause de l'action diplomatique des Puissances, les troupes investissant Scutari sont depuis plusieurs jours immobilisées.

L'on doit espérer que le répit permettra aux Puissances de trouver des compensations à offrir au Monténégro, et au Monténégro de comprendre la gravité de la situation.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'accord indubitable de l'Europe a fait perdre beaucoup de son acuité à l'affaire monténégrine, et la question de la paix reprend la première place parmi les divers litiges proposés à l'arbitrage européen.

On se souvient que nous en étions restés à la réponse des Alliés: ils acceptaient le principe de la frontière Midia-Enos, et formulaient des réserves sur tous les autres points: indemnité, question des îles et frontières de l'Albanie.

Ces réserves, bien que de nature à retarder la paix, n'étaient pas cependant très graves. C'était plutôt un dernier marchandage que l'expression d'une volonté irréductible. C'est bien ainsi qu'en ont jugé

les ambassadeurs de Londres dans leur dernière séance, si, du moins, nous nous en rapportons — en l'absence du communiqué officiel — aux informations particulières du *Temps* résumées dans une dépêche de l'*Agence Ottomane* :

« Paris, 9 avril.

« Voici, d'après le *Temps*, le sens approximatif de la réponse qui sera faite par la conférence de Londres à la note des Etats alliés.

« La question de l'indemnité de guerre sera résolue par la conférence financière qui se tiendra à Paris.

« La frontière Enos-Midia sera revisable sur certains points de détail.

« Les Puissances communiqueront aux Balkaniques le tracé de la frontière Nord et Nord-Est de l'Albanie, mais pas encore celui de la frontière Sud. La question des îles sera également réservée.

« On craint, ajoute ce journal, un refus de la part des Alliés sur ces derniers points. »

On voit, par ce résumé, que la Conférence de Londres se maintient dans les limites du programme qu'elle s'est précédemment tracé: la question financière et la question des îles restent entre les mains des Puissances.

Il n'y a que sur l'affaire albanaise que les ambassadeurs font aux Alliés une légère concession, mais, au total, cette concession se retourne contre eux; la conférence de Londres ne reviendra certainement pas sur sa décision première: le blocus en est la preuve. Scutari fera partie du territoire albanais. Les Alliés tiennent à ce qu'on le leur dise tout de suite; on le leur dit. Quant à la frontière sud, on verra plus tard...

En somme, la satisfaction est mince.

Voilà sans doute pourquoi le *Temps* conclut avec

un certain pessimisme que les Alliés répondront par un refus.

Attendons toutefois les confirmations officielles et souvenons-nous, avant de nous laisser aller à de fâcheux pronostics, que les grandes puissances ont toutes de bonnes raisons pour désirer, et par conséquent pour amener, la cessation de l'actuel état de choses.

10 avril 1913.

9

## Compensations

*(Monténégro et Albanie)*

« Les frontières nord de l'Albanie sont fixées. » Ce laconisme télégraphique signifie évidemment que Scutari est d'ores et déjà comprise, ainsi que nous l'avons toujours prévu, dans le nouvel Etat enfanté par la Conférence de Londres.

Royaume ou principauté, l'Albanie autonome existera et Scutari en fera partie. Telle est la volonté de l'Europe, et le roi Nikita serait heureusement inspiré en s'y conformant avec le moins de retard possible.

On comprend bien tout ce que la décision des Ambassadeurs a de pénible pour le roi du Monténégro, mais on ne peut s'empêcher de remarquer que cette décision était connue depuis trois mois...

Il semble donc que l'obstination du roi Nikita ne fut qu'une imprudence... Un tel entêtement n'aura cependant point été stérile. D'avoir menacé pendant

deux ou trois jours, l'équilibre européen ne sera pas sans profit pour le Monténégro: on parle de compensations, de sérieuses compensations qui permettront au vieux roi d'effacer ou du moins d'atténuer l'effet de ses paroles hardies. « Scutari ou la mort! », a-t-il dit dans un moment d'enthousiasme... la formule, sans doute, se modifiera comme ceci: « Scutari ou vingt millions »... Le mot sera moins cornélien, mais le résultat en sera, tout de même, préférable.

Et l'on dit aussi que l'Autriche, voulant marquer ses intentions conciliatrices, céderait au Monténégro une bande de territoire prise sur l'Herzégovine... Cette cession serait une courtoise réplique donnée par la Monarchie dualiste au sacrifice que la Russie a consenti à la cause de la paix. Et tout le monde serait content, ou du moins, tout le monde aurait l'air de l'être...

C'est même presque trop beau. Jusqu'ici, l'Autriche n'a pas fait grand'chose pour que nous puissions croire sans réserve à cette cession d'une partie de l'Herzégovine et, peut-être, avant de nous réjouir, convient-il d'attendre que le Ballplatz confirme... ou démente une aussi grande nouvelle.

La première des deux compensations — les millions — semble, par contre, plus digne de foi. Et ce sera sans aucun doute une appréciable rubrique dans le budget monténégrin que ces vingt millions de « dommages et intérêts ».

Mais... qui paiera? Car, enfin, cet argent, il va bien falloir le prendre quelque part... C'est contre l'Empire ottoman que le Monténégro est en guerre, mais, de par la décision des Puissances, Scutari ne fait plus partie du territoire ottoman, et la Turquie s'est rangée à cette décision... Alors?

La question, ainsi posée, paraîtrait difficile à résoudre, si l'on ne savait pas, par expérience, qu'en matière internationale, ce sont encore les différends financiers qui sont le plus aisément applanis.

Que le roi Nikita se rende à l'évidence. Il a résisté suffisamment pour que l'Europe lui tienne compte de son opiniâtreté... Pourtant, il ferait un mauvais calcul en la transformant en « rébellion ». Mais, depuis cinquante ans qu'il règne, ce prince a donné tant de preuves de son adresse qu'il nous est impossible de ne pas faire confiance, une fois de plus, à son sens des réalités.

*11 avril 1913.*



## La Note russe

Jamais nous n'avons cessé d'exprimer ici notre confiance dans l'accord européen; bien au contraire, nous avons mis en lumière, à plusieurs reprises, les efforts pacificateurs tentés avec une loyale persévérance par les diplomates européens.

On nous permettra de le rappeler aujourd'hui, au lendemain des déclarations du gouvernement russe.

Que reste-t-il maintenant des perfides insinuations portées tant de fois par une certaine presse, contre la prétendue duplicité de la Russie et contre le rôle soi-disant néfaste pour la paix, que l'on a systématiquement prêté à la Triple-Entente?

Et que diront-ils, à présent, ces accusateurs obstinés ?

Ne valait-il pas mieux contrôler au jour le jour

les événements, montrer la persistante résolution des Puissances décidées à maintenir solidairement la paix tout en sauvegardant les droits et l'honneur de chacune ?

Nous ne pouvons que répéter aujourd'hui ce que nous avons dit plusieurs fois déjà : L'accord européen ne supprime évidemment aucun des grands problèmes ethniques, aucune des grandes lois historiques qui sont comme la structure de l'avenir... Que les Puissances entrent plus tard en conflit, ceci n'est pas impossible.

Mais le jour où d'aussi formidables chocs seront devenus inévitables, c'est que les Nations en cause seront atteintes dans leur honneur et dans leur immédiate sécurité. L'accord européen durera suffisamment pour qu'un équilibre stable soit instauré dans les Balkans. Et tout cela n'ira point dans de multiples entrevues, sans de nombreuses consultations, et c'est excellent qu'il en soit ainsi, car les chances de tranquillité seront d'autant plus grandes que l'on aura su prendre plus de précautions.

On le voit à présent : l'accord diplomatique des Puissances n'était pas une formule hypocrite ou vaine : les six Nations ont loyalement travaillé de concert, et elles travailleront encore de même jusqu'au règlement définitif de toutes les questions balkaniques.

Peut-être, et malgré l'évidence, se trouvera-t-il encore quelques obstinés pour ne pas croire à la solidité de l'accord, pour continuer à soupçonner la Russie.

Heureusement, les faits et les dates sont là, précis, irréfutables, et le communiqué du gouvernement russe ne permet pas de contradiction sérieuse. Ce que l'on supposait en se basant sur la logique des évé-

nements reçoit une confirmation catégorique: la Russie a voulu depuis longtemps éviter même que se posât la question de Scutari. Elle a prodigué au roi Nikita les conseils les plus amicaux et les plus fermes à la fois. Et lorsque la Conférence de Londres en eût terminé avec les frontières-nord de l'Albanie, le gouvernement du Tsar s'est empressé de mettre sous les yeux de son minuscule ami le tableau des responsabilités qu'il allait assumer...

« Toutes ces démarches auprès du roi Nicolas restèrent infructueuses. »

Qui dit cela? C'est le communiqué russe lui-même. Et il ajoute aussitôt :

« Dans ces conditions, le gouvernement russe ne peut s'opposer à la prise des mesures imposées à l'Europe par le refus du roi Nicolas de se soumettre à la volonté des Puissances. »

Et le communiqué termine, comme il est juste de le faire, par la promesse de sérieuses compensations si le roi Nikita consent enfin à ouvrir un peu les yeux et à se rendre compte de l'inutilité absolue de son entêtement.

Tout ce communiqué est d'ailleurs une preuve éclatante de l'efficacité de l'action diplomatique. Grâce à la loyauté et à la franchise du gouvernement russe, l'atmosphère politique s'est allégée.

Or, la Russie est ici en étroit accord avec la France et l'Angleterre; la Triple-Entente vient donc de donner, une fois de plus, la preuve de ses sentiments pacifiques.

Confiants plus que jamais dans l'accord européen, nous exprimons ici le souhait de voir bientôt les autres puissances intéressées déposer à leur tour sur l'autel de la paix, certaines ambitions encore mal éteintes peut-être... Le jour où nous n'aurons plus de

question de Salonique, comme nous n'avons plus maintenant de question de Scutari, ce jour-là marquera l'aboutissement complet de la politique européenne.

12 avril 1913.

9

## Deux Nouvelles

Au milieu de l'optimisme général et de la détente provoquée par le communiqué du gouvernement russe, deux informations « sensationnelles » vont probablement être mises à profit par ceux dont le pessimisme cherche un peu partout des occasions de ne pas désarmer.

La première de ces nouvelles nous vient de Londres :

« Londres, 12 avril.

« On annonce que les ambassadeurs se sont préoccupés dans leur dernière réunion, des mesures à prendre dans le cas où, contre toute attente, les Bulgares marcheraient sur Constantinople. — (A. Ott.) »

Les Bulgares à Constantinople... Voilà tout ce que certaines gens verront dans cette dépêche. Ils auront tort; de tels renseignements doivent être pris à la lettre et il faut se garder de leur faire dire plus que ce qu'ils ne disent textuellement. Nous n'y trouvons, pour notre part, aucun motif d'alarme. Bien au contraire; la conférence de Londres a été sagement inspirée en prévoyant cette éventualité; cela ne signifie nullement qu'elle la tienne pour vraisemblable. On sait trop bien, à Sofia, quelle est

l'opinion de l'Europe sur cette question, pour risquer, en pure perte, de laisser devant les forts de Hademkeuy, quinze mille ou vingt mille hommes dans le seul but — très aléatoire — d'obtenir une satisfaction d'amour-propre.

Même en admettant que les Bulgares, aidés cette fois par leur grosse artillerie, parviennent à franchir les défenses d'Hademkeuy, on sait qu'ils n'en retireront aucun avantage positif. Et la dépêche de Londres signalant que les ambassadeurs se sont préoccupés de ce point, prouve précisément que les Puissances sauront montrer aux Bulgares où se trouve leur véritable intérêt: il est maintenant pour eux dans la prompte cessation des hostilités, et pas ailleurs.

La seconde dépêche porte sur un événement militaire: le succès des armes ottomanes à Vallona :

« Vienne, 13 avril.

« *Les journaux tchèques de Prague annoncent que Djavid pacha, après avoir eu plusieurs engagements est entré à Vallona où il a hissé le drapeau ottoman. Les volontaires albanais se sont enfuis vers les montagnes. Djavid pacha a rétabli les autorités ottomanes dans leurs fonctions et a opéré de nombreuses arrestations parmi les Albanais. — (A. Ott.).* »

Ainsi, c'est au moment même où la Conférence de Londres vient de rendre viable l'Albanie autonome que Djavid pacha à la tête de son armée victorieuse, hisse en Albanie le drapeau ottoman. Le *Tanine* de ce matin prend soin de démontrer que ce fait d'armes est légitime, l'Albanie n'étant pas encore officiellement reconnue comme une nation autonome. Théoriquement, notre confrère turc a raison.

Mais, pratiquement, quelle est la valeur du succès de Djavid pacha? Sans posséder sur cette question d'autres renseignements que la dépêche de Vienne, n'est-il pas permis de penser que la conférence de Londres s'en tiendra à son premier point de vue et que le glorieux fait d'armes de Djavid pacha n'aura qu'une portée morale? Pour cette raison nous ne voyons pas, de ce côté non plus, que le fait de l'occupation de Vallona par les troupes ottomanes, soit de nature à compliquer la situation.

C'est un témoignage en faveur de la vaillance des troupes de Djavid pacha, et nous l'accueillons à ce titre avec satisfaction. Mais du point de vue politique, nous ne pensons point qu'il y ait là motif à s'inquiéter.

Tout bien examiné, la situation reste favorable à la conclusion prochaine de la paix.

*14 avril 1913.*



## Parallèle

Il y a cinq mois, déjà! au commencement de novembre, lorsqu'après la campagne de Thrace les correspondants de guerre revinrent à Constantinople — disons mieux: à Péra, — un bon nombre de gens leur donnèrent au débotté quelques renseignements inattendus et principalement celui-ci: dans quatre jours, les Bulgares seront à Constantinople!

Or, nous avons quitté Tchourolou le 2 novembre, et le jour de notre arrivée ici, le 7, l'armée bul-

gare devait encore se trouver entre Karijdiran et Tchoulou, à cent vingt kilomètres de la capitale !

Mais les gens ne voulaient rien entendre et des toits de leurs demeures, scrutant l'horizon avec des jumelles de théâtre, ils ne pouvaient pas voir la fumée d'un bateau ou d'une locomotive sans crier au Bulgare...

Ne vous semble-t-il pas que depuis quarante-huit heures, un sentiment analogue se soit emparé de la population ? Certes, les Bulgares sont plus près. Mais ce n'est pas une raison pour les voir déjà sur la route du Taxim ! Si, contrairement à nos prévisions, l'action diplomatique est impuissante à empêcher une nouvelle boucherie... si, en dépit de toutes les nouvelles rassurantes qui nous parviennent de Paris, de Pétersbourg, de Berlin, de Londres, et même de Sofia, la grande bataille doit avoir lieu, soyez convaincus que cela se saura, autrement que par de vagues raisonnements colportés de ci de là.

Pour nous, nous persistons à croire, à espérer, que cette grande bataille n'aura pas lieu. Assurément, chaque jour qui passe, chaque heure même, la rend moins impossible... Malgré tout, nous voulons croire que les Puissances sauront s'interposer à temps pour éviter ce choc terrible... et si inutile !

Depuis que l'Empire Ottoman s'en est remis à la décision de l'Europe, la guerre doit être considérée comme virtuellement terminée... Les quelques combats de Tchataldja ne sont que la conséquence inévitable de la situation stratégique : on ne peut pas maintenir complètement au repos deux fortes armées aussi proches l'une de l'autre, mais ces engagements ne constituent pas des batailles. Jusqu'à présent une sorte de trêve tacite a maintenu Turcs et Bulgares sur leurs positions. L'ennemi sait d'ail-

leurs trop bien ce qu'il lui en coûterait d'attaquer la ligne des forts d'Hademkeuy... A cela, on répond aujourd'hui: n'oublions pas que près de trois semaines se sont écoulées depuis la reddition d'Andrinople, et qu'en vingt jours, les Bulgares ont eu le temps d'amener à Tchataldja leur grosse artillerie. Entendu, mais qui vous dit que les Turcs n'ont pas profité de ce répit pour installer, eux aussi, de gros canons sur les crêtes d'Hademkeuy ?

Il faut compter, reprennent ceux qui croient à la bataille, avec l'amour-propre national, l'excitation des Bulgares...

Nous sommes les premiers à reconnaître que cet argument a du poids. Et nous n'en trouvons qu'un seul autre qui soit, croyons-nous, plus péremptoire: c'est la volonté bien arrêtée des Puissances d'empêcher la marche des Bulgares vers Constantinople.

Si grisés qu'ils soient par leurs victoires, les Bulgares sont trop au courant de la situation politique internationale pour vouloir jouer un jeu qui serait de dupe et où ils n'auraient, en définitive, rien à gagner, qu'ils soient vainqueurs ou vaincus.

Voilà pourquoi nous continuons à espérer en l'action diplomatique, — tout en commençant à souhaiter vivement qu'elle s'exerce sans retard.

15 avril 1913.



## De Lunéville à Nancy

(France et Allemagne)

« Berlin, 15 avril. — Au Reichstag, répondant à une question au sujet de l'incident de Nancy, M. de



Jagow, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire, a déclaré que si les nouvelles y relatives se confirmaient, *« il s'agirait d'un incident regrettable qui constituerait une triste preuve montrant jusqu'à quel point le chauvinisme peut s'emparer des esprits. »*

Bienheureux incident! Incident réellement providentiel que celui-ci! Et quels beaux mouvements oratoires en peut tirer un ministre des affaires étrangères allemand, alors que le Reichstag discute précisément l'accroissement des forces militaires de l'Allemagne!

On sait les faits: des touristes allemands ont été raillés à Nancy par un groupe de jeunes gens. Peut-être ces touristes étaient-ils vêtus de ces costumes d'un vert provocateur que les dessinateurs alsaciens Hansi et Zislin ont popularisé par la caricature... Peut-être leur attitude ne fut-elle pas parfaitement correcte. Il est permis de faire ces suppositions, car cela est déjà arrivé.

Equitablement, on doit présumer aussi qu'ils ne se sont pas mis dans leur tort et que les jeunes Français qui se moquèrent d'eux auraient beaucoup mieux agi en se tenant tranquilles.

Une enquête est ouverte. Sur la demande de l'Allemagne, le gouvernement français vient d'envoyer spécialement à Nancy un conseiller d'Etat avec mission de reconstituer l'incident.

La plus simple impartialité commandait d'attendre le résultat de cette enquête. M. de Jagow vient de manquer à cette impartialité, et il l'a fait d'une façon désobligeante pour nous. C'est la phrase de son discours reproduite en tête de ces lignes qui constitue maintenant le véritable incident. Car M. de

Jagow est un personnage considérable dont les paroles et les actes sont infiniment plus importants que les quolibets de quelques jeunes garçons en goguette.

Après l'affaire de Lunéville, nous étions en droit d'attendre du gouvernement allemand une attitude plus correcte. Qu'un dirigeable militaire allemand, monté par une commission d'officiers allemands, se promène sur notre frontière de l'Est et vienne atterrir à Lunéville après un parcours de cent cinquante kilomètres au-dessus de territoire français, ceci est tout de même plus grave que la mauvaise plaisanterie de Nancy. Toutefois, on connaît de quelle façon courtoise et rapide les autorités françaises ont tenu à clore cette affaire. Il a suffi que les Allemands nous donnassent leur parole d'honneur pour que la présomption d'espionnage fût aussitôt abandonnée. Et le *Zeppelin* est reparti librement, sans qu'aucune difficulté d'aucune sorte ait été soulevée...

Et pourtant... on se souvenait bien en France qu'il y a dix-huit mois ou deux ans, lorsque l'aviateur Martinet franchit la frontière de quelques kilomètres, la *Strasburger Post* avait formellement conseillé à ses lecteurs d'accueillir désormais à coups de fusil les aéroplanes français qui pourraient à l'avenir se trouver dans la même situation. Malgré cela, l'incident du *Zeppelin* n'a donné lieu, chez nous à aucun commentaire malveillant, à aucune remarque insolente. Et la presse allemande tout entière — nous l'avons citée dans ce journal — a reconnu la « chevaleresque conduite des Français ».

Et voici que, huit jours après, M. de Jagow prend prétexte d'une farce de jeunes gens pour renouveler officiellement ses attaques contre ce qu'il

nomme « le très regrettable chauvinisme français » !

En France, pour faire passer une loi concernant la défense nationale, les ministres n'ont point recours à de tels procédés.

17 avril 1913.

9

## Espoirs légitimes

« Armistice » ou « suspension des hostilités »... c'est tout un. Ne jouons pas sur les mots; ce n'est pas le moment d'aborder une controverse lexicologique sur l'exacte signification de l'un et de l'autre termes, ou sur la différence qui les sépare.

Seule, la haute diplomatie peut attacher de l'importance à ces questions de vocabulaire. Et nous trouvons ce scrupule parfaitement légitime; nous comprenons très bien ces « obligations diplomatiques », ainsi que le *Tanin* de ce matin nomme, d'un mot très heureux, la nécessité où peut se trouver un gouvernement de garder malgré tout le secret professionnel.

Mais, pour le public, c'est le fait seul qui importe; le bon sens de l'opinion populaire la guide infailliblement vers la réalité des choses.

Or, la réalité, la voici: on ne se bat plus et on négocie la paix.

Pour le public, la guerre est terminée. En gros, c'est la vérité. Qu'il surgisse, par la suite des difficultés nombreuses, que le règlement des affaires

valksvõitlus amène encore de sérieuses tensions, nous en sommes tous convaincus. Mais rien de ce qui peut survenir ne nous paraît capable de donner lieu à une reprise des hostilités. N'admettant que difficilement les solutions intermédiaires, l'opinion publique résume donc ses impressions dans une courte et juste formule : puisque l'on ne doit plus se battre, c'est la paix.

Eh oui! c'est bien cela. Et c'est aussi la victoire de la diplomatie. Victoire tardive, marchandée, péniblement remportée, mais victoire tout de même.

L'Europe, — répétons-le encore — a pris en main le règlement des affaires balkaniques. En dépit de tout ce qui divise les grandes Nations, en dépit des incidents de pays à pays, malgré les droits ethniques et malgré les raisons politiques bien souvent contradictoires, il existe, vis-à-vis de la question d'Orient, un indéniable accord européen. C'est en cet accord que nous avons eu confiance jusqu'ici, et les événements nous ont donné raison. C'est en cet accord que nous plaçons nos espoirs pour la solution des nombreux litiges soulevés par la guerre.

Ne montrons point trop d'impatience; l'extrême rapidité exclut trop souvent la prudence et c'est, nous venons de le voir, en cheminant à petits pas que la diplomatie est parvenue sans trébucher jusqu'à la conclusion de cette trêve d'armes.

Nous avons maintenant le devoir d'attendre et le droit d'espérer.

18 avril 1913.

## Le Monténégro et l'Albanie

Nous nous trompions l'autre jour en prévoyant que le roi Nikita finirait par abandonner la formule héroïque « Scutari ou la mort » pour se ranger à celle plus pratique de « Scutari ou vingt millions »... Nous nous trompions sur le chiffre : c'est « Scutari ou trente millions », qu'il fallait dire!

Dès hier, on a pu lire, dans nos télégrammes de la matinée, une dépêche de Londres annonçant que l'Europe avait décidé d'offrir au Monténégro un emprunt de trente millions de francs, garanti en commun par les six grandes Puissances. Cette information est confirmée ce matin, et, en même temps, l'*Agence Havas* apprend de Cettigné que le roi Nikita serait résolu à lever enfin le siège de Scutari.

Ainsi va prendre fin un incident qui ne serait que comique si l'on ne songeait pas aux pauvres soldats que déciment depuis trop longtemps les balles et les maladies.

En somme, le roi Nikita se tire bien de l'aventure, et s'il lui arrive de méditer sur l'inconvénient de prononcer à la légère des paroles définitives, il trouvera aisément une consolation en songeant à tout cet or qui va tomber dans ses caisses. Trente millions de francs, pour une population aussi réduite et pour un territoire aussi restreint, c'est une aubaine remarquable.

Il est fort heureux pour les Monténégrins que leur roi ait compris où se trouvait l'intérêt véritable de son peuple. D'ailleurs, peut-être l'avait-il compris dès le début de l'affaire, et il est bien pos-

sible que sa résistance, en apparence désespérée, n'ait été que le résultat d'un calcul très adroit.

Quoi qu'il en soit, l'incident de Scutari peut être tenu pour clos. La ville sera albanaise, ainsi qu'en a décidé la conférence de Londres. C'était du reste la seule solution possible, depuis la publication du communiqué russe. Et l'incident se trouve réglé, somme toute, d'une façon très satisfaisante pour tout le monde. Le Monténégro, qui ne doit pas compter plus de trois cent mille habitants, eût été fort embarrassé pour s'assimiler une ville comme Scutari. D'autant plus que la guerre doit avoir eu une très grave répercussion sur ce petit peuple où tout le monde est soldat. La transaction annoncée permettra au roi Nikita de traverser heureusement une crise qui, sans argent, eût été terriblement pénible.

Du point de vue général, la décision du roi Nikita fera également la meilleure impression. Après les déclarations de la Grèce, qui accepte la médiation des Puissances, la question des frontières de l'Albanie ne semble plus devoir soulever de complications ultérieures. La question albanaise n'en sera point entièrement résolue, mais on saura au moins quelles limites la circonscrivent.

Or, c'était l'une des principales difficultés de la question albanaise que de ne savoir où commençait ni où finissait l'Albanie. Une fois les frontières tracées, même si elles englobent des races différentes, il existera du moins une nationalité albanaise officielle, discutable, peut-être, mais qui vaudra tout de même mieux que l'incertitude et l'anarchie actuelles.

19 avril 1913,

## Nouvelles contradictoires

On verra plus loin que des renseignements particuliers télégraphiés de Paris, confrontés avec les bruits persistants qui circulent ici depuis deux jours, nous feraient croire à la conclusion d'une trêve générale. Dès maintenant, ce n'est plus de Constantinople que les capitales européennes reçoivent les nouvelles intéressantes, mais bien de Sofia, de Belgrade, d'Athènes et de Cettigné.

Car la tension entre Coalisés est certaine. Et il était inévitable qu'il n'en fût pas ainsi, puisque nous arrivons à l'heure du partage. Mais de là à croire, avec la *Gazette de Francfort*, qu'« on n'écarte même plus la possibilité d'un conflit armé, étant donnée l'attitude de la Bulgarie », il y a un pas qu'il ne faut point franchir à la légère, à moins de prendre ses désirs pour des réalités.

Les faits sont par eux-mêmes assez graves pour que l'on doive s'abstenir de les grossir encore par des suppositions pessimistes.

D'ailleurs, il manque, en l'espèce, la seule base solide sur laquelle on puisse élever des suppositions : la connaissance des accords préalables intervenus entre Alliés au début de la guerre et l'étendue de ces accords.

De même, convient-il de n'enregistrer qu'avec quelque réserve les informations concernant de nouveaux traités qui auraient été conclus récemment et qui feraient des Alliés des frères ennemis : accord gréco-serbe contre les Bulgares ou accord bulgaro-serbe contre les Grecs, tout cela a besoin de confirmation pour que l'on en fasse état sérieuse-

ment. Et nous resterons jusqu'à plus ample informé dans la même attitude expectative en ce qui concerne un prétendu traité entre l'Empire ottoman et la Bulgarie.

En dépit de la tension certaine, et malgré le gros incident survenu sur la route de Koumanova à Palanka, il est pour le moment plus sage d'espérer que nous n'assisterons pas à une nouvelle guerre.

Le voyage de M. Tcharikoff est évidemment un voyage de conciliation : il est permis d'attendre beaucoup de ce diplomate.

Devant l'abondance des nouvelles contradictoires qui courent depuis deux jours sur les fils télégraphiques et que les journaux se renvoient de ville à ville, il nous paraît que la seule attitude raisonnable est d'appliquer la formule prêtée à M. de Blowitz : « A mesure que les événements se préciseront la situation s'éclaircira ».

M. de Lapalisse n'eût point dit autrement. Mais M. de Lapalisse était un gentilhomme avisé qui n'avait pas toujours tort.

21 avril 1913.



## L'enfant de l'Europe

(Albanie)

L'Europe est une grande dame qui ne saurait faire les choses, ni même les enfants, à la manière du commun. Les personnes de qualité ont ainsi des hardiesses qui servent à les distinguer de la foule moutonnaire. Nous en connaissons tous d'innom-

brables exemples. Jupiter enfantait par son cerveau et ses jambes, et Gargantua sortit de l'oreille de Gargamelle... L'Europe fait mieux : elle met au monde en deux fois. C'est ainsi qu'elle vient de nous présenter la tête et le torse de son dernier enfant; le reste du corps viendra plus tard.

Il paraît que cette gestation divisée n'empêchera pas l'enfant d'être parfaitement viable et solidement constitué. Plaise à Dieu! En attendant, le nouveau-né est baptisé : c'est une fille, dont on savait depuis longtemps qu'elle s'appellerait Albanie-Autonome.

Et sur le berceau de cette progéniture encore incomplète, on voit déjà se pencher, avec un sourire qui luit comme les dents de l'ogre, sa redoutable marraine, l'Autriche-Hongrie.

On aura lu, hier, l'acte de naissance partiel d'Albanie-Autonome. C'est, comme il fallait s'y attendre, un compromis entre les différents et nombreux projets soumis à la Conférence de Londres : projet albanais, d'abord; projet autrichien, ensuite; projet monténégrin et projet serbe, en dernier lieu. Il faut suivre minutieusement et sur une carte détaillée, le tracé des nouvelles frontières pour se rendre un compte exact des difficultés rencontrées à chaque kilomètre par la Conférence de Londres, et des différences que les nouvelles frontières nord et nord-est de l'Albanie offrent avec les projets préparatoires qu'il fallait concilier. Assurément, bien des espoirs sont déçus... mais pouvait-il en être autrement! La Conférence de Londres devait nécessairement mécontenter tout le monde sans satisfaire pleinement personne.

Du moins, le compromis à quoi elle s'est finale-

ment rangée a-t-il le mérite d'inscrire l'Albanie septentrionale dans des limites naturelles. Une seule exception a été faite, au départ de l'Adriatique, en ce qui concerne Scutari et le mont Tarabosch; mais ici intervenaient à la fois une raison ethnique, Scutari est une ville albanaise, et une raison politique, la compensation à donner à l'Autriche pour les concessions qu'elle venait de faire du côté de Prizrend et surtout pour l'immense mécompte qu'infligeaient à ses vieux espoirs les résultats de la guerre balkanique.

Mais, au sortir du lac de Scutari, la frontière albanaise devient relativement logique et, là, elle accorde au Monténégro une assez jolie bande de plaines fertiles, du côté de Goussigné. Quant à la nation voisine, si elle n'obtient pas tout ce qu'elle demandait, elle est cependant bien *serbie*, si l'on peut dire. Ipek, Diakova et Prizrend font dès maintenant partie de son territoire; il est vrai que le Drin noir en est exclu, mais la Serbie obtient encore les villes de Dibra et d'Okrida, qui sont bien proches de Monastir; le morceau sérieux. De ce côté, le nouveau tracé fait complètement échec à l'Autriche, qui insista jusqu'au dernier jour pour que Prizrend fût incorporé au nouvel Etat. Ce fut, en définitive, la solution la plus logique qui prévalut, et les Serbes pourront fêter la mémoire de Douchan dans la ville qui fut au XIII<sup>e</sup> siècle, sa capitale.

Nous attendons maintenant le reste de l'Albanie, c'est-à-dire la frontière gréco-albanaise.

Le problème n'est pas encore résolu, car il se pose dans des conditions difficiles : il y a la question de Janina. Economiquement, cette ville est com-

mandée par le port de Santi-Quaranta... mais l'Italie n'est pas loin, et tant d'influences étrangères sont en jeu qu'il faut attendre la décision de Londres avant de se prononcer.

Il est encore un point, et non le moins important, sur quoi il est utile d'arrêter un instant son attention lorsque l'on envisage l'avenir de l'Albanie. Ce sera bien un Etat « autonome », mais « autonome sous le contrôle et la garantie des Puissances » ; la conférence de Londres en a décidé ainsi il y a déjà trois ou quatre mois. Et cette autonomie risque fort de ressembler à une tutelle.

D'ailleurs, cette indépendance surveillée est le seul régime qui puisse sur le moment convenir à l'Albanie. Avant que l'indépendance albanaise soit autre chose qu'une formule diplomatique, il est nécessaire, dans l'intérêt même du pays, que le peuple soit un peu mieux instruit et qu'il prenne pleinement conscience des droits et des devoirs que créent l'indépendance nationale.

Ce jour viendra, car la race, où domine l'élément musulman, est susceptible de grands progrès ; mais ce jour n'est pas venu encore.

L'enfant de l'Europe aura besoin de sa mère, comme tous les enfants, jusqu'à sa majorité... En voilà donc pour vingt ans. Souhaitons que d'ici là sa marraine ne serre pas trop fort sur sa poitrine l'enfant qui vient de naître ; il y a des caresses qui égratignent et des embrassements qui étouffent...

*22 avril 1913.*

## De quoi parlera-t-on cette semaine ?

Chaque lundi, le *Figaro* pose cette question pour y répondre en quarante ou cinquante lignes agréables, qui font défiler comme sur un film en miniature (100 millimètres de longueur) les actualités futures, — si tant est qu'une actualité puisse être du domaine de l'avenir. Cela rappelle un peu les anticipations de Wells : « Le reporter que nous avons envoyé dans la semaine prochaine... » Ainsi, en quelques paragraphes rapides, notre confrère parisien met les lecteurs au courant des prochaines « premières », des expositions, des probabilités politiques et même du temps qu'il fera...

Si nous posions en ce moment la même question, la réponse serait à la fois unique et unanime : on parlera de la paix.

Voilà d'ailleurs non pas une semaine, mais bien quatre mois que l'on en parle; depuis les derniers combats de Tchataldja, que de fois ces mots « vers la paix » n'ont-ils pas été prononcés, écrits, télégraphiés, dans toutes les langues du monde! « La paix est en marche »... Combien de fois ceux qui sont chargés de renseigner le public ont-ils paraphrasé cette formule imprécise! Que d'à-coups et que de reculs inattendus dans cette marche!

Aussi, à présent que tout s'assemble pour nous donner une certitude, nous nous sentons saisis par une hésitation assez naturelle... On a peine à tenir pour imminente cette paix annoncée depuis si longtemps. Il faut que la froide raison s'en mêle pour que nous acceptions les pronostics optimistes.

Rien, cependant, ne semble de nature à modifier

maintenant la suite logique des événements. Tous les belligérants — y compris le Monténégro — s'en sont remis à l'Europe; l'accord européen se maintient; les hostilités sont arrêtées; les délégués font leurs malles.

Il faudrait vraiment un coup de théâtre bien prévu pour remettre en question l'affaire balkanique.

\* \* \*

Le coup de théâtre inattendu vient de se produire! Les Monténégrins sont entrés dans Scutari.

Cet événement va-t-il remettre en question l'affaire balkanique? Il est difficile de prophétiser à ce propos. C'est, en tous cas, un éclair d'orage dans un ciel qui devenait serein, car la prise de Scutari ne peut manquer d'influer sur la politique générale.

23 avril 1913.



## Les préliminaires de paix

L'affaire de Scutari n'a pas encore reçu de solution. Sommé de quitter la ville, le roi du Monténégro n'a pas toujours montré qu'il finirait par obéir à l'Europe; il joue son jeu... jeu dangereux, plein de surprises pour lui, assurément, mais somme toute compréhensible, car il faut bien reconnaître que Nikita a une belle carte en main; il ne l'abattrait qu'au dernier moment, et après surenchère. C'est à lui de voir jusqu'à quel point il lui est possible de tenir le coup sans trop de risques.

Au premier moment, on a pu craindre que cette affaire de Scutari ne fût prétexte à tout remettre en cause. C'était là le plus gros danger. Fort heureusement, ceci est écarté. L'Europe a très sagement dissocié Scutari du reste de la question balkanique. Le coup de force du roi Nikita est devenu un incident à part qui se règlera ultérieurement. C'est du moins ce qui ressort des dernières informations arrivées de Paris et de Londres.

Ainsi, les préliminaires de paix pourront être signés prochainement, très prochainement même. L'affaire monténégrine étant pour l'instant hors de cause, on ne voit plus aucun motif d'ajourner le premier échange de signatures. Voici, en effet, des semaines, déjà, que l'Empire ottoman s'en est remis à l'Europe; successivement, avec des réticences d'abord, puis ensuite formellement, les Alliés ont, de leur côté, accepté l'arbitrage européen.

Il convient de remarquer, d'ailleurs, que la signature des préliminaires ne comporte aucune solution définitive. Il s'agit seulement de ratifier la suspension des hostilités récemment intervenue entre les belligérants et de s'accorder sur le principe de la frontière turco-bulgare. Le reste, c'est-à-dire les îles, les questions financières, et la fixation des autres frontières, tout cela fera l'objet de discussions au sein de commissions spéciales.

Nous n'avons pas à envisager encore ces divers litiges dont le règlement sera évidemment ardu; mais nous enregistrons avec une vive satisfaction les dernières décisions des Puissances.

Il est impossible de ne pas voir, dans le travail diplomatique de ces derniers jours, l'effet salutaire de l'accord européen. Cette signature tant attendue

des préliminaires de paix n'est plus qu'une question de jours.

Il y a, en effet, à Londres, des hommes qui peuvent remplir immédiatement l'office de plénipotentiaires; par exemple, Hakki pacha, pour la Turquie; M. Madjaroff, ministre de Bulgarie à Londres; M. Popowitch, pour le Monténégro; M. Mioutchewitch, pour la Serbie, et M. Scoulidis, pour la Grèce.

Il suffirait de leur câbler les instructions précises pour que le protocole fut aussitôt établi et signé. La semaine prochaine doit nous apporter cette bonne nouvelle.

26 avril 1913.



## Pécuniâ nos oppugnant

*(France et Allemagne)*

Après huit jours de scandale public, l'« affaire Krupp » va retourner à l'instruction judiciaire d'où le vieux Liebknecht l'avait tirée pour la soumettre au Reichstag; le retentissement des révélations apportées par le député socialiste, fut énorme, « colossal », et l'opinion populaire allemande en éprouve encore une émotion bien justifiée.

C'est un coup terrible porté au cœur même de la doctrine pangermaniste; jamais on ne vit plus hardie justification de ce principe: « en politique tous les moyens sont bons ». Du point de vue des socialistes allemands, le scandale Krupp ne fut en effet qu'une machine de guerre dressée contre les partis militaristes. On conçoit donc parfaitement qu'un patriote

allemand réprouve l'attitude de Liebknecht, dont les révélations soumettent le prestige militaire de son pays à de pénibles épreuves.

En ce qui nous concerne, l'affaire se présente différemment. Si les agissements malhonnêtes des grandes maisons d'armements allemandes n'avaient jamais passé les frontières de l'Empire germanique, nous eussions sans doute laissé ce scandale dans le domaine de l'information et nous nous fussions abstenus de commentaires.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi; la corruption allemande a tenté de s'exercer chez nous, en France, et nous avons le devoir d'éclaircir cette affaire, de mettre au plein jour les procédés employés par les fabriques allemandes; nous avons également le droit de les juger.

Après la publication des lettres de la *Deutsche Waffen und Munitionsfabrik*, après l'arrestation de l'ancien officier von Dewitz, agent de la maison Krupp (mis depuis en liberté sous caution), nous avons attendu les réponses que ne pouvaient manquer de faire les fabriques intéressées.

Aujourd'hui nous connaissons ces réponses; elles sont significatives! Aux accusations précises qui l'accablent, le président du conseil directeur de la Société Krupp, le conseiller intime Hugenberg, a répondu par un memorandum qui constitue un aveu. Voici d'ailleurs, d'après la *Gazette de Cologne* elle-même, un long passage des « explications » fournies par le conseiller Hugenberg; on verra qu'elles sont édifiantes :

« Je n'aurais pas parlé si l'on ne bombardait pas la maison Krupp de boue et de boules puantes. On parle sans cesse de rapports secrets, mais nous recevons tous les jours des douzaines de rapports secrets.

C'est notre pain quotidien. Si certains de ces rapports ont été obtenus par des moyens pas très corrects il s'agit de bagatelles, et les employés en question ont dû y aller de leur poche.

« Que l'on se procure des informations par des voies soi-disant indiscreètes, M. Liebknecht le sait certes bien, lui dont la censure morale et justicière s'appuie justement sur le système des pires indiscretions. Ce serait bon que tout le monde bourgeois laissât ce pharisaïsme à la démocratie socialiste seule, qui avec ses révélations chassieuses se rendrait bientôt ridicule.

« Les sommes dépensées par la maison Krupp, importantes ou non, pour la corruption de fonctionnaires supérieurs ou moyens, n'existent que dans la seule imagination de M. Liebknecht. »

A cette réponse du directeur de la Société Krupp, la riposte est donnée, en Allemagne même, par différents journaux, et notamment par la radicale *Morgen Post* qui dit avec logique :

« La réponse de M. Hugenberg est fort intéressante. Les rapports secrets sont, pour l'usine Krupp, le pain quotidien dont se nourrit la direction. Qu'on ne croie pas que ces rapports secrets soient appelés ainsi parce qu'on ne les laisse point voir dans les bureaux aux autres employés. Non: ce sont des rapports que la maison Krupp ne devrait point connaître. En vérité la direction de l'usine se nourrit de bon pain!

« M. Hugenberg, d'ailleurs, reconnaît que dans cette boulangerie, tout n'a pas été très propre et il est prêt à livrer au public quelques mitrons. Nous verrons si M. Hugenberg aura autant d'humour lors des débats judiciaires. Bornons-nous pour le moment à répéter que le sacrifice de quelques employés su-

balternes ne suffira pas à mettre fin à l'affaire Krupp. »

La *Germania*, organe du centre, s'en tient au seul aspect politique de l'affaire et souhaite, après une comparaison peu obligeante, que tout ce scandale n'atteigne pas trop vivement le ministre de la guerre :

« Nous voyons donc maintenant, écrit la *Germania*, se produire ce fait, — qu'étant donnée la discipline tant vantée de l'armée prussienne, on aurait cru impossible — que dans les milieux militaires eux-mêmes on pousse au renversement du ministre de la guerre. Ces milieux seuls peuvent avoir inspiré ces attaques. Ce sont là des événements déplorables et qui rappellent singulièrement les menées des jeunes-turcs.

« Croit-on, dans nos milieux jeunes-turcs allemands, pouvoir, en insistant de cette façon sur l'affaire Krupp — et l'on sait les rapports amicaux de l'empereur avec la famille Krupp — hâter l'envoi du « cordon de soie » au ministre.

« Une chose nous paraît certaine, c'est que de pareilles manifestations politiques émanant des milieux militaires eux-mêmes nuisent à l'armée et rendront plus difficile l'adoption de la nouvelle loi militaire. »

Ce côté politique, nous le répétons, nous laisse indifférents. Mais où nous commençons à nous intéresser singulièrement à ces affaires de corruption, c'est lorsque aucun démenti n'a été apporté depuis dix jours, à la lettre suivante :

« A monsieur X..., à Paris,

« Nous venons de vous télégraphier : « Attendez notre lettre. »

« Le but de cette dépêche était celui-ci. Nous

aimerions faire paraître un article dans un des journaux français les plus lus, et si c'était possible dans le *Figaro*.

« Voici quel doit être le contenu de l'article :

« *Le gouvernement français a décidé de hâter l'armement de l'armée française en mitrailleuses et il compte en commander le double du nombre qui avait été d'abord projeté.* »

« Nous vous prions de tout faire (aufbieten) pour faire passer cet article.

« *Signé: VON GONTARD-POSEGARTEN, de la Deutsche Waffen und Munitionsfabrik.* »

Ce document secret, sans date, doit être de 1911; il a été publié le 19 avril dans le *Vorwärts*, et le seul démenti qui a été opposé est celui du *Figaro* qui, naturellement, n'a jamais publié l'article désiré par la maison allemande.

Il paraît certain, d'ailleurs, qu'aucun journal français ne s'est laissé prendre au piège; toutefois, on comprend le danger: lorsque des gens habiles sont disposés à « tout faire » pour qu'un article de ce genre soit publié, ils peuvent parfaitement arriver à leurs fins. Ecartons la corruption directe; il reste bien d'autres moyens détournés; un tel article peut être présenté comme une révélation, comme une preuve de la force militaire française; il peut offrir l'apparence d'un triomphe de notre outillage militaire, et, de bonne foi, un directeur de journal peut l'accueillir avec reconnaissance.

Cela n'est heureusement pas arrivé. Mais c'était possible et cela reste possible... Dès le lendemain, le journal eût abondamment rectifié. Trop tard! Traduit en allemand et publié dans tous les journaux de

l'Empire, l'article mensonger eût servi à forcer la main au Reichstag, à montrer l'Allemagne menacée par la France, à accroître encore le formidable budget militaire de l'Allemagne au plus grand profit des fabriques d'armes et de munitions. Le tour était joué !

Que les fabriques d'armes allemandes vendent leurs canons plus cher aux Allemands qu'aux Américains, cela est curieux, mais ne nous regarde pas.

Mais qu'elles essaient de faire publier en France des articles mensongers, cela nous regarde et nous sommes en droit de condamner sévèrement ces procédés perfides.

29 avril 1913.



## L'Entente méditerranéenne

(Espagne)

Occupés par d'autres soins, les correspondants des agences télégraphiques nous ont fort chichement renseignés sur le voyage du roi d'Espagne à Paris. C'est à peine si, en quelques mots brefs, ils nous ont fait savoir que le roi Alphonse XIII avait dîné avec M. Poincaré et passé une revue militaire à laquelle prirent part nos troupes aériennes. De la signification politique de cette visite royale, de l'extrême cordialité et du sens des toasts échangés à l'Elysée, rien, ou presque rien. Et l'on pourrait aisément croire que le déplacement d'Alphonse XIII fût simplement le voyage d'agrément d'un jeune prince

ami de Paris et de ses attractions, alors que ce fut bien au contraire la visite d'un Souverain qui vient sceller officiellement l'entente amicale de son pays avec une nation voisine.

Depuis quatre jours, en effet, aucun doute n'est plus permis sur la nature des rapports franco-espagnols. Bien que l'on ait généralement évité dans la presse des deux pays amis de prononcer le mot d'« entente » dans le sens qu'il a pris pour définir l'accord anglo-français, il est évident pour tout le monde que la réception solennelle faite au roi d'Espagne par le gouvernement de la République ne laisse aucun doute sur l'établissement préalable d'un étroit accord; l'extrême cordialité des toasts échangés à l'Elysée en est une nouvelle preuve, et la *Gazette de Cologne* a pu dire avec une mauvaise humeur certaine qu'il est probable qu'en cas de guerre continentale, l'Espagne se chargerait de la défense de l'Afrique française, nous permettant ainsi d'appeler sur le territoire de la métropole toute notre armée coloniale.

Il nous suffit que cette supposition ait quelque vraisemblance pour que nous nous réjouissons pleinement de l'accord franco-espagnol, et, surtout, pour qu'il nous soit très agréable de mesurer le chemin parcouru depuis huit ans.

En 1905, lors de l'avènement du jeune roi, ce n'était pas la politique française qui semblait l'emporter à la cour de Madrid.

A cette époque, l'Espagne commençait à se remettre des conséquences de la guerre américaine, et des avances non dissimulées lui étaient faites à la fois par l'Angleterre et l'Allemagne. Cette dernière puissance paraissait avoir en mains les plus belles cartes: celles du Maroc qu'elle ne cessait de montrer

à Madrid en signalant le « danger français », la conquête marocaine.

Notre diplomatie fut habile, elle laissa dire, sachant bien que dès l'année d'avant, dès l'accord marocain signé en 1904 par la France et l'Espagne, aucun dissentiment sérieux ne pouvait s'élever entre « les deux nations deux fois voisines », à condition que chacune d'elles comprit l'avantage d'une étroite et cordiale collaboration africaine.

Il en fut ainsi. A mesure que ses finances redevenaient normales, puis prospères, l'Espagne se rendait compte que tout la guidait vers l'amitié franco-anglaise: voisinage géographique, affinité de races de notre côté; intérêt économique et alliance personnelle du côté de l'Angleterre.

Alors, comme elle restait trop sollicitée d'autre part, l'Espagne en arriva à se poser nettement la question et à se demander où se trouvaient ses intérêts véritables.

La réponse à cette question, nous ne la ferons pas nous-mêmes; nous en laisserons le soin à l'officieuse *Correspondancia de España* qui vient de la formuler en termes assurément plus catégoriques que ceux dont nous eussions pu nous servir.

Voici donc ce que dit à ce propos la *Correspondencia* :

« Si l'Allemagne ne peut rien nous donner ni par terre, ni par mer, ni par air, en temps de guerre; si l'Allemagne ne peut rien nous donner en temps de paix; si l'Allemagne ne peut nous attaquer ni par mer, ni par terre, ni par air, qu'après avoir anéanti ses ennemis; si notre alliance avec elle est de nature à nous conduire à une guerre péninsulaire avec l'Angleterre et la France; si les avantages d'une alliance

*avec l'Allemagne ne seraient tangibles que dans le cas d'un triomphe définitif sur ses ennemis, il faut bien conclure que cette alliance serait la ruine de l'Espagne.*

*« Et puisqu'il en serait ainsi, on ne doit même pas en parler. La destinée nous a séparés d'elle, et il n'est pas possible d'aller contre la destinée.*

*« Nous allier avec l'Allemagne et nous brouiller avec la France et l'Angleterre équivaudrait à se brouiller avec une épouse qui vivrait à Madrid pour entrer en relations amoureuses avec une femme qui serait en Chine, sans que nous puissions aller là-bas et qu'elle pût venir ici.*

*« L'alliance avec l'Allemagne ne serait autre chose qu'une nouvelle aventure de Don Quichotte à la recherche d'une nouvelle Dulcinée, rencontrant en chemin d'autres moulins à vent, d'autres muletiers, d'autres cicatrices, fort glorieuses sans doute, mais fort risibles. »*

Or, quoiqu'en disent les touristes amoureux de la seule couleur locale, l'Espagne n'est plus le pays de don Quichotte. Une nation qui, après une guerre malheureuse, et dans moins de quinze ans, ramène sa rente d'Etat 40/0 de 40 à 95 ne doit pas être tenue pour dénuée de sens pratique et ses ressources ne sauraient passer pour négligeables.

L'amitié espagnole est pour la France un appoint considérable en même temps qu'une très vive satisfaction ethnique pour deux races qui ont tant de traits communs.

Et, au lendemain de cette visite d'un jeune roi, — qui se montre souverain habile et ferme après avoir été un prince alerte et courageux, — maintenant que l'étroite communauté d'intérêt et de sentiments fran-

co-espagnols a reçu une consécration officielle, un autre événement historique, lié d'ailleurs à celui qui nous occupe, commence de prendre corps, et s'il est impossible d'en préciser l'avenir, on ne saurait cependant le passer sous silence :

L'Afrique du Nord, par conséquent la Méditerranée, est aujourd'hui définitivement attribuée, de Tanger jusqu'à la Mer Rouge; elle l'est à l'Espagne, à la France, à l'Italie, à l'Angleterre.

Quelle sera, dans l'avenir, l'importance de cet état de choses... quelle prépondérance sera celle des nations africaines, nous ne le savons pas encore, mais on peut les prévoir considérables.

La France, principale puissance africaine, peut donc aujourd'hui inscrire à son bilan politique les trois lignes que voici :

*Entente* avec l'Angleterre,

*Amitié* avec l'Espagne,

*Rapports cordiaux* avec l'Italie.

C'est là notre actif. Le passif est connu.

Si la mathématique pouvait intervenir et résoudre en équation notre situation présente, c'est assurément l'actif qui l'emporterait.

On voit qu'il n'était pas sans intérêt de dégager, même aussi rapidement que nous venons de le faire, la signification du voyage d'Alphonse XIII à Paris.

13 mai 1913.



## En paix...

*Requiescat in pace*, dit notre liturgie funéraire...  
Oui, ce beau soldat, ce grand travailleur, cet homme

de caractère et d'intelligence, celui-là peut dormir en paix !

La Mort l'a pris dans l'accomplissement de son devoir. après qu'il eût, durant son entière existence, fait avant tout ce qu'il considérait comme étant son devoir. Il n'y a pas de fin plus belle, car pour un simple citoyen comme pour un premier ministre, l'accomplissement du devoir est la première vertu.

Les jeunes gens sont généralement enclins à donner le pas à l'intelligence, dans l'ordre des qualités humaines, sur la force de caractère... Mais dès que l'on avance en âge, on sent combien ce jugement juvénile est superficiel et l'on comprend chaque jour un peu mieux que le caractère est la grande vertu virile, la plus importante dès que l'on quitte le point de vue strictement individualiste; or, c'est un devoir, précisément, pour les hommes que nous sommes tous, d'envisager l'individu d'abord du point de vue social, puisqu'il est vrai que la grandeur d'un pays se mesure surtout à la volonté, au « ressort moral » de ceux qui le constituent.

Cette volonté, ce ressort, Mahmoud Chevket pacha les possédait à l'extrême. Cela émanait de lui comme la lumière d'un flambeau; son attitude, son port de tête, ses yeux, toute sa personne physique était un vivant symbole de lucide franchise et de loyale énergie. Il a pu se tromper; mais aucun de ses actes n'a jamais contredit les qualités de droiture qui caractérisaient son âme. A sa mort si odieusement tragique, le peuple a compris aussitôt l'irréparable perte et il a fait à son héros des funérailles splendides, telles exactement qu'il fallait qu'elles fussent.

Dans le sein de la Colline, que son corps repose en paix! Nul sépulcre ne pouvait être le sien que ce

*tumulus* où déjà sont couchés les héros d'avril 1909.

Et, hier, devant cette foule immense et douloureuse, devant le cérémonial si émouvant et si simple à la fois, devant le souvenir de cette vie de patriotisme, devant le corps étendu de ce mort glorieux, qui de nous n'a pas songé avec un long frisson intérieur aux vers immortels de Hugo, à cette strophe sublime qui donne à l'émotion et même à la douleur une saveur surhumaine :

*Ceux qui, pieusement, sont morts pour la Patrie,  
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.  
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau.  
Toute gloire près d'eux tombe et passe éphémère,  
Et, comme ferait une mère,  
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.*

Qu'il repose en paix, dans sa foi. Autour de lui, les soldats morts en 1909 montent une garde éternelle.

*Juin 1913.*



## Pour l'Exemple

*(Maîtrise de soi)*

En bolide, et conservant une folle vitesse de *trois kilomètres à la minute*, un homme vient d'aller par voie aérienne de Paris à Varsovie... On a lu ici même, il y a trois jours, le récit de cet incroyable record, établi par un Français; qu'il nous soit permis d'y revenir aujourd'hui. Aussi bien, nous laisserons de côté la signification sportive de ce voyage pour

essayer d'en dégager ce qu'il faut nommer la valeur morale.

Oui, les circonstances, toutes les circonstances ont favorisé Brindejone des Moulinais durant ce voyage sans précédent: la tempête l'a poussé, doublant presque la vitesse normale de son 80 HP.; il a eu la chance, aussi, de rien fausser à ses divers atterrissages; il a eu celle, enfin, — et c'en est une, — de n'être pas arraché de son appareil par l'épouvantable rafale avec laquelle il fit corps pendant tout un jour; son moteur n'a pas eu de raté; sa circulation d'eau a fonctionné sans à-coups; tout l'a servi; à toutes ces chances heureuses, joignons la part de hasard que chaque action comporte, ajoutons encore que ce n'est pas son courage qui nous étonne, car le courage, c'est une monnaie courante... Notre admiration a des motifs plus profonds, plus rares.

Qui saura jamais combien d'essais infructueux a faits cet homme avant de réussir? Qui dira combien de difficultés il a vaincues avant d'avoir seulement la possibilité de tenter son entreprise? Qui parlera jamais des préparatifs, de l'entraînement physique et moral nécessaires à former un homme d'une telle trempe, un homme assez vigoureux de corps et d'esprit pour résister à cette allure démoniaque, pour garder tout son sang-froid sous les meurtrissures de la grêle, dans le vacarme de son moteur et du vent, dans l'obscurité des nuages qui l'enferment?...

Et seul! car il faut aussi noter cela. Brindejone des Moulinais a certainement senti venir la « défaillance », la terrible défaillance qu'ont éprouvée tous ceux qui ont pratiqué les sports violents... il a connu l'impression de langueur, le besoin atroce d'anéantissement, qui coupe les jambes; paralyse les bras et endort le cerveau comme une drogue perfide. Il l'a

maté, sans que personne l'y encourage, sans que nul ne le réconforte, et c'est pour cette victoire morale qu'il convient de célébrer son exploit. C'est en cela que ce record prend une haute valeur philosophique.

Il faut y insister, car les deux principes essentiels de la doctrine nietzschéenne trouvent ici leur totale application: « L'homme a besoin d'être surmonté » et « Il faut vivre dangereusement ». La seconde proposition découlant d'ailleurs tout naturellement de la première.

J'entends l'objection: Avec une telle morale, dites-vous, on forme aussi bien des bandits que des héros! D'accord, jusqu'ici. Mais faites entrer en jeu la discipline, la préparation à l'effort, donner un but noble à l'énergie et vous n'aurez plus devant vous que des hommes en qui le sentiment du devoir égalera la force de volonté.

Vivre dangereusement conduit à désirer la force du cerveau et des muscles. Se surmener donne le sang-froid et le jugement intérieur.

Et tous, plus ou moins, nous voulons posséder ces qualités et nous nous reprochons de ne pas constamment travailler à leur développement. Aussi, quand un Brindejone des Moulinais, furieusement chassé par l'ouragan, traverse l'Europe en un jour, ne dites pas que ce raid affolant ne prouve rien.

Oubliez-en tout le côté sportif, même; mais voyez-y une grande leçon d'énergie et de self-contrôle.

C'est non seulement un aéroplane bien construit qui vient de traverser l'Europe... c'est aussi, c'est surtout une admirable machine humaine, un exemple.

13 juin 1913.

## Au Chevet d'un Héros

### Notre interview avec Samuel Bey

Chef de la section judiciaire  
à la Direction-Générale de la Police,  
blessé hier en entrant dans la maison assiégée.

Je viens de voir un héros. Le mot n'est pas de ceux qu'il faille prodiguer, je le sais. On va voir que, jamais, il ne fut plus justement employé.

Hier, déjà, lorsque l'on sortit sous mes yeux, étendu sur une civière et souriant, le juge d'instruction Samuel bey, — la cuisse droite (et non gauche comme on l'a dit) horriblement gonflée sous son pantalon plein de sang, — déjà ce visage tranquille et tout plein encore d'énergie m'avait impressionné vivement. Et dans le regard de cet homme qu'on emportait en hâte, on lisait clairement la satisfaction du devoir accompli jusqu'au bout.

J'ai voulu revoir cet homme, et, ce matin, à dix heures, le docteur de Lacombe, chirurgien en chef de l'Hôpital français m'e recevait avec cordialité.

### Ce que dit le Dr de Lacombe

Nous causons pendant deux ou trois minutes de l'affaire d'hier après-midi, puis je demande au chirurgien :

— Samuel bey... comment va-t-il ?

— Bien; c'est un tempérament exceptionnel; sa blessure est sérieuse, surtout parce qu'elle est restée sans soin pendant trois heures! Il a un éclatement du fémur droit, occasionné par une balle de gros calibre. Une forte hémorragie s'est produite, ainsi qu'une enflure considérable des tissus; pour le mo-

ment, il faut le laisser dans son pansement; inutile de vous dire que je m'occupe tout spécialement de lui... Je le tirerai d'affaire, soyez-en convaincu. J'ai eu un cas semblable, il y a cinq ou six ans; plus grave, même : un homme dont le fémur était broyé par une balle de browning; je lui ai fait des sutures au fil d'argent et quatre mois après il marchait normalement, sans claudication.

« Pour Samuel bey, si aucune complication ne survient, comme je le crois, la guérison est assurée. »

Nous remercions le docteur pour cette bonne nouvelle qui fera le plus vif plaisir aux amis du blessé, de qui l'on disait hier soir que son état était grave, et nous ajoutons, naturellement :

— Puis-je voir Samuel bey, maintenant ?

— Oui... oui... je vais vous faire accompagner à sa chambre, le numéro 7... il a toute sa connaissance, et parle sans fatigue... Pourtant, ne restez pas plus longtemps... »

#### Au chevet de Samuel Bey

Une petite chambre claire et propre d'hôpital.

J'entre doucement... Samuel bey me prend la main qu'il garde dans la sienne, tandis que je lui dis toute mon admiration pour sa conduite d'hier; il me laisse parler, souriant légèrement... Près de nous, silencieusement, une Sœur dispose quelques médicaments sur une table, puis elle sort sans bruit... Je m'arrête... Samuel bey agite la tête doucement et, après un silence, j'entends sa voix, un peu faible qui dit :

— Laissez cela; j'ai fait ce que je devais faire...

Je le regarde; la tête un peu haute sur un tas d'oreillers, ne porte aucune trace de fatigue; la barbe est longue de deux jours, et les yeux sont un

peu cernés... C'est tout. Ce regard clair, ce nez un peu fort, mais bien charpenté, cette bouche souriante que surmonte une mince moustache, ces maxillaires solides, tout cela compose un visage d'énergie et de douceur, extrêmement caractéristique.

### Ce qu'est Topal-Tewfik

Assis près de lui, je me remets à parler, doucement, du siège d'hier, je lui demande quelques précisions, quelques détails sur sa blessure.

Et Samuel bey, qui parle très bien le français, me répond de sa même voix tranquille, un peu assourdie :

— Nous savions qu'ils étaient là... nos précautions étaient bien prises. J'étais, depuis vingt-quatre heures, très certain qu'ils n'échapperaient pas... J'avais fait parler Topal Tewfik...

« Ah! celui-là! Il y a longtemps que je le connais, lui et son ami, son inséparable compagnon de jeu et de débauche, ce Nazmi... »

Samuel bey s'agite un peu; sa voix redevient normale :

— C'est un vrai bandit, Topal Tewfik; un vrai! Pas un apache ordinaire! Nous nous connaissons, je vous le dis, de longue date... Déjà, quand je dirigeai la police du Phanar, j'ai eu plusieurs fois à m'occuper de lui, et à l'arrêter... Quand j'avais réussi à le prendre, à le convaincre d'un délit, il se montrait beau joueur : « c'est bien, disait-il, tu m'as pris : c'est ton métier; je ne t'en veux pas! »

« Je vous assure, poursuit Samuel bey, celui-là, c'est un homme vraiment dangereux, un *comitadji* comme on n'en voit guère! Et même, il n'est pas dépourvu de certains sentiments, non pas cheva-

leresques, mais d'amour-propre... Il a été vraiment l'homme d'action de ce complot.

« Tout de suite après l'assassinat du grand-vézir, j'ai fait amener Topal Tewfik devant moi et j'ai commencé à l'interroger... Ça été très long; des mensonges, des subtilités, des réponses pour rien..., enfin, j'ai fini par obtenir des aveux, des demi-aveux, plutôt, car dans son récit, il y a encore bien des choses qui ne sont pas corroborées, encore bien des « trous »...

« Malgré cela il m'a fait des déclarations fort graves, celle-ci, entre autres : *« Je suis le principal meurtrier de son Altesse. C'est sous mes balles que le grand-vézir a succombé. »*

« Il m'a dit encore, continue Samuel bey, que leur coup devait avoir lieu au moment où le grand-vézir allait au ministère de la guerre... mais les assassins laissèrent passer le moment propice, et ils attendirent le retour de Mahmoud Chevket pacha.

### Un premier complot avorté

Samuel bey s'arrête... Je me lève.

— Je vous fatigue... dis-je...

— Non... répond l'inspecteur; je ne souffre pas, ou si peu... Une légère douleur continue, simplement... Que vous disais-je ? Ah! oui... je vous parlais du premier complot avorté, il y a trois mois de cela... Tout semblait prêt, mais — c'est Topal Tewfik qui me l'a avoué, — ils manquèrent d'« hommes d'action » et l'affaire fut remise. Topal Tewfik et Nazmi la reprirent il y a environ trois semaines, et cette fois, ils complotèrent d'assassiner en même temps Mahmoud Chevket pacha. Talaat bey et Djémal bey...

« Vous savez comment, hélas! ils ont pu exécuter l'un de ces trois crimes. C'est Topal Tewfik qui l'a combiné et exécuté, d'ailleurs, pour la plus grande part. »

#### Dans la maison de la rue Piré-Mehmed

Je reviens alors à l'affaire d'hier.

— Et dites-moi, bey, à quel moment avez-vous été blessé hier ?

— En entrant... Voici exactement ce qui s'est passé :

« Toutes nos précautions étaient prises, j'avais posté des hommes un peu partout, aux bons endroits; et sur les toits, aussi, j'avais mis des gendarmes avec des matelas. Je *savais* qu'ils étaient là. Le matin j'étais venu trouver cette dame Caruana, la locataire de l'immeuble, et lui avais demandé de me dire si oui ou non il se trouvait chez elle des gens qui se cachaient.

— Non, me dit-elle.

— Faites attention, repris-je, vous jouez gros!

Alors, elle se troubla et dit :

— Cette maison est sous la protection du Consulat d'Angleterre : si vous voulez avoir des renseignements, allez voir le consul.

« J'étais fixé.

#### Deux heures revolver au poing !

« Je reviens dans l'après-midi, et dès que les dernières mesures sont prises, on ouvre de force la porte, et j'entre dans la maison avec Mehmed Ali bey. De l'étalage, partent plusieurs coups de revolver et l'un d'eux me traverse la cuisse... A ce moment, un malheureux hasard ferma la porte. Nous étions donc enfermés dans la maison des révoltés.

« Moi, par terre, et Mehmed Ali bey à mon côté,

les yeux levés vers l'escalier, le revolver prêt à tirer nous sommes restés là plus de deux heures, entendant les coups de feu tirés de l'intérieur et de l'extérieur, et guettant toujours l'étage avec une extrême attention.

— Vous ne pouviez pas ouvrir la porte ?

— Impossible! pour ouvrir il aurait fallu que Mehmed Ali tournât le dos un instant aux assiégés et celui qui les aurait perdus de vue une seconde, celui-là aurait à coup sûr « mangé » une balle dans le dos!

« Enfin, les gendarmes sont entrés, et l'on m'a sorti... Voilà.

— Deux heures tragiques, en vérité !

— Oh... ce qui m'ennuyait, c'est que je ne pouvais pas bouger!

« Dans de tels moments, c'est un avantage, dit Samuel bey en souriant, un réel avantage, vous savez, de pouvoir se servir de ses membres... »

Samuel bey s'est un peu énervé, pendant les dernières minutes de notre conversation. Malgré tout l'intérêt de ses paroles, je crains de le fatiguer, et je me retire après avoir serré respectueusement la main de ce jeune homme si tranquillement, si simplement courageux.

16 juin 1913.



## Duodécuple exécution.

### Lugubre justice.

Je n'aime pas mon métier, ce matin... Ces douze corps vêtus de blanc qui pendent là-bas, ces douze cadavres qui tournent lentement, lentement, au bout

d'une corde cirée, ces douze choses qui furent des hommes et que leur pesanteur allonge maintenant. les bras retournés, le cou tordu, les muscles mous... alors, non seulement il faut les avoir vus, mais encore il faut en parler... Comme la Mort m'apparaît lugubre aujourd'hui! Et pourtant, je l'ai souvent rencontrée déjà... Je ne croyais plus, vraiment, qu'elle pouvait m'émouvoir à ce point... mais ces hommes, ces douze hommes, ces douze pendus sur qui s'est levé le matin clair! Oui, ils ont été condamnés, ils ont tué ou fait tuer, ils ont conspiré contre l'Etat, eux-mêmes l'ont avoué, et c'est la Justice qui les a suspendus, je le sais... Mais comment ne pas dire la tristesse de ce geste mortel douze fois répété, et que la vie paraît donc égoïstement précieuse, après un tel spectacle!

Ah, oui! il faut les raconter ces vingt-quatre minutes d'exécution, de quatre heures moins vingt à quatre heures quatre — deux minutes par homme — oui, ceux qui étaient là en raconteront tous les détails, pour s'en débarrasser, pour ne plus les porter en soi, comme on se hâte d'achever au plus tôt, n'importe comment, une besogne abhorrée...

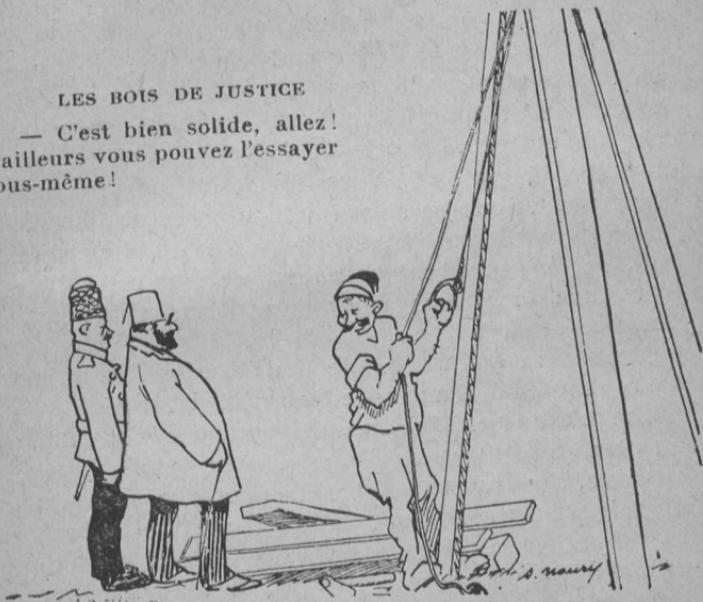
Il est trois heures... et déjà ce n'est plus tout à fait la nuit... l'avant-matin commence à l'Est, il blanchit les maisons, et, aussi, les potences toutes neuves qui sont là, à vingt pas, entourées d'un cordon d'agents, les potences que l'on s'attendait bien à voir, certes, mais pas ainsi, triangulaires, géométriques et rangées comme des supports de balances... Machinalement, à mesure que l'on se reconnaît, on serre des mains, avec un bref « bonjour »... Voilà Salih bey Gourджи, de l'Agence *Ottomane*, Maury, de l'*Havaş*, Destrez, du *Matin*, Kienast, de la *Neue Freie Presse*, d'Arici, du *Corriere d'Ita-*

lia, Séon, du *Journal* et de la *Turquie*, etc... tous ceux que le devoir professionnel a conduits là... et quelques autres, attachés militaires, secrétaires d'ambassade... on parle peu, on parle bas...

Trois heures et demie... Brusquement, de la cour du Séraskérat, part et s'élève et monte dans le si-

### LES BOIS DE JUSTICE

— C'est bien solide, allez !  
D'ailleurs vous pouvez l'essayer  
vous-même !



lence, une mélodie religieuse, un chœur rituel, une prière. Ceux qui vont mourir chantent à Dieu... La petite foule comprend, et dans l'aube grandissante, les visages se contractent, les yeux se tournent tous vers la porte large ouverte par où ils vont venir... Le chant religieux ne cesse pas, la porte reste béante et vide...

Et voici, tout d'un coup, devant nous, le premier : Kiasim; je ne l'ai pas vu venir, et il est là, à dix mètres, il passe, les mains liées au dos, la face dure, et il parle à voix haute... puis, on le voit dépassant de tout le buste les soldats qui l'entourent; il est sur l'escabeau, et derrière lui un agent de police fait des gestes, remue les mains, dispose la corde...

Quelqu'un a retiré l'escabeau! c'est fait; l'homme pend, sans soubresaut, sans cri, et ce corps paraît démesurément long, maintenant que ses pieds se crispent un peu... Déjà un autre est arrivé. puis un autre, et tous les autres, les douze, passent, successivement, tous recouverts d'une sorte de chemise blanche par-dessus leurs vêtements, et dès qu'ils sont pendus, on accroche autour de leur cou déver-tébré une large pancarte portant leur nom et la sentence.

Quatre heures quatre... le douzième escabeau vient d'être bousculé d'un geste brusque. C'est fini...

Oui, c'est fini. Mais on ne peut pas s'en aller; qu'attend-on? Que veut-on voir de plus? Rien; on reste, sans savoir pourquoi... peut-être parce qu'il ne fait pas grand jour encore et que l'on a besoin de la pleine lumière pour bien se convaincre de la réalité de cette chose... Ils sont là tous les douze, en deux rangées de six, et l'on voit les chaussures jaunes toutes neuves de celui-ci... les pieds nus de celui-là... un cou déjà gonflé... un œil ouvert... et des hommes autour qui attendent, des machines noires à la main, les photographes.

— Ah! le soleil! dit quelqu'un près de moi.

Et sur la joue verte d'un condamné, qui tourne encore très lentement, le premier rayon de soleil luit en caresse...

Dans la foule silencieuse, les objectifs des photographes clic-claquent...

Il faut s'en aller, décidément, ce soleil est trop beau, trop clair, sur nos traits fatigués, sur nos vêtements poussiéreux, sur ces douze cadavres au col tordu...

Et nous partons, un ami et moi, sans pouvoir nous défendre, au coin de la rue, de regarder une dernière fois.

— C'est ici que, le 11 juin, s'arrêta l'auto de Mahmoud Chevket pacha, me dit mon ami. C'est là, en effet... De cette place, on voit les douze pendus.

*24 juin 1913.*





## TABLE DES MATIÈRES

|                                                       |    |
|-------------------------------------------------------|----|
| PRÉFACE . . . . .                                     | 1  |
| Le Collège oriental de l'Université de Lyon . . . . . | 1  |
| La Prusse des Balkans . . . . .                       | 5  |
| La vie chère . . . . .                                | 8  |
| Une proclamation impériale . . . . .                  | 11 |
| Après le vote de confiance . . . . .                  | 14 |
| La situation . . . . .                                | 18 |
| Vers l'apaisement . . . . .                           | 21 |
| Anniversaire . . . . .                                | 24 |
| La trêve albanaise . . . . .                          | 26 |
| Le Général Nazim . . . . .                            | 28 |
| Légalité . . . . .                                    | 30 |
| La Turquie et l'opinion européenne . . . . .          | 32 |
| L'Empire de la Méditerranée . . . . .                 | 35 |
| Attente... . . . .                                    | 38 |
| La tactique de la majorité . . . . .                  | 40 |
| En Europe. . . . .                                    | 42 |
| ... Sed lex. . . . .                                  | 44 |
| Mesures nécessaires. . . . .                          | 46 |
| M. Poincaré en Russie. . . . .                        | 48 |
| Les prochaines élections. . . . .                     | 50 |
| Une politique parlementaire . . . . .                 | 52 |
| Le programme de M. Roosevelt. . . . .                 | 55 |
| Les Inscrits, leur grève et la C. G. T. . . . .       | 57 |
| La question albanaise. . . . .                        | 60 |
| Les petites fleurs de charité . . . . .               | 63 |
| Avant les opérations électorales . . . . .            | 67 |
| Que deviendra la proposition Berchtold ? . . . . .    | 68 |
| Au Maroc . . . . .                                    | 73 |
| Pour avoir une police internationale . . . . .        | 75 |
| Le point de départ . . . . .                          | 79 |
| Les sports à Constantinople . . . . .                 | 81 |
| Expressions inopportunes. . . . .                     | 85 |
| La folie du revolver . . . . .                        | 88 |
| Sauvés ! . . . . .                                    | 91 |



|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| Vers la Paix...                                       | 93  |
| L'erreur du général                                   | 96  |
| La liberté d'opinion.                                 | 99  |
| La situation politique et le ministère.               | 100 |
| Les explications du comte Berchtold                   | 103 |
| Le devoir de vivre.                                   | 105 |
| La parole est à l'Europe                              | 109 |
| La patrie est en danger.                              | 111 |
| Reste-t-il des chances de paix ?                      | 114 |
| Le maximum de péril                                   | 115 |
| La proposition Poincaré                               | 118 |
| La note des Puissances                                | 120 |
| La guerre ou le miracle                               | 122 |
| Et maintenant ?                                       | 124 |
| L'intégrité de la Turquie                             | 126 |
| Un jour de plus                                       | 129 |
| Droit international méconnu, Ultimatum, Négociations. | 131 |
| La Puissance la plus intéressée                       | 133 |
| La Conférence                                         | 135 |
| Le prix du pain                                       | 137 |
| Le malaise européen                                   | 140 |
| La Guerre, la Paix.                                   | 141 |
| Intervention, Conversation                            | 143 |
| De Constantinople à Tchornou                          | 146 |
| Au quartier général de l'armée de l'Est.              | 150 |
| Quartier général de l'armée de l'Est                  | 152 |
| Au quartier général de l'armée de l'Est.              | 154 |
| War-Correspondents.                                   | 156 |
| War-Correspondents.                                   | 158 |
| War-Correspondents.                                   | 159 |
| Une protestation nécessaire                           | 161 |
| Tchataldja                                            | 165 |
| Du calme                                              | 168 |
| Un homme dangereux                                    | 172 |
| Un nouveau pas en avant.                              | 174 |
| Le discours de M. Poincaré                            | 176 |
| Mort de M. Georges Gaulis                             | 180 |
| Les Héros de la Guerre                                | 183 |
| Tchataldja et la paix                                 | 186 |
| Conditions inacceptables                              | 188 |
| L'invisible Ennemi                                    | 191 |
| La Serbie entre l'Autriche et la Russie               | 193 |
| Transactions                                          | 195 |
| L'Asie-Mineure et les Négociations de Paix            | 198 |

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| Vue d'ensemble . . . . .                                                | 200 |
| 3/4 . . . . .                                                           | 203 |
| La Rentrée des Diplomates . . . . .                                     | 205 |
| La Journée du 3 Décembre . . . . .                                      | 207 |
| La Conférence . . . . .                                                 | 210 |
| Des Menaces . . . . .                                                   | 212 |
| En attendant . . . . .                                                  | 215 |
| Le Bloc . . . . .                                                       | 218 |
| Berchtold et Hœtzendorff . . . . .                                      | 221 |
| Est-ce la Paix ? . . . . .                                              | 224 |
| La Paix européenne . . . . .                                            | 226 |
| La note des Alliés . . . . .                                            | 232 |
| L'intérêt de la Turquie . . . . .                                       | 235 |
| Le Grand Conseil . . . . .                                              | 238 |
| Les droits et le Droit . . . . .                                        | 242 |
| Vers la Paix . . . . .                                                  | 244 |
| La Rupture ? . . . . .                                                  | 245 |
| Au Chevet de la Turquie . . . . .                                       | 247 |
| La seconde partie de la réponse . . . . .                               | 250 |
| Sextuple-Entente . . . . .                                              | 253 |
| La question de Silistrie . . . . .                                      | 259 |
| L'Europe et la Guerre . . . . .                                         | 262 |
| La Roumanie et l'Autriche . . . . .                                     | 265 |
| A Londres . . . . .                                                     | 268 |
| Réorganisation administrative et hygiénique de Constantinople . . . . . | 270 |
| La Mission de Hakki Pacha . . . . .                                     | 274 |
| La Paix prochaine . . . . .                                             | 278 |
| La France d'Aujourd'hui . . . . .                                       | 281 |
| La Réponse . . . . .                                                    | 284 |
| Le réveil national français . . . . .                                   | 285 |
| La Réponse ottomane . . . . .                                           | 288 |
| La Paix armée . . . . .                                                 | 290 |
| De Romulus à Cavour . . . . .                                           | 294 |
| Frontières Bulgaro-Roumaines . . . . .                                  | 297 |
| Ni reculade, ni provocation . . . . .                                   | 299 |
| Le devoir français . . . . .                                            | 301 |
| La question macédonienne . . . . .                                      | 305 |
| La mise au point . . . . .                                              | 308 |
| Pour « cuire son œuf » . . . . .                                        | 311 |
| L'intérêt supérieur ? . . . . .                                         | 314 |
| Deux gestes de Nicolas II . . . . .                                     | 315 |
| L'Éveil du Patriotisme . . . . .                                        | 317 |
| Les 75 . . . . .                                                        | 320 |



|                                        |     |
|----------------------------------------|-----|
| Complications.                         | 323 |
| Un plan de Réformes.                   | 325 |
| Socialistes et Lycéens.                | 329 |
| La Médiation et la Guerre.             | 332 |
| Les Arbitres.                          | 334 |
| Le roi Constantin.                     | 337 |
| Le ministère Barthou.                  | 339 |
| La déclaration de M. Louis Barthou.    | 341 |
| Un exemple.                            | 344 |
| La fin d'un Héros.                     | 347 |
| Situation nouvelle.                    | 349 |
| L'intérêt se déplace.                  | 352 |
| La fin des hostilités.                 | 354 |
| Un peu de chronologie.                 | 357 |
| L'Europe et les Alliés.                | 360 |
| Compensations.                         | 362 |
| La Note russe.                         | 364 |
| Deux Nouvelles.                        | 367 |
| Parallèle.                             | 369 |
| De Lunéville à Nancy.                  | 371 |
| Espoirs légitimes.                     | 374 |
| Le Monténégro et l'Albanie.            | 376 |
| Nouvelles contradictoires.             | 378 |
| L'enfant de l'Europe.                  | 379 |
| De quoi parlera-t-on cette semaine ?   | 383 |
| Les préliminaires de paix.             | 384 |
| Pécuniâ nos oppugnant.                 | 386 |
| L'Entente méditerranéenne.             | 391 |
| En paix...                             | 395 |
| Pour l'exemple.                        | 397 |
| Au chevet d'un Héros.                  | 400 |
| Duodécuple exécution. Lugubre justice. | 405 |



03 SA 7115

**ULB Halle**

3/1

000 165 891





